



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

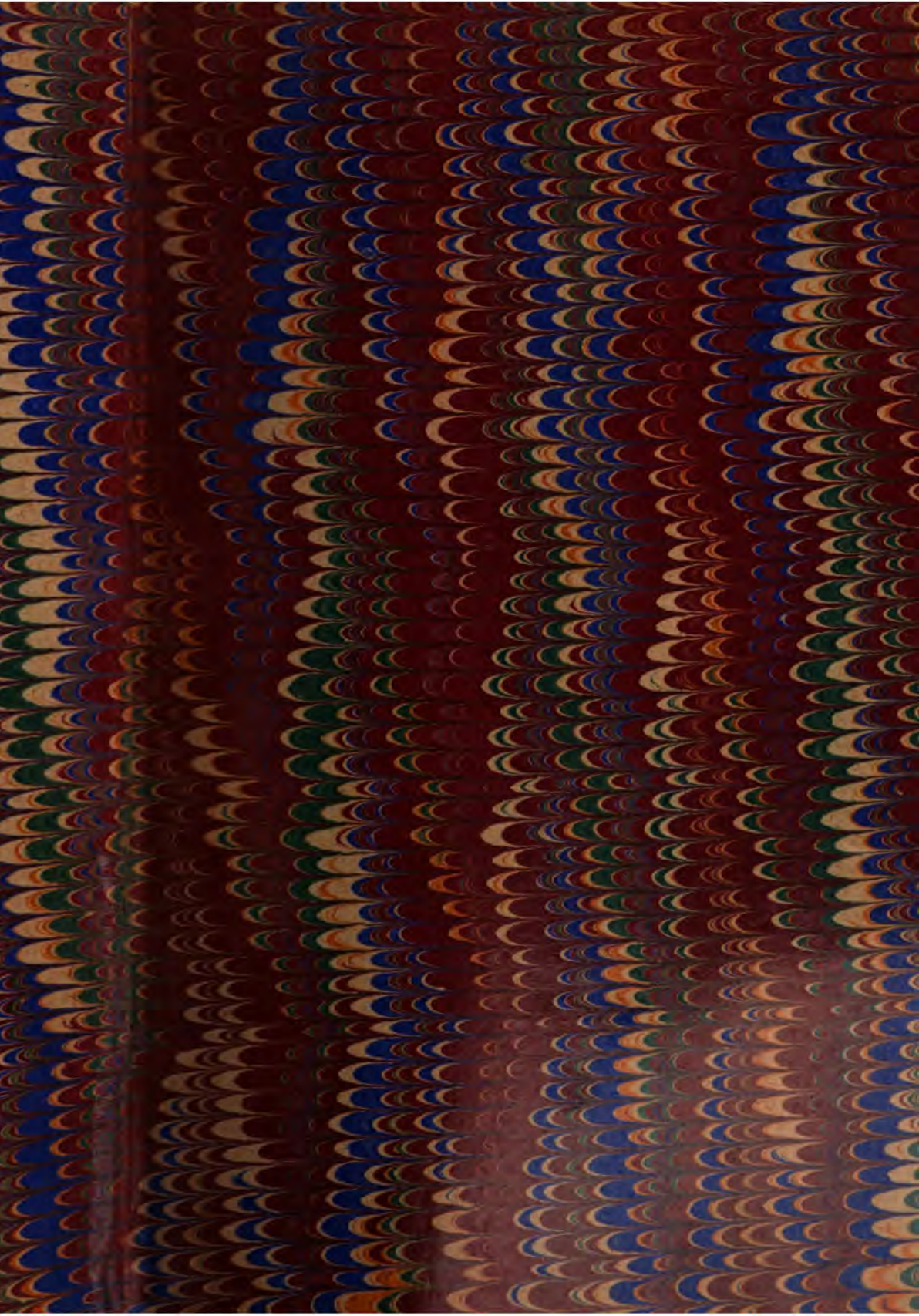
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 50040 6



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY of MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



add
10/10/10

#C
611
#781
S8

SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE
D'ARCHÉOLOGIE ET DE STATISTIQUE
DE LA DROME.

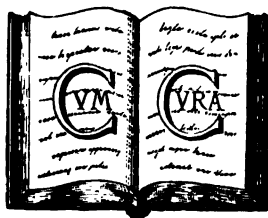
TOME XIV. — 1880.

VALENCE, IMPRIMERIE DE CHENEVIER ET PESSIEUX.

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ (DÉPARTEMENTALE)
D'ARCHÉOLOGIE
ET
DE STATISTIQUE
DE LA DROME.

Colligite ne percant.

TOME QUATORZIÈME



VALENCE
AU SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ.

M.DCCC.LXXX.

W

Running
Nijhoff
5-4-27
13603

GRIGNAN RELIGIEUX

(SUITE. — Voir de la 41^e à la 51^e livr.)

CHAPITRE XV.

Doyens du Chapitre.

Le premier doyen du chapitre de Grignan fut noble Antoine Vache (ou *du Vache*, comme portent des documents de 1540 à 1544); car, quoique ce prêtre ne commence qu'en 1523 à figurer positivement avec ce titre dans les actes connus, diverses circonstances nous paraissent lui en attribuer le rôle dès 1516. Il prit aux affaires religieuses de Grignan et surtout à l'organisation du chapitre une part très active. Il fut le bras droit du baron Louis, son gérant et chargé d'affaires dans toutes ses entreprises religieuses et même civiles à Grignan. Licencié en droit canon et civil, il était plus que nul autre capable de soutenir son chapitre contre les difficultés de plusieurs sortes auxquelles ce corps fut exposé de son temps. Aussi ses collègues s'empressaient-ils de le déléguer pour traiter les questions épineuses, comme nous l'avons vu dans l'article précédent. Ses derniers actes connus sont une reconnaissance qu'il reçut, le 5 mars 1544, des consuls de La Garde, au nom de Louis Adhémar, baron de ce lieu, et son testament, de ladite année, où il lègue à l'hôpital de Grignan un immeuble estimé 300 livres. Il mourut peu de temps après et l'hôpital recueillit en effet le legs ¹.

(1) Min. cit., reg. coté *abba*, f. *xxiii*, *xxxiii* et *lxiii*; protoc. de B.

Après Vache, le doyenné échut à Balthazar de Villeneuve, antérieurement au 14 janvier 1546. Ce personnage, connu dans le chapitre sous le nom de *Monsieur le doyen de Varclause*, était frère de Christophe de Villeneuve, seigneur de *Vauclause*, Bargemon et autres lieux. Cette famille était en rapports et même alliée avec les Adhémar. Anne, fille de Gaspard I^{er} de Castellane et de Blanche Adhémar, épousa Gaspard de Villeneuve. Noble Guillaume de Villeneuve était au château de Grignan, avec Scipion de Montfort, le 27 août 1512. Un « de Villeneuve s^r de Valclause » était témoin, le 17 décembre 1544, d'un codicille fait à Aix par le baron de Grignan. M^{re} Nicolas de Villeneuve était, en 1550, recteur des droits seigneuriaux de Grignan pour ce baron. Enfin notre doyen, qui lui-même donnait en 1546 une investiture pour ce même baron, nous est connu par une foule d'autres actes subséquents, dont nous rappellerons seulement les suivants :

Une transaction, du 21 décembre 1547, avec Mathieu Ravon, curé de *Syemes*, cure où Balthazar prétendait un certain droit. Une transaction qu'il fit, le 28 décembre 1558, avec son chapitre sur ses droits à Colonzelles et à Sales, par l'arbitrage de Paul Remy, docteur en droit, conseiller au parlement de Dauphiné, et de Joseph de Cambis, écuyer, seigneur d'Honares, qui décidèrent que le doyen supporterait la contribution, pour dîmes de Sales, aux décimes et dons gratuits au roi, de 5 florins pour décime, avec la charge des réparations et autres; que, à Colonzelles, il aurait la maison et château, où toutefois le chapitre pourrait remiser ses grains et se retirer en cas de peste; qu'il aurait aussi le *frestaige* de bois du plan de Colonzelles, lieu dont il restait haut, moyen et bas justicier, tandis que le cha-

Reynaud, de 1522 à 1542, f. cclv et ccxxxvi, de Silhol, 5^e reg., f. 256; — Mairie de Grignan, *Délib.*, reg. 2^e, aux 17 septembre 1516 et 8 septembre 1517; — Arch. de la Drôme, fonds de l'évêché de Die; — *Journal de Die*, 13 mars 1870; — LACROIX, *L'Arrond.* cit., t. iv, p. 103; — Arch. de l'hôpital de Grignan; — *Invent. des arch. dauph. Morin-Pons*, doss. général., *Adhémar*, N.^{os} 177 et 187.

pitre gardait tout droit de directe audit Colonzelles, à Sales et à Tourretes, suivant la bulle, etc. Un arrentement qu'il fit, le 31 décembre 1559, à noble Honorat de Robion « des prieurés de St Jullian de bynosc et de notre dame de beaulieu d'angers, aux diocèses de Cisteron et de Senes ». Sa mise en possession, le 31 mars 1559, du prieuré de Pierrelatte, dont il avait été pourvu, le 5 février 1558, par le vice-légat d'Avignon, sur la résignation d'Antoine Avias, chanoine de Grignan. Des accords de 1566 entre lui et les habitants de Colonzelles. Un acte du 7 mai 1567, qui le qualifie de protonotaire apostolique. Un autre du 30 septembre suivant, où Jean Gachon, son vicaire-général dans l'ordre spirituel et trésorier du chapitre, donnait un démissoire à Antoine Gaume, maître de chœur, qui lui-même était, le 15 novembre 1568, procureur de ce doyen.

Balthazar figure au rang des morts en un document de 1585¹. Jean Gachon l'avait remplacé au doyenné bien avant cette date.

Celui-ci appartenait à une famille implantée à Grignan avant 1369 et dont des membres y remplirent aux XV^e et XVI^e siècles les fonctions de conseiller, de syndic ou consul, de juge, etc. Chanoine de Grignan avant le 19 mars 1554, il était de plus en 1556 curé de Roussas. Il apparaît en 1559 et 1561 comme simple chanoine; mais avant le 2 mai 1566 il était trésorier. Le 26 juillet 1567, Gaspard Adhémar, comte de Grignan, lui faisait une sommation au sujet de la possession d'une place vacante et de son contenu, situés entre les murs de Grignan et la rue, et donnés au chanoine par Anne de Saint-Chamond, « soi disant usufructuaire de la comté ». En octobre suivant il était encore trésorier et faisait son testament, que possède M. Faure. Enfin, de vicaire-général du doyen de Villeneuve qu'il était en 1567, il devint lui-même doyen entre 1568 et 1572, et le demeura

(1) Min. cit., *passim*; — Collect. Morin-Pons et Devès; — *Histoire de Castellane*, par Bourget, Digne, 1842; — LACROIX, *L'Arrondissement* cit., t. II, pp. 386 et 394.

jusqu'à sa mort, arrivée avant 1585, année où on comptait parmi les chefs de distributions à faire au chapitre « la livre de feu Mons^r le doyen Gachon », puis « la livre qu'a fondée monsieur le doyen Gachon le jour de son trespas », et comme un chef de revenu deux livres faites chaque année, le 15 avril, par « les heritiers de Mons^r le doyen Gachon pour sa livre de doyen ¹. »

A Jean Gachon succéda Antoine Gaumè, que plusieurs historiens, sur la foi de Boyer de Sainte-Marthe, disent originaire de Richerenche, mais que M. Devès croit être le même qu'un Antoine Gaume, fils de Jean et de Jeanne Berbeyer, qui habitaient Grignan, où, par suite, ce dernier auteur met l'origine de notre doyen.

Sans trancher cette question et après avoir avoué que les convenances de lieu, de date et de noms nous inclineraient fortement vers la seconde version, si l'odeur plus que forte de protestantisme que respire le testament de « Jehan Gaume coturier de Grignan et de Jehanne Berbeyre sa femme », du 14 mars 1568, dont nous avons la minute sous les yeux, ne nous en détournait, nous passerons aux traits connus de la vie de l'excellent doyen.

Successivement sous-diacre du chapitre et, avant le 17 décembre 1561, chanoine, quoique simple tonsuré, il est présenté, le 7 mai 1567, par Gaspard Adhémar au doyen pour la maîtrise de chœur, vacante par le décès de Jacques Sabbatier. Revêtu de sa nouvelle dignité, il se prépare à recevoir les ordres. Le 30 septembre, il reçoit du vicaire-général du doyen un démissoire pour les ordres soit mineurs, soit majeurs. Le 25 mai 1568, il est au nombre des chanoines chassés par la peur des huguenots, et le 15 novembre suivant on le trouve procureur du doyen.

(1) Arch. de l'église de Grignan, orig. parch. lat.; — Min. cit., *passim*; — Collect. Devès et Morin-Pons; — Mairie de Grignan, *Cadastre* du temps, fol. 95; — Arch. de M. Léopold Faure.

Ordonné sous-diacre, le 10 mars 1571, par Christophe *Scoffus*, évêque de Cavaillon, dans la cathédrale dudit Cavaillon, et élevé à la prêtrise, le 31 mai 1572, dans la cathédrale de Vaison, par Guillaume de Cheisolme, évêque de Dumblain, administrateur du diocèse de Vaison, il était appelé quelque temps après au doyenné, qu'il occupait en 1585, année où il rédigeait, de concert avec le comte, juspatron, l'*Estat* du chapitre pour l'an 1585, précieux document où tout révèle le zèle de ce doyen pour la prospérité de ce chapitre.

Mais Thomas Pobel, évêque de Saint-Paul, laissait ce siège cette même année 1585, et Antoine Gaume était appelé à l'y remplacer.

Devenu évêque de Saint-Paul, Gaume ne renonça point au doyenné de Saint-Sauveur. Bien plus, sa cathédrale ayant été ruinée quelque temps auparavant par les Calvinistes, son clergé dispersé et les biens de son chapitre cathédral confisqués par d'iniques ravisseurs, il ne crut pas devoir fixer sa demeure dans sa ville épiscopale, mais à Grignan, que la haute position de ses seigneurs protégeait exceptionnellement, et d'où il gouverna son église, qui en est très rapprochée. Son domicile à Grignan nous explique l'ordination qu'il fit, un samedi de Quatre-Temps de 1597, à Notre-Dame de Beaulieu, qui était de son diocèse. Il mourut, également à Grignan, en 1598 et fut enseveli dans l'église collégiale. Ses historiens proclament le zèle avec lequel il travailla sans relâche au bien spirituel de son troupeau ¹.

Le comte le remplaça dans le doyenné par Marc de La Salle, dont la famille, illustre en Provence dès 1374, se divisa en plusieurs branches, dont la généalogie n'est pas connue. Marc, devenu chanoine en 1574, ce qu'il était encore en 1585, fut ensuite élevé à la trésorerie, puis à la sacristie, qu'il occupait

(1) NADAL, *Essai* cit., p. 211; — AUBENAS, *Not. histor. sur... Valréas*, p. 114; — Notes de M. Devès; — Min. cit., *passim*; — Archives de M. Devès, orig. parch. lat.; — Collect. Morin-Pons.

on mars 1600. Encore sacristain le 25 novembre 1602, date où il assistait à la prise de possession d'Aiguebelle par Adam de Sompi, il passa ensuite au doyenné.

L'abbé de Sompi, commendataire d'Aiguebelle, avait fixé sa résidence à Grignan, où il avait acheté, dès 1602, d'Ellisène de Seguin, veuve de Jean Jedouin, la maison située à Côte-Chaude, entre le rempart de la ville et la rue principale allant au château. Après sa mort, arrivée dans cette maison le 6 octobre 1607, Marc de La Salle devint possesseur de celle-ci et l'habita, même après avoir résigné le doyenné et obtenu la commende d'Aiguebelle, où il fut nommé le dernier février 1609 et dont il fut pourvu le 4 décembre 1611 et prit possession le 5 avril 1612. Il y mourut en 1619, après avoir, par testament du 20 octobre 1618, reçu Barthélemy, notaire, institué pour héritière universelle Jeanne d'Ancezune de Vénéjan, comtesse de Grignan, et fait divers legs particuliers, entre autres à l'hôpital de Grignan celui d'une pension annuelle de 48 livres au capital de 960, et au chapitre celui de 130 livres, qui furent en effet payés par Jeanne d'Ancezune. Cette comtesse, reconnaissante, fit pour lui nommément, en 1621, ainsi que pour divers parents à elle, une fondation de messes, dotée de 20 livres par an au capital de 400, fondation et dotation confirmées par elle en 1647¹.

Marc de La Salle fut enseveli dans la collégiale de Saint-Sauveur, à l'angle sud-ouest du chœur, où, le 28 août 1870, des ouvriers, ayant enlevé les stalles pour refaire le dallage, trouvèrent sa pierre sépulcrale, qui, rongée d'un côté par le frottement des pieds, porte sur les bords de la partie protégée par les stalles ce fragment d'inscription :

..... HIC · IACET · REVEREND. . .
 . . MINDVS · MARCVS · DE · LA · SALLE · SVONE. . .

(1) NADAL, *Essai* cit., pp. 211-2; — Min. cit., protoc. *Bouvier* de 1574; — Collect. Morin-Pons; — Mairie de Grignan, *Reg. de cathol.* de 1600-2; — *Ann. d'Aiguebelle*, t. 1, pp. 358-9 et 363-70; — Notes de M. Devès; — Arch. de M. Faure.

Cette pierre est rectangulaire et de 2 m. de long sur 0,78 c. de large.

Après Marc de La Salle et dès 1609 le doyenné fut possédé par Jean Gachon, qui était sans doute de la même famille que le Jean Gachon doyen au siècle précédent et peut-être le Gachon, prêtre, qui en 1605 était vicaire à Sales et chapelain de la *Magdeleine*, dont il fit restituer les immeubles par leurs envahisseurs.

Il fit plusieurs fondations de grand'messes, dont le capital ne fut pas payé par ses héritiers. Il fonda de plus 12 messes basses, pour lesquelles il donna lui-même un capital de 20 florins, et légua, en mourant, la somme de 40 livres au chapitre pour son droit d'anniversaire ¹. Il fut remplacé par Michel d'Alméras.

Celui-ci avait le doyenné avant le 4 avril 1614. Il eut en novembre de la même année des démêlés avec les consuls de

(1) Notes de M. Lafont, curé de Sales; — NADAL, *Essai* cit., p. 212.

M. Nadal (*Essai* cit., p. 212) fait succéder Adam de Sompi à Marc de La Salle comme doyen, sans leur assigner de dates. Comment cela, puisque le second était certainement doyen à la mort du premier? M. Devès (*Biogr. histor.*, p. 25), pour tout accorder, renverse cet ordre de succession. Mais, nouvelle difficulté, il n'y a presque pas d'intervalle pour un décanat à Grignan entre la mort d'Antoine Gaume et la nomination d'Adam de Sompi à Aiguebelle. Un mot trop tiré des notes de seconde main du *Mémoire* Castillon, seul titre invoqué, n'aura-t-il pas fait inscrire à tort Adam de Sompi parmi les doyens de Grignan? Nous le craignons assez pour ne pas l'y admettre avant une preuve précise. Il est vrai que M. de Sompi a habité Grignan, où il tenait un enfant en baptême, avec M^{me} la comtesse, en 1604, et y est mort en 1607, laissant 18 livres aux pauvres de Grignan et la fondation d'une grand'messe à perpétuité, pour son anniversaire, dans la collégiale Saint-Sauveur. (Mairie de Grignan, *Reg. de cathol.*; — *Ann. d'Aiguebelle*, t. 1, pp. 302-3; — NADAL, loc. cit.) Mais bien d'autres, sans être doyens de Grignan, en ont fait autant. D'ailleurs, les *Annales d'Aiguebelle* et son épitaphe, en énumérant ses titres, excluent celui de doyen de Grignan, d'où son corps est porté à Aiguebelle. Enfin, ce n'est qu'après sa nomination à Aiguebelle qu'il achète de la veuve Jedouin une maison à Grignan.

Grignan, au sujet de la taille, et figure en 1615 parmi les réclamants contre l'élection de Raymond du Cros comme député à l'assemblée générale du clergé.

Ayant lié amitié avec Guillaume de Cheisolme, évêque de Vaison, et gagné sa confiance, ce prélat, fort âgé, demanda et obtint pour coadjuteur Michel, qui fut sacré en 1624, sous le titre d'évêque de Philadelphie, mais ne renonça pas pour cela au doyenné de Grignan, car il porte les deux titres d'évêque et de doyen dans un acte de mars 1624, relatif à la collégiale, et dans un accord de juin suivant entre celle-ci et le comte de Grignan.

Prudent, du reste, il avait été de ne pas se dépouiller trop vite de sa possession; car des difficultés soulevées contre sa coadjutorerie l'obligèrent à renoncer à Vaison, dont il ne prit l'administration qu'à la mort du titulaire, Guillaume de Cheisolme, arrivée le 30 mai 1629 ¹.

Ayant alors renoncé au doyenné de Saint-Sauveur, il y fut remplacé, en 1630, par Charles d'Inguibert, d'une famille originaire de Vienne en Autriche et répandue au XV^e siècle en Provence, où elle rendit de grands services à l'Église, à l'État et aux lettres. A la mort de Charles, en 1637, le doyenné fut donné à Claude Serre, docteur en l'un et l'autre droit, qui figure pour la première fois dans les délibérations capitulaires le 29 décembre de ladite année.

Le 15 décembre 1639, il présidait la réunion conférant pour quatre ans à M^{re} Jacques Denanes, notaire et procureur au bailliage de Grignan, le recouvrement des revenus du chapitre, moyennant 90 livres de gages par an. Le 7 avril 1640, il livrait, en son nom personnel, à Richard Barthélemy, de Chamaret, héritier des biens dotaux de Marguerite de Lolle, 100 livres à

(1) Mairie de Grignan, *Reg. de cathol.* de 1624; *Invent.* de 1739, a. 2, n. 12; — Min. cit., protoc. *Lombard* de 1624, f. iii, xii et cxlix; — NADAL, *Essai* cit., p. 212-4; — *Annales d'Aiguebelle*, t. 1, pp. 366-7 et 581-3.

compte de 200 qu'il avait constituées à ladite de Lolle, en son mariage avec ledit Richard, le 1^{er} mars 1639. En janvier 1650 il payait aux consuls de Grignan des arrérages de taille, et le 28 juillet 1651 il mourait, laissant, par testament du 23 novembre précédent, 90 livres au chapitre pour fondation d'une grand'messe *de la Trinité* et d'une autre *pro defunctis* au jour anniversaire de son décès ¹.

Il eut pour successeur André-Simon de Ripert d'Alauzier, fils d'Émeri Ripert d'Alauzier, capitaine d'infanterie, et de Justine Faucher, et qui était encore à Paris, fréquentant les conférences ecclésiastiques, quand le comte de Grignan l'avertit de sa promotion au doyenné, en 1654. Aussitôt le nouveau doyen pria le chapitre de le laisser encore deux ans à Paris, en lui assurant néanmoins ses revenus. Le 19 octobre 1654, une délibération capitulaire lui allouait 500 livres et destinait le surplus au remboursement des dépenses faites par le comte pour réparer la collégiale, conditions qu'accepta André-Simon, qui ne commence à figurer dans les délibérations qu'au 9 mai 1657. Il acquit pour son logement la maison qu'avait habitée Marc de La Salle et la posséda en son nom propre, comme le prouve une reconnaissance qu'il en fit au comte de Grignan. Il fit son testament le 12 septembre 1666 et mourut le 8 février 1671, donnant 300 livres pour une grand'messe au jour anniversaire de son décès et pour l'entretien de quatre cierges aux bénédictions du Saint-Sacrement.

Un de ses frères, Joseph de Ripert d'Alauzier, homme de lettres et d'un très haut mérite, lui succéda la même année et fut inscrit dès 1673 dans un parcellaire, à raison des fonds qu'il possédait à Grignan.

Ami de la discipline, le nouveau doyen présida en 1675 une assemblée capitulaire, où on statua que le capiscol corrigerait exactement ceux qui feraient des fautes au chœur, « comme

(1) NADAL, *Essai* cit., pp. 214-6; — Min. cit., protoc. *Boullon* de 1639-40; — Mairie de Grignan, *Invent.* de 1739, a. 2, cote 12.

d'aller trop vite en psalmodiant, lire dans le chœur, prendre du tabac ».

Le 7 août 1688, il fonda une messe haute le jour de Saint-Joseph, 19 mars, avec orgue et musique, et une messe de mort le lendemain pour lui et tous les confrères de Saint-Joseph, et donna pour cela 200 livres au chapitre.

Il fut député à l'assemblée générale du clergé en 1690.

Grand ami des comtes de Grignan, il ne pouvait manquer d'assister aux actes religieux de leur famille. Présent le 2 janvier 1695, avec M^{me} de Sévigné et plusieurs autres grands et nobles, au mariage de Louis-Adhémar de Monteil, marquis de Grignan, avec Anne - Marguerite de Saint-Aman, il l'était encore, le 29 novembre suivant, avec M^{me} de Sévigné et une nombreuse noblesse, au mariage de Pauline de Grignan avec Louis de Simiane; et moins de cinq mois après il administrait les derniers sacrements à cette même dame de Sévigné.

Le 16 mai 1696, par testament reçu Jacqueti, il léguait sa crosse au chapitre, qui la vendit à son successeur pour 200 livres, et unissait au doyenné la maison qu'il tenait de son frère, qu'il avait habitée lui-même et qui par cette union tomba en mainmorte. En 1705, il se retira dans l'abbaye de Sept-Fonds, où il fit ses vœux et mourut en grande réputation de sainteté, en 1708.

La famille de ces doyens, qui possédait au XVIII^e siècle des fiefs à Rac et à Noveysan, est représentée dans la magistrature par M. de Ripert d'Alauzier, nommé substitut près le tribunal de Gap par décret du 14 juillet 1874 ¹.

André-Joseph de Revel du Perron, docteur en théologie, sacristain de Grignan depuis août 1702 jusqu'à mars 1707, intervalle pendant lequel il figure plusieurs fois dans des procé-

(1) Archives de l'église de Grignan, *passim*; — Mairie de Grignan, *Parcellaire* de 1673, f. 1; *Reg. de cathol.* de 1695; — Arch. de la Drôme, fonds de l'évêché de Die; — NADAL, *Essai*, pp. 216-9; — *Le Monde*, 16 juillet 1874; — LACROIX, *Invent. des arch. de la Drôme*, B. 1331.

dures relatives aux décimes de son bénéfice, fut élevé au doyenné, dont il prit possession le 24 mars 1707.

Son décanat fut également long et fécond en bonnes œuvres. Nous ne citerons de celles-ci que celles qui lui sont personnelles : un don de 200 livres pour les pauvres ; un legs de 500 livres pour former un mont-de-piété, et un legs de 120 livres au chapitre pour fondation d'une grand'messe à perpétuité le 14 mars, pendant sa vie pour la rémission de ses péchés, et après sa mort pour le repos de son âme ¹.

Décédé à Grignan le 1^{er} février 1752, il fut remplacé, avant le 20 novembre de ladite année, par Antoine de Castillon, qui simple chanoine en 1735, sacristain en 1738 et 1751, apparaît en outre dès 1738 comme vicaire-général et official de l'évêque de Die, titres qu'il conserva jusqu'à sa mort. Ce prêtre, que des actes de 1742 et de 1759 disent en outre prieur commendataire de Saint-Irénée de Lyon, était d'un mérite peu ordinaire. Il est qualifié de docteur en théologie dans une reconnaissance qu'il fit, le 26 septembre 1758, pour les biens de son doyenné au comte du Muy. Il mourut en novembre 1763, laissant au chapitre un capital de 144 livres, pour 12 messes à perpétuité, une chaque mois, pour le repos de son âme.

Raymond de Milet de Villargères, déjà doyen du chapitre de Saint-Rémy, fut installé doyen de Grignan le 1^{er} avril 1764. Mais, soit regret du séjour de Saint-Rémy, soit impossibilité de conserver deux bénéfices exigeant la résidence, quatre mois après il renonçait au doyenné de Grignan, où était installé le 14 octobre 1764 François-Xavier-Gaspard de Fresse de Monval, âgé de 34 ans, docteur en droit civil et canonique et conseiller titulaire à la cour des comptes, aides et finances de Provence, charge qu'il conserva jusqu'en 1781 et qui l'obligea à de nombreuses absences de Grignan.

(1) La famille du doyen du Perron existe encore. Un de ses petits-neveux, préfet de la Haute-Loire en 1874, possède son portrait sur toile.

Dès 1782, la vente de cette charge le laissa uniquement occupé de la direction de son chapitre, et son zèle ne se démentit jamais.

Quand la Révolution dispersa les membres de ce chapitre, il fut un de ceux qui bravèrent les dangers avec le plus de courage.

Retiré au sein d'une famille pieuse à Grignan, il eut la douleur de voir une partie des scènes d'impiété et de deuil qui s'y commirent. Il y mourut d'une attaque d'apoplexie le 25 janvier 1791, à l'âge de 61 ans, et fut inhumé le lendemain au cimetière.

Il a laissé à Grignan un souvenir de bénédiction, que les années n'ont pu éteindre. Les anciens qui l'ont vu ou ont entendu raconter les détails de sa vie, font l'éloge de sa piété profonde, de sa charité bienfaisante, de sa dignité sans orgueil, de son affabilité sans bassesse.

Quant à la maison du doyenné, léguée par Joseph de Ripert, la partie septentrionale en fut vendue par l'État à des particuliers; la partie méridionale et le petit jardin, d'abord affectés à l'hôtel de ville et à la justice de paix, forment depuis 1851 le presbytère, dans le salon duquel se trouvent six panneaux de tapisserie des Gobelins représentant des faits de l'histoire romaine.

D'où provient cette tapisserie ?

D'après une personne âgée de Grignan, d'une mémoire aussi fidèle que riche en souvenirs du vieux temps, elle aurait été « apportée d'Aix par M. de Monval, à l'occasion d'un voyage qu'il fit dans cette ville », où sa famille existe encore.

D'autre part, il y avait au château de Grignan, en 1760,

(1) Arch. de la Drôme, fonds de l'évêché de Die; — *Id.* de l'hôpital, de l'église et de la mairie de Grignan, *passim*; — Mairie de Taulignan; — Arch. des églises de la Roche-Saint-Secret et de Roussas; — LACROIX, *Invent. des arch. de la Drôme*, B. 1610; — NADAL, *Essai*, pp. 219-21; — Collect. de M. Devès.

diverses séries de tapisseries à personnages, notamment « sept pièces représentant l'enlèvement des Sabines de treze pans hauteur tirant douze cannes de contour, et doublées en haut et en bas d'une toile d'un pan et quart de large, y ayant d'autres bandes d'un pan de large pour les soutenir, lesdites pièces estimées toutes ensemble, composant la tapisserie, 300 liv. »; et le *rapport de vente du mobilier de Félix*, du 27 frimaire an II, signale une tapisserie à personnages payée 60 fr. par Payan, une autre également à personnages payée 120 fr. par Galand, et une troisième encore à personnages payée 50 francs par Barthélemy ¹.

Sans pouvoir trancher la question et malgré la tendance d'aujourd'hui à faire provenir des châteaux ruinés en 93 les belles vieilleseries d'une origine obscure, nous inclinons fort vers la première version.

CHAPITRE XVI.

Trésoriers du Chapitre ².

Parmi les trésoriers du chapitre, dont le bénéfice avait titre de personnat, nous trouvons en premier lieu, de 1547 à 1561, Louis Joubert, mort avant 1585. Il était peut-être frère de Claude Joubert, habitant Grignan en 1561 et dont le père y avait été notaire.

Puis viennent successivement Jean Gachon en 1566 et 1568, Firmin Gachon, Martin Pithon et Jean de La Martinière.

(1) Arch. de M. Faure.

(2) Pour les sacristains, voir plus haut, chap. V.

Ce dernier, d'abord simple chanoine en 1564 et 1568, était trésorier et donnait 100 livres à l'hôpital de Grignan en 1578. Il était décédé en 1585, date où Melchior Thaneron, chanoine depuis 1568, occupait la trésorerie.

Marc de La Salle remplaça celui-ci et était lui-même remplacé en 1598 par Antoine Nichot, bon ami de dom Jean Aubertin, prieur d'Aiguebelle, qui lui légua *deux chèvres* et tous ses livres, sauf deux ¹.

Après Nicolas Signerès, en 1619 et 1620, on trouve en 1635 Laurent Nardoin, personnage distingué et fort estimé du comte Louis-Gaucher et de la comtesse Marguerite, lesquels, ayant conçu le projet de doter Grignan d'un « couvent » de Bénédictines, pour l'accroissement de la dévotion, « l'utilité publique et l'instruction de la jeunesse, » chargeaient notre trésorier, le 17 février 1639, de passer tous actes à ce nécessaires avec dame Marguerite Chappuis, religieuse professe de Notre-Dame des Colonnes, ordre de Saint-Benoît, à Vienne, et avec les religieuses qu'elle trouverait propres à l'assister dans la fondation projetée, et de faire les démarches utiles chez l'archevêque de Vienne et chez l'évêque de Valence et Die, sous la juridiction duquel serait placé le « monastère » projeté, dont ladite dame Chappuis serait fondatrice et première supérieure, avec dame Dauphine Boullon, aussi professe de Notre-Dame des Colonnes, pour compagne. Pour meilleure subsistance du futur monastère, les comte et comtesse susdits déclarèrent avoir l'intention d'y mettre pour religieuses, dès qu'il sera établi, « Mesdemoiselles Marie et Marguerite Adhémar de Grignan, leurs filles, » avec 6,000 livres tournois de dot, payables en leur profession, et, en attendant ce, dès le jour de leur entrée 100 livres de pension pour la nourriture de chacune desdites filles, outre les ameublements et vêtements nécessaires pour l'année de noviciat. Mais le projet ne s'est pas réalisé ².

(1) Min. cit., *passim*; — Arch. de l'hôpital et de la mairie de Grignan; — Collect. Morin-Pons; — *Ann. d'Aiguebelle*, t. I, pp. 353-4.

(2) *Mémoire* Castillon, f. 228-30; — Mairie de Grignan, *Mém.* de 1739, f. 10-1, et *Reg. de cathol.* de 1635; — Min. cit., reg. de 1639.

César Chambon, installé chanoine de Grignan en 1624, sur la présentation de noble G. d'Urre, seigneur de Vinsobres, procureur de Louis-Gaucher, était capiscol avant mars 1639 et pourvu le 20 avril 1639 de la chapellenie de Notre-Dame de Grâce, puis promu à la trésorerie de 1639 à 1643. Il était de plus, en 1653, prieur de « Saint-Pierre de Lanson du lieu de Portes ». Encore trésorier, il léguait, en 1660, 100 livres à l'hôpital de Grignan.

Son neveu et héritier, Jean-François Chambon, qui habitait Grignan, eut de son épouse, Louise Guintrand, plusieurs enfants, entre autres Thérèse, qui épousa, le 4 juin 1693, Eustache de La Sale, fils de Claude de La Sale et de Marie Gargant, habitant de leur vivant en la ville de Rheims, et un fils, nommé Joseph, devenu le célèbre docteur Chambon, premier médecin du roi de Pologne Jean Sobieski.

A Jean-Pierre Simon, trésorier en 1675 et 1676, succéda François de Castellane, fils de Scipion, seigneur de Noveysan, et de Jeanne de Prunier, sa première femme, né en 1648, ordonné prêtre en 1674 et promu en 1680 à la trésorerie, qu'il garda jusqu'à sa mort, arrivée peu avant le 30 septembre 1724, date à laquelle le doyen du Perron le remplaça par Scipion Chambon.

Celui-ci, qui, muni d'un démissoire du 20 mars 1687, avait reçu le diaconat le 12 juin 1688 et était en 1689 chanoine et secrétaire du chapitre, garda la trésorerie depuis 1724 jusqu'à 1738 et peut-être plus tard.

Nous ne connaissons après lui que Jean-Baptiste Duclos, qui, nommé chanoine en 1759 et trésorier peu après, était promu en 1767 à la sacristie¹.

Les derniers trésoriers habitaient une maison dépendant de leur bénéfice et située entre le rempart de la ville, sur lequel

(1) Min. cit., *passim*; — Collect. Morin-Pons; — *Ann. d'Aiguebelle*, t. 1, pp. 583-5; — Archives de l'hôpital, de la mairie et de l'église de Grignan, *passim*; — *Id.* de la Drôme, fonds cit.

elle était appuyée au couchant, et la rue montant de Côte-Chaude pour rejoindre la grand'rue devant le doyenné, au levant. Son jardin, y attenant au nord, la séparait seul du jardin et autres dépendances du doyenné.

(A continuer.)

L'abbé FILLET.

RECHERCHES SUR LES ÉVÊQUES

originaires du diocèse de Valence.

(SUITE. — Voir la 51^e livr.)

XI^e SIÈCLE

Jusqu'ici, nous n'avons eu pour nous guider, sauf quelques rares éclaircies, que des lueurs indécises, émanées de nos vieilles chroniques nationales, à l'aide desquelles les auteurs ont dressé les listes épiscopales des premiers siècles de la Gaule chrétienne, plaçant de loin en loin, comme jalons, quelques noms accompagnés d'une date précise et bien authentique, et comblant péniblement de longs et nombreux interstices à l'aide de noms pour la plupart hypothétiques et transmis seulement par la tradition. A partir de l'époque où nous sommes parvenu, les ténèbres commencent à se dissiper; les documents originaux, conservés dans les dépôts publics, nous permettent de marcher d'un pas plus assuré sur la terre ferme; les cartulaires particuliers des églises et des monastères, publiés en si grand nombre et dont la plupart remontent à la fin du X^e siècle, deviennent une mine précieuse et abondante de solides matériaux. Ils nous donnent la physionomie véritable des événements, des lieux et des personnes; ils nous révèlent une foule de noms que l'on chercherait en vain dans les chroniqueurs contemporains. Dès lors, les listes des évêchés deviennent plus précises et plus complètes; les traces de leurs titulaires se rencontrent en maints titres authentiques et nous permettent de les suivre pour ainsi dire pas à pas. Les personnages que nous aurons à y choisir seront donc plus nombreux et plus connus; aussi, dans le seul

siècle qui nous occupe, trouverons-nous deux fois plus de compatriotes sur les sièges épiscopaux que pendant les dix que nous venons de parcourir.

1. HUMBERT D'ALBON, *Évêque de Grenoble* (977-1025).

Il n'entre pas dans notre dessein de rechercher ici les origines de l'illustre famille d'Albon, tige des Dauphins du Viennois, ni de faire connaître les différents systèmes généalogiques auxquels a donné lieu l'obscurité de ses commencements. De nombreux auteurs se sont exercés sur ce sujet intéressant et difficile ; nous ne pouvons que renvoyer le lecteur à leurs savantes dissertations, nous bornant, pour ce qui nous concerne, à exposer ce qui a rapport à la personne de l'évêque de Grenoble, que les historiens s'accordent à considérer comme le principal artisan de la fortune de sa famille.

Humbert était fils de Guigues, comte d'Albon, et de Frédéburge, son épouse. Il fut élevé sur le siège épiscopal de Grenoble vers l'an 977, grâce peut-être au crédit de sa mère, qui était d'une très haute naissance et dont la famille possédait de grands biens dans la vallée de l'Isère. Son caractère excessivement doux lui fit donner le surnom de *mitis pontifex* ; mais cette mansuétude, qui le rendait cher à ses ouailles, dégénéra en faiblesse à l'égard des siens, qui en abusèrent pour s'agrandir aux dépens de l'église de Grenoble. C'est en effet à partir de son épiscopat que nous voyons les comtes d'Albon prendre pied dans le Graisivaudan et s'élever au point d'y devenir des seigneurs indépendants. Guigues, frère d'Humbert ou peut-être son neveu, vint s'y établir et obtint de lui, sans doute à titre de défenseur et de protecteur de son église de nombreuses et importantes inféodations, prises sur les terres de l'évêché ; si bien que, d'après le cartulaire de Saint-Hugues, l'église de Grenoble ne posséda bientôt plus un seul mas entier et que le fils de ce même Guigues pouvait s'intituler, peu de temps après la mort de l'évêque son oncle, prince de la province de Grenoble ;

Gratianopolitana ecclesiarum princeps ¹. On remarquera cependant que cette importance extraordinaire que prit subitement une famille jusqu'alors inconnue dans la vallée de l'Isère, pouvait bien provenir des aïeux maternels de l'évêque, qui étaient, comme nous l'avons dit, des principaux du pays et qui possédaient des terres immenses par tout le Graisivaudan et jusque dans le Champsaur ².

Quoi qu'il en soit, Humbert d'Albon occupa le siège de Grenoble pendant près d'un demi-siècle, et nous trouvons de nombreuses traces de son épiscopat dans les actes de la fin du X^e et du commencement du XI^e. C'est ainsi qu'il assista, en 990, au premier concile d'Anse, près Lyon, où furent déterminées les possessions de l'abbaye de Cluny ³. Vers le même temps, il donna en précaire ou en usufruit au comte Manassès tout ce qu'il possédait dans le territoire de Genève, et, réciproquement, celui-ci lui rétrocéda ce qu'il tenait en franc-alléu au territoire de Grenoble et dans le comté de Savoie ⁴. En 995, il se trouvait de nouveau à Anse, dans une réunion d'évêques et d'abbés présidée par Thibaut, archevêque de Vienne, et souscrivait à un diplôme de privilèges que celui-ci y fit dresser en faveur de l'abbaye de Saint-Barnard de Romans ⁵. La même

(1) *Cartulaire de Saint-Pierre de Vienne*, texte cité par M. H. de P., *Étude sur les Dauphins de la première race*, dans le *Bulletin de la Société archéol. de la Drôme*, t. 1, p. 40.

(2) *Ibidem*, p. 38.

(3) DOM MARTÈNE, *Thesaurus Anecd.*, t. IV, col. 13.

(4) *Ad eundem circiter annum referenda videtur insignis inter Humbertum et Manassen comitem pactio de multorum bonorum commutatione.* (GALLIA CHRISTIANA, t. XVI, col. 218.) — M. l'abbé Chevalier rapporte à l'an 994 l'acte d'investiture accordé par Humbert à Manassès et à Ermengarde, sa femme, des terres du Genevois. (*Diplomatique de Bourgogne*, p. 21.) Voir aussi CHORIER, *État politique du Dauphiné*, t. II, p. 87.

(5) GIRAUD, *Essai historique sur l'abbaye de Saint-Barnard, Preuves*, t. I, p. 30, N.º 10. — MARTÈNE, *loc. cit.*, t. IV, p. 75.

année, il fit don à l'abbaye de Cluny, de concert avec sa mère et du consentement de ses frères et de ses neveux, de l'église de Sainte-Marie de Vizille et de ses dépendances, de la moitié du château dudit lieu et du bourg adjacent, qui faisaient partie de son patrimoine, vraisemblablement du chef de sa mère ¹. Humbert figure encore, avant la fin de ce siècle, dans un acte daté de septembre 996, par lequel Guigues et Frédéburge, ses parents, donnent à l'église de Saint-Maurice ce qu'ils possèdent dans le comté de Vienne, au terroir de Cessieu, *in villâ quæ nominatur Vernio* ².

Le 6 juin de l'an 1009, l'empereur Rodolphe, sur la demande d'Agilarude, son épouse, de l'archevêque de Vienne Burchard, son frère, des comtes Radulphe et Hubert, donne à l'évêque Humbert et à sa mère Frédéburge, à ses neveux Humbert, Guigues et Guillaume, fils de Guigues, de bonne mémoire ³, la moitié du château de Moras et tout le territoire que son père, le roi Gontran, et lui ont possédé depuis la vallée de *Vidrerî* jusqu'à la villa de *Cusen*, la moitié du bois de *Mornadeis* et une maison dans le village de Moras, occupée par un certain Otmar, avec tous les serfs et les servantes dépendant de ces fiefs, qui pouvaient se trouver dans ledit territoire ⁴. Ces noms, sauf Moras, correspondent à des lieux maintenant inconnus, mais qui ne devaient pas être fort éloignés les uns des autres. M. Lacroix estime que la vallée *Vidrerî* n'est autre que la Valloire

(1) *Cartulaire de l'abbaye de Cluny*, B., p. 20, N.º 80. — *Mss. de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés*, N.º 565, fol. 54.

(2) C. U. J. CHEVALIER, *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, p. 248.

(3) *Damus Humberto episcopo, ejusque matri, domine Freburgie, et nepotibus ejus, Wigonis, bone memorie, filiis, Humberto, Wigoni, Wilhelmo....* (*Ibidem*, p. 249).

(4) M. l'abbé Chevalier, qui a publié cette chartre pour la première fois (*loco citato*), en a rétabli la véritable date, qui est 1009, et non 995, comme l'affirment par erreur les auteurs précités.

et le bois de *Mornadeis*, l'ancienne forêt de Lapeyrouse-Mornay ¹.

Nous ferons en passant, au sujet de cet acte, une remarque, qui paraît avoir échappé à l'attention des historiens dauphinois. Il apparaît clairement, par l'expression *bonæ memoriæ*, qui accompagne le nom de Guigues dans cette chartre, que ce Guigues, frère de l'évêque Humbert, sans doute l'aîné de la famille, puisqu'il portait le nom du père, était mort à cette date, laissant trois fils, Humbert, Guigues et Guillaume. Ces trois neveux du prélat formeraient donc la troisième génération connue des anciens comtes d'Albon, et non la seconde, comme l'ont cru par erreur Chorier et d'autres auteurs après lui, qui ne mettent aucun degré intermédiaire entre le père de l'évêque Humbert, mort avant 1009 ², et ce troisième Guigues, le même qui s'intitulera plus tard *prince de la province de Grenoble* et qui fera, vers 1050, le partage de ses biens entre ses enfants. Lors même que le texte que nous avons sous les yeux ne serait pas aussi formel, il serait bien difficile d'en faire le frère de l'évêque, lorsque nous le voyons lui survivre de plus d'un quart de siècle; et cependant Humbert était mort lui-même très âgé, et encore vraisemblablement n'était-il pas l'aîné de la famille.

La ville de Grenoble avait été occupée, moins d'un siècle auparavant, par une nation païenne ³, qui avait envahi la vallée

(1) *Études sur le canton du Grand-Serre*, dans le *Bulletin de la Société archéolog. de la Drôme*, t. III, p. 312. Voir aussi p. 365.

(2) Et non en 1016, comme l'avancent Chorier et Guy Allard.

(3) L'identité de cette nation a fortement exercé la sagacité des savants. Le cartulaire de Saint-Hugues, le seul document à peu près contemporain qui en fasse mention, ne la désigne pas autrement que sous le nom de *gens pagana*. Les uns y ont vu les Hongrois, les autres les Sarrasins. Cette dernière opinion est la plus commune. (Voir les savantes dissertations publiées sur ce sujet intéressant par MM. Fauché-Prunelle et Ch. Revillout dans le *Bulletin de l'Académie delphinale*, 1^{re} série, t. II, p. 227, et 2^e série, t. 1^{er}, p. 551. — Voir aussi PILOT, *Lettre à*

du Graisivaudan, saccageant et détruisant les églises et les monastères, semant partout sur son passage la désolation et la mort, et ne laissant après elle que des ruines. L'antique église de Saint-Laurent, aux portes de Grenoble, avait subi le sort des autres édifices religieux ; il n'en restait plus que la crypte et quelques pans de murs démantelés. L'évêque Humbert eut à cœur de la relever de ses ruines ; il la fit reconstruire en entier, et, pour en assurer l'entretien et y perpétuer le culte divin, il résolut de rétablir aussi le prieuré qui y existait auparavant. C'est pourquoi, après l'avoir mis en état de recevoir des religieux, il fit don de cette église, soigneusement restaurée, et des bâtiments claustraux à Guigues, abbé de Saint-Chaffre, dans le Velay. L'acte de cette donation fut passé un jeudi, 25^e jour de la lune, de l'année 1012; indiction deuxième¹. « Moi, Humbert, prélat de l'église de Grenoble, y est-il dit, désirant subvenir de tout mon pouvoir au clergé et au peuple qui m'est confié, dans l'espérance de la patrie céleste et pour le remède de nos âmes, il nous est venu dans le cœur de rétablir dans sa régularité primitive le lieu fondé en l'honneur du bienheureux Laurent, martyr, soumis à ce siège, lequel, par suite de l'incurie, avait été dépouillé de ses biens et était tombé dans un tel état de pénurie que la religion y paraissait presque anéantie. C'est pourquoi, du consentement de notre seigneur roi Rodolphe, de la reine Ermengarde, du seigneur archevêque Burchard, et aussi de ma mère Frédéburge, de Mallénus, mon neveu, et de mes autres neveux Humbert et Guigues, nous avons fait venir le seigneur Guigues, abbé du monastère de Saint-Chaffre, et un autre vénérable religieux, nommé Jean, les priant de

M. Jules Ollivier sur l'occupation de Grenoble et du Graisivaudan par une nation payenne, dans la Revue du Dauphiné, t. II, p. 137; et Notice sur la crypte de l'église de Saint-Laurent de Grenoble, par le même, dans l'Album du Dauphiné, t. I.

(1) Ces indications chronologiques circonscrivent la date de cette charte entre le 21 février et le 13 novembre 1012.

vouloir bien prendre ce lieu en leur possession et d'y entretenir constamment une colonie de frères, pour y mener la vie religieuse. Ceux-ci, ayant écouté favorablement notre requête, y ont volontiers donné leur assentiment, à la condition cependant que nous leur délivrerions un acte de garantie d'hérédité, c'est-à-dire un privilège écrit de notre main, par lequel ce lieu serait constitué dans la suite des générations au pouvoir et dans la soumission du monastère du bienheureux martyr Chaffre, et demeurerait sous son administration et sa protection; et que tous les abbés qui s'y succéderaient dans la suite des temps auraient en leur puissance ce même lieu, pour le gouverner, en disposer et ordonner selon leur volonté, sans que personne puisse opposer aucune prétention contraire. Ce qu'entendant, nous avons, de notre côté, consenti à tout, moyennant cette clause toutefois, que l'on chantera tous les jours, à genoux, excepté les jours de fête, le psaume 76 : *Deus misereatur nostri*, pour nous, nos successeurs et tous nos proches et bienfaiteurs, et que l'on fera vigile et célébrera la messe pour les défunts toutes les fois qu'on le pourra. » — L'acte est signé de l'empereur Rodolphe, de l'archevêque Burchard, de l'évêque Humbert, *qui hoc donum fieri præcepit*, et de Frédéburge, sa mère, de Guigues et d'Humbert, fils de son frère, et de Mallénus, son neveu ¹.

Poursuivant le cours de ses pieuses libéralités et toujours animé d'un saint zèle pour la restauration des églises, Humbert en fit relever un certain nombre d'autres sur différents points

(1) *Cartulaire dauphinois de l'abbaye de Saint-Chaffre*, publié par M. l'abbé Chevalier, p. 19. — Voir aussi MABILLON, *De re diplomatica*, lib. vi, pp. 580 et 581, N.º 150; — ESTIENNOT, *Fragmenta*, t. III, p. 272, où le docte Bénédictin fait précéder cette charte des indications suivantes, en guise de titre ou de sommaire : *Decretum Humberti, Gratianopolitensis episcopi, pro restauratione monasterii S^{ci} Laurentii; restaurat, illudque Guigoni, S^{ci} Theofredi Calmikiaci, ac successoribus suis ordinandum tradit, anno MXII.*

de son diocèse. C'est ainsi qu'il fonda, en 1016, le prieuré de Saint-Pierre de Moirans et en fit don, de concert avec son neveu Guigues, à l'abbé de Cruas, en Vivarais, afin d'y entretenir des religieux pour la célébration du culte divin.

Humbert est mentionné dans le diplôme intitulé *Coutume de Saint-Donat* comme l'un des quatre évêques de Grenoble qui ont habité ce bourg et qui y ont fait des ordinations, consacré le saint chrême, imposé la pénitence publique aux pécheurs et rempli les autres fonctions épiscopales¹. Quoiqu'Isarn eût quitté cette résidence pour marcher à la conquête de son diocèse et en chasser les Maures, les évêques ses successeurs tenaient à conserver et à visiter ce lieu, qui avait servi de refuge et de siège à leurs prédécesseurs pendant les longues années de l'invasion et de l'occupation païennes. Quant à Humbert d'Albon, on conçoit qu'il ait affectionné cette résidence, qui le rapprochait du berceau de ses ancêtres et où, dans les premières années de son épiscopat du moins, il trouvait toutes choses organisées sur le pied d'un évêché beaucoup mieux que dans sa ville de Grenoble.

Humbert assista à un nouveau concile tenu à Anse, en 1025, et c'est le dernier acte que nous connaissons de son épiscopat². Accablé par l'âge et par les infirmités, il se démit, vers cette même époque, de la charge pastorale en faveur de Mallénus, son neveu, et vécut quelques années dans la retraite. On trouve encore son nom dans un acte du 22 octobre 1030, où il figure

(1) *Brevis vel computatio de consuetudine quam episcopi Gratianopolitanae urbis, Isaac, Alcherius, Isarnus et Humbertus habuerunt vel tenuerunt seu fecerunt in ecclesia Sancti Donati, confessoris, quæ est sita in comitatu Viennensi et in vico Jovinziaco. Hi pontifices congruo tempore in illâ ecclesiâ, ut voluerunt, ordinaverunt clericos, dederunt pœnitentiam peccatoribus, ejiciendo de Ecclesiâ et recipiendo, benedixerunt ibi chrisma in Cœnâ Domini et in Parasceven.* (Cartul. S. Hugonis. — Texte cité par M. PILOT, *Revue du Dauphiné*, t. II, p. 144.)

(2) LABBE, *Conc.*, t. IX, p. 859.

avec le titre d'évêque, et il mourut probablement fort peu après.

L'évêque d'Humbert d'Albon est l'un des plus longs dont il soit fait mention dans les annales de l'Eglise. Il faut, observe le GALLIA, qu'il ait été élevé à cette dignité bien jeune pour avoir pu la conserver pendant plus d'un demi-siècle¹. Il fut suscité par la Providence pour compléter l'œuvre d'Isarn, son immortel prédécesseur, qui avait chassé les Barbares de son diocèse, et pour réparer les maux de l'invasion. Nous le voyons, pendant toute la durée de sa féconde administration, diriger principalement ses efforts et sa sollicitude pastorale à relever les églises en ruines et à remettre partout en honneur le culte sacré. Les reproches dont il a été l'objet de la part de certains historiens pour ses complaisances à l'égard de sa famille doivent être considérablement atténués par la considération du puissant concours qu'il dut recevoir de la part des siens pour accomplir tant de grandes œuvres, qui ont rempli son long et bienfaisant épiscopat. Quant à l'importance que prit la famille d'Albon à partir de l'élévation d'Humbert sur le siège de Grenoble, il faut l'attribuer beaucoup moins à l'influence de ce prélat qu'à celle de sa mère, dont les grandes richesses et les immenses possessions territoriales devinrent tout naturellement l'apanage de ses enfants. Selon toute apparence, cette noble dame était du Graisivaudan, où ses ancêtres jouissaient d'un très grand crédit. On conçoit sans peine que les comtes d'Albon aient quitté volontiers leur modeste manoir pour venir s'établir dans les terres que cette riche alliance avait acquises à leur maison.

Outre le neveu d'Humbert, Mallénus, qui lui succéda sur le siège épiscopal de Grenoble, l'illustre famille d'Albon a produit deux autres évêques portant le même nom et dont nous aurons à nous occuper bientôt. Plusieurs siècles plus tard, elle devait

(1) *Opinari licet Humbertum ætate nundum maturum episcopali dignitate donatum fuisse, qui anno 1025 superstes, Ansano concilio tum intererat.* (GALLIA CHRIST., t. XVI, col. 228.)

encore donner à l'Église un autre prélat célèbre, mais qui n'appartient à notre province que par ses ancêtres et par le nom historique de sa maison ¹.

2. LAMBERT, *Évêque de Valence* (997-1012).

Lambert était fils d'un seigneur de même nom, qui contribua par ses libéralités, de concert avec Falectrude, son épouse, à la fondation du monastère de Saint-Marcel-lès-Sauzet, en 985 ². Adhémar ou Aimar I^{er}, son frère aîné, comte de Valentinois, se signala aussi par ses libéralités envers l'Église; c'est ainsi qu'il fit don, en 1037, à saint Odilon, abbé de Cluny, de ce

(1) Antoine d'Albon, successivement archevêque d'Arles et de Lyon, naquit au château de Saint-Forgeux (Loire), en 1507. Sa mère était une nièce du cardinal de Tournon. Il fut d'abord religieux à l'abbaye de Savigny, où son grand-oncle, François d'Albon, était abbé; il lui succéda dans cette charge en 1520. Cinq ans après, il devint abbé de l'Île-Barbe. Nommé archevêque d'Arles en 1562, il permuta cette même année avec le cardinal Hippolyte d'Este, archevêque de Lyon. Il sut préserver son diocèse de l'hérésie des protestants et déploya contre eux une grande énergie. Cet illustre prélat mourut le 24 septembre 1574, à Saint-Rambert-en-Forez, dont il était prieur. Selon ses intentions, son corps fut inhumé dans l'église de Saint-Forgeux, son pays natal. (MOREL DE VOLEINE et CHARPIN, *Recueil de documents pour servir à l'ancien gouvernement de Lyon*, p. 137.) La notice du prélat est suivie, dans cet ouvrage, de la généalogie de la famille d'Albon et de la liste des principaux personnages ecclésiastiques ou religieux qu'elle a produits.

(2) MABILLON, *Annales ordinis S. Benedicti*, Lucæ, in-fol., 1739, p. 28 (anno 985). — Voir aussi CHORIER, *Abrégé de l'Histoire du Dauphiné*, t. I, p. 81; LAGROIX, *L'Arrondissement de Montélimar*, t. V, p. 54. — DELACROIX, *Statistique de la Drôme*, 2^e édit., p. 533, où l'on trouve une prétendue traduction de l'acte de donation du comte Lambert en faveur du monastère de Saint-Marcel.

même monastère de Saint-Marcel, doté par ses parents et qui faisait partie de ses domaines.

Notre prélat succéda sur le siège épiscopal de Valence à Guy I^{er}, dont le nom figure pour la dernière fois parmi les souscripteurs du premier concile d'Anse, en 995 ; le sien apparaît pour la première fois dans un échange de terres qu'il fit avec son métropolitain, Thibaut, archevêque de Vienne, le 23 novembre 997 ¹. Mais l'acte le plus important de son épiscopat qui soit parvenu jusqu'à nous est la donation qu'il fit, en 1012, du lieu de Saint-Victor, près Valence, à l'abbaye de Saint-Chaffre. Nous transcrivons ici dans son entier cet intéressant document :

« Au temps du roi Rodolphe ² présidait à l'église de Valence un homme vénérable, du nom de Lambert, qui en était évêque. Celui-ci, en veillant avec une extrême sollicitude à l'administration de son église, voyait le lieu fondé en l'honneur du bienheureux martyr Victor ³, non loin de la même ville, abandonné et presque désert, et absolument privé de service religieux, et il examinait comment il pourrait rétablir ce lieu vénérable dans son précédent état. C'est pourquoi, du consentement des clercs de son église, du doyen André, de l'abbé Guigues ⁴, de l'archidiacre Isarn, de l'apocrisiaire Archibald et

(1) Mss. de Baluze à la Biblioth. nationale, t. xxv, fol. 337, *De commutatione canonicorum Viennensium et Valentinsium in Jaramanno*.

(2) Rodolphe le Fainéant, dernier roi de la Bourgogne transjurane, commença à régner vers 993 et mourut à Lausanne, le 6 septembre 1032.

(3) Saint Victor, soldat, célèbre martyr de Marseille, souffrit pendant la persécution de Dioclétien et de Maximien, en 290. Son culte devint célèbre par toute la Gaule. Le monastère qui était dédié sous son nom à Valence est désigné sous le titre de petite abbaye, *abbatiola*.

(4) Il s'agit ici de l'abbé Saint-Félix, qui était le troisième dignitaire du chapitre de Valence.

de tous les autres, ainsi que du comte Adhémar¹, il fit venir auprès de lui le seigneur Guigues, abbé de Saint-Chaffre, homme vénérable, et le pria de vouloir bien prendre ce lieu sous sa juridiction et d'y établir des frères pour y mener la vie régulière. Celui-ci, acquiesçant aux prières de l'évêque et des autres, demanda qu'il lui fût fait un instrument écrit et un privilège à cet effet, afin que ce lieu, qui allait être restauré par ses soins, fût établi par un droit perpétuel et demeurât à jamais sous la domination et l'administration du monastère de Saint-Chaffre et des abbés, ses successeurs. Le prélat et le clergé condescendirent volontiers à cette demande, en se réservant toutefois, par une clause spéciale, que, parmi les prières qui se feraient chaque jour dans le nouveau monastère, ils chantaient un psaume, à savoir le 60^e, à genoux, sauf les jours de fête, pour lui, pour ses successeurs et pour ses amis², et qu'ils feraient la vigile et célébreraient la messe pour les défunts toutes les fois qu'ils le pourraient. Cette convention et ce pacte furent confirmés par le seigneur évêque Lambert et par le clergé de son église, avec peine d'anathème contre tout téméraire qui s'aviserait de rompre ou de décrier ce pacte, convenu d'un commun accord. Ceci fut fait la veille des ides de mars, le 6^e jour de la lune, l'an 1011 de l'Incarnation de Notre Seigneur Jésus-Christ, le roi Rodolphe régnant³. Quant aux noms des clercs qui ont approuvé cet acte, ils se trouvent tous inscrits sur la charte du privilège dudit seigneur évêque⁴. »

(1) Frère de l'évêque Lambert et père de Pons, aussi évêque de Valence, dont nous aurons à parler bientôt.

(2) Le psaume LX, *Exaudi, Deus, orationem meam*, est encore récité dans les congrégations religieuses, en dehors de l'office canonial, pour implorer la protection divine contre les ennemis spirituels et temporels.

(3) Cette charte est en réalité de l'an 1012; car, l'année commençant autrefois au 25 mars, les premiers jours de ce mois appartenaient encore à l'année précédente.

(4) *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Chaffre*, publié par M. l'abbé Chevalier, p. 1.

Le texte de ce dernier acte ne nous est point parvenu dans son entier. Dom Estiennot, dans ses *Fragmenta historiæ Aquitanicæ*, ne nous en a conservé qu'une analyse, qui a été insérée par M. l'abbé Chevalier dans son *Cartulaire dauphinois de l'abbaye de Saint-Chaffre*, p. 3. C'est la reproduction abrégée de la chartre que nous venons de traduire.

Pénétré de respect et de dévotion pour les saints patrons de son église, Lambert recueillit précieusement tous les ossements de saint Félix et de ses compagnons, dont le bienheureux Rémégaire, un de ses prédécesseurs, avait fait faire la translation du lieu de leur sépulture dans l'église de Saint-Étienne; il les fit placer dans une châsse d'argent et institua une fête en l'honneur de l'invention de ces reliques, mais qui paraît avoir été différente de celle de leur translation, qui se célébrait encore le 31 janvier au siècle dernier ¹.

Sur la foi d'un texte de l'ancien Bréviaire de Valence, cité par Columbi et reproduit par Mgr de Catellan, on a placé la mort de l'évêque Lambert en l'an 1011; mais, à coup sûr, ce document est inexact quant à la date. Le voici : « L'an 1011, l'évêque de la sainte église de Valence étant mort, Rémégaire, Français de nation ², fut élu à sa place. Cet évêque, arrivant dans son église, la trouva remplie de meubles et de provisions que les peuples y avaient mis en sûreté, par la crainte où ils étaient des Sarrasins, qui inondaient alors tout le pays, et il

(1) *Lambertus, colligens omnes reliquias prædictas in capsâ argentâ, solemnitatem inventionis earum instituit.* (Ancienne chronique des évêques de Valence, publiée par M. l'abbé Chevalier dans ses *Documents inédits relatifs au Dauphiné*, 5^e liv., p. 33.)

(2) C'est-à-dire d'au delà du Rhône, *a parte Regni*, comme on disait alors, la rive gauche de ce fleuve se trouvant *a parte Imperii*. Mgr de Catellan se trompe donc lorsqu'il interprète cette expression dans le sens de Dauphinois, « c'est-à-dire de notre province, qu'on appelle plus proprement que les autres la France ». C'est tout le contraire qu'il fallait dire.

ordonna qu'on retirât de l'église tous ces amas indécents ¹. » Il y a là un anachronisme évident et qui se réfute par lui-même, en faisant figurer des Sarrasins à Valence en 1011. A cette date, ces Barbares avaient disparu de nos contrées depuis au moins un demi-siècle. C'est donc mal à propos que, sur cette donnée fautive, on a surchargé la liste des évêques de Valence d'un second Rémégair, qui n'a jamais existé. Il faut donc rapporter ce qui est raconté ici au seul et unique Rémégair, qui vivait au commencement du X^e siècle, et dont l'épiscopat (907-924) coïncide précisément avec l'époque de l'invasion des Sarrasins en Dauphiné².

Une autre preuve non moins évidente de l'interpolation du second Rémégair, c'est qu'à la date qui lui est assignée par le Bréviaire de Valence, l'évêque Lambert vivait encore, puisque l'acte relatif à Saint-Victor que nous venons de citer est tout à fait des derniers jours de cette année-là, comme nous l'avons remarqué tout à l'heure. Il faudrait supposer que ce prélat mourut immédiatement après et que son successeur Rémégair II fut élu, préconisé, sacré et installé encore avant la fin de cette même année, c'est-à-dire dans l'intervalle de moins de dix jours (du 14 mars, date de la charte, au 24 du même mois, dernier jour de l'année), ce qui est absurde.

Toutefois, l'épiscopat de Lambert ne se prolongea guère au delà de cette date. Nous lui trouvons un successeur bien authentique dès l'an 1016, en la personne de Guigues II, auquel le pape Benoît VIII écrivit une lettre cette année-là. On peut donc placer sa mort vers l'an 1015.

On a fait de Lambert un des premiers Poitiers ³. Les origines

(1) COLUMBI, *De rebus gestis episcoporum Valentiniensium*, p. 15. — CATELLAN, *Antiquitez de l'église de Valence*, p. 213. — NADAL, *Histoire hagiol. du diocèse de Valence*, p. 146.

(2) Barthél. HAURÉAU, *Gallia christiana nova*, t. XVI, col. 302.

(3) *Lambertus, frater Aimari Pictaviensis, qui Valentia comes erat...* (COLUMBI, loc. cit.)

de cette puissante et illustre famille sont si obscures qu'on ne saurait l'affirmer ni le nier d'une manière absolue. Cependant il paraît résulter des savantes études de M. Lacroix sur ce point intéressant de notre histoire que les auteurs de notre prélat sont bien effectivement les ancêtres de ce personnage qui s'intitulait, un siècle et demi plus tard : *Villelmus, Pictaviensis cognomine, officio vero Valentinus comes* ¹. Ce Guillaume, surnommé de Poitiers, était comte de Valentinois de 1158 à 1189.

A partir de Lambert, nous voyons une série d'évêques de la même famille se succéder d'oncle à neveu sur le siège épiscopal de Valence, presque sans interruption pendant plus d'un siècle; ce sont : Ponce, Odon, Gontard et Eustache. Nous parlerons de chacun d'eux.

(A continuer.)

L'abbé CYPRIEN PERROSSIER.

(1) *Cartulaire de l'abbaye de Léoncel*, charte 18, p. 21. — LACROIX, *L'Arrondissement de Montélimar*, t. v, p. 53 (chap. II de la *Notice sur Marsanne*).

ANNALES
DE MICHEL FOREST

(SUITE. — Voir les 48°, 49°, 50° et 51° livraisons.)

PASSAGE DE BLED ÉTONNANT.

Depuis le mois de juin 1763 jusqu'au mois de mai 1764 il a passé sur le Rhosne une si grande quantité de bled que ce fleuve étoit couvert de bateaux tous les jours, et il y avoit des nuits qu'il en couchoit de trente à quarante aux Granges. L'on supposoit qu'il en passoit journellement vingt-cinq à trente mille sétiers, ce qui a duré onze mois. Les bateaux étoient sans prix et l'on prenoit le parti de les faire remonter jusqu'à quatre à cinq les uns dans les autres. Tout ce bled se rendoit à Arles, où il étoit ensuite embarqué sur des lahuts, de là à Marseille; ensuite on le transportoit par des bâtimens à Naples, toute la Sicile, Rome et tous les estats du pape, qui souffroient cruellement de la disette de cette denrée. Tout ce bled se chargeoit à Lyon et venoit de Bourgogne, Comté, Lorraine, Berry, etc., et l'on étoit tout étonné d'où pouvoit en provenir une si grande quantité. On l'enlevoit jusque par ici, ce qui fit que nous le payâmes jusqu'à onze et douze livres la veille de la récolte.

ÉTRANGERS EXPATRIÉS.

Dans tout le mois de février 1764 il a passé, par plusieurs divisions, douze à quinze cents familles allemandes, que la guerre avoit totalement ruinées, et par ce moyen elles étoient obligées de s'expatrier. Le roi leur faisoit donner 3 sols par lieue et les femmes enceintes 6. On leur fournissoit encore des voitures gratis pour leurs enfants d'un gîte à l'autre. Beaucoup prenoient la voie du Rhosne pour se rendre à Marseille, et de là on les embarquoit pour peupler une isle qu'on appelle la Cayenne.

DEUIL INATTENDU.

Notre ville fut remplie de deuil par la mort inattendue de Mgr le marquis Dumesnil, lieutenant général et commandant de la province.

Arrivé à Paris, le 2 mars 1764, pour suivre une affaire qui s'étoit faite avec le parlement de Grenoble, au sujet de l'enregistrement des édits du Conseil d'Estat du roi ¹, ayant

(1) Voici le résumé de cette affaire, qui est un des événements les plus considérables des annales de notre province au XVIII^e siècle, en même temps que l'un des plus curieux épisodes de cette grande lutte des parlements contre le gouvernement royal, qui servit de prélude à la Révolution française.

Une augmentation d'impôts ayant été décrétée en février 1760, le parlement de Grenoble, sans l'assentiment de qui aucun acte de cette nature ne pouvait avoir force de loi en Dauphiné, refusa d'enregistrer cet édit et adressa des remontrances au roi, qui y répondit en enjoignant au comte de Marcieu, commandant de la province, de faire faire cet enregistrement à main armée; ce qui eut lieu le 12 novembre. Toutefois, le parlement s'étant énergiquement plaint de la violence qui lui avait été faite, il s'ensuivit une sorte de transaction, aux termes de laquelle de Marcieu fut désavoué, et le parlement enregistra volontairement l'édit, sous condition qu'il n'aurait d'effet que pendant trois ans. Mais, ces trois ans expirés, les besoins du trésor n'étant pas moins grands qu'auparavant, il fallut derechef

fait exiler tout le parlement, de concert avec M. le duc de Choiseul, le ministre, sans que le roi ni son Conseil en fussent informés; de sorte que sur les très humbles remontrances faites au roi par ledit parlement ils furent renvoyés, défrayés de leur voyage, séjour et retour et obtinrent un dégrèvement pour la province. Ce coup fut très sensible à Mgr Dumesnil, qui, voyant qu'il avoit le dessous, en prit une fluxion de poitrine et mourut au bout de quatre à cinq

user de violence pour obtenir un nouvel enregistrement dudit édit, et ce fut Dumesnil, successeur de de Marcieu dans la charge de commandant en Dauphiné, qui eut mission de faire exécuter les ordres du roi. Le 7 septembre 1763, il se présenta donc à cet effet au palais, accompagné de ses gardes, et, comme les magistrats s'éloignaient, y retint le premier président, le procureur général et le greffier, qui durent faire l'enregistrement désiré. Les vacances judiciaires commençant le lendemain, le parlement ne put protester en corps; mais quelque temps après la chambre des vacations ayant, sous prétexte d'autres affaires, convoqué tous les membres de la cour pour le 14 octobre, Dumesnil, qui pressentait le véritable motif de cette convocation, — lequel était de protester solennellement contre l'acte de violence du 7 septembre, — Dumesnil, dis-je, fit placer à toutes les portes de la ville des gardes, qui arrêtaient, au fur et à mesure qu'ils revenaient de la campagne, tous les magistrats convoqués. Voyant cela, la chambre des vacations se réunit seule et, par un arrêt, dans lequel il était dit qu'elle avait tous les pouvoirs du parlement, elle déclara le sieur de Chastellier-Dumesnil coupable du crime de lèse-majesté au second chef et perturbateur du repos public, le condamnant pour ce « à être pris et saisi au corps pour être traduit dans les prisons de la conciergerie du palais, pour son procès lui être fait et parfait à la forme de l'ordonnance, et s'il ne pouvoit être appréhendé, ses biens saisis et commissaires établis à la régie d'iceux ».

Quelques jours après, un arrêt du Conseil du roi cassa celui du parlement et, le 22 octobre, Dumesnil fut, à la tête de ses gardes, le faire biffer sur les registres; seulement il en résulta une telle agitation dans la province que la cour finit par accorder un dégrèvement d'impôts, ce qui, joint à la mort de Dumesnil, calma les esprits pour un temps.

Voyez *Archives de la Drôme*, E. 412. — ROCHAS, *Biographie du Dauphiné*, t. 1, pp. 225 et suiv.

jours de maladie ¹. Cette mort fut cachée à M^{me} de La Motte, sa mère, jusqu'au mois de mai suivant, qu'enfin on lui l'annonça, et c'est alors que les pénitents firent, le 18 juin, dans leur chapelle un service des plus solennels pour le repos de son âme. La chapelle étoit toute tendue de noir, parsemé de larmes, et de distance en distance des trophées d'armes entrelacées d'un cordon rouge, la croix de Saint-Louis au bas, avec cette devise : *Bellicæ virtutis præmium*; au milieu de l'église un catafalque à quatre degrés entouré d'une infinité de cierges, au haut le dos d'âne couvert d'un drap de velours noir, au-dessus un dais suspendu à la voûte, d'où pendoient quatre rideaux semés aussi de larmes et de têtes de mort; au-dessus du dais une couronne de marquis et sur le marchepied deux bâtons de commandant avec le chapeau entouré d'un plumet, posés sur un carreau de velours noir; le maître-autel couvert aussi d'un drap noir, semé de larmes, têtes de mort et trophées lugubres. Le devant de la tribune représentoit un tombeau, où entroit la mort, tenant d'une main sa faux, de l'autre le grand cordon rouge de Saint-Louis avec le bâton de commandant, qui se penchoit pour mettre le tout dans le tombeau, avec cette devise : *Hodie mihi, cras tibi*. Toute la chapelle et tribune entourées de cierges, les fenêtres bouchées, ce qui rendoit la décoration encore plus lugubre. M. Dorelle ², doyen et grand - vicaire, chanta la messe, où assistèrent toute la

(1) Dumesnil mourut à Paris le 1^{er} mars 1764 et fut inhumé le lendemain dans l'église Saint-Sulpice. Or, il est à remarquer qu'il étoit alors en guerre non-seulement avec le parlement de Grenoble, mais encore avec sa femme, avec laquelle il plaidait en séparation de corps, l'étant déjà de biens.

(2) Antoine d'Aurelle ou Daurelle, doyen de la cathédrale de Valence, prieur de Saint-Félix de la même ville et vicaire-général de l'évêque, mort le 16 décembre 1791.

noblesse et les officiers de la garnison, qui étoit pour lors des recrues provinciales. Le *Dies iræ* fut chanté par une musique fort touchante. Des sentinelles aux portes pour empêcher l'affluence du peuple, surtout pendant la cérémonie.

Cette perte a été d'autant plus sensible à nos citoyens que nous commençons à ressentir le fruit de ses bontés à notre égard; aussi notre ville a été bien affligée.

MORT D'UN GRAND.

M. Daguesseau-Dufresne, conseiller ordinaire d'État du roi, mourut le 29 ou 30 septembre 1764, à Saint-Vallier. On lui fit ici une caisse de plomb pour l'emporter à Paris ¹.

ORAGE AFFREUX.

Celui qui couvre nos guérets d'une moisson dorée et orne nos vignes d'un fruit qui réjouit le cœur des humains, sait quand il lui plaît les dépouiller de toutes leurs beautés et leurs ornements, par la prévarication de ces hommes pervers qui insultent à la Providence, l'outragent dans ses décrets et attaquent même sa bonté. L'abondante récolte en vin de 1764 avoit mis cette denrée à six liards ou deux sols le pot, lorsqu'une plus abondante pour 1765 nous faisoit espérer de la voir à un sol. Bien des gens murmuroient alors

(1) Henri-François de Paule d'Aguesseau, conseiller d'État, fils d'Henri-François, chancelier de France, et mari d'Angélique-Marthe-Françoise de Nollent, mourut à Saint-Vallier, à l'hôtel du Sauvage, et fut inhumé dans les caveaux de l'église paroissiale, puis exhumé et transporté à Paris peu de temps après, ce qui, ayant été fait sans la permission de l'autorité judiciaire, donna lieu à des protestations de la part du procureur juridictionnel, qui observe, dans sa requête, que cette exhumation « prive les habitants des avantages de posséder dans leur église le précieux corps du digne fils d'un chancelier de France. (*Archives de la Drôme*, B. 1519.)

d'une si grande récolte et insultoient la bonté de celui qui nous la procure, lorsque tout à coup sa divine patience est poussée à bout et fait fondre sur ces hommes coupables des rayons de sa colère, qui entraînent dans la disgrâce les bons et les méchants; aussi saura-t-il faire la différence des premiers, qui reçoivent de sa main les maux comme les biens, tandis que les autres sècheront de dépit et périront dans leur désespoir.

Ce qui arriva le mercredi 20^e juin 1765 en est une preuve. A la veille de la moisson, il s'élève un orage affreux entre onze heures et midi; le bruit du tonnerre l'annonce, un ouragan furieux suit et une grêle, sans trop exagérer, grosse comme des œufs tombe suivie d'une pluie si abondante qu'elle submergea une infinité d'endroits. Dans l'instant toute la campagne, depuis Étoille, Portes, Valence, la Roche, Mercurol, Curson, Tain et Saint-Vallier, est abîmée par ces cailloux qui viennent du ciel. Toute cette contrée est en deuil; plus de vingt mille pieds d'arbres, noyers, meuriers ou amandiers, sont abattus, et les torrents s'enflent si fort qu'ils entraînent tout ce qu'ils rencontrent. Il ne reste aux vignes que les souches, presque sans pampres. Enfin la désolation est dans tout le pays où ce mal a passé. Une infinité de particuliers sont écrasés par cette perte. Ma vigne de la Crosette fut si endommagée qu'elle m'arracha des larmes des yeux, et le soir j'y envoyai tous mes enfants pour être témoins de ce que le Tout - Puissant peut dans un instant pour nous châtier. Heureusement la plaine n'a point eu de mal jusqu'à ce jour. Dieu veuille nous préserver à jamais d'un désastre qui a été sans exemple selon les plus anciens.

FROID EXTRÊME.

L'hiver de 1765 à 1766 fut si violent, tant par sa durée

que par le gel continuels qu'il fit, qu'il surpassa celui de 1709. Un froid des plus violents commença à la mi-novembre et ne donna aucune relâche qu'aux derniers jours de février suivant. On avoit des montagnes de glace sur le Rhosne, qui se prit pour la troisième fois vis-à-vis les Capucins; les arbres fendoient dans les champs et on trouva plusieurs personnes mortes dans les chemins. Cette longue durée de gel interrompit si fort les travaux de la campagne qu'il y eut une extrême misère parmi ceux qui la cultivent, puisqu'ils restèrent trois mois sans rien faire; de sorte qu'on les voyoit aux portes des riches leur demander des secours, et les uns et les autres se trouvèrent fort incommodés de ce long hiver. Il se consumma une quantité étonnante de bois et le blé se vendit jusqu'à 14 livres. L'artisan, comme le travailleur et le laboureur souffrirent également par cette interruption de travail aussi longue, et les uns et les autres étoient en vérité dignes de compassion.

Nos anciens attestent n'avoir rien vu de plus rigoureux, et ce fut l'année que Mgr le Dauphin mourut, c'est-à-dire dans le mois de décembre 1765. Cet hiver fut d'autant plus rude qu'il tua toutes les vignes vieilles, de sorte qu'on en arracha une très grande quantité et le vin se vendit jusqu'à 10 sols le pot.

DEUIL GÉNÉRAL.

Ensuite de la mort de Mgr le Dauphin, arrivée le 20 décembre 1765, âgé de 34 ans ¹, toute la France fut en deuil, tous les fidèles sujets furent des plus affligés de la perte d'un prince aussi juste que religieux. On fit dans tout le royaume des services pour le repos de son âme et toutes

(1) Louis, fils aîné du roi Louis XV et père de Louis XVI, Louis XVIII et Charles X.

les églises séculières et régulières s'empressèrent de marquer leur douleur par des décorations funèbres et leurs prières et aumônes, ensuite du mandement de Mgr de Milon, notre évêque. Après la cathédrale Saint-Appolinaire, qui fit un catafalque très simple, mais auquel on suppléa par d'abondantes aumônes, les églises qui se distinguèrent le plus à ces cérémonies funèbres furent celles de l'abbaye de Saint-Ruf et des Pénitents. La première avoit tout le chœur tendu de noir, depuis la voûte jusqu'au pavé; devant le maître-autel étoit un drap mortuaire de velours noir, avec une croix d'un galon d'argent au milieu de dix pouces de large, tout neuf et en haut le chiffre de Louis, avec trois fleurs de lis; aux crédences du maître-autel étoient des dauphins artistement mis, et toute cette tenture étoit parsemée en symétrie des armes de Mgr le Dauphin, têtes de mort avec os en sautoir et larmes. Au milieu du chœur étoit un catafalque, où étoit élevé un cercueil sur quatre degrés, entouré d'un lit de parade, supporté par quatre piliers dans l'ordre dorique, surmontés de leurs chapiteaux. Sur le milieu de l'arceau étoit pour clef une tête de mort; sur les quatre coins étoient quatre urnes, d'où sortoit de la fumée; au-dessus étoient quatre dauphins, qui avec leurs queues retroussées soutenoient un globe céleste surmonté de la couronne du Dauphin. Sur la tête du cercueil étoit aussi sa couronne, avec deux bâtons royaux en sautoir. Le dedans de ce catafalque étoit illuminé sur les quatre degrés par une quantité de cierges; six gros flambeaux l'entouroient, ainsi qu'une autre quantité de cierges autour du chœur, qui rendoient la cérémonie des plus lugubres. Les orphelins y vinrent bon matin et y restèrent jusqu'à la grand'messe, qui fut chantée par M. Tardivon, abbé¹; quatre chanoines en chape noire

(1) Jacques de Tardivon, dernier abbé général de Saint-Ruf, auparavant

se mirent aux coins du catafalque. L'oraison funèbre fut prononcée par M. Colongeon, l'un des chanoines et agrégé de l'université¹, homme savant et rempli d'éloquence. Son discours arracha des larmes. Toute la noblesse et autres corps séculiers et réguliers furent invités par billets imprimés, et au sortir de cette cérémonie on fit des aumônes aux pauvres, qui se trouvèrent au moins neuf cents. De sorte que tout se fit avec la décence, la piété et le zèle qui ont toujours distingué M. l'abbé, et on ne pouvoit rien ajouter à cette magnificence lugubre.

Depuis ces chanoines sont réunis à l'ordre de Saint-Lazare par arrêt du Conseil et en conséquence portent tous la croix à la boutonnière par un cordon cramoisi, qui leur fut envoyée en 1767.

Les pénitents furent ceux qui brillèrent le plus après MM. de Saint-Ruf. La chapelle étoit aussi toute tendue de noir et la tenture aussi parsemée comme celle de Saint-Ruf. Le catafalque étoit sur quatre degrés, entouré de cierges, ainsi que l'église et les fenêtres bien bouchées. A la tribune, sur le devant, étoit un tombeau, d'où sortoit une mort, tenant sa faux d'une main et de l'autre une couronne céleste étoilée de fleurs et ayant à ses pieds une couronne royale, avec cette devise : *Opto superium*; ce qui étoit en deux mots l'éloge le plus flatteur de ce prince, qui pendant sa maladie, qui fut

prieur de N. D. de La Platière à Lyon, prélat aimable et spirituel, qui, rassemblant chez lui toute la société intelligente et lettrée de Valence et des environs, eut pour commensal le lieutenant d'artillerie Bonaparte et fut le président de la Société académique et patriotique établie dans cette ville en 1784. Il mourut le 1^{er} avril 1791, âgé de 77 ans.

(1) Michel Colonjon, docteur agrégé en théologie, qui fut recteur de l'université en 1764 et 1765, étoit fils de Gabriel Colonjon, avocat et consul d'Annonay en 1738-1739, et le petit-fils d'autre Michel, notaire, qui fut aussi consul de cette ville en 1715-1727 et 1732-1733.

de près de six mois, languissoit toujours, disoit-il, de s'unir à son Dieu. Aussi assure-t-on qu'il fit la mort d'un saint. La messe fut très bien chantée par M. Dorelle, doyen. Elle avoit été composée par M. Pavet, habitué, qui la fit exécuter. Le *Dies iræ* arracha des larmes. Rien de plus beau que cette chapelle. Tous ces services se firent dans le mois de mars 1766.

MORT DE M. DE MAUGIRON.

Le 14 mars 1767 M. le marquis de Maugiron¹, fils de M^{me} la comtesse de ce nom, qui avoit épousé une demoiselle de Sassenage², mourut à l'évêché. Homme d'un très grand esprit, en relations avec M. de Voltaire et autres savants de l'Europe, il n'étoit âgé que de 45 ans; mais les excès de sa jeunesse, pour les femmes surtout, lui coûtèrent la vie. Heureux pour lui s'il avoit eu autant de piété que madame sa mère, qui fit prier Dieu pour lui dans toutes les églises, pendant tout le temps qu'il fut alité, pour que Dieu lui fit la grâce de l'éclairer : il auroit fait sans doute une plus sainte mort.

On dit qu'il ne voulut pas se confesser. Son convoi fut

(1) Louis-François, comte de Maugiron, lieutenant général, qui s'était distingué maintes fois pendant la guerre de la succession d'Autriche; épicurien sur la mort duquel M. de Terrebasse donne de curieux détails dans sa *Relation des principaux événements de la vie de Salvaing de Boissieu*, p. 134.

(2) Marie-Françoise de Sassenage, qui n'eut vraisemblablement jamais beaucoup d'affection pour son mari, à qui elle adressa le billet suivant : « Je vous écris ne sachant que faire. Je finis n'ayant rien à vous dire. Je suis Sassenage, au désespoir d'être Maugiron. » Du reste, veuve le 14 mars 1767, elle se remaria, le 23 août de l'année suivante, avec Armand-Sébastien de Bruck.

des plus pompeux. Les dragons de Beaufremont ¹, qui étoient en garnison ici, y assistèrent, la compagnie d'invalides, les pauvres et orphelins de l'hôpital et tout le chapitre. Les officiers portoient un crêpe au bras gauche, un à l'étendard. Les dragons précédèrent le corps deux à deux, les tambours couverts d'un drap noir, et firent trois décharges de pistolet, tandis que le canon de la citadelle en faisoit autant. On lui avoit fait un catafalque très bien illuminé, ainsi que le chœur et la chapelle de la Sainte-Épine, toute tendue de noir, avec ses armes parsemées de têtes de mort, où il fut enseveli. Les cierges seuls coûtèrent 720 livres. Deux heures avant sa mort il fit les vers suivants :

Tout s'enchaîne en ce bas monde
Par un invisible lien.
Tronchin ², malgré sa science profonde,
Ne peut joindre à nos jours une seule seconde,
Ni Daumont ³ en retrancher rien.
Je veux à mon heure dernière
Que de tendres amants, de folâtres bergers
En se jouant me ferment la paupière
Et qu'au murmure de leurs baisers
Tout doucement mon âme soit éteinte.
Finir ainsi dans les bras de l'Amour,
C'est du trépas ne pas sentir l'atteinte,
C'est s'endormir sur la fin d'un beau jour ⁴.

(1) Régiment de dragons ainsi appelé du nom de son colonel, Louis, prince de Beaufremont, lieutenant général.

(2) Théodore Tronchin, le fameux médecin genevois qui traita Voltaire pendant sa dernière maladie.

(3) Arnulphe Daumont, professeur de médecine en l'université de Valence, né dans cette ville en 1721, mort le 18 août 1800 et l'un des rédacteurs de l'*Encyclopédie*, à laquelle il a fourni 374 articles de médecine.

(4) Ces vers se trouvent avec quelques légères variantes dans la *Biographie du Dauphiné*.

ANNÉE DE MISÈRE.

Un samedi 18 avril 1767 il tomba de la neige tout le jour, avec un froid si violent le dimanche de Pâques et lundi suivant que la glace avoit demi-pouce d'épaisseur; ce qui occasionna une si forte gelée qu'elle brûla toutes les vignes, meuriers et noyers. Toute la campagne, qui étoit magnifique, avec de grandes apparences de récolte, fut abîmée. La consternation étoit si grande qu'on voyoit les gens pleurer dans les rues, surtout les gens de la campagne, qui voyoient leurs espérances déçues, venant d'essuyer une année des plus cruelles, le blé se vendant jusqu'à 15 francs. Le vin monta tout de suite à 11 sols le pot. La misère est si grande que bien des gens mangent l'herbe dans les prés. Les vignes sont totalement perdues et les pauvres gens de la campagne, n'ayant plus de ressources, vont par troupes dans les rues demandant la charité. On tira des vins de Provence et Languedoc en quantité, ce qui nous ôta beaucoup d'argent. Rien de si terrible que le froid de ces trois jours, 17, 18 et 19 avril. Dieu nous préserve d'un pareil fléau.

TEMPÊTE HORRIBLE.

Le vendredi 29 juillet 1768, sur les 6 heures du soir, il s'éleva sur la montagne de Crussol, depuis Soyons, un nuage si noir qu'on n'y voyoit presque plus et qui en s'étendant en Dauphiné nous donna une tempête qu'on n'a jamais vu la pareille, sans pluie, car la pluie ne vint qu'après deux ou trois secousses de tremblement de terre pour ainsi dire. Les tuiles des maisons voloient dans les rues à faire peur; les ardoises du clocher de Saint-Appolinaire étoient en l'air comme des feuilles de papier; le couvert de ferblanc de la tour

de M. Vinay-Crozat ¹ fut emporté avec sa charpente; tous les orangers, vases et caisses du parterre de l'évêché furent renversés, une infinité de branches d'arbres portées à plus de cent pas de leurs troncs; un barquet sur le Rhosne fracassé contre le massif de la traille; aux Granges en Vivarais ² des gerbiers entiers emportés, des maisons renversées et beaucoup d'arbres arrachés. On auroit cru à entendre venir ce temps que les montagnes s'écrouloient et que la nature alloit s'abîmer, et ce qu'on a considéré comme un miracle, c'est qu'il n'a point tombé de grêle, car on peut bien assurer qu'il n'étoit pas encore arrivé dans nos contrées une chose si surprenante.

MEURTRE.

M. François Raymond du Chaylas de La Merline ³, conseiller au parlement de cette province, habitant de Romans, âgé d'environ 32 ans, riche de plus de 20,000 livres de rentes, homme d'esprit s'il en fut, respecté de son corps, actif et vigilant, ennemi implacable, craint et haï de ses vassaux et presque tout Romans, emporté et furieux à l'excès, commit le 16 août 1769 l'assassinat le plus cruel qu'il fut jamais, dans la personne de M. Lambert-Béguin ⁴,

(1) Louis-Venance Vinay-Crozat, fils d'Antoine Vinay, avocat, et de Marie-Henriette Crozat.

(2) Les Granges, hameau de la commune de Guilherand (Ardèche), en face de Valence.

(3) Jacques-François Raymond-Merlin, seigneur du Chélas, fils de Jacques, capitaine de cavalerie, et de Marie-Magdeleine de Montdragon, né à Romans, le 22 octobre 1725, nommé avec dispense d'âge conseiller au parlement de Grenoble, le 20 janvier 1747, en remplacement de Jean-Emmanuel de Guiguard de Saint-Priest, et reçu le 11 février 1748. — Voir CHEVALIER, *Raymond-Merlin et sa famille*.

(4) Jacques-Thomas Suel-Lambert-Béguin, fils de Jacques, bourgeois de Romans, né le 7 mars 1738.

capitaine dans la légion de Flandre, et voici comme la chose se passa :

Ce M. Lambert étoit à Romans en semestre chez son père. M. du Chaylas portoit à cette maison et à sa famille une haine si invétérée depuis quelques années qu'il ne put l'assouvir que dans le sang de celui qui en fut la triste victime. Il avoit souvent des prises avec les frères dudit Lambert, lorsqu'enfin un jour M. du Chaylas trouva le capitaine Lambert sur le pont, lui rappela certains propos qui s'étoient tenus et que M. Lambert nia, ce qui ne le satisfit point et il lui en demanda réparation. M. Lambert, très bon officier, dont la bravoure et la valeur étoient en grande réputation dans son corps, crut de manquer à son état s'il refusoit le cartel. Ils fixèrent donc le jour pour se battre au surlendemain, à 4 heures du matin, près des murs, hors la porte Jacquemart, et ce renvoi au surlendemain étoit pour M. du Chaylas, afin qu'il pût prendre des précautions. Le jour arrivé, M. du Chaylas paroît au rendez-vous en bottes, culotte de peau, un plastron de ferblanc sur un autre piqué de plusieurs doubles de satin. M. Lambert, au contraire, se montra en caleçon et gilet blanc et avec la franchise qui caractérise les vrais braves. M. du Chaylas, outre ces précautions, avoit avec lui un domestique, nommé Deveau, muni d'un couteau de chasse et de deux pistolets. Étant prêts à se battre, M. du Chaylas lui reprocha toujours certains propos tenus, et M. Lambert lui prouva le contraire avec beaucoup de douceur et de modération, mais sans faire quitter prise au furieux. Ils mettent l'épée à la main. M. Lambert étoit un homme de cinq pieds six à sept pouces, bien tourné et bien fait, très habile tireur d'armes. M. du Chaylas étoit un homme de cinq pieds deux pouces, d'une belle figure, bien fait, mais peu instruit du métier par le peu d'habitude. Ils se mettent en garde et se

portent des coups qu'ils se parent, lorsque M. Lambert lui en porte un qui lui fait perdre l'équilibre sans le percer, par la résistance que fit le plastron à son fer; il en redouble un second et son épée casse. Alors il vit qu'il avoit affaire à un homme qui ne se battoit pas en honnête homme et lui fit apercevoir en reculant et en criant : A l'assassin ! M. du Chaylas, profitant alors de l'avantage de l'épée et de ce que M. Lambert en reculant trouva malheureusement une pierre qui le fit culbuter, se jeta sur lui comme un furieux et, lui mettant les genoux sur le ventre, lui donna onze coups d'épée, dont tous étoient mortels, excepté deux, qu'il reçut à la main gauche et la percèrent d'outre en outre, s'en servant pour parer les coups et lui criant : Laissez-moi demander pardon à Dieu ! Du Chaylas, donnez-moi la vie; je ne parlerai point de ce qui s'est passé. Rien ne put le fléchir; il assouvit sa rage, ne le quittant point qu'il n'eût expiré. Dans l'intervalle, un nommé M. Bon, qui promenoit et qui entendoit crier, s'approcha pour donner du secours; mais il en fut empêché par le domestique, qui l'arrêta le pistolet à la main et l'obligea de se détourner.

Après cette action, M. du Chaylas prit la poste et se sauva en Savoye. Bientôt on est informé de cet assassinat; toute la ville court voir le cadavre, et après une simple procédure pour constater le délit le parlement en est informé. Il commit sur-le-champ deux conseillers pour faire la procédure sur les lieux et par arrêt, toute la chambre assemblée, où siégeoit M. de Clermont-Tonnerre ¹, lieutenant général et commandant pour le roi en cette province, M. du Chaylas a été atteint et convaincu du meurtre de la personne du

(1) Jules-Charles-Henri, comte de Clermont-Tonnerre, lieutenant général et commandant en Dauphiné, en survivance de son père, le maréchal de Clermont-Tonnerre.

sieur Lambert-Béguin et avoir pris des précautions pour s'assurer de sa vie. Il a été condamné par contumace à faire amende honorable, tête nue et en chemise, devant la porte de l'église Saint-Barnard de Romans et de là conduit sur la place, pour y avoir sur un échafaud les bras, les cuisses et les reins rompus vif, expirer sur la roue, ses armes brisées et noircies en sa présence au pied de l'échafaud, et de plus condamné à 12,000 livres de dommages envers le sieur Lambert père, les deux tiers de ses biens envers deux hôpitaux de Grenoble et un de Romans; enfin prié le roi de supprimer sa charge sans en rembourser la finance; puis encore à dix livres d'amende envers ledit siège et à tous les dépens, de même qu'à ceux concernant ledit Lambert; et en ce qui concerne le nommé Deveau, son domestique, détenu, le condamne à une année de prison et à trois années de galères.

Voilà la fin de l'affaire, qui a fait beaucoup de bruit pendant son attente. Ledit arrêt a été exécuté, en ce qui concerne M. du Chaylas, par effigie à Romans, le 18^e novembre 1769 ¹. On assure que le doigt de Dieu s'est manifesté dans sa personne, eu égard à son irréligion, à sa haine invétérée et à son impudicité, ayant ruiné bien des gens par son crédit, suscité de mauvaises affaires à plusieurs et déshonoré d'autres. Dieu veuille le toucher pour faire pénitence.

LONG HIVER.

L'hiver de 1770 fut des plus longs qu'on ait peut-être jamais vus, puisqu'il commença à geler fort dans les premiers jours d'octobre et cela se soutint, non pas avec un froid bien violent, jusque dans le mois de juin. Les moissons

(1) En 1784 il obtint l'autorisation de venir à Paris pour faire réviser son jugement, mais y mourut avant d'avoir pu obtenir cette révision.

ne purent se faire que bien avant dans juillet, les vendanges près de la Toussaint. Du côté de Grenoble on ne put vendanger, par la raison que le raisin ne put meurir. Il ne fit point d'été, une bise toujours froide régna presque toujours; mais on eut cependant une récolte en bled des plus abondantes qu'on n'avoit pas vues depuis bien longtemps. On auroit cru que le bled, qui étoit à 14 livres le sétier, seroit venu à 8 à 9 livres, lorsqu'on vit arriver des étrangers qui l'enlevoient pour la Bourgogne, Lyon, Genève et Grenoble, où l'abondance des pluies tombées à la veille de la moisson avoit totalement pourri leurs bleds sur plante, les terres restant inondées plus d'un mois. Presque tout périt; ce qui fit qu'ils en donnoient le prix qu'on leur en demandoit; au moyen de quoi le bled haussa considérablement de prix, puisqu'au mois de décembre dite année 1770 il est déjà à 16 livres le sétier; ce qui enrichit tous les gens de la campagne, qui ont eu considérablement de cette denrée, ainsi qu'un peu de toutes les autres, comme cocons, amandes et vin. L'avoine étoit au mois de janvier à 3 livres 15 sols le ras. Sa cherté étoit occasionnée par le grand nombre de charrettes dont les chemins étoient jonchés; car depuis Marseille jusqu'à Lyon cela ne fait qu'une file, toute chargée de bled ou de vin, surtout du premier, qui débarquoit à Marseille, venant de Turquie, Sicille et Itallie, pour sustenter les provinces et villes que je viens de nommer. Le Rhosne étoit aussi couvert de bled pour approvisionner Lyon, car cette seule ville en a fait acheter des quantités prodigieuses. Enfin, on ne trouvoit pas assez de charrettes ni de voituriers par eau pour ce transport, ce qui a mis les denrées à un prix excessif, le foin valant un sol la livre. Dieu veuille y remédier. On payoit la voiture ce qu'on demandoit.

GLOIRE DE LA PROVINCE.

M. le duc de Choiseul fut disgracié et exilé à son château de Chanteloup dans le commencement de cette année 1771, et ce digne ministre de la guerre fut remplacé par M. le marquis de Monteynard, lieutenant général, originaire de cette province de Dauphiné ¹ et résidant à Grenoble, où il reçut un courrier extraordinaire pour aller tout de suite prendre la place de M. de Choiseul. Grenoble, capitale de notre province, lui en témoigna sa joie par des fêtes publiques, illuminations, feux de joie, etc., etc. Valence lui devoit à plus d'un titre les mêmes marques, puisqu'elle a le bonheur de posséder sa sœur, M^{me} de Monteynard, abbesse de Vernaison; aussi, sur la délibération du corps de ville assemblé, les échevins, en robe, suivis de toute la noblesse, furent le samedi 19^e janvier 1771 au couvent de Vernaison voir M^{me} l'abbesse ² et la féliciter sur le choix qu'avoit fait le roi de son frère pour remplir la place de ministre de la guerre. Le dimanche suivant il y eut sur la place aux Clercs,

(1) Louis-François de Monteynard, fils de Joseph-Louis, seigneur de Champ, et de Claudine de La Bastie, né au château de La Pierre près Tencin (Isère), le 13 mai 1713, s'était distingué dans presque toutes les guerres de son temps, lorsqu'il fut appelé au ministère de la guerre, qu'il ne conserva que jusqu'au 27 janvier 1774, mais où il marqua son passage par l'établissement de l'école de cavalerie de Saumur et diverses réformes utiles. Il mourut au même château de Tencin, en 1791, sans enfants.

(2) Anne de Monteynard, religieuse de l'abbaye de N. D. des Ayes près Grenoble, qui succéda comme abbesse de Vernaison à Elisabeth de Langon et le fut jusqu'à la Révolution.

L'abbaye de Vernaison était un monastère de religieuses cisterciennes, fondé vers le milieu du XII^e siècle sur le territoire de la commune de Châteauneuf-d'Isère, ruiné pendant les guerres de religion et transféré en 1617 à Valence, où il occupait les bâtiments qui servent actuellement de caserne de gendarmerie.

la bourgeoisie étant sous les armes, un feu de joie à cinq faces, à chacune desquelles il y avoit un emblème avec sa devise. La première étoit une aigle lançant la foudre d'une de ses griffes, avec ces mots au-dessus : *Fidus minister*; la seconde, un char traîné par deux chevaux marins sur la mer, entouré de dauphins et mené par un héraut, qui en tient les rênes assis dedans, avec la légende : *Illo duce lætamur*; la troisième, un soleil levant qui darde de ses rayons deux plantes, avec la légende : *Inde mihi decus*; la quatrième, un lion arrêtant trois tigres en furie qui venoient sur lui et ces mots : *Ad prælia natus*; la cinquième enfin, un lion assis à la porte d'un palais et dans le lointain un jardin planté de lis et la légende : *Illo vigilante securi*. On mit le feu audit bûcher sur les quatre heures par les quatre échevins, qui étoient M^{re} de Mazade¹, Teyssonnier², Royanné, chirurgien, Pinet, procureur, et par M. de Saint-Laurent³, maire, avec M. Dauphin⁴, lieutenant criminel, en l'absence de M. Gaillard, lieutenant général au présidial, qui étoit en deuil de M. son père. Le soir il y eut grande illumination par toute la ville, surtout à la façade du couvent de Vernaison, qui étoit toute garnie de pots à feu et de lampions et à la maîtresse porte duquel étoit un portique, avec les armes de M. de Monteynard et ayant dans les pilastres deux dauphins et autour desdites armes cette légende :

(1) Pierre-Ollivier de Vincent de Mazade, ancien officier de cavalerie.

(2) Pierre Teyssonnier, avocat du roi au présidial, d'une famille à laquelle appartenait Marie Teyssonnier, dite la bienheureuse Marie de Valence, fondatrice du couvent des Minimes, née en 1576, morte en 1648.

(3) Jean-Louis de Payon de Saint-Laurent, d'une famille vivaroise, anobli au XVIII^e siècle.

(4) Barthélemy-Victor Dauphin, écuyer, conseiller du roi, lieutenant civil et criminel, président en la sénéchaussée et siège présidial de Valence, fils de Pierre, avocat à Saint-Vallier, et de Marianne Teyssonnier.

Orietur in diebus ejus justitia et abundantia pacis.

M. Morier, le notaire, se distingua par l'illumination de sa maison, qui fait face au couvent, toute en lampions d'un goût admirable et tira sur la place de l'abbaye à sept heures du soir beaucoup de fusées. Le canon fit trois décharges aux dépens de la ville et le lendemain M^{me} l'abbesse donna un splendide repas aux maire, quatre échevins et à toute la noblesse. Tous les corps séculiers et réguliers furent lui faire visite. Ainsi se termina la joie qu'a ressentie notre ville de l'élévation d'un héros, dont les vertus et les mérites ont monté jusqu'au trône de notre monarque, et les rayons de sa gloire influent sur la province et peuvent nous être dans la suite très favorables par le crédit qu'a le ministre. Grenoble et Valence sont les seules villes qui aient manifesté leur joie. Peut-être ne s'en repentiront-elles pas.

(A continuer.)

J. BRUN-DURAND.

MAURICE BRESSIEU (*BRESSIUS*)PAR SALOMON DE MEREZ

I. — *Documents inédits.*

Si l'on a cru longtemps à la perte totale des documents indispensables à l'histoire des familles, des communes et des institutions du passé, la publication des inventaires des archives publiques et même privées ne tardera pas, sans doute, à dissiper cette erreur. Voici encore un fait à l'appui de notre thèse.

Une heureuse chance ayant fait passer des mains de M. de Reynaud entre celles de M. Amédée de Bouffier, collectionneur zélé, dont la bienveillance égale l'érudition, un certain nombre d'ouvrages et quelques manuscrits de Valbonnais, il a examiné attentivement ces derniers et a reconnu l'écriture de Chorier à la table de quatre d'entre eux, intitulés : *Collectionis miscellaneorum manuscriptorum*, t. xii, xx, xxi, xxvi.

Une autre preuve en faveur de leur provenance se tire d'un mémoire historique adressé par l'abbé de Brianville à l'historien dauphinois, alors avocat au parlement et à la cour des aides de Vienne.

Ces quatre manuscrits in-4°, cartonnés économiquement, renferment des pièces originales et des copies d'écritures différentes, qu'il sera certainement agréable aux lecteurs du *Bulletin* de connaître sommairement et quelquefois *in extenso*, comme nous le faisons aujourd'hui pour Maurice Bressieu.

Le N.º XII a 63 pièces relatives à Vienne ;

Le N.º XX contient l'énumération des titres des maisons de Bourbon, de Roussillon, de Beaujeu et de Villars ;

Le N.º XXVI, intitulé : Inventaire des registres et parchemins qui se trouvent dans les archives du grand bureau de la chambre des comptes, a été publié en entier par M. l'abbé Chevalier ;

Quant au N.º XXI, actuellement sous nos yeux, nous donnons un titre plus exact que celui de Chorier des pièces qu'il renferme :

1. Notes et lettres pour la vie de François, comte de Suze.
2. Biographie d'Artus Prunier de Saint-André, par M. le président de Beauchène. (Communiquée à M. Alfred Vellot pour son travail sur ce personnage.)
- 3, 4, 5. Deux notices sur Expilly, paraissant avoir été copiées par Boniel Catillon, puisqu'elles sont datées de 1633 et années suivantes.
6. Biographie de Maurice Bressieu par de Merez.
- 7, 8, 9, 10. Quatre pièces relatives à la citadelle de Romans et à M. de Sibeud.
11. Lettres de maintenue de noblesse et de légitimation d'Humbert de Lugny, d'août 1602.
- 12, 13. Notes pour l'histoire de Jérôme de Disimieu, gouverneur de Vienne.
14. Mémoire sur Oronce Finé par l'abbé de Brianville.
15. Liste d'ouvrages publiés par *Buteo* (Borrel) et par Jérôme de Monteux (appelé à tort Montagne).
16. Brièves notes sur Laurent Galland, Mathieu Fillon et Pierre Boissat.
17. Brièves notes sur Amat, Catelan et Beraud, partisans.
- 18, 19. Notes sur l'université de Valence et ses professeurs.
- 20, 21. Notes sur les procureurs, avocats généraux et présidents du conseil delphinal et du parlement.
22. Cérémonies du baptême de Charles-Henri de Clermont ; tournoi à Nogent en 1574.

23. Contrebarricade d'un père et religieux capucin pour Mgr le duc de Nemours aux insultes et calomnies de ses adversaires, par Louis Pellisson, avocat de Vienne (autographe).

24. Relation des affaires de France par le P. Panigarole, en italien : siège de Paris ; maux à prévoir ; remèdes ; sentiments des Français, etc.

25. Discorso del duca de Firenze.

26. Harangue au colonel d'Ornano par Merlin de Villers, 1^{er} consul de Grenoble, 1592.

27. Défense du port d'armes par Maugiron, 22 octobre 1578.

28. Requête des habitants de La Tour-du-Pin au duc de Nemours (1562).

29. Torchefelon envoyé par Maugiron pour commander leur ville (1562).

30. Placet au roi pour les appointements de M. d'Ourches sur le péage de Montélimar.

31. Procédures devant Louis de Poysieu, dit Capdorat, bailli du Viennois, pour Benoîte de Saussac, abbesse de Saint-André-le-Haut de Vienne, et l'abbé de Saint-Pierre (1397).

32. Notes sur la paie d'une compagnie de gendarmes.

33. Notes sur la paie du régiment de Livarrot, à 8 compagnies.

34. Notes sur Gabriel Gay, pendu par ordre de La Motte-Gondrin.

35. Délibération du conseil du roi établi à Grenoble, du 26 mars 1585.

36. Lettre de M. de Revol à Morard (1579).

37. Délibération du conseil du roi tenu à Grenoble le 29 septembre 1580.

38. Entretien par la province des 20 gardes à cheval de Maugiron.

39. Ordonnance sur les blés.

40. Don de grains à Maugiron (1581).

41. Lettre autographe de Cl. Lagrange à Morard (1580).

42. Lettre de Ch. de Lorraine à Maugiron (1582).

43. Lettre du roi aux commis du pays (1582).

44. Lettre de M. Revol à Morard (1579).

45. Lettre du duc de Nevers à Maugiron (1581).
- 46, 47. Sommes accordées par les États à Maugiron (1587).
48. Lettre de Reboulet sur Balagny (1661).
49. Avis au roi Henri III, venant de Pologne.
50. Supplique à Jean de Montluc par un Polonais (1574).
51. Lettre de Lambert sur un voyage de Montluc en Languedoc (1578).
52. Lettre de Chastillon à l'évêque de Valence (30 juin 1578).
53. Lettre de l'évêque, en réponse.
54. Lettre du premier président de Toulouse à Damville (copie).
55. Traité de paix entre la reine-mère et le roi de Navarre (4 décembre 1578).
56. Lettre du roi au 1^{er} président de Toulouse (1578).
57. Lettre à M. de Chastillon, gouverneur de Montpellier (copie).
58. Lettre de Maugiron à son fils.
59. Relation d'une entreprise des Bourguignons sur le fort de La Buisse.
60. Relation de la mort de La Motte-Gondrin, en 1562.
61. Relation des événements de 1562 par Collisieux, huissier des États de la province, publiée par M. Pilot dans l'*Annuaire statistique de la cour royale de Grenoble pour 1842* (2 copies, 1 du temps).
62. Commission de des Adrets aux châtelain et consuls de La Tour-du-Pin (1562).
63. Briève analyse des lettres adressées à Lesdiguières par le roi de Navarre, par les seigneurs et capitaines protestants, par les catholiques de la province, et des lettres venues du dehors depuis le mois d'avril 1585 jusqu'à la fin de 1588.

Cette énumération suffit à elle seule pour indiquer le mérite des documents recueillis par Chorier, acquis plus tard par Valbonnais et aujourd'hui conservés avec soin par M. Amédée de Bouffier.

II. — *L'Auteur.*

Il y avait dans le vieux village de Crussol, depuis longtemps en ruines, une famille noble appelée Merez, et un château de ce nom existe même encore sur le versant ouest de la montagne.

Une branche de Merez alla s'établir à Nîmes au commencement du XVI^e siècle et l'autre à Valence. La noblesse des Merez de Nîmes fut reconnue par l'intendant de Languedoc vers 1701, et une enquête authentique de 1640 fait descendre les Merez de Valence de la famille noble qui possédait au fort de Crussol une maison et des titres, livrés aux flammes en 1573 ou 1574, pendant les troubles.

Bertrand avait épousé Justine Joubert, fille de Jean, bailli de Valence, et sœur de Laurent, l'illustre médecin.

Salomon I, issu de ce mariage, fit partie du présidial de Valence, se convertit à la foi catholique et fit connaître les motifs de son abjuration dans un *manifeste* imprimé. Il mourut vers 1645, laissant Salomon II de Jeanne de Serres, fille de l'historien et nièce de l'agronome.

Marié en 1643 avec Antoinette Prompsal, de Romans, et en 1660 avec Jeanne des Isles, Salomon II eut du premier lit Jean-Salomon, établi à Valence, et du second, trois fils, dont deux furent auditeurs en la chambre des comptes.

Joseph, l'un d'eux, laissa de Marianne de Chambaud de Bavas une fille, Marie, qui épousa en 1728 Joseph-Gabriel De Cordes ou de Cordotie, lieutenant au régiment de Vitry.

Salomon II, auteur de la notice qui va suivre, fut reçu docteur le 30 avril 1635, avocat consistorial au parlement de Grenoble peu après et conseiller au présidial le 15 novembre 1638. Il obtint du roi Louis XIV des lettres de réhabilitation de noblesse le 17 avril 1657 et les provisions d'une charge d'auditeur en la chambre des comptes de Dauphiné en 1660.

Ses relations avec Chorier sont connues et il communiqua à cet auteur des mémoires, aujourd'hui perdus, sur les guerres du XVI^e siècle, ainsi que la notice biographique suivante, retrouvée dans les recueils de M. Amédée de Bouffier.

Nous lui attribuerons également une notice imprimée sur sa famille.

III. — *Maurice Bressieu.*

Le 29 janvier 1539, honorable Guigues Bressieu, natif d'Alevet (Alivet) et demeurant à Saint-Jean-de-Chépy, près Tullins, fait appeler devant noble Antoine Blachein, lieutenant de noble Marin de Montchenu, bailli de Saint-Marcellin, François Bressieu, son frère, Chapel, Trelhard et Malet, ses alliés ou voisins, pour, en leur présence, attendu sa vieillesse, faire donation de tous ses biens à Pierre Bressieu, son fils, docteur en droit civil et canonique et avocat consistorial au parlement de Grenoble, dont il loue les vertus et le savoir, après études faites à Bourges, Valence, Toulouse et Cahors.

Guigues vivait encore le 28 février 1544, lorsque Pierre, son fils, demeurant à Grenoble, promet à Clauda Paviotte, fille de feu Antoine Paviot, dit Berjac, de Romans, de l'épouser « en face de sainte mere Eglise ». Celle-ci se constitua en dot tous les biens de son père et de Catherine Chaste, sa mère. L'acte fut fait à Grenoble, dans la maison de Jean Gauchier, auditeur des comptes, en présence de nobles François Faisan, Claude Paschal, Guy Vache et François Mistral, conseillers au parlement; Claude Rabot, auditeur aux comptes; Jean Remis, Pierre Nicolay, Alexandre Audeyer et Jean Fornet, avocats consistoriaux; Antoine Audeyer, écuyer, et Jean Lagrange, procureur¹,

D'après Salomon de Merez, Pierre et sa femme embrassèrent la Réforme et se réfugièrent à Genève.

(1) Archives de M. le comte de La Sizeranne.

Maurice, leur fils, disputa à Jean Stadius, savant mathématicien flamand, en 1575, la chaire de mathématiques fondée par Ramus au Collège de France et l'emporta. Il fut vivement attaqué par des envieux et ne répondit pas. L'année suivante, il suivait les leçons de Cujas et se lia avec le poète Ronsard et le président de Thou. Ce dernier, sur la fin de l'an 1584, le prit dans sa maison pour étudier avec lui les éléments d'Euclide. Bressieu y resta deux ans et obtint en 1586 l'emploi d'orateur des rois de France à Rome, vacant par le décès d'Antoine Muret. Il partit la même année avec François de Luxembourg, duc de Piney, et prononça devant Sixte-Quint un discours en latin, imprimé à Paris en 1586¹.

Il en fit un autre devant le pape Clément VIII, lorsque le même François de Luxembourg, duc de Piney, prêta obédience à ce pontife au nom du roi Henri IV (*pro Errico IIII*), imprimé à Rome en 1597².

Ces détails ne se trouvant pas dans la biographie écrite par de Merez, il a paru utile de les consigner ici.

Quant à Jacques des Isles, seigneur de Montalembert en Bretagne, son héritier, il descendait de Jean, frère de Guillaume, qui garda la terre de La Bouvais.

Jean fut père de Pierre et celui-ci de Jacques, maintenu noble en 1636. Jacques épousa Jeanne Belleton, nièce de Maurice Bressieu, et eut d'elle quatre filles :

Félicienne, mariée avec noble Rolland de Beaumont, seigneur de Saint-Quentin ; *Catherine*, femme de Louis de Calignon, seigneur de Chamoussières ; *Jeanne*, unie à Salomon de Merez ; *Françoise*, femme de Jean de Vachon de Piévenou.

Jacques des Isles hérita aussi de Sarah Bressieu.

Cela dit, nous laissons la parole à Salomon de Merez.

A. LACROIX.

(1) *Biographie du Dauphiné*, au mot *Bressieu*.

(2) Archives de la Drôme : Brochures dauphinoises.

IV. — *Vie de Maurice Bressius*
*par Salomon de Meres*¹.

Maurice Bressieu nasquit à S^t Jan Chepie, petite paroisse fort antienne au mandement de Tulins en Dauphiné, environ l'an 1546 ou 1547, de parans nobles; son père s'appelloit Pierre et sa mère Claude Paviot. Son père fut advocat consistorial au Parlement de Daulphiné, juge de plusieurs terres, mesme de la ville de Grenoble; sa mère estoit damoyselle de race, faisans tous deux profession de la Religion prétendue Réformée avec leur familhe. Pour ce subject, Pierre Bressieu, son père, se retira à Genève, dans les guerres civiles, avec trois enfans masles, sçavoir Moyse depuis appelé Maurice, Israel et Josué et quatre filles, Sara, Marthe, Ester et Suzanne, où il mourut.

Après son décès Claude Paviot, sa vefve, se retira dans sa maison de S^t Jan de Chepie et abjurat la Religion.

Moyse, qui avoit commencé ses estudes à Genève, les continua à Grenoble jusques environ l'aage de 15 ans; il proffita, entre autres sciences, aux langues grecque et latine et, parce qu'elles fleurissoient à Paris, il voulut aller à la source. Sa mère, n'ayant pas moyen de l'eslever, ne voulut ou ne put luy donner que 50 escus et une chaisne d'or de mesme valeur, avec laquelle somme il se randit à pied à Paris, où il vivotoit très sobrement et proffita si bien qu'environ l'aage de 20 ans il enseigna publiquement

(1) Tiré des manuscrits de Chorier, N.^o 6 du registre **xxi**. Nous avons respecté l'orthographe de l'auteur et mis seulement des apostrophes et des accents, pour la facilité de la lecture, le manuscrit n'en ayant point, selon l'usage du temps.

l'éloquence grecque et latine à un concours extraordinaire d'escoliers, desquels il receut abondamment de biens pour sa subsistance. Il se randit très sçavant aux mathématiques sous M. Ramus, grand professeur. Ledit Ramus, par son testament, fonde une chaire de mathématiques, charge son hoirie d'une pension perpetuelle pour le professeur et veut qu'il soit recogneu le plus docte de ceux qui se présenteront; que la dispute en soit faite devant grand nombre de juges de toutes conditions, qu'il limite; de plus, que le docteur souffre la dispute de 3 en 3 ans; le testament est gravé dans la muraille de la sale d'auditoire du collège de Cambray.

La chaire fut proposée; il y eut concours extraordinaire des plus grands hommes de toutes nations; Maurice, escolier de Ramus, se présenta et ravit tellement les esprits que la chaire luy fut adjugée comme au plus digne d'une infinité de competeurs, et, de 33 juges, il eut le suffrage de trente.

Les trois ans expirés, la chaire fut de rechef exposée à la dispute; il y eut grande affluance d'aspirans, grande brigue et une jalousie extrême des nepveux et héritiers de Ramus, sçavans aux mathématiques, qui prétandoient la préférence; mais l'éminent sçavoir de Bressieu triompha de toutes considérations. De mesme, trois ans après, M..... professeur auxdites sciances estant déceddé, sur l'advis donné à Henry III de son décès, il réserva la chaire à ce jeusne homme, qui avoit si dignement emporté celle de Ramus, et ayant fait appeller Bressieu il la lui donna avec éloge.

Les nepveux de Ramus l'ayant tiré en instance pour opter, il soustint qu'il les pouvoit exercer toutes deux en diverses heures; le procès porté en audience, il demandat permission de playder sa cause, n'ayant pas trouvé d'habille advocat qui s'en fut voulu charger, parce que les nepveux de Ramus estoient parans du premier présidant, l'action

attira des conseillers de toutes les chambres; il traita sa cause avec tant de raisonnement et d'éloquence que le premier président, ayant cogné, à la contenance des juges, que leurs suffrages luy seroient favorables, il éludat l'audience, en faisant appeller une autre cause. Alors, le doyen des conseillers se levant reculit les voix, puis enjoignit au premier président, de la part de la cour, de les reculer, lequel ayant répondu qu'il ne le pouvoit, pour estre parant des Ramus, sur sa déclaration, la cour ordonna aux parties d'en revenir du lendemain, en l'absence du sieur premier président, et par l'arrêt qui fut rendu, l'une et l'autre charge furent adjugées à Bressieu.

Le terme d'autres trois années estant expiré, il se conserva encor pour une 4^e fois la chaire de Ramus, en intantion de la quitter, tant il estimoit difficile de se voir exposé si souvent au hazard d'une dispute et à la discrétion de juges.

Son dessein réussit plus heureusement. Sixte V fut fait pape¹; le roy luy envoya le duc de Luxembourg pour son ambassadeur et voulut que Bressieu fût l'orateur de l'obédience, avec dispense de ses lectures, et fût payé de ses memes appointemens, durant 15 ans, sans les avoir faict.

Estant arrivé à Rome, il gagna les bonnes grâces du pape et de toute la cour, et sa harangue fut si bien reçue que le pape creut ne luy pouvoir sur le champ mieux témoigner son affaire qu'en luy jettant une chaine d'or où pandoit son effigie en une medaillie, laquelle il défit de son col, et lorsqu'il luy alla baiser la pantofle, il luy bailha sa bénédiction, ce qui arriva environ 1592². M. de Boissieu,

(1) Sixte V (Félix Peretti), né en 1521, fut élu le 24 avril 1585 et couronné le 1^{er} mai. Il mourut le 27 août 1590.

(2) Il ne peut s'agir à cette date de Sixte V. D'ailleurs le discours fut imprimé en 1586.

premier président en la chambre des comptes, en a la harangue et a eu pareil employ.

Le lendemain, le pape l'envoya féliciter de son action, et luy offrit une lecture à la Sapience avec 600 ducats d'appointements et commit deux cardinaux pour le mettre en possession. Comme il harangua, les escholiers ne gardant pas grand silence ni respect, selon leur coustume, il apostropha sur le champ les deux cardinaux sur cette insolence et représenta qu'estant accoustumé à Paris d'avoir un auditoire attentif, plain de respect, il luy seroit impossible de s'accommoder à cet usage tumultueux, qu'il recognoissoit qu'il devoit durer, puisqu'ils ne respectoient pas leur présance, partant qu'il les supplioit de faire trouver bon à Sa Sainteté qu'il luy remit la lecture et qu'il l'en iroit remercier.

Ces cardinaux, irrités de l'affront, appréhendant le blâme du pape, firent saisir les plus insolents et, sur le rapport fait à Sa Sainteté, il dit qu'il vouloit qu'ils pourrissent en prison pour le peu de respect randu à ce grand homme et qu'il trouveroit bien moyen de le récompenser.

Les parans des prisonniers estans allés demander pardon receurent mesme response et l'ayant demandé au sieur Bressieu, il allat interceder pour eux; le pape les ayant remis à sa discrétion pour en faire comme il voudroit, il les alla prendre par la main et les remit à leurs parans.

Quelques jours après, Sa Sainteté le fit intendant de la bibliothèque Vaticane et se randit sy agréable que pour luy faire plaisir, il le falloit entretenir de Bressieu, auquel jamais la porte de sa chambre ne fut refusée et il disoit souvent : « Questo huomo sa ogni cosa, per questo vogliamo farlo grando. » Aux grandes festes il luy envoyoit des grisles (?) plains de ducats pour estraine; il disoit publiquement qu'à la première promotion il le fairoit cardinal et l'un de ses

principaux officiers, d'effet, plusieurs cardinaux ont asseuré depuis qu'ils avoient trouvé son nom dans ses mémoriaux, et qu'il avoit fait dessein de le faire cardinal, quoy qu'absant.

Cependant il luy donnat le prieuré de Croisil¹ en Bretagne, de 3000 livres de rente, dont il a jouy jusques à sa mort.

Lors des guerres civiles contre Henry IV, roy de Navarre, le pape ayant envoyé une bulle d'interdiction contre les fauteurs de son party, cette bulle fut mal receue en diverses villes et fut traînée à Bourges sur une herse par mespris, de quoy Sixte V^e estant adverti, il fulmina contre les François et commanda à tous de sortir des terres de l'Église. Bressieu luy ayant demandé s'il sortiroit, il luy respondit : « Facete quel che vorrete » ; mais ayant fait 4 ou 5 pas (dans) sa chambre, il luy dit : « Vous pourez aller pour quelque temps près de Rome, pendant la fureur du peuple romain, et bientost je vous fairai rappeler. »

La République de Pérouse, profitant l'occasion, fit prier le s^r Bressieu d'accepter une chaire de philosophie pour relever un docteur aagé de 80 ans, qui le pria luy mesme de le vouloir soulager ; il luy fut donné un appointement de 600 escus pendant les mouvements des guerres civiles de France.

Le pape ne laissa pas de luy continuer les appointemens d'intendant de la bibliothèque Vaticane par les mains d'une personne qui luy estoit agréable.

Sixte V décédé³, Clemant VIII, son successeur, luy continua mesmes appointemens présent et absant.

(1) M. Rochas met, avec plus de raison, Cfoisic, petite ville de la Loire-Inférieure.

(2) Il s'agit de Grégoire XIV et non de Sixte V.

(3) Sixte V fut remplacé, le 15 septembre 1590, par Urbain VII, mort le 27 du même mois. Grégoire XIV, élu le 5 décembre 1590, se déclara pour

La tresve faite et la paix ensuivie, Bressieu revint en France jouir de son bénéfice du Croisil, mais le roy s'estant réconcilié à l'Église, il envoya M. le duc de Luxembourg reconnoistre l'autorité de l'Église. Bressieu fut l'orateur de l'obédience en 1597 ¹. Ce pape l'embrassa avec mesme tendresse que Sixte-Quint et luy conféra en son absence jusqu'à 45000 livres d'abbayes et autres bénéfices, mais n'estant pas adverty assez à temps pour prandre possession, MM. de Longueville en obtindrent révocation à leur proffit et se dit qu'il trouveroit bien moyen de le récompanser par autre voye.

Ce mesme pape Clemant VIII, désirant aggréger saint Bonnaventure au rang des docteurs de l'Église, convocqua des députés de toute la chrestienté et priat le roy de luy envoyer Bressieu pour faire la harangue. Estant arrivé, il trouva le pape desgoutté de cette entreprise, ayant cogneu aux discours et à la contenance de plusieurs députés qu'ils ne porteroient point son santiment à sa canonisation, mais Bressieu luy ayant fait voir les mérites et éloges du savant dans sa harangue, il reprit courage; Bressieu harangua et s' Bonnaventure fut aggrégé. Cette harangue est insérée au bas des œuvres de ce saint ².

Le grand duc de Thoscane se mariant voulut célébrer ses nopces avec esclat; il y eut concours des plus grands princes et seigneurs d'Italie; Bressieu fit la harangue en forme

la Ligue contre Henri IV et mourut le 15 octobre 1591. Son successeur, Innocent IX, ne tint le siège pontifical que du 29 octobre 1591 au 30 décembre. Clément VIII, élu le 30 janvier 1592, régna 13 ans. (*Art de vérifier les dates.*)

(1) Broch. in-4°, aux Archives de la Drôme.

(2) Erreur de date. La harangue a été imprimée en 1588.

d'épithalame et retira un applaudissement universel de toute l'assemblée ¹.

Estant retourné à Paris, en 1602, il voulut randre au roy sa chaire et laisser à la dispuite celle de Ramus, mais MM. l'archevesque de Bourges, grand aumosnier de France, et de Rhosny, surintendant des finances, depuis duc de Sully, le conjurèrent de continuer sous offre d'augmenter ses gaiges. Le roy mesme l'en convia par des promesses de récompense, dont il fut fort esbranlé; mais enfin il remit ses lectures, dont il avoit esté dispensé saize ans durant pour services randus au roy, au public, aux ambassadeurs, et en qualité d'agent secret en cour de Rome; il se retira en sa maison paternelle en Daulphiné, et vit encor sa bonne mère aagée de 80 ans, laquelle décéda six mois après.

En 1605, le s^r Bressieu allant en Bretagne passat par Paris; il aprit que par la mort de Clemant VIII² Grégoire... ³ luy avoit succédé, que la commission de l'ambassade de l'obédiance avoit esté donnée à M^r le duc de Sully et qu'un abbé avoit esté fait orateur, et comme MM. les ministres le virent, notamment M. de Villeroy, secrétaire d'Estat, ils luy firent plainte de ce qu'il ne faisoit pas sçavoir où il résidoit, qu'ils avoient esté contraints de donner la commission d'orateur au grand regret du roy et de toute la cour, estans bien asseuré de sa capacité et ne cognoissant point cet abbé.

Le pape n'ayant vescu que dix jours, Paul V (Bourghese) fut installé en sa place; M. le duc de Nevers fut envoyé en

(1) M. Rochas date la pièce de 1599.

(2) Clément VIII mourut le 3 ou le 5 mars 1605. Léon XI lui succéda le 1^{er} avril 1605 et mourut le 27 du même mois. Paul V (Camille Borghèse), élu le 16 mai 1605, mourut le 28 janvier 1621, après 15 ans, 8 mois et 13 jours de pontificat. (*Art de vérifier les dates.*)

(3) Erreur. C'est Léon XI.

qualité d'ambassadeur, l'abbé rejeté et Bressieu destiné pour orateur.

Sur le point du voyage, estant survenu quelque trouble dans l'Estat, du costé de Guyenne, le roy fut obligé de se mettre en campagne; M. de Nevers se retira en son gouvernement de Champagne; ce qui différa le voyage trois années jusques en septembre 1608.

Bressieu fut commandé dès le mois de juin d'aller attendre M^r le duc de Nevers à Rome, ce qu'il fit en compagnie de M. de Brèves, ambassadeur ordinaire, et dès le lendemain de son arrivée le pape Paul V luy envoya son maistre d'hostel avec deux estaphiers luy porter la part du pain et du vin, comme aux cardinaux, avec de grandes offres de ses affections.

M. le duc de Nevers arrivé, ce fut la plus solemnelle ambassade qui eut jamais esté vuee dans Rome et l'harangue de Bressieu pleut si fort au pape qu'il l'envoya remercier par son secrétaire de bréviature ou de cabinet, qui luy offrit tous les appointemens qu'il désireroit, s'il vouloit s'attacher à sa personne, et cependant luy fit presant d'une pension de 200 ducats d'or.

Sur la fin de mars 1609, le s^r Bressieu print congé du pape, vint en Daulphiné, trassa les fondemens d'une maison au lieu de la paternelle et estant allé à Paris, le roy l'embrassa avec tendresse, se plaignit à luy de ce qu'il ne luy avoit jamais demandé récompanse et qu'il en avoit fait à plusieurs qui ne méritoient rien d'aprochant, et qu'il vouloit que la première chose qui viendrait à vacquer, digne de luy, qu'il l'en fit souvenir, que rien ne luy seroit refusé.

Estant donc de retour de Bretagne, environ la fin d'avril 1610, en intantion de se prévaloir des bontés de Sa Majesté, ses espérances se trouvèrent toutes ensevelies par le funeste parricide arrivé en la personne de S. M.

S'estant donc retiré à S^t Jean Chépie pour poursuivre son bastimant, il retourna à Rome, en 1613, pour ramasser quelques facultés qu'il y avoit laissé, afin de passer le reste de ses jours dans une vie plus pure, destachée d'embarras et purgée d'avarice et d'ambition.

Il choisit le s^r des Isles, gentilhomme breton, pour son héritier, le génie duquel estoit conforme à son esprit, lequel il avoit eslevé comme son enfant, luy ayant esté donné par ses parans, l'ayant accompagné durant quinze ans, en ses deux derniers voyages de Rome et ailleurs, auquel il donna avec ses biens sa nièce en mariage, estant déceddé le 15 juin 1617, avec des grands sentimens d'un bon chrestien et un raisonnement solide jusqu'à l'agonie.

Son corps fut inhumé dans l'église de S^t Jan Chépie, ruynée par les hostilités des huguenots, laquelle a esté réédifiée par le sieur des Isles.

Ainsy mourut ce grand homme, après avoir consulté tant de docteurs, feulletté leurs livres, souffert tant de travaux, esvitté tant d'accidans, fait tant de voyages, caressé des grands, respecté des petits et aymé de tous.

Il a fait beaucoup d'harangues, imprimées à Paris, à Rome et autres lieux; il a fait un livre intitulé *Metrices astronomicæ*, fort estimé des mathématiciens; il a laissé quantité de manuscrits au pouvoir du s^r de Merez, maitre ordinaire en la chambre des comptes du Dauphiné, gendre du sieur des Isles¹.

M. de Thou en parle avec éloge et mesme le Père Gaultier en sa chronologie du XVII^e siècle, en la colonne des escrivains prophanes, p. 599.

(1) Manuscrits perdus sans doute.

LA MORT DE CÉSAR.

Tableau de M. Clément

Le musée de Valence s'est enrichi naguère d'une toile magistrale, due au pinceau de M. Clément, et quelques mots sur le peintre et sur le tableau seront de circonstance.

M. Clément (Félix-Auguste), né à Donzère, le 20 mai 1826, montra de bonne heure les rares dispositions pour le dessin qui l'ont mené à la gloire artistique. A l'école, il étonnait maîtres et élèves par son aptitude à esquisser une figure, un paysage ou un ornement. Il essaya même ses forces en peinture avec des couleurs de plâtrier et représenta ainsi, pour l'église de son village, saint Vincent, patron des vigneron.

Grâce à l'intervention de quelques personnes amies des arts, le jeune dessinateur entra en 1843 à l'École lyonnaise et y mérita l'année suivante le prix de figure d'après l'antique, en 1845 son admission aux cours d'anatomie et de dissection, en 1846 la première mention pour figure peinte d'après nature et en 1847 le premier prix de peinture de la ville de Lyon.

Vers ce temps, le sort lui ayant attribué le N.º 77, il fallut échanger la palette contre le fusil et apprendre les manœuvres militaires. Ce genre de vie offrait peu de charmes à notre artiste; aussi, en 1848, obtint-il, après s'être fait remplacer au corps, son entrée à l'École nationale et spéciale des Beaux-Arts de Paris.

Les mêmes succès qu'à Lyon l'attendaient dans la nouvelle

École. En 1851, 1854 et 1855 il concourut pour le grand prix de Rome. Atteint de la fièvre typhoïde au moment fatal, il ne put terminer, une fois, son œuvre et présenta seulement une esquisse remarquable. Or, un malheur n'allant jamais seul, le Conseil général de la Drôme, qui patronait le jeune artiste, ne parut pas satisfait de l'esquisse et allait supprimer toute allocation, sans l'intervention d'Horace Vernet, de passage à Valence, et de M. Monier de La Sizeranno, président de l'assemblée départementale de la Drôme.

Le Retour du jeune Tobie lui valut le 1^{er} grand prix de Rome en 1856. Son premier envoi de la villa Médicis eut un grand succès : il représentait un bambin qui dessine sur un mur la silhouette d'un âne ; *La Sieste, dame romaine endormie*, forma le deuxième ; *Le Dénicheur* ou l'enfant donnant la becquée à des merles près d'un champ de blé, le troisième, et *La Mort de César*, le dernier.

Médaillé au Salon de 1861 pour *La Sieste* et *Le Dénicheur*, en 1867, 1868, 1872 et 1873 pour d'autres œuvres, M. Clément, une fois sorti de la villa Médicis, n'eut guère le moyen d'exposer ses tableaux, car il partit pour l'Égypte et y séjourna plusieurs années.

Il en rapporta les germes d'une maladie longue et cruelle et, pour être payé de ses travaux, dut engager devant diverses juridictions de nombreuses instances contre la cour égyptienne.

Aujourd'hui que l'artiste est enfin délivré de toutes préoccupations étrangères, il se remet à son art tout entier et nous l'attendons avec confiance au Salon de 1880.

Mais, avant cette nouvelle manifestation de sa puissance artistique, faisons connaître l'histoire et le sujet du tableau que possède le musée valentinois.

On sait que C. Julius César, proscrit par Sylla dans son enfance, dut se réfugier auprès du roi de Bithynie et revint à Rome à la mort de son persécuteur. Il y fit élever, pour flatter le peuple, les statues de Marius. Préteur en Espagne 61 ans avant Jésus-Christ, consul en 59, il entra dès lors résolument dans l'arène politique. Le premier triumvirat, dont il fit partie

avec Crassus et Pompée, fut son œuvre; il obtint ensuite le gouvernement de la Gaule, qu'il conquit tout entière en dix ans.

Lorsque Pompée l'eut obligé par décret à se démettre, il franchit le Rubicon avec ses troupes, recommença la guerre civile, entra victorieux à Rome et s'y fit proclamer dictateur. Après la défaite et la mort de Pompée, les victoires de Thapsus et de Munda lui valurent, avec les honneurs du triomphe, la dictature perpétuelle (45 ans avant Jésus-Christ), cause de sa mort l'année suivante.

En effet, une conjuration se forma contre lui parmi les anciens partisans de Pompée. Elle comprenait plus de 80 personnes et notamment D. Brutus, C. Cassius et Marcus Brutus. Outre les motifs personnels d'ambition qui animaient les conspirateurs, ils mettaient surtout en avant l'autorité personnelle d'un seul remplaçant la république et faisaient tourner contre sa mémoire les faveurs dont il les avait comblés. « Grands et petits, amis et ennemis, soldats et citoyens, chacun alléguait des prétextes particuliers et s'autorisait de ses griefs personnels pour ajouter foi aux accusations d'autrui. »

L'exécution du complot eut lieu le 15 mars 44, et comme c'est là précisément le sujet du tableau, nous emprunterons à l'histoire les principaux détails du drame lugubre.

« Quand le sénat fut entré dans la salle de ses délibérations, les conjurés environnèrent le siège de César, feignant d'avoir à lui parler de quelque affaire, et Cassius, portant, dit-on, ses regards sur la statue de Pompée, l'invoqua, comme si elle eût été capable de l'entendre. Trebonius tira Antoine vers la porte et en lui parlant il le retint hors de la salle. Quand César entra, tous les sénateurs se levèrent pour lui faire honneur, et dès qu'il fut assis, les conjurés, se pressant autour de lui, firent avancer Tullius Cimber pour lui demander le rappel de son frère. Ils joignirent leurs prières aux siennes, et, prenant la main de César, ils lui baisaient la poitrine et la tête. Il rejeta d'abord des prières si pressantes, et comme ils insistaient, il se leva pour les repousser de force. Alors Tullius, lui prenant la

robe de ses deux mains, lui découvrit les épaules, et Casca, qui était derrière le dictateur, tira son poignard et lui porta le premier, le long de l'épaule, un coup, dont la blessure ne fut pas profonde. César, saisissant la poignée de l'arme dont il venait d'être frappé, s'écria dans sa langue : « Scélérat de Casca, que fais-tu ! » Casca appela son frère à son secours en langue grecque¹. César, atteint de plusieurs coups à la fois, porte ses regards autour de lui pour repousser les meurtriers ; mais dès qu'il voit Brutus lever le poignard sur lui, il quitte la main de Casca, qu'il tenait encore, et, se couvrant la tête de sa robe, il livre son corps au fer des conjurés. Comme ils le frappaient tous à la fois, sans aucune précaution, et qu'ils étaient serrés autour de lui, ils se blessèrent les uns les autres. Brutus, qui voulut avoir part au meurtre, reçut une blessure à la main et tous les autres furent couverts de sang. »

Il est facile de reconnaître les acteurs et les péripéties de ce drame horrible dans l'œuvre de M. Clément, où l'art a fait appel à la seule vérité archéologique, sacrifiant l'effet des couleurs à l'expression des figures et aux formes académiques les plus correctes. Aussi laisserons-nous les spectateurs tout entiers à leurs impressions, pour emprunter à M. Gellion-Danglar, sous-préfet de Lunéville, le récit de l'odyssée inédite du tableau lui-même.

(1) Nicolas de Damas ajoute : « Docile à la voix de son frère, Casca enfonce le fer dans le flanc de César ; mais, plus rapide que lui, Cassius l'avait frappé à travers la figure. Decimus Brutus lui porte un coup, qui lui traverse le ventre, tandis que Cassius Longinus, dans sa précipitation à joindre ses coups à ceux des autres, manque César et va frapper la main de Marcus Brutus. Ainsi que lui, Minutius Basilus, en voulant atteindre César, blesse Rubrius Rufus à la cuisse. On eût dit qu'ils se disputaient leur victime. Enfin, César, accablé de coups, va tomber devant la statue de Pompée ; et il n'y eut pas un seul conjuré qui, pour paraître avoir participé au meurtre, n'enfonçât son fer dans ce corps inanimé, jusqu'à ce que César eût rendu l'âme par ses trente-cinq blessures. »

« M. Clément conçut la première idée de son œuvre dès 1855, avant son départ pour Rome. Il l'exécuta comme dernier envoi, après un séjour de cinq années en Italie. Lorsqu'il entreprit cette vaste composition, qui dépassait les mesures prescrites par le règlement de l'Institut, il n'avait encore peint que de simples figures nues, grandeur naturelle, *L'Enfant dessinant la silhouette de son âne, La Sieste et Le Dénicheur*. Le pensionnaire du Gouvernement chercha à résumer sur la vaste toile de *La Mort de César* tout ce qu'il devait à ses études d'après nature et à son observation assidue des grands maîtres italiens. Il était jeune et superbe, comme l'Œdipe de la tragédie, et ne se doutait pas des difficultés et des obstacles. Il n'écoutait, d'ailleurs, que son courage et l'amour de son art.

» Dès le début, M. Schnetz ¹, alors directeur de l'Académie de France à Rome, lui fut hostile. Il défendit d'abord au jeune artiste de faire un tableau qui dépassât les dimensions prescrites pour les envois de Rome. M. Clément persista et répondit qu'il agissait sous sa propre responsabilité, dégageant ainsi complètement le directeur. Cela n'empêcha pas M. Schnetz de lui refuser le grand atelier de la villa Médicis, pour le donner à un artiste qui n'était point pensionnaire du Gouvernement. Bien plus, il ne voulut pas autoriser le transport du tableau à Paris aux frais de l'État, comme celui de tous les autres envois de Rome, et M. Clément dut le payer lui-même.

» Ce n'est pas tout, on insinua à M. Fould, alors ministre d'État, que l'artiste avait mis une intention politique dans le choix de son sujet. C'était là une calomnie purement gratuite : M. Clément avait tout simplement pris dans l'histoire un sujet qui lui permettait de mettre à profit toutes ses études antérieures et qui pouvait être à Rome le mieux traité par lui.

» Malgré ces tracasseries et ces dénonciations mensongères, l'envoi de l'artiste eut un grand succès au quai Malaquais et

(1) La cathédrale de Valence possède de lui le tableau du *Bon Samaritain*.

obtint un excellent rapport de l'Académie. « Nous n'hésitons pas à dire, concluait l'auteur, que cet envoi couronne dignement les cinq années que M. Clément a passées à l'Académie de Rome ¹. » Horace Vernet, déjà fort malade, — car il mourut 15 jours après, — se fit transporter à l'École des Beaux-Arts pour voir le tableau et accorda à son auteur de précieux éloges.

» Toutefois, le ministre n'acheta point la toile exposée et les propositions étranges faites à l'artiste l'obligèrent à la garder. Il ne reçut même, à titre de compensation, aucune commande du ministre d'État, et pareille situation se prolongea jusqu'après le retour d'Égypte de M. Clément. Or, tous ceux qui ont eu le grand prix de Rome obtiennent des achats ou des commandes.

» N'ayant pas encore d'atelier à Paris, le peintre, ainsi traité, fit transporter sa toile à Donzère, pour lui donner le dernier coup de pinceau. Trois ans plus tard *La Mort de César* allait en Égypte, en compagnie des grands tableaux de chasse du prince Halim-Pacha, et y resta deux ans. Expédiée à Paris pour l'Exposition de 1867, elle fut refusée à cause de sa trop grande dimension et sous prétexte de manque de place. M. Clément écrivit d'Égypte et fit recevoir son œuvre au Salon de la même année, et le même jury qui l'avait refusée pour l'Exposition universelle, lui décerna une médaille d'or. Bien plus, un décret ayant ordonné que toutes les œuvres récompensées au Salon de 1867 figureraient de droit à l'Exposition universelle, grande fut la surprise de l'artiste, à son arrivée à Paris, de voir *La Mort de César* et le *Portrait de M^{me} Clément*, naguère refusés pour manque de place, en occuper une assez grande en vertu d'un décret inattendu !

» En quittant l'Exposition universelle, le tableau fut transporté dans les magasins de M. Sarty, rue Vanneau, puis, en 1869, dans l'atelier de M. Clément, à Paris, et ensuite à Bougival, à la photographie de M. Goupil.

» Survient la guerre. Un garçon intelligent de la maison le

(1) Séance annuelle du 4 octobre 1862.

fait rouler pendant une trêve et le cache dans la cave. Le cadre, qui était resté dans le magasin, fut brûlé par les Prussiens. Après la guerre, le garçon avait disparu, le tableau ne se retrouvait pas et M. Clément le croyait brûlé avec le cadre, lorsqu'il fut, au bout de six mois, découvert à la cave, où il moisissait. En 1872, il reçut un nouveau cadre et fut envoyé à l'Exposition internationale de Londres, puis à l'Exposition universelle de Vienne, en 1873. A chacune de ces exhibitions il fut médaillé. Roulé de nouveau, il resta dans sa caisse jusqu'à l'Exposition de Philadelphie, en 1876. Revenu en France, il fut dressé, en 1878, dans le grand atelier du dépôt des marbres de l'État, pour être soumis à une commission nommée par le Gouvernement et à M. le Directeur général des Beaux-Arts. Cet examen ayant donné lieu à un rapport favorable, M. Bar-doux, ministre de l'instruction publique, l'acquiesça pour le compte de l'État. *La Mort de César* devait être placée d'abord au musée du Luxembourg; mais elle a été donnée au musée de Valence.

» Toute la presse européenne s'est occupée de cette grande page de peinture historique, et même pendant l'Exposition de Philadelphie une longue et ardente polémique s'est engagée entre les journaux anglais et les journaux américains au sujet de la peinture d'histoire en France. Dans cette polémique les éloges les plus flatteurs n'ont pas été épargnés à M. Clément. »

Maintenant que le tableau a terminé ses nombreux voyages, les amateurs d'une sobre et savante peinture pourront l'admirer au musée de Valence, dont il est une des véritables curiosités¹.

A. LACROIX.

(1) *Les enfants d'Édouard* et un tableau de la Sainte Vierge, dus à M. Clément, se trouvent dans le même musée. Pour ses autres tableaux, voir *L'Arrondissement de Montélimar*, t. III, notice sur Donzère.

LES DE FRUCTU OU GACHEFUOTS¹

DE SAHUNE



Sur la route nationale du Pont-Saint-Esprit à Gap, à 16 kilomètres de Nyons, entre cette ville et Remuzat, dans une gorge étroite et verdoyante, on aperçoit à mi-côte, sur la rive gauche de l'Eygues, de vieilles ruines dominant un vieux village. Le site, à cause de ses rochers nus à leur sommet, encadrant une vallée plantée d'oliviers et d'arbres à fruits, ne manque ni de charme, ni de pittoresque. Aussi, d'après la légende, le créateur du bourg s'écria-t-il, après l'avoir construit : *Asseduna!* (Assez d'une !) dont on a fait plus tard *Ancehune* et *Sahune*.

Nous redirons quelque jour les annales de la commune; pour aujourd'hui, c'est un fait tout spécial et le premier révélé par les archives municipales qui sollicite notre attention.

(1) *Gachefus, gachefuots* signifie banquet. Un vieux Noël de Taulignan dit :

Nia prus are personne
 En tout aqeste luoc
 Que boute ni que donne
 En d'engun cachafuoc.

Honorat (*Dict. provençal*) appelle *cachafloc* et *cachafuec* la bûche de Noël et, par extension, la collation faite la nuit de Noël. Selon lui, *gachafuec* est la même expression, qui vient de *gachar* (regarder) et de *fuec* (feu).

Il est constaté par un acte authentique de notaire, daté du 27 novembre 1597, qui fait connaître des usages depuis longtemps oubliés, mais trop curieux pour demeurer ensevelis dans la poussière des dépôts publics.

Or donc, à Sahune il y avait à cette date un prêtre de Salon, nommé Raspus, chargé du service de la paroisse et soumis à des obligations devenues trop onéreuses depuis que les guerres de la seconde moitié du XVI^e siècle avaient détruit ses titres et dissipé ses ressources. Il chercha tout naturellement à alléger les charges de son bénéfice : de là sortit l'accord avec ses paroissiens dont nous allons parler.

D'après la transaction, le prieur de Sahune était astreint, par suite de fondations anciennes, à servir chaque année jusqu'à cinq *de fructu*, *gachefuot* ou banquets, et c'est à faire connaître l'étendue de cette obligation que notre étude est consacrée.

Au premier banquet, donné la veille de Noël, prenaient place, sans distinction de rang ni d'âge, maîtres, valets, enfants et vieillards, et il se composait de pain, de noix et de vin, mais du meilleur, à la discrétion des convives. Malgré le peu de variété et de recherche dans les mets, il est permis, en considération de la qualité du vin du cru, de se rendre compte de l'animation inusitée régnant au presbytère le 24 décembre. Noël provençaux, Noël locaux, plain-chant, tout redisait la générosité du prieur en harmonie avec la solennité de la fête. Bien plus, sur la foi du lexicographe Furetière, un *de fructu* n'étant qu'une sorte de pique-nique, où chacun apportait son plat, on peut facilement supposer que les noix du bénéficiaire arrivaient seulement au dessert pour faire apprécier le mérite de son vin.

Le deuxième *gachefuot*, fixé à la veille de la Circoncision (31 décembre), et le troisième, à la veille des Rois (5 janvier), n'étaient qu'une répétition de celui du 24 décembre ; mêmes convives et mêmes plats.

Mais le quatrième présentait un autre caractère.

Il y avait alors dans le pays des fabriques de serges grossières en pleine activité, car autrefois l'industrie s'acclimatait volon-

tiers dans le moindre village, et il y avait ainsi des compagnons ou des ouvriers, soit indigènes soit du dehors, pour tenir la fabrication au niveau des améliorations adoptées ailleurs.

Le jour de la Circoncision, ou 1^{er} janvier, était leur jour de gala au prieuré. Mais il fallait s'y présenter avec une offrande, et cette offrande était une petouse ou roitelet.

Le document ne dit pas si l'innocente victime était apportée vivante ou morte, si chaque compagnon ou la troupe seule la devait; n'importe, la recherche du chétif oiseau constituait un exercice préparatoire assez original. Qu'on se figure, en effet, 10, 20, 30 adolescents robustes battant les buissons pour faire sortir le pauvre roitelet, puis le poursuivant, le traquant, l'assourdissant de bruit et, de guerre lasse, le prenant à demi mort.

Dans Vaucluse, en quelques lieux, l'heureux chasseur qui s'en emparait devenait de fait le roi ou l'abbé de la jeunesse¹. En était-il ainsi à Sahune? L'hypothèse est probable.

La chasse terminée, nos compagnons, mis en appétit, se rendaient triomphalement chez le prieur, qui leur servait un *de fructu*, pendant lequel, le vin aidant, les diverses péripéties de la chasse du matin égayaient facilement la turbulente compagnie.

On arrivait ainsi en moins de quinze jours à quatre banquets assez coûteux, malgré leur frugalité probable.

Un peu de répit est bien dû au curé, autrement sa cave entière y passerait. D'ailleurs, voici venir le carême et ses pénitences. Il faut bien oublier les fêtes et souffrir un peu, en souvenir du Calvaire.

Mais avec la pleine lune de mars le printemps annonce son

(1) A Mirabeau, la jeunesse chassait *la betoua* le jour de Noël, les hommes mariés le lendemain; à Gadagne, le roitelet revenait au curé, qui exemptait le chasseur heureux de la dime des olives; à Entraigues, l'oiseau, pris la veille de Noël, était lâché dans l'église à la messe de minuit. (AGHARD, *Annuaire de Vaucluse*, 1869.)

retour; et tout dans la nature déjà renaît à la vie et à l'espérance. Un banquet ne saurait manquer à la grande fête pascalle, et ce banquet, le prieur le doit encore.

Cette fois-là seulement laboureurs et compagnons sont tenus à l'écart. Place, place au sexe aimable! Le lundi de Pâques, après les vêpres, toutes les femmes de la paroisse sont invitées au presbytère; et bien que l'histoire n'ait pas conservé l'ordonnance de la collation offerte, il est permis d'y supposer beaucoup de gaieté et très peu de silence.

A partir de ce moment, les réjouissances placées sous la protection du prieur cessent tout à fait. L'olivier et la vigne appellent les travailleurs aux champs et les bergers à la montagne : on s'amusera l'hiver prochain.

Un chroniqueur du temps, qui nous raconterait en détail ces agapes antiques, serait aujourd'hui avidement recherché. Nous sommes si loin de tant de simplicité..... culinaire!

D'ailleurs, nos contemporains ont-ils jamais soupçonné qu'à une époque de barbarie, comme ils appellent le moyen-âge, on pût rire et s'amuser aux dépens de l'Eglise?

Ils songent bien à rétablir la féodalité à leur profit, sous les noms de socialisme et de collectivité, mais cette fois sans le clergé; car ainsi le veut le progrès. Mais alors on ne rira plus, si l'on en croit l'histoire et l'expérience faite déjà deux fois.

En effet, au XVI^e siècle, les réformateurs supprimèrent les *œuvres*, tout en gardant la *foi*. Des Adrets et Montbrun n'étaient pas hommes à rire, ni même à laisser rire.

En 1793, on abolit tout d'un coup et la *foi* et les *œuvres*; et le régime de la Terreur indique assez les amusements de l'époque. Mais n'insistons pas et revenons à nos *de fructu*.

Et d'abord, qui avait imposé au prieur de Sahune des obligations pareilles? Rien n'a pu nous l'apprendre. Toutefois, comme les premiers maîtres du lieu venaient de Caderousse dans le Comtat, on peut supposer qu'ils introduisirent dans leur terre des coutumes d'une autre région¹.

(1) Le compte consulaire de 1579 mentionne une dépense de 20 sols,

On peut aussi, comme à Pierrelatte, y voir un simple bourgeois à l'humeur joyeuse, fournissant de ses revenus de quoi procurer à ses compatriotes des amusements honnêtes sous la surveillance de l'Église.

Quoi qu'il en soit, la Réforme ayant ruiné le prieur de Sahune, ou à peu près, Jacques Raspus, en 1597, obtint la rescision de l'ancien contrat et la suppression totale des *gachefuots*, de *fructu* ou banquets. Ce qui explique l'oubli total dans le pays de ces joyeuses coutumes.

Cela dit, donnons une analyse de l'acte.

Le préambule de la transaction prolixe de 1597 renferme l'énumération des repas dus, leurs dates et leurs catégories d'invités, et là où les détails nous seraient utiles, le notaire s'efforce, comme à dessein, d'être bref et concis. Puis vient la liste des contractants, au nombre de 59 du côté de la commune et le prieur tout seul de son côté.

Les clauses de l'accord se réduisent à deux : 1° le prieur, pour lui et ses successeurs, s'engage à ne prendre à l'avenir dans le mandement que la dîme du blé, du seigle, de l'orge, de l'avoine et des raisins à la cote 24°, renonçant à celle des autres fruits et récoltes et même du bétail ; 2° moyennant cette concession, les habitants déchargent le prieur et ses successeurs de tous *de fructu*, *gachefuots* et banquets.

L'acte fut passé à Sahune, chez Sébastien Eydoux, en présence de Baudet, Antoine, clerc du Pont-de-Beauvoisin, et de Jean Dallix, marchand de Villedieu, par Pierre de Colombe, notaire, et expédié à Claude Brachet, curé du lieu en 1761¹.

Curieux temps quand même que ce moyen-âge tant dénigré !

A. LACROIX.

le 19 février, lorsque les consuls prirent le blé que « Monseigneur bailloit pour les gachefuots ». (CC. 1.)

(1) Archives de la commune, série GG.

PETITES NOTES HISTORIQUES

1. — SIGAUD.

Le 30 mars 1621, Louis XIII anoblit Jean Sigaud, « homme d'armes de la compagnie du duc de Lesdiguières, pair et mareschal de France, en considération des agréables services rendus à S. M. près son très cher et bien aimé cousin le duc de Lesdiguières depuis vingt ans en ça, spécialement aux occasions qui se sont présentées en faictz militaires, mesmes aux voyages qu'il a faictz delà les monts pour son service. » (Archives de la Drôme, E. Supplément.)

Cette famille, qui habitait Vinsobres, n'avait rien de commun, sauf le nom, avec celle dont parle l'*Armorial du Dauphiné*.

2. — JEANNE DE VENEJEAN DE GRIGNAN.

Elle épousa le seigneur de Grignan Louis-François Adhémar, le 4 janvier 1595, et lui donna plusieurs enfants. Elle écrivait vers 1625 aux consuls de Colonzelle le billet suivant :

« Consuls, dimenche prochain, s'il plaist à Dieu, nous faisons le mariage de ma fille de Grignan : disposés vous trestous de nous aider de tout ce que vous pourres, comme chasse, chapons et autres choses. Je cognoistray astheure noz bons subjects, je m'assure que vous ni manquerez pas. Aportes ce que vous aures vendredy. Ce qu'attendant, je suis votre meilleure amie. »

La même dame, vers 1629 et 1630, au moment de la peste, écrivait aux mêmes consuls :

« Je vous envoie le cappitaine Martin pour vous fere commandement à peyne de la vye et des maisons brulées de fere bonne garde pour la maladye et ne laisser entrer aucun estran-

gier qui vienne des lieux suspectz, ny moins en avoir aucun pour filler la soye ni fere autres besongnes et fere enterrer les jas et vilenies des vers à soye et bien profond, fere tenir nettes les rues et fere mettre des barrieres neufves et fermer tous les passages. Je vous envoye le roole de tous les lieux dangereux et si vous ne faictes bientout ce que je vous marque, croyés que je m'en feray bien acrerre. Ne retirés aucun moyssonneur estranger ny ne laissés point aller de ceulx de vostre lieu au lieu. C'est vostre bonne amye. » (Archives de la Drôme, E. Communes, supplément.)

3. — RASTEL DE ROCHEBLAVE (*sur Montaulieu*).

En 1647, une tentative d'assassinat fut commise sur la personne de noble Alexandre de Rastel, sieur de Rocheblave, dans la ville de Nyons. Il présenta requête au parlement et chambre de l'édit de Grenoble, et, par jugement du 3 juillet même année, « un grand nombre d'accusez furent condamnez par contumace à être pendus ». L'exécution eut lieu en effigie et irrita vivement les parents et amis des condamnés. Aussi le sieur de Rocheblave dut-il se tenir en garde contre diverses attaques à force ouverte ou tentatives d'empoisonnement.

Pour se garantir dans ses courses aux Baronnies, où étaient ses biens, il obtint pendant deux ans que toutes ses causes mues et à mouvoir seraient appelées au parlement, à l'exclusion de tous autres juges, avec défense aux intimés de se pourvoir ailleurs, à peine de nullité de procédures, de tous dépens, dommages et intérêts et 500 livres d'amende (14 mai 1649). (Archives de la Drôme, E. Familles, supplément.)

4. — DÉMOLITIONS DE PLACES.

Le 14 août 1634, le bureau de l'Élection de Crest imposait 12,149 livres, pour sa part des 289,604 dues par la province, savoir : 198,686 pour l'épargne du roi, 29,100 pour la démo-

lition des places de Quirieu, Pierrelatte, Serres, La Roche-de-Glun, Revel, citadelles d'Embrun « et Piedmore » ; 4,800 pour le remboursement des dépenses faites par le sieur de Veynes « pour l'augmentation de la garnison de la ville et citadelle de Valence et construction d'une fregatte sur le Rosne pendant les premiers mouvements de Languedoc » ; 2,500 livres au même ; 20,000 livres sur les 100,000 dues au comte de Sault « en remboursement de la propriété et demolition de la citadelle de Piedmore », etc. (Archives de la Drôme, E. Communes, suppl. à Pierrelatte.)

5. — MOREAU DE VÉRONE.

Le 23 décembre 1596, le roi Henri IV, « désirant gratifier le capitaine Denis Moreau, en considération de ses bons et fidelles services aux armées de Dauphiné, Provence, Piedmont et Savoye près la personne du sieur Desdiguières, » le nomma valet ordinaire de sa chambre, pour l'y servir désormais et jouir des prérogatives, honneurs, gages et profits y attachés.

Denis Moreau prêta serment le 1^{er} janvier 1597, entre les mains du duc de Bouillon, maréchal de France, premier gentilhomme de la chambre du roi. Il fut un des ancêtres du savant antiquaire Moreau de Vérone. (Archives de la Drôme, E. Familles, supplément.)

A. LACROIX.

LE MILLIAIRE

RÉCEMMENT DÉCOUVERT A VALENCE

ET

La Voie d'Agrippa

DE LYON AU RIVAGE MASSILIEN

I

Le Milliaire de Valence.

Les travaux de restauration qui s'exécutent depuis quelque temps dans l'intérieur de l'église Saint-Apollinaire, cathédrale de la ville de Valence en Dauphiné, ont amené, dans le courant du mois d'octobre dernier, la découverte d'une borne milliaire au nom d'Aurélien. L'inscription est gravée sur un tronçon de colonne cylindrique en pierre de Montceau, qui forme la partie supérieure du deuxième pilier de droite du chœur de la cathédrale ¹. Elle a été mise au jour lorsqu'on a enlevé la couche de badigeon qui recouvrait le pilier. On ne s'en aperçut pas tout d'abord; l'ouvrier chargé du *piquage*

(1) Hauteur du tronçon, employé jadis comme borne itinéraire, 1^m 87 diamètre 0^m 40. Il ne présente aucun ornement.

s'arrêta heureusement devant des lettres bien apparentes, mais une partie notable du texte, peu visible ou effacé, avait déjà disparu pendant cette opération ¹.

La restitution de l'inscription présente de sérieuses difficultés. Il s'agit en effet d'une époque qui n'a laissé que des souvenirs fort obscurs, époque troublée et malheureuse, dont les monuments épigraphiques semblent retracer par leurs défauts et leurs contradictions la physionomie confuse. Plusieurs milliaires au nom d'Aurélien ont été recueillis sur le sol gaulois, à Arras (Ardèche), à Fréjus, à Montélimar, à Orléans, à Tain. Ils sont en désaccord les uns avec les autres soit pour les données chronologiques, soit pour l'ordre des titres et des éloges ².

L'inscription se compose de dix lignes ; elle se fait remarquer par l'irrégularité et la difformité des lettres et par des maladresses d'exécution. Les bonnes traditions épigraphiques étaient alors en profonde décadence.

Voici le texte, accompagné de la restitution que je propose et pour laquelle je réclame toute l'indulgence des archéologues ³ :

(1) Une autre inscription, publiée par différents auteurs des XVII^e et XVIII^e siècles, a été retrouvée dans la même église ; elle est en face de la porte d'entrée de la sacristie. C'est un monument funéraire. Le texte a été reproduit récemment dans le *Bulletin*, 1879, p. 398 ; mais la lecture n'en est pas certaine.

(2) ORELLI-HENZEN, 1030, 5551. — WILMANN, 1038, etc. — ALLMER, *Inscrip. de Vienne*, t. 1, pp. 124 et 128.

(3) J'ai à remercier M. Anatole de Barthélemy, M. le docteur Guillaume Henzen, M. le docteur Hirschfeld et plus particulièrement M. Allmer, qui ont bien voulu me faciliter cette restitution, en m'aidant de leurs lumières ; je les prie d'agréer l'expression de ma gratitude et de ma reconnaissance.

IMP · CAESAR · L · DOMITI^{us}
 AVRELIANVS · P · f · INVICT^{us}
 auG · P · M · GERMANIC · max ·
 GoTHIC · MAX · Carpic · max ·
 5 ParTHIC · MAX · trib · potest....
 cos... P · P · PROCOs restitutor et
 pacatOR · ORBis.....
 rESTITVIT.....
 MILIA passuum
 10 II i

Imperator Cæsar Lucius Domitius Aurelianus pius, felix, invictus, augustus, pontifex maximus, Germanicus maximus, Gothicus maximus, Carpicus maximus, Parthicus maximus, tribunitia potestate (V vel VI) consul (II vel III), pater patriæ, proconsul, restitutor et pacator orbis restituit..... millia passuum III¹.

A la mort de Claude (mai 270), l'armée proclama empereur Aurélien, qui s'était couvert de gloire dans les guerres contre les Barbares. La fortune de l'Empire, malgré les éclatants succès de Claude, n'était pas encore rétablie : Tétricus dominait en Espagne et dans les trois Gaules²;

(1) Je n'ai pu faire un estampage de cette inscription, à cause de son élévation au-dessus du sol de l'église, pendant les quelques heures que j'ai passées à Valence. Il aurait fallu établir un échafaudage pour cela. Je crois être sûr des lettres et de leur place respective. A l'extrémité inférieure du tronçon de colonne, à 61 cent. au-dessous de la dernière ligne de l'inscription, on lit la lettre D, qui est une simple marque maçonnique de raccordement faite au moment où la pierre a été employée dans la construction du chœur de l'église.

(2) La Gaule Narbonnaise paraît être restée attachée aux empereurs italiens. (V. ma brochure sur *l'Inscription romaine récemment découverte à Grenoble*, Grenoble, 1879, in-8°, 16 pages.)

Zénobie, reine de Palmyre, gouvernait l'Asie-Mineure; les Barbares envahissaient de nouveau les provinces impériales et menaçaient Rome elle-même. Aurélien remporta de brillantes victoires sur les Barbares, Alamans, Vandales, Goths, Carpiens et Germains, qu'il chassa de l'Empire; il recouvra l'Orient sur Zénobie, l'Espagne et les Gaules sur Tétricus (270-273). Après avoir rendu à l'Empire ses anciennes limites, il rentra à Rome pour triompher et la magnificence de son triomphe est restée célèbre dans l'histoire. En janvier 275, il fut assassiné dans la Thrace, non loin de Byzance. Aurélien, dit Vopiscus, a été moins un bon prince qu'un homme nécessaire pour rétablir les affaires de l'Empire. Il a été, ajoute un autre historien, le plus grand empereur de ce siècle et Alexandre, le meilleur ¹. Aurélien ne fut pas seulement un grand homme de guerre, ce fut aussi un grand réformateur d'abus, soit dans l'armée, à laquelle il sut inculquer un admirable esprit de discipline, soit dans l'ordre civil, où, suivant le témoignage de son biographe, il poursuivit avec tant de rigueur les crimes de toute espèce, les désordres, les vices, les factions coupables, qu'on peut dire qu'il en purgea entièrement l'univers ².

Le milliaire de Valence donne à Aurélien les titres ordinaires de la souveraineté et les surnoms introduits par l'esprit de flatterie et qui, d'abord employés rarement, devinrent de style au commencement du III^e siècle ³.

L'ordre des titres impériaux, formés des noms des nations vaincues : *Germanicus*, *Gothicus*, *Carpicus*, *Parthicus*, est conforme à l'ordre adopté sur les autres monuments

(1) LE NAIN DE TILLEMONT, *Histoire des empereurs*, t. III, p. 500. — VOPISCUS, *Aurélien*, p. 37.

(2) *Id.*, *id.*

(3) ORELLI-HENZEN. — WILMANN.

élevés à Aurélien ¹. Ces titres se rapportent aux guerres heureusement terminées de 270 à 273, et, suivant un usage constant, ils sont accompagnés de l'épithète *maximus*. A la 4^e ligne j'ai cru devoir proposer *Carpicus*, qu'on rencontre généralement sur les milliaires d'Aurélien, notamment à Arras et à Tain, dans le voisinage de Valence ². D'après Vopiscus, Aurélien fut peu flatté du titre de *Carpicus* décerné par le sénat. « Pères conscrits, écrivit-il, il ne vous reste plus qu'à m'appeler aussi *Carpisculus*. » *Carpisculus* était le nom d'une sorte de chaussure militaire à l'usage des Barbares : la plaisanterie n'était peut-être pas de très bon goût ³.

Les expressions *restitutor* et *pacator orbis* sont le plus souvent associées sur les milliaires d'Aurélien. On rencontre aussi un *conservator orbis*, mais plus rarement ⁴. Aussi ai-je cru devoir adopter *restitutor* et *pacator orbis*, bien que deux lignes plus loin se trouve le verbe *restituit*. Peut-être ce titre glorieux était-il suivi d'épithètes élogieuses, telles que *maximus*, *fortissimus princeps*, *perpetuus*, *victoriosissimus*, *indulgentissimus imperator* ⁵.

Le verbe *restituit* suppose un complément. Il s'agissait vraisemblablement de restaurations faites à la voie à laquelle appartenait le milliaire de Valence, restaurations de

(1) WILMANN, 1044. Note intéressante sur les surnoms d'Aurélien, tirés des noms des nations vaincues. — Sur les médailles, on trouve *Victoria germanica*, *Victoria gothica* : COHEN, *Méd. imp.*, t. v, p. 150, N.^{os} 202, 203.

(2) ALLMER, t. 1, pp. 124 et 128.

(3) *Aurel.*, 30.

(4) Sur les médailles d'Aurélien on lit *pacator* ou *restitutor orbis*, *pacator* ou *restitutor Orientis*. (COHEN, *Méd. imp.*, t. v, pp. 143 et suiv., N.^{os} 144, 145, 146, 171 et suiv.)

(5) Voir les recueils épigraphiques.

ponts, de levées, de viaducs, etc. L'entretien des voies de communication avait été sans doute fort négligé les années précédentes, par suite des événements politiques.

Le mot *millia*, écrit *milia*, devait être suivi du mot *passuum*. L'absence d'orthographe se remarque souvent sur les inscriptions de cette époque.

Le nombre de milles exprimé sur cette borne est *trois*. Les deux premières barres d'unité sont nettement tracées; on sent avec le doigt l'arrêt inférieur de la troisième barre; le martelage moderne a fait disparaître la quatrième, si elle a existé. La symétrie, en effet, exigerait cette quatrième barre; mais à l'époque déjà mauvaise à laquelle appartient cette inscription les traditions épigraphiques étaient en profonde décadence; de telle sorte que les règles de la symétrie devaient être très négligées. Je ne pense pas que ces règles puissent être d'une autorité suffisante pour justifier un quatrième chiffre, puisqu'il n'en reste aucune trace.

La date de ce milliaire est donnée approximativement par le titre *pacator orbis*. Ce titre indique, en effet, que la borne a été élevée après le triomphe d'Aurélien sur Zénobie et Tétricus et par conséquent en 274 ou en 275 et plus probablement en 275 ¹. C'est au cours de cette année qu'Aurélien vint dans la Gaule, recouvrée, l'année précédente, sur Tétricus, et qu'il y séjourna quelque temps pour régler les affaires publiques ². Aussi pourrait-on, peut-être, si les réparations ont été terminées en 274, proposer pour le milliaire de Valence *tribunitia potestate V, consul II*; mais si ces réparations n'ont été achevées qu'en janvier 275, il faudrait lire *tribunitia potestate VI, consul III*.

(1) Il en est de même des autres milliaires où figure ce titre. — ALLMER, *Inscript. de Vienne*, t. I, p. 128. — ORELLI, 1030.

(2) TILLEMONT, *loc. cit.*

Aurélien a été trois fois consul, en 271, 274 et 275 ; il avait eu sous Valérien, en 257 (calendes de juin), un consulat de suffection. Au premier consulat correspondent les puissances tribunitiennes II, III et IV ; au deuxième correspond la puissance tribunitienne V et au troisième la puissance tribunitienne VI. Aurélien, étant mort en 275, n'a pas eu de VII^e puissance tribunitienne. Ces données chronologiques sont méconnues sur la plupart des inscriptions recueillies en France. Ainsi, le milliaire de Fréjus porte TRIB. P. III. COS. II., au lieu de TRIB. P. V. COS. II. ou TRIB. P. IIII. COS. Le milliaire d'Orléans porte T. P. V. COS. III., au lieu de T. P. VS. COS. III. ou T. P. V. COS. II. Ces milliaires se rapportent très vraisemblablement à la période 274-5 ¹.

L'inscription de Grenoble au nom de Claude le Gothique nous apprend que, dès avant le temps où la Gaule fut recouverte par Aurélien, une partie de la Narbonnaise, sinon toute, et même une partie assez considérable pour être appelée *Province Narbonnaise*, était en la possession des empereurs d'Italie. Mais les milliaires d'Arras, de Tain, de Valence, de Montélimar, de Fréjus indiquent par les expressions employées dans le texte que les réparations des voies de la Narbonnaise, sans doute délaissées depuis Valérien, ne furent effectuées qu'après le triomphe d'Aurélien.

Le milliaire de Valence appartenait à la voie tracée par Agrippa de Lyon au rivage massilien, sur laquelle ont été trouvés d'autres milliaires au nom d'Aurélien à Tain et à Montélimar ; il s'agissait probablement des mêmes travaux. La voie d'Italie à Vienne, par l'*Alpis Cottia*, Gap et Die, rejoignait la voie de Lyon à la Méditerranée à peu de

(1) WILMANN, 103 et suiv. — ORELLI, 1030, et HENZEN, p. 79. — HENZEN, 5551. — ALLMER, *eod. loc.*, t. I, p. 124.

distance de Valence. Sur la voie d'Agrippa les milles se comptaient à partir de Vienne, soit sur Lyon, soit sur Valence; ils se comptaient à partir de Valence jusqu'à..... Il est bien difficile de déterminer ce lieu en l'absence d'indications précises fournies par les bornes itinéraires ¹. Les distances se comptaient sur la grande voie des Alpes Cottiennes à partir de Die, de cette ville à Valence ². Ainsi, le milliaire de Valence appartenait très vraisemblablement à la voie de Lyon à la mer et a été découvert probablement à 3 milles en aval de Valence, près *Fontlozier* ou le *Pont des Anglais*. Il fut, à une époque inconnue, apporté à Valence et utilisé dans la construction du chœur de Saint-Apollinaire.

Telles sont les explications, un peu sommaires, que j'ai cru devoir présenter sur le milliaire au nom d'Aurélien récemment découvert à Valence et sur la restitution que je propose ³. Je n'ai nullement l'intention d'avoir définitivement résolu les questions soulevées par le texte; je me tiendrai pour satisfait si cette notice provoque de nouvelles recherches et conduit ainsi à des résultats de plus en plus certains.

Il m'a paru utile et intéressant de compléter cette notice en faisant connaître en quelques mots les stations de la voie de Lyon à la Méditerranée et les milliaires recueillis sur son parcours.

(A continuer.)

FLORIAN VALLENTIN.

(1) HERZOG, *Gall. Narbon. descript.*, append. épigr., p. 141. — ALLMER, *Inscript. de Vienne*, t. 1.

(2) LONG, *Recherches sur les antiq. rom. du pays des Vocontiens*, p. 68, d'après le milliaire de Saillans.

(3) J'ai cru inutile de m'étendre sur les restitutions qui ne présentaient aucune difficulté, comme DOMITINUS, INVICTUS, etc.

BIBLIOGRAPHIE DE LA DROME.

ANNÉE 1879.

- AUBERT (Alfred). — *Caprices et boutades* (Poésies). — Lyon, Mougin-Rusand, br. in-8° de 64 p.
- CHANDENEUX (Claire DE). — *La croix de Mouguerre*. — Paris, Plon, 1 vol. in-18.
- CHANDENEUX (Claire DE). — *L'automne d'une femme*. — Paris, Plon, 1 vol. in-18.
- CHEVALIER (L'abbé Jules). — *Saint Pétrone et saint Marcel, évêques de Die au V^e siècle. Recherches historiques et documents liturgiques*. — Montélimar, Bourron, br. in-8° de 16 p.
- CHEVALIER (L'abbé C. U. J.). — *Notice chronologico-historique sur les archevêques de Vienne, d'après des documents paléographiques inédits*. — Vienne, Savigné, br. in-8° de 18 p.
- CHEVALIER (L'abbé C. U. J.). — *La Sainte Vierge, bio-bibliographie*. — Montbéliard, Hoffmann, br. in-8° de 22 p.
- CHEVALIER (D^r Ulysse). — *Lettres inédites d'Hugues de Lionne, précédées d'une notice historique sur la famille de Lionne*. — Valence, Chenevier et Pessieux, 1 vol. in-8° de 254 p.
- CHEVALIER (D^r Ulysse). — *Recherches sur les pestes de Romans du XIV^e au XVII^e siècle*. — Valence, Chenevier et Pessieux, br. in-8° de 31 p.
- CLAIR (R. P.). — *Lettres à MM. Jules Ferry et Paul Bert, en réponse à leurs attaques contre l'enseignement catholique*. — Paris, Lecoq, br. in-8°.

- CLAIR (R. P.). — *Nouvelle lettre à M. Paul Bert.* — Paris, Le-coffre, br. in-8°.
- COLOMB (J.). — *Note sur un manipulateur Morse automatique.* — Paris, Berger-Levrault, br. in-8°.
- FERRAND (Jules). — *Rimes à temps perdu* (Poésie). — Paris, Lemerre, 1 vol. in-18 de 271 p.
- FIÈRE (Zénon). — *Les artistes dauphinois au Salon et à l'Exposition universelle de 1878 (Drôme).* — Valence, Chenevier et Pessieux, br. in-8° de 34 p.
- FIÈRE (Zénon). — *Les artistes dauphinois au Salon et à l'Exposition universelle de 1878 (Isère et Hautes-Alpes).* — Vienne, Savigné, br. in-8° de 32 p.
- FIÈRE (Zénon). — *Les artistes dauphinois au Salon de 1879.* — Vienne, Savigné, br. in-8° de 24 p.
- FIÈRE (Zénon) et FABRE DES ESSARTS (L.). — *La Bourne* (Poésie). — Vienne, Savigné, br. in-8° de 12 p.
- GALLET (Louis). — *Étienne Marcel* (Opéra en 4 actes). — Paris, Calmann-Lévy, br. in-8° de 67 p.
- GRIVEL (Roch). — *Poésies, Théâtre patois, Mélanges.* — Valence, Teyssier et C.^{ie}, 1 vol. in-8° de 192 p.
- JOANNE (Adolphe). — *Géographie de la Drôme.* — Paris, Hachette, 1 vol. in-18.
- JOHN. — *Sous les cyprès.* — Vienne, Savigné, 1 vol. grand in-18 de 252 p.
- LACROIX (A.) et CHEVALIER (C. U. J.). — *Inventaire des archives dauphinoises de M. Henri Morin-Pons.* — Lyon, Perrin et Marinet, 1 vol. in-8° de 307 p.
- LAFOSSE (Calixte). — *Mémoires de Jacquemart.* — Romans, J. Bonneton, br. in-4° de 56 p.
- LESSERTEUR (L'abbé E.). — *Carte des missions de l'Indo-Chine.*
- LESSERTEUR (L'abbé E.). — *Le hoang-nan, remède tonquinois contre la rage, la lèpre et autres maladies.* — Paris, Baillère et fils, br. in-8° de viii-92 p.
- ROCHAS (Adolphe). — *Le siège de Clamarges par les dames de Die, en juin 1681.* — Die, Chevalier, br. in-8° de 17 p.
- SAINT-RÉMY (Jules). — *Lou siège de Solliens, pouémé de Guste*

- Boucissier*, publié avec une préface par — Paris, Maisonneuve, br. in-8° de 68 p.
- TEISSEIRE. — *Production des races chevalines dans la Drôme* (Rapport au Conseil général de la Drôme). — Valence, Chevrier et Pessieux, br. in-8° de 16 p.
- TEISSEIRE. — *Protestation contre l'art. 7 de la loi Ferry* (Conseil général de la Drôme). — Valence, Céas, br. in-18 de 16 p.
- VALLENTIN (Florian). — *Une inscription romaine récemment découverte à Grenoble*. — Grenoble, Maisonville, br. in-8° de 16 p.
- ANONYME. — *Album artistique, scientifique et littéraire de Romans et du Bourg-de-Péage* (Livraisons in-4° de 4 p. Deux livraisons parues). — Romans, Sibilat, autographie.
- ANONYME. — *Almanach de l'arrondissement de Montélimar*, 1880. — Montélimar, Bourron, 1 vol. in-18 de 140 p.
- ANONYME. — *Almanach historique et patriotique pour 1880, Département de la Drôme*. — Valence, principaux libraires, br. in-8° de 144 p.

JULES SAINT-RÉMY.

SÉANCE DU 17 NOVEMBRE 1879.

PRÉSIDENCE DE M. DE GALLIER.

MM. Vallentin et Chevalier s'excusent par lettres de ne pouvoir assister à la séance.

M. Peloux, ingénieur en chef, envoie à la Société trois médailles romaines en bronze et une en argent, trouvées près de Sahune.

D'intéressants détails sur le congrès tenu à Vienne sont donnés par M. Nugues, qui signale notamment un travail descriptif d'anciennes fresques à Saint-Barnard, par un architecte lyonnais.

La Société est informée que le tableau de de Lionne, attribué à Mignard et conservé à la mairie de Romans, va être placé dans une salle d'archives et de lecture. M. Nugues décrit cette œuvre d'art, et une discussion instructive sur la restauration des tableaux s'engage entre MM. de Gallier, de Pisançon et Nugues.

M. le Président présente M. l'abbé Bellet, comme *membre titulaire*, et M^{re} de Francieu, comme *membre correspondant*. Ils sont admis l'un et l'autre à l'unanimité.

On adopte la proposition de joindre une table de l'année 1879 à la prochaine livraison, pour remplacer celle qui se trouve dans le corps du tome XIII.

Des renseignements sont donnés par M. le Secrétaire sur les deux inscriptions de la cathédrale, d'après MM. Allmer et Valentin, et sur une autre, qui se trouvait à Saint-Félix et sert actuellement de banc dans la propriété de M. le marquis de Sièyes.

M. Amédée de Bouffier fait connaître les principales pièces d'un *recueil manuscrit* ayant appartenu à Valbonnais et à Chorier et des extraits d'une intéressante biographie de Prunier-Saint-André (Artus), composée par le conseiller de Beauchêne, son petit-fils.

M. de Bouffier reçoit des félicitations sur son intéressante communication.



CHRONIQUE.

Les rigueurs de la saison ont empêché la course projetée à Saint-Paul-trois-Châteaux et La Garde-Adhémar, pour étudier les antiquités préhistoriques signalées.

M. Léon Alègre révoque en doute l'affirmation contenue dans la dernière livraison du *Bulletin* sur l'ignorance de Jean Cavalier. « Nous possédons, dit-il, au musée de Bagnols sa bible, sur la couverture de laquelle il y a ces quelques mots : *C'est une tradition dans la famille Salles-Baridou que cette bible a appartenu à Jean Cavalier.* »

Comme j'ai adopté la version de M. de Ravel, écrivant en 1704 au baron de L'Argentière (Philibert de Perdeyer), je dois pour ma justification citer le texte même :

« Jean Cavalier a voulu avoir des conférences avec des nouveaux convertis, qui disent qu'il est fort ignorant, et tout le monde s'accorde à dire qu'il ne sait ni lire ni écrire. Quoi qu'il en soit, il a trouvé le secret d'amasser du bien.... ¹ »

Il est bon d'ajouter que l'existence de sa bible ne serait pas une preuve décisive en faveur de son instruction; car il pouvait se la faire lire.

Une autre erreur m'a été signalée touchant Bésignan. J'ai dit que l'olivier n'y croissait pas, à cause du vent du nord, et l'on m'affirme le contraire.

Ma justification se trouve dans une notice venue de Bésignan

(1) Archives de la Drôme, t. II, E. 1429.

même. Il y est dit que la commune compte *quatre oliviers*. Quant au vent du midi, il ne peut atteindre que la petite partie de territoire dépassant la rivière de l'Ennuie.

L'église de ce village possède un tableau de sainte Catherine, attribué à Mignard et provenant de l'ancien château. Le premier point devra être vérifié.

M. l'abbé Bellet écrit qu'Aimon de Chissé était encore évêque de Grenoble en 1427 et que l'année précédente il y rédigeait son testament, véritable monument de foi et de charité, où il déclare héritiers les pauvres, ses frères. Une part de ses biens servit à doter des jeunes filles pauvres, et l'autre fut affectée à l'enseignement gratuit de plusieurs enfants du peuple. On ignore la date précise de sa mort. Les uns opinent pour 1427, et les autres le font permuter avec son neveu, évêque de Nice.

Ces détails ressortiront encore mieux dans l'*Histoire des évêques de Grenoble*, à laquelle travaille résolument notre nouveau collègue.

Dans la livraison précédente se trouvaient quelques notes sur les moyens de locomotion et de transport au temps passé; en voici d'autres :

En 1662, Guy Pape, seigneur de Saint-Auban et de Sahune, plaidait contre Catherine de Rocquart. M. de Condorcet se rendit à Paris, avec Cathelin de Colombe et un laquais, pour suivre le procès.

D'Allan à Die, la dépense de trois chevaux de louage et d'un conducteur s'éleva à 12 livres 10 sols ;

De Die à Grenoble, dans les mêmes conditions, elle fut de 25 livres 9 sols ;

De Grenoble à Lyon, par la voie du messenger, les voyageurs payèrent pour eux et leurs bagages 45 livres ;

Dépenses à Lyon, à l'*Écu de France*, 22 livres 12 sols ;

De Lyon à Paris, par le messenger, 175 livres, y compris le transport des hardes, les étrennes aux valets et servantes et les « prises de sirot ou tablettes ».

Le retour s'effectua par le coche d'eau, ou carrosse, de Paris à Lyon, et il fut payé 145 livres pour le transport, étrennes des cochers ou bateliers comprises;

Autres dépenses, 88 livres;

De Lyon à Valence, en bateau, 28 livres;

De Valence à Crest, avec trois chevaux et un conducteur, 19 livres;

De Crest à Condorcet, coucher à Bourdeaux, 21 livres.

D'où, en résumé, le voyage seul à l'aller coûta 257 livres 19 sols et au retour, 213. (Archives de Sahune, CC.)

La 18^e réunion des délégués des Sociétés savantes aura lieu à la Sorbonne, cette année, les 31 mars, 1^{er} et 2 avril, et la séance générale le 3, ainsi que la distribution des récompenses.

Les mémoires proposés pour la lecture devront être inédits et approuvés par une Société savante.

En conséquence, nos collègues qui désireraient prendre part à la réunion annoncée auront à soumettre leurs travaux à la séance prochaine de la Société et à les envoyer au Ministère avant le *premier mars*.

Je crois devoir appeler aussi l'attention sur le sujet de concours de 1881 proposé par l'Académie des inscriptions et belles-lettres (prix Brunet, de 3,000 fr.) : *Bibliographie raisonnée des documents, manuscrits et imprimés relatifs à l'histoire d'une province ou d'une circonscription*.

Signalons encore les nouveautés littéraires :

Dissertation historique sur la mission de saint Crescent, disciple et fondateur de l'église de Vienne dans les Gaules. 1879, in-8°. Bon travail.

Un brouché de nouveaux doufnens et quauqueis vers per Chalendas (parlar de Louriou), par l'abbé L. Moutier. 1879, in-8°. Œuvre pleine de foi, de grâce et de littérature.

Une excursion à Saint-Antoine de Viennois, par le comte de Marsy. Arras, 1879. Brochure intéressante.

M^{me} la comtesse d'Andigné, née de Blacons. Son oraison funèbre, prononcée par M. l'abbé Louis Vallée.

Vie de Mgr d'Authier de Sisgaud, fondateur de l'institut du Saint-Sacrement, par M. Nadal, chanoine. 1880, 1 vol. in-8° de 540 p.

Inventaire sommaire des archives départementales de la Drôme, t. III. 1879, in-4° (archives communales).

Un mot, en terminant, sur une perte récente de la Société.

Madame Marie - Madelaine - Adélaïde - Alexandrine - Onéida d'Armand de Forest de Blacons, comtesse d'Andigné, fille du marquis de Blacons, député de la noblesse dauphinoise aux États généraux, et de Charlotte-Félicité-Eugénie de Maulde, naquit à Azilum, dans la Pensylvanie, le 17 mai 1798.

Elle a composé des poésies et des mélodies ravissantes et retracé avec le pinceau les actions d'éclat du comte d'Andigné, son mari, héroïque soldat, plus tard pair héréditaire de France.

Ces goûts artistiques et littéraires expliquent l'attention et le soin qu'elle a pris de restaurer les fresques et le château de Condillac, berceau de sa famille.

Les journaux ont retenti dans le temps de l'éclat des soirées de Paris et de Fontainebleau de M^{me} la comtesse d'Andigné; ils ont aussi parlé de son courage, lorsque, septuagénaire, elle traversa les lignes ennemies pour aller soigner son fils, blessé grièvement à Sedan, en 1870.

Le 21 novembre 1879, instruite qu'une pauvre femme allait être expulsée de son logement, faute d'en payer le loyer, elle va lui tendre une main secourable et contracte une maladie mortelle.

Véritable femme forte et chrétienne, elle fit preuve constamment d'un courage énergique, dévoué et généreux, et montra un esprit de modération, de douceur et de bonté qui lui assurait toutes les sympathies.

OUVRAGES REÇUS.

Don du Gouvernement.

Revue des Sociétés savantes, 6^e série, t. VII et VIII ; 7^e série, t. I.

Journal des savants, année 1879.

Rapport sur les archives nationales en 1876 et 1877, par M. Alfred Maury.

Romania, liv. de janvier et d'avril 1879.

Échanges.

Revue du Dauphiné et du Vivarais. Vienne, Savigné. 1879, 6 liv.

Les chroniques de Languedoc. Revue du Midi, 1879. 6^e vol.

Revue des langues romanes, 3^e série, t. II, N.^{os} 7 à 10.

Revue épigraphique du Midi de la France, 1879. N.^{os} 6 et 7.

OUVRAGES DONNÉS.

Journal des libraires, organe des bibliothèques publiques et des amateurs de livres, 1879. Année incompl.

Bulletin de la Société héraldique et généalogique de France, 1879. N.^{os} 4 et 9.

Dissertation historique sur la mission de saint Crescent. Valence, 1879.

La bibliothèque et le musée de Bagnols. — Rapport de M. Léon Alègre, fondateur. 1879.

L'origine et les commencements de la ville de Cette, par A. Daruty. Paris, 1879.

A. LACROIX.

Glandas.

Quelous sèrreis jalhans vount la nèu s'emoulouno,
 Quelous bàrris pounchus dount part l'eilus quand trouno,
 Qui-t-eis que lous o fa si grans ?
 Au mitan dous rouchas samena en pantaro,
 Qui donc plantè lou pi, qui faguè l'eigo cliaro,
 L'eigo que jisclo de las fouans ?

Eis Diou que bastiguè Glandas, mei sas coulinas,
 Qu'apounchè sous rouchas e curè sas ravinas ;
 Eis Diou que cougnè sous neiviers.
 Lou grani plo sus plo, sas mans lou barulèran.
 De sus l'aupen, lous rious a soun ordre rayèran,
 E li gneran lous esparviers.

D'aqui se vé pertout en tèrro doufinalo,
 D'aqui en burdissant l'avalencho deibalo
 Eilava dins lou deiboussou.
 La primo aubo au mati li broulho e li pouncheyo,
 E lou soulé au vèpre en guinchant li roujeyo,
 Pèr dire adeissia, lou tantou.

Aquele mount Glandas, lou tout proumier dous sèrreis,
 Embe soun su plouma trepasso tous sous frèreis,
 Ventour, Toulau, Nèvo e Couspè.
 Coumo un béou banaru, que passo mei de resto
 Las feyas, lous berous, sens anautar la testo,
 Glandas eis lou rei dou troupè.

Eis verai, gramaci, que sus soun fran dardalho
 'No courouno de glia, vount lou ciè se miralho
 Ben mai de la mita de l'an.
 Eis verai qu'en estiou, a la chaud toufarèlo,
 Aquele palamar lou darier deichapèlo
 Sa grand'cabesso tout plan-plan.

O sèrre naut que naut ! ta vio de lonjo tiro,
 Que d'omeis o vegu dempeui lou tems que viro
 La rouo dous iageis que Diou fai.
 Qunt flo de revouluns, de batouastas, de guèrras
 An passa sous tous pès, en triboulant las terras
 E las natious d'èici d'èilas !

Saveis ce qu'èro l'ome assousta sous tas bouarnas,
 Que pèr vioure d'alhand courio las coumbas souarnas,
 Breyant lou roure e lou fayard.
 Saveis lous grands fas de la Gaulo farojo,
 Dous Voucounceis volhients, de la gent alebrojo,
 E dous reire-grands de Bayard.

Vount o passa lou tems que tous chamis si rudeis
 Eran treva encar pèr de renjas de Drudeis
 Charchant lou vestigue sacra ?
 M'eis eivis d'apercevre a ta pouncho trounflanto
 La piolo d'un *menhir*, la peiro branlussanto
 Vou belèu l'autar d'*Andarta*.

Arando tous pasquiers, sus las ribas de Droumo
 Venguèran s'assetar lous counquerants de Roumo
 Pèr bastir la cita de Dio.
 Que de viageis tamben ta blacho soubeirano
 Serviguè d'escoundou aux pepleis de la plano
 Apia pèr lou fèrre e lou fio.

Eilamoun, bestio e gent, pèr ensems e tout-bouarle,
 Vivian sus tous coutaus. Aro las beilhas d'Arle
 Se li apasturan dins l'estiou.
 L'ours o despareissu, n'ouvan plus gis; en plaço,
 Ouvan lou travalhou, ou lou brud de la rasso,
 Vou l'agnè bialant. Gracio a Diou !

L'abbé MOUTIER.

(*Parler de Loriol.*)

Lou Bousquet.

Uno lonjo cuyo de vernas,
 D'ogocias, d'omoriniers,
 De pibous, catqueis oblogners,
 Sorras d'un las per de luzernas,
 D'un aùtre per un petit riou,
 Tout vert, tout bleu, tout gai, tout viou ;
 Per doreiro clòtsuro Droumo.
 Quel endret jouyoux, saù pas coumo,
 Reveilla pire qu'un bouquet,
 Vès Creis s'oppello lou Bousquet.

Que de moris, manquant l'escolo,
 Troùavoun soun chomi d'ocluchou,
 Et leis broulcyoun tou lou jou
 Dins l'herbo, ou troùchoun lo rigolo
 Dè lo Louzeiro.... Quus sobats !
 Et lous satzeis que s'an sobas,
 Per n'en fas de subleis, de pioùtas
 Où brut mais aigre que las grioùtas.
 Leis souffloun tant que lou jouquet
 Lous prend, quand souartoun doù Eousquet.

O lo vesperas, quanto oubado !
 Où tour queis-cop dots omoueiroux :
 Sens ren dire, sount mais huroux
 Que lou roussignoü que leis bado...
 Que de poutous que se leis fan ,
 Talloment que l'oussè plan-plan ,
 Escoussoueiroux dins so roumeze,
 De vergougno foü que se quese.
 L'omour, sens battre lou briquet,
 Voueido so broseiro où Bousquet !

Léopold Bouvat.

(*Parler de Crest.*)

Lo Valso de las feillas.

Valso, valso toujours, feillo que l'aouro empouarto,
 Laisso-te choreyas per un ventoras foou !
 Tant que bouligorès, creirès pas d'esse mouarto,
 Tous doriers eiffourçous soran un virovoou.

L'omourier que lo biso obrayo
 Soro bientoout deicourouna :
 Per soou soun rebrou jaoune rayo ,
 Et soun oumbrage s'eis n'ona.
 L'hiver fais l'eiffet de lo mino
 Dins sous brouncheis qu'èroun si drus.
 Coumo caouquu que crio fomino,
 L'aoubre vai drissas sous bras nus.

(*Oou refrin.*)

Lous ousseous, que veyoun las branchas
 Drechas et toutas deifoulías,
 Creyant qu'eis de fantooumas blanchas,
 Van plus se leis eygoousillas.
 Les an plus de tranquillo plaço :
 Que van se trouvas malhuroux !
 De vio resto pas mai de traço
 O las branchas qu'ouous groous peirous.
(Oou refrin.)

En dessous doous aoubreis, las feillas
 S'ensaouvount, en fosan lou brut
 D'uno ribambello d'obeillas
 Que secutorian dins lous bru.
 Malgre si, las ovisoun coure....
 Se sentoun tristeis counousai ,
 En oouvant geme lou grand roure
 De perdre so raoubo de mai !
(Oou refrin.)

Quand t'ovisen oube tristesso,
 Saveis, feillo, jitas ouu vent,
 Qu'eis per t'espagnas so redesso
 Que l'hiver te cueillo quand vent.
 Aoussi quand chacu perd courage,
 Lo feillo danso tout lou temps ;
 So que so cheuito eis un peuimiage
 Et que soro verdo ouu printemps.
(Oou refrin.)

Léopold BOUVAT.

(Parler de Crest.)

Lou Pavon et lou Dindou.

Té, coques, té, té, té!...
A que-l-appet de tu cauté
L'on vè vouletar aussité
Poules, pigeons, dindous, pintardes,
A qui la fremieri vouïde son devanté.
Dau temps que le bétieu criardes
Délavoran pan et bla ner,
In pavon rigardav'en l'air,
Et si-z-in meur placia
 Fasiet la roua,
Et l'on veyet trelire alor
Lou blé, lou vert, l'argent et l'or,
Binié dau saint Brenard la coupa
Et se belles couleurs en troupa.
Quand poules, passereaux, pigeon
 N'aguera pli fon,
Il aviseran lou pavon
En forma de distracion.
In dindou que vau l'imita
Se donn'alors bocop de ma;
Au pusse de glou glou
Et se coffle ni pau ni prou.
Mais aul a beau virié, roufla, fare la roua,
En depleyant sa coua;
Sa téta rougi couleur chair
Et se plimes en l'air
Sembl'in conscrit que s'épussete;
Et pigeons, chapons et poulete
Se foutant de louei en riant.
Que de dindou ly a vé le gent,
A qui l'on po en fare autant !

A. LACROIX.

(Parler d'Hauterives.)

Toussant.

Eis Toussant. Ouvè lou vent sioulo
Dins lou pertus de la cadoulo,
Barountant lou cubèr.
Couantro la vitro que vrounzino
Rayo e rejisclo la plouvino,
Mario anouncio d'iver.

Eis Toussant. Las felias jauneyan
Sus lous aubreis que s'eibrasseyan
Espelias quasimen.
Eis vrai que jalo pancaro.
Pamens, la nèu que se preparo
Pouo cheire a tout moumen.

Eis Toussant. Dessous la touligno
L'oucè se queso e se resigno
A restar escoundu.
Pèr ele au cham plus de chanilio,
Gis de bla, basto uno granilio,
Un gran de mé perdu.

Eis Toussant. L'ome ravoureyre
Leisso la cuyo de l'aire
Per rapar l'adestrau.
Fei freid. Ve-lou que se despacho
D'anar loubar dedins la blacho
Lou roure mei lou fau.

Eis Toussant. La freid de l'autouno
 Suspren la jueino malautouno
 E la tio de tussir.
 Yèr'incaro, oube sa mino palo,
 Venguè permanar a la calo;
 Mè yeuiro vei murir.

Eis Toussant. Dempertout la naturo
 Deimpeui la beisso a la nauturo
 S'emmantèlo de dou.
 Tamben dou cluchier la campano
 Mando sous dan-dan per la plano
 E souano tant que vou.

Eis Toussant. Si la clocho eichinlo
 E si dins l'èr gayamen tinlo,
 Eis festo au paradis.
 D'angeis, o quanto ribambèlo !
 Dirian las felias qu'escampèlo
 Cisampo per païs.

Eis Toussant. O ! coumo s'eiglayo
 Dins las esplandours e dins l'ayo
 Lou couar dous serafins !
 Lou Criste oube sa Meire meno
 Lous benurours de touto meno
 En proucessious sens fin.

Eis Toussant. Veteici qu'eis l'ouro
 Vounte l'amo fidèlo plouro
 E preyo tout lou souar.
 A la vespra duro que duro,
 Au soun dous clès chascu murmuro :
 Que la pas sièché aus mouart.

L'abbé MOUTIER.

(Parler de Loriol.)

Vène, Suzou !

Vène vè lo fouan, Jonnetoun, mo mio....

Vène, Suzou ! Potiso to sélio,
Mousirès peuï. Vène, soureio,
Vène, chotouno de moun cœur,
Ti que sias l'omistouso sœur
De lo tendro et douço Mireio.

Savou 'n caire sous uno treio
Vount l'herbo plus mollo verdeio...
Faren dè raïveis de bounheur.
Vène, Suzou !

Oh ! si sovias coumo m'ogreio
Toun sourire ! A pas to poreio
Per lou fas calin ou mouqueur :
Otssi t'amou coumo... D'olieur,
Vène, t'otù direï dins l'òtreio.
Vène, Suzou !

Maurice CHAMPAVIER.

(*Parler de Crest.*)

L'Homme de lo luno.

Oou Rel doous felibreïs, F. MISTRAL.

Dunpeuï nastro proumeiro enfanço
Courrain toujours oprès lo scienco,
Huroux quand oou cros orrivain
Si ovain oppre que sovain rain.
Lous sovants, paoureïs mercenaireïs,
Se rucount o millo mystèreïs.
Ainsi, daingu nous o pora
Dooou terrible phylloxera;
Lo cobocho lo plus superbo
So pas coumo doou gran neïs l'herbo.
Et pourtant ein sourtant doou brès,
O scienco, te courrain oprès.
L'éfant eis plus curiou que l'aouro,
Que souart pas d'un eindre qu'estaouro.
Per mi, questioounavou souveint
Moun grand et li disioù : Dount vain
Que lo luno o dessus so faço
Un homme que fai lo grimaco ?
Dins ocoou bèou miroir d'arjaint
Dooourio toujours esse counteint.
Diguè : « Veieïs un miserable,
Que sus terro fut bien coupable;
Car per millo moris mouyains
Ograndiguè toujours sous bains,
Et doou Perou trouvé lo routo
Dins lou vol et lo banquorouto.
Sooupiguè manques lo preïsou,
Et chacu li dounné resou,

Et n'ain feïs un très honoourable.
Mais, per molheur, un jour lou diable
Li diguè : N'as pas prou de bains.
Preind donc lo luno ooube las daints,
Mouanto ooube mi sus un nuaje,
Veirè que l'ooürès ein partaje.
— Volou bien, diguè. Quand l'ooüreï,
Soreï plus riche que lou reï,
Car eïs d'arjaint ocoou bel astre
Et voou maï que tout ce qu'eïs vastre.
Per un vèpre de messidor
Mouantount sus uno nèblo d'or
Qu'onè s'ossetas sus lo luno
Per plaïre o l'omour qu'impourtuno.
Mais quand l'eïs fut, fuguè bien sot :
L'astre d'arjaint n'èro qu'un blot
De glas et de poys orideïs.
Sotan o de counseils perfideïs
Per ottiras dins lou molheur
Ocoou que li livro soun cœur.
De séreïs creux coumo de tinas,
Seins gozouns, seins flours, seins ooubrinas,
Pas un être, pas uno voix,
Pas un riou chantant dins lous bois,
Jis de foulïoret, ji de sabo,
De vepreïs niers ooutant qu'un niabo,
Car jomais un ciel eïtoïla
N'o brilla sus soun sol jola,
Vount doou jour l'apro trefourasso
Doou vèpre found jomais lo glaço.
Sotan, lou veyant tout copot,
Diguè : Counteïmplo donc lou lot
Que te voouguè toun overïço.
De Diou cregnas pas lo justïço;
Eïci per toujours t'o damnas!
Et sus terro per s'eïntournas

Dubriguè, counteint de so gleno,
 So grand'alo de rato-pleno.
 Voqui perque lou malhuroux
 N'o jomais l'air d'esse jouyoux ;
 Et qu'occobla per so misèro
 Ein plourant oviso lo terro.

Ainsi donc, ojoutè moun grand,
 Huroux de viooure ein trovoliant,
 Desirain jomais lo richesso
 Qu'eis lou fruit vermina doou maou.
 L'homme pouo vioure huroux de paou,
 Quand per guide preind lo sojesso.

R. GRIVEL.

(*Parler de Crest.*)

Un bouan Popa.

Vès un sovant doou jour, bien counèissu vès Creïs,
 Un riche poysan eipanchàvo soun âmo,
 Rando élou, sooun mori boutant pertout lous deïs
 Fosio tout soun orgueil.... Fruit d'omour, puro flâmo!...

— Oh ! digai lou sovant, eis drôle coumo creïs
 Quoou mori marmolliou ! — Mais tout lou monde l'âmo,
 Répliquo lou popa. Savou dé sous poreïs
 Qué soun pas musiciens ; ièlou mouanto lo gâmo...

Sù lou popier so fàs d'eïmageïs coulouri,
 Et déjo sous discours dé grands mots soun flouri.

— Mais, ooubé tout oquo, foro pas n'architète,

Li digai lou sovant, et ni même un moçou ;
 Et d'un cultivateur n'ououro pas lo foçou....

— Oh ! digai lou popa, n'en foren un pouète !

BERMOND.

(*Parler de Crest.*)

Lou Traou dè Bezòudu.

O moun omi Léopold BOUVAT.

Taou qu'o l'esprit per oponaje
 N'o pas un bien riche bogaje,
 Et tal aoutre soi-disant niaï
 O souveint de trésors de biaï,
 Que de soun bounheur sount lo sourço,
 Quand li aïdount pas remplis so bourso.
 Per molheur, l'esprit et lou sain
 Marchount bien raromeint einsain :
 L'esprit, oyant lou doun de plaïre,
 Laisso 'ouou bouan sain lou sooupre-faire.
 Qu'ououssi de bains eïs opoundu;
 Tèmoins lo jaint de Bezòudu,
 Citas o touart per lour bestiso.
 De lour biaï poueïrè plus doutas
 Oprès ce que voou racountas.

Sovain tous qu'ouub'un fiou meïrèrout lour eïgliso;
 Ovain ouuvi parlas de lour célèbre traou
 Que fut court doou doux bouts. N'eïs pas hors de prepaou
 De vous n'ain dire eïci lo caouso.
 Nous n'ain mouquain pas trop, car maï que d'un s'expaouso,
 Ein fosant per trop de frocas,
 D'èsse dedins lou même cas.
 Bref, de vè Bezòudu l'eïgliso ero bien bello;
 Mais n'ovio jis de cubercèllo.

Si bien qu'un jour per lo cubris
 Leis fuguè questiou d'ocqueris
 Un pied d'aoubre de naouto taillo.
 Coumo n'ovian ni soou ni maillo,
 Leur maire diguè : « Mi foou doun
 » D'un pibou qu'af dins moun volloun. »
 Oco lous bouato tous ein toueïro,
 Et partount tous per lo couleïro,
 Vount lou geant vert et curiou
 Se mioliavo dins un riou,
 Coum'uno jueïno pastourcello
 O qui l'omour blaguo qu'eïs bello.

Mais coumo ojissian tous per lo gloïro de Diou,
 L'eïs courrount ooube tant de precipitotiou,
 Que l'eïs orrivount tous sains hochous ni sains seyto.
 Coumo fas per l'obattre, et n'ovian tous tant coueïto,
 Se counsultount sain fruit, et peindaint ocoou tain
 Leur maire tout soule n'ain trouvè lou mouyain.

Ocoou n'èro pas uno carpo,
 Ovio d'olieurs pré soun eïcharpo;
 Et d'occoou signé venera
 Daingu n'eïs sot quand n'eïs pora.
 Mais lou diguè : « Peuple sains gaubis ¹,
 » Grand saint Beneïs, *ora pro nobis*.
 » Euro, coumo dins tant de cas,
 » Mi vous voou tiras d'eimborras.
 » Ainsi, dins l'ardour que m'onimo,
 » Voou mountas o lo finto-cimo
 » Doou pibou, coum'un eïchiroou ².
 » Surtout, per mi sièssi sains poou,
 » Ein tout savou trop bien me preindre.
 » O mous pès veindrè vous suspeindre;

(1) Sans bon sens et sans adresse.

(2) Écureuil.

» Ainsi de suite fourmorè
» Un long cable que tirorè,
» Vous aoutreïs que sias pas ojileïs.
» Diran plus que siain d'imbocileïs;
» Car per ocoou mouyain, omaï sie bien planta,
» Veïrè bain qu'aintre tous l'ourain vite vioouta. »
Ce que fut dit fut fa. Mais ovant que tirèssount
Lou maire, redoutant que sas douas mans glissèssount,
Lous criè : « Mais, ottendè, me voou crachas ooux deïs. »
Olors lou cable humain cheïgué de tout soun peïs
Dins lou riou, vount chacu dins un bain solutaire
Tempestè coum'un foou couantro lou paoure maire;
Et furount tous d'occord que souveint lou plus niai
Eïs ocoou que preteind d'over lou maï de biaï.
Pouvio rain lous coousas de pire,
Pourtant n'ousèrount pas li our-dire.
Èro d'olieurs tout eimbrounca,
Coum'un golant per so mio ruca.
Peuï lou leindeman obottèrount
Lour pibou, qu'ouou mitan seytèrount.
Ainsi, graço o leur paou de goût,
Lour traou fuguè court doou doux bouts.

R. GRIVEL.

(Parler de Crest.)

Lou Chasso-Chi.

Deidia où Cobiscoù dous Felibreis doùphinois.

O lo messo, planta coumo un grand dandouilla,
Dins lo levito roujo et doùras que lou bardo,
Lou chasso-chi, lo man clouvas sus l'hollebardo,
Semblo over per chopè lo crèsto d'un jolia.

Un efant, mais souvent en l'air qu'ogenouilla,
Orando so moma, s'eibrosseyo et bovardo
Tout ferme où bouan mitan de l'eigliso... Li tardo
De counneisse un moussus qu'eis si bien hobilla.

Per lou quesas : « Eis un gendarmo, dit lo maire,
» Per menas lous bovards en preisou se tend qui. »
Juste olors lou cura se reviro o n'un caire

De l'òùtar, per fas un petit sermoun. Voqui
Que lou mori, brequant soun de sus lou prechaire,
Crio coumo un sourd où suisse : « O parla, caù d'oqui ! »

Léopold Bouvat.

(Parler de Crest.)



DOCUMENTS INÉDITS
SUR
LE SIÈGE DE MÉVOUILLON
(1626)

LA dernière opération militaire du connétable de Lesdiguières fut la réduction de Mévouillon. Revenu d'Italie en 1626 et déjà atteint du mal qui devait l'emporter, il s'était arrêté à Valence pour se trouver à portée de diriger les tentatives qui se poursuivaient à la fois contre Le Pouzin, où s'était retranché M. de Brison, et Mévouillon, depuis 1580 entre les mains de Gouvernet, et alors de son fils, M. de Montauban.

Le Pouzin fut remis pour cent vingt mille livres. Mévouillon, étroitement investi, résista quarante-six jours, grâce à ses défenses naturelles, et fut vendu ensuite, comme Le Pouzin, contre la somme de cent mille livres ¹.

Le siège de Mévouillon fut conduit par M. de La Motte-Verdeyer ², et comme le territoire qu'il s'agissait d'occuper confinait aux terres adjacentes de Provence, il dut cantonner

(1) VIDEL, *Histoire du connétable de Lesdiguières*, l. XII, ch. 11^e. — ROCHAS, *Biographie du Dauphiné*, t. II, p. 37.

(2) ROCHAS, *Ibid.*

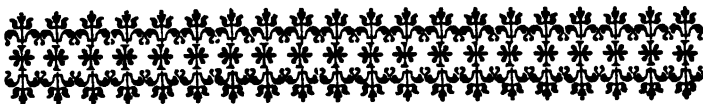
une partie de ses troupes sur celles-ci. Les consuls d'Aix, procureurs du pays de Provence, s'émurent d'une nécessité à laquelle ils ne pouvaient s'opposer, puisqu'il s'agissait du service du roi, mais qui devait fatalement être pour les communes occupées une véritable calamité, ainsi que les documents suivants ne le prouvent que trop. Pour atténuer, dans la mesure du possible, les malheurs de la guerre, ils députèrent sur les lieux le sieur Borrilly¹, muni de leurs pouvoirs, et firent rendre par le Parlement plusieurs arrêts tendant à régulariser, si faire se pouvait, les charges que les communes voisines auraient à supporter. Borrilly s'établit à Séderon, le plus important des villages provençaux limitrophes de Mévouillon, et adressa de là des lettres fréquentes à ses commettants. Nous ignorons absolument par suite de quelles circonstances trois de ces lettres se sont trouvées dans les archives de la famille de Fauris-Saint-Clément², aujourd'hui entre nos mains par héritage. Elles contiennent des détails, secondaires si l'on veut, mais intéressants pour les amateurs d'histoire locale; et lorsque MM. de Douglas et J. Roman auront achevé la splendide publication des lettres du connétable, ces humbles documents serviront sans doute de commentaire et de supplément aux dépêches et aux ordres de l'illustre Dauphinois à son lieutenant La Motte-Verdeyer.

M^{IS} DE MONCLAR,

Archiviste-paléographe.

(1) Nous n'avons pu retrouver aucun renseignement positif sur ce Borrilly. Était-ce le célèbre collectionneur auquel Louis XIII, passant à Aix en 1622, donna son baudrier pour enrichir son cabinet? Profondément touché de cette faveur, Borrilly sollicita l'autorisation d'ajouter la figure de ce baudrier à son blason, ce qui lui fut accordé.

(2) Grands-sénéchaux héréditaires d'Hyères. Nous donnons ce renseignement parce qu'il pourra peut-être servir à quelque chercheur pour retrouver le complément de cette intéressante correspondance.



Messieurs,

*Messieurs les Consuls d'Aix, Procureurs du pays de Provence,
a Aix.*

Messieurs,



AY receu larrest que vous maves mande, lequel ay ce jourdhuy faict signifier a ses Messieurs le Comte de Feriere et de la Vallee, qui ont faict la mesme responce quil firent au precedant arrest et rezolus quoy quil arrive de ne bouger dicy quil nayent ordre de Monseigneur le Conetable, lequel ordre jattentz par tout ce jourdhuy pour y avoir mande homme espres, comme aussi jattentz Monsieur Sauvayre, a quy jay mande vers Monsieur de la Motte, Lieutenant de la Compagnye dordonnance de mondit Seigneur, quon ma volleu assurer davoir ordre pour le deslogement de ses troupes, que jattentz aussi ce jourdhuy et ne manqueray vous donner advis de toutes choses. Nous avons affaire avecque de gens quy ne craignent les arrestz et nen font grand compte, declarant tout hault que nul ne le peult desloger que lordre quil recepvront de mondit S^{ei}gneur. Les Consuls de ce lieu luy ayant faict signifier ledit arrest portant inhibicions de ne leur fournir de vivres quen payant et luy ont veu que javoys les mains liees a leur fayre fournir vivres, a mesme temps les vella au desespoir, aux^r pleurs et aux larmes, resolus de quitter et laisser tout a labandon. Cest la plus grande pitie quy se puisse voir et plus grande encore quand je leur ay faict sentir que je men volloys en aller

puyssque jay les mains liees par ledit arrest de les pouvoir plus adcister. Ses Messieurs m'ont dict tout hault quil ne se donnent grand peyne de cella et quils trouveront le moyen de se fayre fournir vivres. Fault que je vous dye la verite. Ung plus habille homme que moy se treuveroyt bien en peyne a ung tel affayre. Jusques aujourdhuy ses troupes sont allees avec quelque consideration. Mays luy manquant vivres il sappretera icy de grands dezordres. Vous notteres sil vous plaict quen ce lieu on ny recueilh de vin pour les messes, encores quil ne sen dict guiere, et le vont prendre a Sault, quy ont desja tout espuize et nen peuvent avoir que du coste de Sisteron. Je vous donne a penser combien il fault de vin pour abrever huict cents hommes et plus, alterez comme ils sont. Jay este grandement aize de la vizitte que Mons^r le Prevost Coquilhart a faict icy. Luy vous dira de vive voys le reste. Son voyage ne nous a este inutile pour la crainte quil a donne aux soldatz et dailheurs bien fache du peu de soin que vostre acceseur luy est a Grenoble pour travailler au deslogement ou sollagement de ce povere lieu, quy est entierement ruyne. Je vous supplie donc, Messieurs, prendre la peyne de me donner advis comme je doibts fayre, car j'estime nestre plus necessayre icy, puyss que iay les mains lyees par ledit arrest. Jescris particulièrement a Monseigneur le Premier Prezident, avec lequel vous pourres advizer comme je me doibs comporter pour le sollagement de ce povere lieu et prendre garde quen toutes ses troupes ny a pas deux soldatz du pays. Et par ainsin ils ne font cas de tous ses arrests. Je ne manqueray par toute sorte de comodite ou plus tot par homme espres, vous donner advis de toutes choses a celle fin, et sur lesquelles je puisse scavoir comme je doibs vivre. Ce quattendant je demeure,

Messieurs,

Votre tres humble et plus hobeissant serviteur,

BORRILLY.

De Sederon, le 27^{me} Juillet 1626.

Vous debves noter que ce lieu est distant de Meolhon, tenu par Mons^r de Montauban, denviron une petite lieu, quon croist quon doibt bloquer. Ce que jestime est la cause que ses troupes ne peuvent bouger dicy que la paix ou la guerre ne soyt faicte. Lon tient que Monseigneur le Conetable est alle vers le Pouzin avec douze canons. Je vous donneray advis de ce qui se passera.

Sy Messieurs de la Cour ne permettent de donner des aydes a ce lieu, il sy verra des escandalles et moy par ce moyen seroys inutile icy, comme aussy, sils ont ordre de mondict Seigneur, ils ne prendront que deux villages des troys mencionnes a larrest. Daultant que les compagnies des deux regimentz ne se veulent sepparer. Ledict Sieur Sauvayre est arrive sans avoir peu voir ledit Sieur de la Motte, quon croist quil narrivera de quatre jour. Faictes sil vous plaict que par ung arrest ou par une delliberacion de vous autres, Messieurs, jaye pouvoir de balher des aydes soict en ce lieu ou aux autres ou ses troupes iront loger en cas que lordre vienne, autrement permettes moy que ie men retourne pour ne me croire assure icy et despeche promptement ce porteur que ie vous mande espres.

La lettre une fois cachetée, il a été ajouté à l'extérieur :

Les troupes logees a Lachaup en Daulphine, distant dune lieue de Sederon, viennent courre aux lieux circonvoisins, que javois oblie a vous dire.

A Messieurs,

*Messieurs les Consuls d'Aix, Procureurs du pays de Provence,
a Aix.*

Messieurs,

Depuis vous avoyr escript, lordre de Monseigneur le Con-
nestable est arrivé tel que vous veres par la coppie de la lettre
quil a escript a Monsieur le Comte de Ferieres, que ie vous
envoye. Nonobstant lequel ses Messieurs ne vouloient des-
loger de ce lieu pour ne se treuver proche dicy de lieux dune
lieue ou dune lieue et demi cappables pour les pouvoir loger,
tellement quavec toutes les peynes du monde et beaucoup
de prieres et supplications quil ma fallu leur faire, je les ay
disposes daller loger ung regiment a Banon et lautre a Vachieres,
pour sollager ce pouvre lieu qui est entierement ruyné. Ils
partent donc demain pour aller coucher ausdits lieux, aux
Consuls desquels jay escript dapprester logis et vivres pour
lesdites troupes, scavoir du pain et quatre sous dargent a
chasque soldat, suivant la lettre de Monseigneur le Connes-
table, sy tant est quilz demeurent jusques a demain au des-
part en la mesme vollonte. Je me suis dispence de cella ¹
nonobstant larrest de Messieurs du Parlement, pour faciliter
toutes choses, esviter ung plus grand mal. Toutefois ce ne
sera que jusques a ce que jaye eu responce de ma precedante
et de celle icy, car sy par icelle vous ne mordonnes de con-

(1) J'ai pris cette liberté.....

tinuer cest ordre, je fairay signifier ledit arrest aux Consuls desdits lieux, et men restourneray. Ce que faisant, et suivant ceste deffence les Consuls se roidissantz a ne fournir aulcungs vivres sans payer, infailiblement il y arriveroit quelque folle et des accidentz estranges. Je nescryptz rien de ceste nouvelle resollucion a Monseigneur le Premier President, auquel sil vous plaict communiquer la presente et luy rendres en main propre sil vous plaict mon paquet. Et attendant de vous donner adviz de ce qui se passera plus particulierement et vostre responce, je demeure,

Messieurs,

Votre tres humble et plus hobeissant serviteur,

BORRILLY.

A Sederon, le xxviii^e Juillet 1626.

A Messieurs,

*Messieurs les Consuls d'Ayx, Procureurs du pays de Prouvence,
a Ayx.*

Messieurs,

En responce de celle du xxix du passe je vous diray avoir este grandement aize de larrivee de Monseigneur nostre Gouverneur et de ce que me donnez pouvoir de faire contribuer et donner des aydes a ce pouvre lieu, puisque jusques a present nous navons sceu obtenir leur deslogement, quelques inventions et artifices que jaye sceu fayre, ne pouvant que recourir a layde de mondit Seigneur, duquel les Messieurs auront plus

de crainte que de la Cour. Je ne doute point que vous autres, Messieurs, ny fassies vostre possible comme nous faisons du couste de pardessa, et sy tant est que ses troupes ne veuillent desloger et que je sois constrainct pour la necessite de ce lieu dy faire donner daydes, dhuy en la je tascheray et fairay tout mon possible a faire obliger ses cappitaynes au rambourssement de ceste despence sur leurs monstres deubes, ce que je ne crois obtenir. Vous me dictes que suivant vostre deputation je pouvois faire bailher des aydes et contribuer en ce lieu. Mais vous sapes que la Cour par son dernier arrest vous en ferme les mains et quelle enthand que ses troupes payent, et vous par vostre precedante me dictes de suivre ledit arrest, tellement que je navois ozé passer plus oultre. Jay faict tenir a Mons^r de la Motte vostre lettre, et en responce de celle du xxx^e, par laquelle me dictes dexampter le lieu de Vachieres, je le feray sil est a mon pouvoir, daultant quil est a leur chois de prendre deux lieux des trois mentionnes dans le dernier arrest telz quilz voudront, et plaist a Dieu feusse je en ceste peyne; et quant nous serons la vous debves croire que je vous hobeiray en tout et par tout. Je suis bien aize que Monsieur lassesseur soit proche de mondit Seigneur. Faictes nous part de toutes ses bonnes nouvelles. Vous debves croire, Messieurs, sil vous plaict que si javois desloge ses troupes et les avois logees ailheurs et leur avois donne les aydes et contribucions necessaires que je serois inutile en ses quartiers et ne manquerois une heure apres den partir, pour ne voir tant de miseres et de pitié quil y a en ce pouvre lieu et de nouyr ung perpetuel reniement du saint nom de Dieu, qui mafflige plus que toutes les choses du monde. Pour Monsieur le Prevost il est party il y a deux jours, par lequel je vous ay escript emplement et masseure vous aura dict a vive voix toutes choses et combien de patiance nous fault avoir. Par celle dudict jour me marques aussy dhatter mes affaires et, ce faict,

congedier M^r le Prevost, ce que jay ja faict (¹ puis quil ne mestoit plus necessaire et quils ne mavoit laisse icy quung regiment, nayant este inutile a ses pouvres gens), et que moy et Sauvayre ayons a nous en aller. Cella seroit ja faict sy le deslogement que je vous avois escript heust heu lieu. Mais vous aves deja sceu, par celle que M^r le Prevost vous porta, comme la resollucion quavoit este prinse daller logger ung regiment a Banon et lautre a Vachieres feust rompeu et de nouveau resolleu par Mons^r de la Motte que le regiment de Mons^r le Comte de Ferriere sen yroit logger a Eigalays, qui est partie de Prouvence et partie du Daulphine, ce quil fist le xxx^e de ce mois appres disne, et celuy du S^r de la Grange demeura encores en ce lieu. Mais le jourdhuy le regiment dudit S^r Comte restourna en ce lieu environ le midy, quy a aultant desolle ce pouvre lieu comme tout ce quilz avoient ja souffert, a larrivee duquel je prins resollucion de men aller. Mais a la requisicion dudit S^r Comte jescripvis a Mons^r de la Motte, par la responce duquel il me prie lattandre jusques a ce jourdhuy pour veoir ordre a toutes choses. Ou estant arrivee ayant veu les plaintes de ce pouvre lieu, il la descharge du regiment du S^r de la Grange, conduit par le S^r de la Vallee, compose denviron cent quatre vingts hommes, et m'a promis de le faire logger aux Omergues, qui est une lieue distante dicy, ne mayant volleu promettre le logger a ung des lieux mentionnes dans larrest de la Cour. Lequel regiment nous conduirons et establirons demain et luy fairons donner des aydes sil y est necessaire. Et pour le deslogement de lautre regiment, qui est le double de lautre, ledict S^r de la Motte en attend lintention de Monseigneur le Connestable par tout demain ou appres demain pour le plus tard, jusques auquel temps luy ay promis patianter,

(1) Les mots entre parenthèses ont été ajoutés après coup en marge et sont reliés au texte par un renvoi.

et pendant ce temps je prouvoiray a toutes choses necessaires pour me garder des reproches. Ledict Sr de la Motte attend de provisions que Monsieur l'assesseur a promis a Monseigneur le Connestable luy faire mander. Je luy ay fait response quil ne sy doibt point attendre puisque Meoulhon est de Daulphine et non de Prouvence, n'ayant jamais ouy dire que Prouvence doibve contribuer au Daulphine, pour estre chose de trop grande consequence. Cest a vous autres, Messieurs, de y donner lordre et en parler a Monseigneur le Gouverneur, comme je pense aves fait. Car sy cella debvoit avoir lieu a toutes les places que mondict Seigneur voudroit faire assieger ou bloquer, nous y faudroyt contribuer pour bloquer Mevoilhon, et je nen crois rien pour deux raisons, lune quil ny a pas asses de troupes pour ce faire, et lautre que Monsr de Montauban attend dheure a autre la vollente du Roy pour sy estre soubmis, lestant partout assure que le Pousin est rendu. Je n'auray sy tost fait les affaires et les laisser sans regret, quen mesme temps je seray a vous et vous diray le reste de vive voix, et pour vous assurer que je seray jusques a la mort,

Messieurs,

Vostre tres humble et plus hobeissant serviteur,

BORRILLY.

A Sederon, le n° Aoust 1626.

Je desirerois bien scavoir sy Monsieur le Premier President a receu le paquet que je luy avois mande par le troysieme messenger, pour estre d'importance. Jay promis a ce porteur ung cart descu, je vous prie le luy faire payer.

ANNALES
DE MICHEL FOREST

(SUITE. — Voir de la 48^e à la 52^e livraison.)

ÉVÉNEMENT JOYEUX.

Le mariage de Mgr le comte de Provence ¹, fils de feu Mgr le Dauphin, avec une princesse de Savoye, appelée Marie-Josèphe-Louise ², arrivée le 3 mars 1771 au Pont-de-Beauvoisin, frontière de France et de Savoye, intéresse toute la nation. Notre ville se ressentit un peu des préparatifs que l'on fit pour la recevoir sur la route du Pont à Paris, puisque nous eûmes les dragons de la légion de Soubise ³, qui restèrent à Valence pour se préparer à la recevoir au Pont. Cette troupe étoit habillée tout de neuf et d'une pro-

(1) Louis-Stanislas-Xavier, quatrième fils du Dauphin fils de Louis XV, roi de France de 1814 à 1824, sous le nom de Louis XVIII.

(2) Fille de Victor-Amédée, roi de Sardaigne, et de Marie-Antoinette-Ferdinande de Bourbon-Espagne, née le 24 septembre 1753 et morte à Londres le 13 novembre 1810.

(3) Ce n'étoit pas un régiment de dragons, mais un corps de troupes légères appelé légion de Soubise, du nom de Charles de Rohan, prince de Soubise, maréchal de France, qui en étoit le colonel.

preté admirable. Elle resta quinze jours et partit le 27 avril, après s'être bien exercée, pour arriver le 30 dudit. Cette princesse fut donc reçue par l'ambassadeur de France ¹, M^{me} de Duras ² et autres dames et seigneurs de la cour à la frontière de France, dans deux salles en bois qui se communiquoient de Savoye en France, et là l'ambassadeur l'épousa par procuration au nom du comte de Provence. Le lendemain tous ceux et celles qui l'avoient accompagnée de Turin jusqu'aux limites de France se retirèrent et il ne resta absolument personne que la suite qu'on avoit envoyée et qui la prit, suivie de plusieurs gardes du corps et de la compagnie de gendarmes de Provence. Le régiment d'infanterie de ce nom passa aussi à Valence pour l'aller recevoir. Elle arriva le 4 mars à Lyon, où elle séjourna, en passant par Bourgoin et on lui fit une réception digne de l'opulence de cette ville et à jamais mémorable par l'ordre et la police qui y régnèrent, puisqu'elle y attira plus de 50,000 étrangers. Valence seul en fournit 200 personnes, qui racontèrent à leur retour ce qui s'y passa et laissèrent des regrets à ceux qui étoient restés. Des joûtes sur la Saône des mieux exécutées, un combat naval et un feu d'artifice sur cette rivière incomparable, 3,000 bourgeois sous les armes, avec autant d'uniformes différents comme il y a de quartiers dans Lyon, qui forment des compagnies, et aussi riches que propres, formoient le plus beau coup d'œil ; une illumination si bien entendue que cette ville ressembloit à

(1) Cet ambassadeur étoit Philippe de Noailles, lieutenant général, etc., le même qui avait été chargé de faire en 1755 des excuses pour une violation de territoire et qui avait négocié en 1760 une rectification de frontières du Dauphiné et de la Savoie.

(2) Louise-Henriette-Charlotte de Noailles, fille du comte et femme d'Emmanuel-Célestin-Augustin de Durfort, marquis de Duras.

l'empyrée. Enfin, elle fut si contente à tout égard que le jour de son départ elle demanda à M^{me} de Duras s'il ne lui seroit pas possible de rester plus longtemps à Lyon.

Aucune troupe, excepté les gardes du corps et gendarmes, n'entra dans Lyon et tout se passa à la gloire de cette ville, où, pour que le plaisir ne fût point interrompu par la misère du pauvre lors de la possession de celle qui alloit devenir l'épouse du petit-fils de leur monarque, un seul négociant fit distribuer du riz et du vin jusqu'à concurrence de 20,000 livres aux pauvres et plusieurs autres à l'envi de la viande et du pain. Enfin, rien de mieux entendu, de mieux concerté, de mieux exécuté et de plus empressé que cette mémorable entrée, qui fera aux Lyonnois à jamais un honneur infini. Elle logea à l'archevêché et l'ordre, la richesse des appartements de Mgr de Montazet ¹ répondirent parfaitement aux vœux et désirs de cette noble ville, qui lui fit faire un compliment par MM. les échevins et il y en eut un autre par Mgr l'archevêque, tous les deux le 5^e mai 1771.

TRAVAUX PUBLICS.

Le pont qui est sur l'Isère, sur la grande route de Lyon, a été commencé en 1769 et on a commencé d'y passer dessus en l'année 1772 ², au commencement du mois de juillet, et par sa commodité les troupes ne passent plus à Romans depuis lors, et celui qui est sur la Drôme en pierre a été commencé sept ans auparavant et fini en l'année 1778 ³. En

(1) Antoine de Malvin de Montazet, archevêque de Lyon, nommé en 1758, mort en 1788.

(2) Il s'agit ici d'un pont en bois qui fut emporté en 1778 et coûta 168,000 livres. Le pont en pierre actuel n'a été commencé qu'en 1822, terminé en 1825 et a coûté 1,375,948 francs.

(3) Adjudgé le 10 novembre 1796 à Jean Lemoine, moyennant 536,000

attendant qu'il fût fini on a commencé en 1768 à passer sur un pont provisionnel en bois, ce qui a causé une perte considérable aux habitants de Livron, qui gagnoient considérablement lorsque cette rivière étoit grosse pour aider à passer les étrangers en leur montrant le gué, ou les passant sur leurs épaules, car ils prenoient jusqu'à 6, 12 et 24 sols suivant la faculté des gens ou le débordement de la rivière.

REGRETS LÉGITIMES.

S'il est des pertes qui causent des regrets et qui affligent des citoyens, celle de Mgr Alexandre Milon, notre évêque, devoit à plus d'un titre en causer à tous les habitants de son diocèse par son décès, arrivé en son abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire, où il restoit depuis longtemps, lequel décès arriva sur la fin de l'année ou pour mieux dire du mois de novembre 1771; et ces regrets sont d'autant plus légitimes, surtout aux pauvres, qu'il leur faisoit des aumônes abondantes. Deux mois avant sa mort il fit distribuer 50,000 livres dans son diocèse par tous les curés, chacun suivant l'étendue et la nécessité des pauvres de sa paroisse. Ce qui doit toucher davantage les citoyens, c'est sa charité envers l'hôpital, puisqu'il lui a donné près de 500,000 livres, consistant en 260,000 livres qu'il a déplacées sur le clergé, 150,000 livres sur l'hôtel de ville de Lyon et plus de 90,000 sur les États de Bretagne; tout le mobilier de ses maisons de Paris, Saint-Benoît et Valence, avec tout l'argent monnoyé qu'on y trouvera et les arrérages de ses fermes. Il n'en excepte que sa vaisselle d'argent, qu'il laisse avec son bien

livres, ce pont ne fut définitivement reçu par l'ingénieur Boucher qu'en 1789, l'entrepreneur ayant obtenu en 1781 une augmentation de prix de 404,000 livres et deux ans après une seconde de 65,000.

de patrimoine à son petit-neveu, M. de Milon, encore au berceau ¹. Pour prouver son amour pour son église, malgré les riches décorations qu'il avoit fait faire de son vivant, qui sont l'orgue, 12,000 francs de placés pour doter l'organiste, trois autels de marbre, le grillage en fer, l'entablement de toute l'église, six chandeliers, un ciboire digne d'admiration, avec la riche tapisserie du chœur, qui représente l'histoire de saint Paul, il a légué un lustre de cristal, estimé 2,000 livres, avec trois tableaux, qui sont dans la sacristie. Mais si son amour l'a porté à faire du bien à sa cathédrale, il a bien prouvé à la confrérie des Pénitents, dont il étoit associé, que son zèle et les bontés qu'il leur avoit témoignés de son vivant ne s'étoient point ralentis. A sa mort, ayant toujours en vue de décorer cette chapelle, pour son utilité pour les prisonniers, il lui a fait faire un don par son testament, aussi magnifique que riche, de tous les tableaux de piété de son évêché, estimés plus de 20,000 livres, avec un éloge qui honore à jamais cette société, et pour plus grande preuve de ce même amour, non-seulement pour son chapitre, les Pénitents, l'hôpital et tous les citoyens, il a voulu le manifester à toute la ville en général en laissant à son hôtel de ville un monument qui éternisera comme les autres à jamais sa mémoire, c'est le legs du portrait en grand du roi Louis XV, actuellement régnant, orné de son cadre doré, estimé 1,200 livres; et si des regrets continuels de voir détruire malgré ses efforts l'ordre de Saint-Ruf l'avoient éloigné de son église, elle ne lui étoit pas moins présente; les dispositions de son codicille, déposé chez M^e Reims,

(1) Alexandre Milon, fils d'André-Henri Milon de Mesne, seigneur de La Borde et de Bois-Bonnard, ancien officier aux gardes françaises, et de Françoise-Anne-Élisabeth de Créqui.

notaire à Paris, rue de la Verrerie, en sont une preuve, et voici comment il les explique :

« Si je meurs dans mon abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire ¹, je désire et ordonne que mon corps soit enterré dans ladite église, lequel sera remis entre les mains des prieur et religieux de ladite abbaye, pour y être inhumé à la grande porte de l'entrée du chœur, sous le jubé, ne voulant pas d'autres cérémonies dans mes obsèques que pour un simple religieux, étant dans la douleur de ne point rendre mon dernier soupir dans le sein d'une église le centre de mes devoirs et de mes plus vifs regrets.

» Après ma mort, j'ordonne que mon corps soit ouvert par un chirurgien d'Orléans, pour en tirer le cœur, dépositaire de mes peines, et être renfermé dans une boîte d'argent et envoyé incognito, sans éclat et sans cérémonie, avec un certificat du prieur qui assure la réalité du dépôt; pour être remis par une personne sûre, dont le voyage sera payé, entre les mains des doyen, dignités et chapitre de mon église cathédrale, pour y être inhumé sous le petit mausolée que j'y ai fait construire de mon vivant sur le pilier à droite en entrant dans le chœur par la grande porte, sans autre épitaphe que ces paroles : *Domine, dilexi decorem domûs tuæ et locum habitationis gloriæ tuæ*. Seigneur, j'ai choisi l'honneur de votre maison et le lieu où habite votre gloire.

» Je désire aussi que ces paroles soient inscrites en caractères ineffaçables sur la pierre d'entrée du tombeau des évêques, sur lequel j'ai fait construire de mon vivant et de mes propres deniers l'autel de marbre, qui, s'il est décemment entretenu, en doit faire un ornement digne du sacrifice

(1) Abbaye de l'ordre de Saint-Benoît, près Fleury en Orléanais, valant 14,000 livres de revenu. Elle lui avait été donnée le 14 octobre 1742.

de l'Agneau sans tache qu'on y offre tous les jours. *Orea vivis, pax æterna defunctis*. Vous donnerez la paix aux vivants et une paix éternelle aux morts. »

Et ç'a été pour remplir ces dispositions que MM. du chapitre députèrent M. Cotte, prêtre habitué, pour aller à Saint-Benoît prendre ce cœur plein de charité et orné de toutes les vertus, pour être déposé dans l'endroit qu'il avoit indiqué. Il fut de retour le 26 février 1772 et fut déposé chez M. Cotte jusqu'au samedi 30 dudit mois, qu'on l'inhuma avec tout l'éclat et la pompe funèbre qu'exigeoit la mémoire de ce digne prélat. L'église fut toute tendue de noir, un catafalque dans le chœur des mieux entendus, soutenu par quatre colonnes, avec un dais au-dessus tout parsemé de larmes, têtes de mort, trophées d'armes, et la même chose étoit observée dans la tenture de l'église, avec ses armes par distance, ainsi que des chiffres de son nom. Sous l'orgue étoit représenté un tombeau où s'ensevelissoient les attributs d'un évêque; au bas étoient un milon et trois croissants, qui étoient son blason. Toute l'église étoit illuminée par plus de 1,200 cierges, qui formoient le plus beau coup d'œil, et toutes les fenêtres fermées rendoient la cérémonie plus lugubre. Cette décoration fut des mieux entendues par les soins du sieur Pinet, homme des plus industriels, et la dépense en fut faite aux dépens de la ville par délibération, en reconnoissance de la plus grande générosité de ce digne prélat. La cire qui fut de reste fut donnée à l'hôpital par la même délibération et MM. les échevins, qui étoient MM. de Rostaing, des Jacques¹, Royanné, chirurgien, et Pinet, procureur, assistèrent en robe à la cérémonie,

(1) Jean-Claude Desjacques, docteur en droit, recteur de l'université en 1777 et 1778, avocat du roi au présidial.

ainsi que MM. de l'Université¹ et Présidial, sur l'invitation de ces premiers par des billets moulés conçus en ces termes :

« Monsieur, vous êtes prié de part de MM. les Maire et Échevins d'assister au service solennel qui se fera dans l'église cathédrale pour le repos de l'âme de feu Monseigneur Alexandre de Milon, évêque de Valence, le 29 février 1772, à dix heures du matin. M. l'abbé Doriac prononcera l'oraison funèbre de ce digne prélat. *Requiescat in pace.* »

Sur les dix heures du matin, MM. les échevins, l'Université et le Présidial se rendirent à l'église, prirent leurs places ordinaires, et après l'office des morts le bas-chœur sortit pour aller avec des flambeaux prendre le cœur dans la maison de M. Cotte, à la grand'rue. Ce dernier le portant dans un bassin d'argent, soutenu par une écharpe noire qu'il avoit au cou, ils s'acheminèrent dans cet ordre, en chantant le *Miserere*. Arrivés à la maîtresse-porte de l'église, ils furent reçus par M. Dorelle, doyen, à la tête du chapitre; tous, portant des flambeaux allumés, suivirent la grande nef et arrivés au catafalque ledit cœur dans son bassin fut porté sur le dos d'âne élevé sur quatre degrés et posé sur un carreau, après quoi on commença la messe. A l'Offertoire, M. l'abbé Doriac, ex-Jésuite, monta en chaire et prononça

(1) Fondée le 26 juillet 1452 par le Dauphin, qui fut ensuite le roi Louis XI, approuvée en 1459 par le pape Pie II, l'université de Valence, à laquelle fut unie en 1565 celle de Grenoble et qui compta parmi ses professeurs Cujas, Décimus, Hottoman, Rogier, etc., comprenait : 1° une faculté de droit, avec trois chaires; 2° une de théologie, avec deux chaires; 3° une de médecine, ayant deux chaires, qui furent unies en 1747, à la charge par le titulaire qui cumulait les deux traitements de faire un cours d'anatomie; 4° enfin, une faculté des arts, ayant deux chaires. L'évêque de Valence était chancelier de l'université et le président du présidial, conservateur de ses privilèges.

N'oublions pas de dire que la charge de docteur-régent en l'université de Valence conférait la noblesse.

l'oraison funèbre avec cette éloquence qui a toujours fait honneur à ces Pères disgraciés, et ne manqua point de faire un petit compliment à MM. les échevins et d'exalter les vertus du digne évêque de Valence.

A l'Élévation, le *Pie Jesu Domine* fut chanté par une musique de plus de 50 voix ou instruments, des mieux composées et très bien exécutées, de la composition de M. Jaussans, organiste de cette église. Après la messe se firent les cinq absoutes par quatre chanoines en dignité et le doyen en chape : l'une par M. Précieux ¹, prévôt; la deuxième par M. Chantemerle, abbé de Saint-Félix ²; la troisième par M. de La Roulière aîné, sacristain; la quatrième par le prieur du Bourg ³, et la cinquième par M. Dorelle, doyen; après quoi M. Cotte, qui avoit posé le cœur, le descendit et le mit dans une petite boîte de sapin, qu'on cloua et mit ensuite dans un petit caveau, de la grandeur d'un pied environ sur un pied et demi de profondeur, à l'endroit qu'il avoit indiqué dans son codicille. Sur ce caveau on a posé une pierre de marbre, avec cette épitaphe :

Hic jacet cor illustrissimi et reverendissimi domini Alexandri Milon, episcopi et comitis Valentiniensis, abbatis Leoncelli et Sancti Benedicti Loricensis supra Ligerim et hujusce basilicæ restauratoris magnifici. Obiit die 18

(1) N. Précieux, prévôt de la cathédrale de Valence et en cette qualité abbé de Saint-Pierre du Bourg-lès-Valence.

(2) Antoine-Amable de Chantemerle, docteur agrégé en l'université de Valence, dont il fut recteur en 1762, chanoine de la cathédrale et abbé de Saint-Félix, qui était la troisième dignité du chapitre, plusieurs fois maire de Valence, était d'une famille du Velay.

(3) Joseph Darmand ou d'Armand, chanoine de la cathédrale et prieur de Saint-Pierre du Bourg-lès-Valence.

novembris 1771. Requiescat in pace. Mort à l'âge de 83 ans, dont 44 d'épiscopat.

Ci-gît le cœur de très illustre et très révérend Monseigneur Alexandre de Milon, évêque et comte de Valence, abbé de Léoncel et de Saint-Benoît-sur-Loire, restaurateur de ce magnifique autel, décédé le 18 novembre 1771. Qu'il repose en paix.

Quelques jours après qu'on sut sa mort, MM. les grands vicaires firent un mandement aussi énergique que touchant et invitèrent tous les corps réguliers, ainsi que les curés du diocèse pour faire un service pour le repos de son âme. MM. de la cathédrale en firent des premiers un des plus solennels, où ils invitèrent tous les corps séculiers ; ensuite tous les autres suivirent leur exemple. Les Pénitents ne manquèrent point de se distinguer par le leur, qui fut des plus brillants et où MM. les échevins et le corps de la ville furent invités. Ils le lui devoient par devoir et par reconnaissance pour celui qui a décoré si magnifiquement leur chapelle. Ainsi finirent les tristes funérailles du plus généreux, du plus charitable et du plus désintéressé des évêques. Dieu veuille lui donner des imitateurs dans ses successeurs. C'est ce que nous avons tout lieu d'espérer dans la personne de M. de Grave, grand vicaire de Mgr l'évêque de Sainte en Saintonge ¹, nommé par le roi son successeur et né à Toulouse ; car la renommée nous a déjà fait connoître sa piété et annoncé ses vertus, et l'esprit qui brille dans les lettres qu'on a reçues de lui donne tout lieu de croire

(1) Fiacre-François de Grâve, abbé de Sâtre et des Alleuds, vicaire-général de Saintes, député à l'assemblée du clergé de France en 1760 et frère aîné de François, comte de Grâve, colonel du régiment de Provence, était né le 5 janvier 1724, fut sacré évêque de Valence le 26 avril 1772 et mourut en 1788.

que la Providence daigne nous favoriser, puisqu'elle nous donne depuis longtemps des évêques aussi savants que vertueux et aussi charitables que généreux.

EXPORTATION FAVORABLE.

La récolte de vin de 1771 fut des plus abondantes eu égard à celle des années antécédentes, qui avoit été des plus médiocres, ce qui avoit tenu nos vins pendant cinq à six ans entre 7 et 8 sols le pot, de sorte qu'à la récolte de cette dite année 1771 on avoit le vin à la broche pour 10 à 12 écus le muid et la benate de vendange pour 50 à 55 sols. Mais à la Toussaint on vit paroître pour la première fois à Valence des marchands de vin de Lyon, Genève, Comté et Bourgogne, qui en achetèrent en si grande quantité, pour l'exporter dans leur province, où le leur avoit totalement manqué, qu'ils le payoient sur la fin de mars 1772 jusqu'à 24, 25 écus le muid, et dans le mois de décembre dernier on l'avoit eu pour 13, 14 à 15 écus.

M. Jean Virest en fit porter à Lyon ou Mascon plus de 400 pièces, de sorte que ceux qui avoient abondamment de cette denrée ont bien fait leurs affaires, et cet événement nous est d'autant plus favorable qu'on n'avoit jamais exporté nos vins, dans l'idée qu'ils ne pourroient souffrir le charroi, et ils ont prouvé le contraire en cette année 1772, puisque les acheteurs en ont été très contents et sont revenus à l'emplette, ce qui nous procurera dans les années d'abondance des débouchés et des ressources pour nous et nos environs, où l'on en a aussi beaucoup achetés, qui firent un bien infini aux riches et aux pauvres, qui fondent souvent sur cette denrée leurs espérances.

RÉCEPTION ET INSTALLATION DE L'ÉVÊQUE.

Il est des cérémonies qui attirent les peuples par leur magnificence et leurs bruits guerriers : telles sont les réceptions des grands du monde ; mais celles de la Religion, sans avoir ce pompeux et bruyant appareil, ont quelque chose de plus grand et de plus majestueux. L'autorité de celui qui commande aux grands de la terre imprime à ceux qu'il a placés ici-bas pour gouverner son Église le caractère de son pouvoir : cela s'est vu aujourd'hui en la personne de Mgr Fiacre-François de Grave, évêque de Valence, à son arrivée et à son installation dans l'épiscopat, les 3, 4 et 5 juin 1772. En voici le détail : Le mercredi 3 juin 1772, jour de son arrivée, la bourgeoisie prit les armes et MM. les échevins, qui étoient MM. de Rostaing, des Jacques, Morin, notaire, et Constantin, marchand, dans deux carrosses furent sur les 6 heures du soir attendre Mgr à la porte Saint-Félix, où l'on avoit placé ses armes. Étant arrivé, il mit pied à terre à la première porte. Là M. des Jacques le complimenta avec une éloquence qui lui mérita les éloges les plus flatteurs ; ensuite on lui présenta les clefs de la ville dans un bassin d'argent et il entra au son de toutes les cloches, suivit la rue Saint-Félix, la grand'rue jusqu'à son évêché, toujours accompagné de MM. les échevins et de la bourgeoisie en file, aux acclamations de tout le peuple. Arrivé à l'évêché, il reçut un présent de la ville en vin et en bougies, et le soir il y eut grande illumination par toute la ville et un feu d'artifice sur la place aux Clercs, des mieux entendus.

Le jeudi 4 juin, il reçut les compliments de tous les corps, tant séculiers que réguliers : celui de MM. du chapitre par M. Dorelle, doyen ; M. Ceynier, curé de Saint-Appolinaire, à la tête des curés de la ville et du Bourg ; les enfants de chœur, par le petit Sauzet ; l'Université, par M. Daumont,

professeur et recteur, qui le fit en latin; les Récollets, par le P. Blaise ¹; les Minimes, par le P. Taillandier; les Cordeliers ², par le P. Virest, professeur; les Capucins ³, par le P. Bonnardel; les Jacobins, par le gardien ou prieur; l'Élection ⁴, par M. Bouveron aîné; la Justice mage, par M. Duplan, juge ⁵; les Saint-Ruf ou Saint-Lazare, par M. Tardivon-Dubesse ⁶; les notaires, par M. Bouvier; le Présidial, par M. Gaillard, président ⁷. Il répondit à tous avec cette douceur, cette candeur et cette science qui inspirent la vénération. La réponse à l'Université fut un latin des plus élégants, et enfin tout ce qu'on pouvoit lui dire de flatteur n'étoit rien en comparaison de son mérite.

Tous ces compliments furent très éloquents, entre autres

(1) Le couvent des Récollets de Valence fut fondé en 1628, dans l'ancien palais delphinal, bâti en 1450 par le dauphin Louis (XI), que leur donna le roi Louis XIV.

Le P. Blaise était docteur agrégé en la faculté de théologie.

(2) Le couvent des Cordeliers, qui occupait l'emplacement de la caserne dite du Grand-Séminaire, datait de 1231.

(3) Converti de nos jours en hôpital, le couvent des Capucins, dont les consuls de Valence acceptèrent en 1746 d'être les pères temporels, remontait à 1627.

(4) L'Élection était une sorte de tribunal connaissant en première instance de ce qui touchait aux tailles et impositions, lequel était composé d'un président, un lieutenant, deux élus et un procureur du roi.

(5) Gabriel Biosse-Duplan, qui fut ensuite lieutenant au présidial.

L'évêque de Valence, nous l'avons dit, était seigneur temporel de Valence et à ce titre avait une justice, dite justice mage, tribunal composé d'un juge mage ou bailli, d'un lieutenant, d'un procureur juridictionnel et d'un substitut.

(6) Antoine de Tardivon du Besset, chanoine et plus tard vicaire-général de l'abbé de Saint-Ruf, qui était alors Jacques de Tardivon, son frère aîné, dont il a été question.

(7) Laurent Gaillard ou de Gaillard, docteur ès droit, qui était en 1761 premier consul de Valence.

celui de M. Dorelle. Les Minimes, les Cordeliers et M. Bouveron firent couler des larmes. Les Pénitents ne manquèrent point de faire faire le leur par M. Mésangère - Cleyrac ¹, recteur; mais il ne se fit qu'à la seconde fête de la Pentecôte, à l'issue de l'office et en robe pour le rendre plus solennel. C'étoit le 8 juin.

Le 5 juin, qui étoit un vendredi, il fut installé dans l'ordre suivant, sur les 9 heures et demie du matin : MM. les échevins se rendirent à Saint-Appolinaire et MM. du chapitre se rendirent à l'évêché en procession, avec le dais porté par quatre sergents de quartier et les échevins tenant les cordons. Là, revêtu de ses habits sacerdotaux et assisté de M. le doyen et du prévôt du chapitre, qui est M. Préclaux, ils sortirent en chantant le psaume : *Benedictus Dominus Israel*, firent le tour de la place et entrèrent dans l'église par la maîtresse porte du clocher. Sous le tambour, M. Dorelle lui fit prêter serment de garder et conserver les biens et privilèges de son église, ce qui fut suivi d'un compliment aussi énergique que touchant; après quoi on entonna le *Te Deum*, avec accompagnement de l'orgue, et conduit au pied de l'autel du Saint-Sacrement, où il se prosterna, puis dans le chœur sur le trône qui lui avoit été préparé au côté gauche, et après le *Te Deum* il dit les oraisons qui sont propres pour cette touchante cérémonie; ensuite tous les chanoines et enfants de chœur lui furent baiser la main, en suivant l'ordre de dignité et de prééminence. Après, assis, avec sa mitre et crosse, il prononça un discours aussi pathétique que savant sur les devoirs du sacerdoce, la grandeur et le pouvoir de son ministère, émané du Tout-Puissant, sur le désir qu'il avoit

(1) François Mésangère-Cleyrac, notaire.

de les remplir dignement, pour faire fleurir la vertu dans son diocèse, attirer les bénédictions du Ciel sur son église, sur nous, sur nos familles et nos biens, et nous fermer les portes de l'enfer. Ce qui jeta dans l'admiration tous les assistants, qui étoient en grand nombre, surtout par sa modestie, son humilité et sa douceur, qui caractérise toutes ses vertus, par sa physionomie, aussi majestueuse qu'aimable, qui inspire la plus grande vénération et le plus profond respect. Après ce discours il vint se prosterner au pied du maître autel et monta ensuite pour donner sa bénédiction, puis fut conduit à la sacristie. Là, ayant quitté ses habits pontificaux, il fut reconduit en camail à l'évêché, où fut dressé l'acte de son installation par M. Mésangère, gradué et secrétaire épiscopal, et les échevins et chanoines signèrent. Ainsi s'est passée cette auguste cérémonie, qu'on n'avoit pas vue à Valence depuis 45 ans.

HÔTEL DE VILLE.

La porte d'entrée, fenêtres, degrés et rampes en fer de l'hôtel de ville ont été faits en l'année 1772 et l'échevinage de MM. de Rostaing, des Jacques, Constantin et Morin; et lors de la vente des meubles de feu Mgr de Milon la ville acheta tous les tableaux qui décorent si magnifiquement la salle des délibérations, ainsi que le beau mobilier qui est sur la cheminée, et on ne manqua point d'avoir le portrait de Mgr de Milon, qu'on a placé parmi les portraits des princes et des rois qui sont dans ladite salle. On le devoit pour honorer la mémoire d'un si grand bienfaiteur. Toutes ces acquisitions se sont faites cette même année 1772.

MAISON AUX RÉFLEXIONS.

Les prisons ¹ qui sont près des murs ont été construites pour servir à enfermer tous les prisonniers pour cause de contrebande, attribués à la commission établie à Valence depuis plus de 35 ans. Elles ont été commencées en 1771 au mois de juin, sur les dessins et la conduite de M. Dupont, architecte de Lyon. La dépense a été faite par le roi, à la sollicitation des fermiers généraux, et les matériaux ont été pris dans les carrières des Baumes, à Crussol et beaucoup venus de Lyon, ainsi que toute la ferrure. L'emplacement fut acquis de M. Planta, dit Tête de Mort, et coûta 4,000 livres d'achat. Rien de plus fort et de mieux dirigé que cette lugubre maison. On a employé au rez-de-chaussée, à 10 pieds d'élévation, des pierres énormes, qui font toute l'épaisseur du mur, qui a près de 3 pieds de largeur. Enfin, l'humanité souffre en les parcourant, et si ceux qui sont capables de commettre des crimes voyoient auparavant l'hôtel qui leur est réservé, cette vue seroit capable de les retenir. Mais il est des hommes à qui la misère fait tout hasarder, d'autres l'ambition, ceux-là le libertinage, ceux-ci les mauvaises compagnies et le penchant au crime. Elles furent finies au mois de février 1773 et on commença à les transférer du Présidial là au mois de février 1774.

Heureux l'homme qui connoissant la vertu est hors des coups de la justice humaine, qui quelquefois confond l'innocent avec le coupable; plus heureux encore ceux qui se soustrairont à la justice divine, qui juge pour l'éternité et avec la plus grande équité, puisque les coupables avoueront

(1) Ces prisons, qui ont été démolies il y a peu d'années, occupaient l'emplacement de la succursale de la Banque de France.

sans récriminations eux-mêmes leurs crimes et sentiront malgré eux la justice et la droiture de leur arrêt. Fasse le Ciel nous préserver de l'une et de l'autre.

ÉCONOMIE D'ÉTAT.

Le régiment d'infanterie de La Fère, de deux bataillons, a été le premier régiment qui ait passé sur le pont construit sur l'Isère, venant de Saint-Vallier à Valence en droiture; de sorte que la route des troupes ne passe plus à Romans, où il ne passe que celles destinées pour le haut Dauphiné. Par ce moyen le roi économise un jour d'étape pour ses troupes, qui ont plus beau chemin. Ce passage s'est fait le 9 mai 1773.

(A continuer.)

J. BRUN-DURAND.

RECHERCHES SUR LES ÉVÊQUES

originaires du diocèse de Valence.

(SUITE. — Voir les 51^e et 52^e livr.)

3. MALLÉNUM, *Évêque de Grenoble* (1025-1036).

Mallénum succéda à Humbert d'Albon sur le siège de Grenoble du vivant de ce prélat, vers l'an 1025. On voit le prédécesseur et le successeur figurer à côté l'un de l'autre dans une charte du 22 octobre 1030, où ils confirment de concert la donation faite à saint Odilon, abbé de Cluny, par Amédée, fils d'Humbert, comte de Savoie, de quelques terres près du village de Maltasène et d'une église dédiée à saint Maurice, qui forma plus tard le prieuré du Bourget. Mallénum y prend le titre d'« Évêque de l'église de Grenoble », *episcopus Gratianopolitanæ ecclesiæ*, et Humbert y fait aussi mention de sa qualité d'évêque¹. Cette circonstance, qui dénote chez nos deux prélats une entente parfaite et où nous les voyons agir de concert dans un acte qui ne touche pas directement à l'administration du diocèse, confirme pleinement l'opinion qui fait de Mallénum le neveu d'Humbert. Nous savons en effet que ce prélat avait un neveu de ce nom ; nous le voyons figurer dans l'acte de donation faite

(1) *Monumenta historię patriæ, Chart.*, t. 1^{re}, col. 490.

à l'abbaye de Saint-Chaffre en 1012, dont nous avons parlé plus haut. Nous remarquerons ici que, dans l'énumération des neveux d'Humbert, Mallénus est nommé le premier et à part des deux autres. « Nous faisons cette donation, est-il dit dans le texte de la charte, du consentement du roi Radulphe, de la reine Ermengarde, du seigneur archevêque Burcard, de ma mère Frédéburge, de mon neveu Mallénus et aussi de mes autres neveux Humbert et Guigues ¹. » Cette distinction nous paraît très significative et peut, ce semble, s'interpréter de deux manières : ou bien Mallénus était déjà prêtre à cette époque, ce qui le fait figurer en tête de ses frères et comme dans un ordre à part, par respect pour son caractère ; ou bien il n'était pas le frère des deux autres, mais seulement leur cousin, fils d'une sœur du prélat, dont le nom n'est point parvenu jusqu'à nous ; car il était rare à cette époque de faire figurer les filles de famille dans les actes publics. Cette dernière hypothèse, qui n'exclut pas toute la première, acquiert un degré de probabilité qui devient presque une certitude si l'on considère l'ordre qui se trouve observé dans les souscriptions des contractants à la fin de la même charte. Leurs noms y sont exprimés dans la forme suivante : « Signe d'Humbert, évêque de Grenoble, qui a fait faire ce don ; signe de Frédéburge, sa mère ; signes de Guigues et d'Humbert, fils de son frère ; signe de Mallénus, son neveu ². » Il y a ici une distinction parfaitement établie entre Guigues et Humbert, fils de son frère, d'une part, et Mallénus, son autre neveu, dont la filiation n'est pas indiquée ; ce qui signifie évidemment que les auteurs de celui-ci ne sont plus les mêmes

(1) *Consentiente itaque domino Radulpho rege et regina Ermengarda, et domino archiepiscopo Burcardo, matre quoque mea Frédéburge, atque MALLENO, nepote meo, simulque aliis nepotibus meis Humberto atque Wigone. (Cartul. de Saint-Chaffre, p. 20.)*

(2) *Signum Umberti, episcopi Gratianopolitani, qui hoc donum fieri præcepit ; S. Fredeburgæ, matris ejus ; S. Wuigonis et Humberti, filiorum fratris ejus ; S. Malleni, nepotis ejus. (Loc. cit., p. 21.)*

et qu'il appartient à une branche collatérale. Assurément, si Mallénus eût été aussi fils de Guigues II, il ne serait pas séparé de ses frères et rangé ici dans une catégorie à part. Il ressort encore de l'examen attentif de ce texte : 1° que l'évêque Humbert d'Albon n'avait qu'un frère, savoir Guigues III; en effet, le père de Guigues (IV) et d'Humbert n'est pas nommé dans ce passage, mais désigné seulement comme le frère de l'évêque Humbert; preuve certaine qu'il n'y en avait pas d'autre; car dans l'acte public qui nous occupe il eût été assurément distingué par son nom, s'il y avait eu possibilité de le confondre avec un autre; 2° que par conséquent Mallénus était neveu d'Humbert par sa mère, laquelle aurait été une sœur de ce prélat.

Certains auteurs affirment que Mallénus était de la famille des comtes de Poitiers ¹, voulant dire sans doute, comme nous l'avons fait observer pour Lambert, évêque de Valence, que sa famille fut la souche de la puissante maison connue plus tard sous ce nom. Cette assertion, entendue de la sorte, n'offre rien d'in vraisemblable ni de contraire à l'opinion plus que probable qui en fait le neveu d'Humbert d'Albon, puisque, comme nous venons de le remarquer, c'est par la sœur de ce prélat que Mallénus était son neveu. Or, celle-ci pouvait bien être l'épouse d'un Poitiers; l'hypothèse d'une alliance entre les deux puissantes familles des comtes d'Albon et des comtes de Valentinois n'offre rien en effet que de très plausible. Quoi qu'il en soit, nous aimons à constater cette seconde opinion, qui rattache d'une manière plus spéciale à notre région le neveu et successeur d'Humbert d'Albon. Le nom de Mallénus était en effet autrefois fort répandu dans nos contrées; on trouve dans le *Cartulaire de Saint-Barnard* plus de quinze personnages différents qui l'ont porté du XI^e au XIII^e siècle.

On ne sait que peu de chose de l'épiscopat de Mallénus; son nom ne figure que dans un bien petit nombre de documents

(1) *Gallia christiana*, t. xvi, col. 229. — Du Boys, *Vie de saint Hugues*, p. 341.

contemporains. La première mention qu'on en trouve est dans un acte de donation faite à l'abbaye de Saint-Chaffre de quatre églises à Vif, dans le diocèse de Grenoble, par une dame nommée Léotgarde, de concert avec ses sept fils. Cette donation, confirmée par l'autorité de Mallénus, ne porte pas de date, mais seulement l'indication du règne de Conrad, roi : *Regnante Conrado rege* ¹. Or, comme l'observe le *Gallia*, Conrad ne porta le titre de roi que jusqu'en 1027, époque où il fut proclamé empereur ²; cette charte est donc antérieure à cette date, contrairement à l'opinion de M. l'abbé C.-U.-J. Chevalier, qui la rapporte à l'an 1035. Notre savant collègue semble reconnaître lui-même son erreur en attribuant à l'année 1034 une nouvelle libéralité faite à la même abbaye de Saint-Chaffre par un des fils de la donatrice à une date évidemment postérieure, puisque c'était après la mort de celle-ci, l'acte de donation mentionnant expressément qu'elle est faite pour le repos de l'âme de Léotgarde, sa mère, et de ses autres parents défunts.

Mallénus eut à lutter pendant toute la durée de son épiscopat contre les usurpations de Guigues le Vieux, qui croyait pouvoir continuer d'envahir les biens de l'église de Grenoble, comme l'avait fait son père, pensant sans doute trouver la même condescendance dans un cousin que Guigues II avait rencontrée dans un frère ³. Il s'empara des fiefs, des dîmes et des censes appartenant à l'évêché, et poussa si loin ses empiètements, qu'il put se faire reconnaître seigneur suzerain dans presque toute l'étendue du diocèse de Grenoble. Tout ce que put obtenir Mallénus, ce fut de jouir par indivis et en commun avec ce redoutable parent des droits seigneuriaux sur sa ville épiscopale, sur le

(1) CHEVALIER, *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Chaffre*, p. 24.

(2) *Gallia christiana*, t. XVI, col. 229.

(3) *Mallenus, inter quem et comitem Guigonem veterem variis contentiones ortæ sunt ratione jurisdictionis et territorii*. (Catalogue des évêques de Grenoble, publié par M. l'abbé Chevalier, p. 12.)

comté de Salmorenc et sur une partie du Graisivaudan ¹. Ce fut sans doute en expiation de ses usurpations et de ses violences que, sur la fin de sa carrière, Guigues le Vieux quitta le monde, en 1057, après la mort de Mallénus, et se fit religieux à Cluny, où il mourut le 22 avril 1075 ².

On ne connaît pas la date précise de la mort de Mallénus. L'Obituaire de l'église de Lyon, publié par M. Guigues, la place au 1^{er} février, mais sans en indiquer l'année ³. Le nom d'Artaud son successeur, figure dans un acte authentique de 1037, et Mabillon croit qu'il était évêque de Grenoble dès l'année précédente. On peut donc considérer comme le résultat d'une fausse lecture ou d'une erreur de date la présence du nom de Mallénus, avec le titre d'évêque de Grenoble, dans l'acte de donation de l'église de Lavaseron des Echelles au prieuré de Saint-Laurent de Grenoble en 1042, rapporté par Guichenon dans son *Histoire de Savoie* ⁴, lorsque ce même historien mentionne un acte de la même année dans lequel figure comme témoin Anselme, évêque de Grenoble ⁵, le même sans doute qu'Artaud, puisqu'on trouve encore celui-ci consacrant l'église de Domène en 1058. L'épiscopat de Mallénus aurait donc été d'environ dix ans. On ne saurait admettre sans inconvénient l'hypothèse émise par quelques auteurs, qui font Mallénus se démettre de son siège, à l'instar d'Humbert d'Albon, son oncle, pour expliquer sa pré-

(1) A. Du Boys, *Vie de saint Hugues*, p. 134.

(2) L'auteur de l'*Étude sur les Dauphins de la première race*, publiée dans le *Bulletin de la Société archéologique de la Drôme* (t. 1^{er}, p. 40), se trompe lorsqu'il fait de Guigues le Moine le frère de Guigues le Vieux. Cependant M. de P. cite lui-même un texte authentique donnant au religieux de Cluny le titre de Guigues le Vieux : « *In tempore Guigonis, comitis Vetuli, qui fuit monachus Cluniacensis.* »

(3) *Kalendis februarii obierunt..... et Mallenus, Gratianopolitanus episcopus.* (Obituarium ecclesiæ Lugdunensis, p. 15.)

(4) GUICHENON, *Histoire de la maison de Savoie*, t. II, p. 7.

(5) GUICHENON, *Bibliotheca Sebusiana*, p. 187.

sence à la donation faite à l'église de Saint-Laurent en 1042; car il appartenait à son successeur plutôt qu'à lui de confirmer cette donation, et lui-même n'y prendrait pas le titre d'évêque de Grenoble, si en réalité il ne l'était plus.

4. HUMBERT D'ALBON, *Évêque de Valence* (1025-1030).

L'existence d'Humbert d'Albon, évêque de Valence, a été contestée par M. l'abbé C.-U.-J. Chevalier, qui en fait un seul et même personnage avec Lambert, son prédécesseur ¹. Mais, comme l'observe M. Brun-Durand, il est impossible d'en révoquer en doute l'authenticité après un examen attentif des documents originaux ². Nous avons d'abord un texte formel du *Cartulaire du Bourg-lès-Valence*, publié par M. l'abbé Chevalier lui-même, dans un acte portant la date de 1183, par lequel Odon de Chaponay, évêque de Valence, confirme et augmente les privilèges accordés à cette église par ses prédécesseurs, les évêques Guigues, Lambert, HUMBERT, Gontard, Eustache et Bernard ³. Lambert et Humbert sont également distingués l'un de l'autre dans l'ancienne Chronique des évêques de Valence, publiée aussi par M. l'abbé Chevalier ⁴. Les deux historiens de l'église de Valence, Columbi et Catellan, tout en témoignant l'embarras où ils se trouvent pour fixer le rang et les dates de

(1) *Cartulaire dauphinois de l'abbaye de Saint-Chaffre*, p. 1, note 3.

(2) *Lettre sur l'histoire ecclésiastique du Dauphiné*, p. 7.

(3) *Adjiciens etiam quod quæcumque prædecessores sui episcopi, Guigo, Lambertus, Humbertus, Gontardus, Heustachius, Bernardus..... dictæ ecclesiæ concesserant.* (Cartularium S. Petri de Burgo, ch. vii, p. 18.)

(4) *Inde Lambertus, colligens omnes reliquias prædictas in capsâ argentæ, solemnitate inventionum earum instituit, quam Humbertus continuando approbavit.* (Chronicon episcoporum Valent., p. 33.)

ces deux prélats, en établissent la distinction ¹. L'épiscopat d'Humbert d'Albon est donc absolument indiscutable.

Une version inexacte de la charte par laquelle Humbert, évêque de Grenoble, fit don, en 995, de l'église de Vizille à l'abbaye de Cluny, fait figurer parmi les témoins de cet acte un Humbert, évêque de Valence, neveu dudit prélat. Cette lecture fautive, acceptée par la plupart des auteurs, avait jeté le désarroi parmi les historiens, tant pour la chronologie des évêques de Valence que pour la généalogie des comtes d'Albon. « Mais, observe M. Barthélemy Hauréau, on peut prouver par une foule d'arguments que ce texte a dû être vicié par la main de quelque copiste inhabile; car en 995, Guy était évêque de Valence, et le nom de son successeur, que nous trouvons dans plusieurs diplômes, est Lambert et non Humbert. Du reste, si l'on fait attention à la parenté d'Humbert, on verra qu'il avait pour père Guigues II, comte d'Albon, pour mère Frédéburge et pour frère unique Guigues III. Celui-ci eut pour fils Guigues IV, Humbert et Guillaume, comme il conste par plusieurs documents. Or, cet Humbert, dont on rencontre fréquemment le nom jusqu'à l'année 1012, ne se trouve nulle part qualifié d'évêque de Valence, excepté dans la charte de Cluny susvisée; et en effet, il vécut soldat et mourut dans cette profession. Enfin, nous savons par le Cartulaire de Saint-Chaffre que Lambert, évêque de Valence, était frère du comte Adhémar; or, personne jusqu'à présent n'a fait figurer parmi les enfants de Guigues III cet Adhémar, qui paraît avoir été comte de Valentinois ². »

Le savant auteur conclut à la radiation d'Humbert d'Albon de la liste des évêques de Valence, en quoi assurément il se

(1) *Guigonem secutus est Lambertus, et Lambertum Vabertus, nonnullis Umbertus.* (COLUMBI, *De rebus gestis episcoporum Valentinsium*, p. 13.)
— CATELLAN, *Antiquitez de l'église de Valence*, p. 216.

(2) HAURÉAU, *Gallia christiana*, t. XVI, col. 301.

trompe, d'après ce que nous avons dit plus haut. D'ailleurs, l'énumération qu'il fait des neveux de l'évêque Humbert n'est pas complète, puisqu'il n'y fait pas figurer Mallénus. Quoi d'étonnant qu'un autre neveu moins connu lui ait pareillement échappé? Guichenon, au contraire, trompé par le texte fautif dont nous venons de parler, admet deux Humbert d'Albon, évêques de Valence, dont il fait l'un le frère et l'autre le fils de Guigues IV, ce dernier par conséquent le petit-neveu de l'évêque de Grenoble. « Le premier, dit-il, assista, à ce que l'on croit, à la donation faite en 991 du château et de l'église de Vizille aux religieux de Cluny par Humbert, évêque de Grenoble, son oncle; le second fut présent en 1027 à la confirmation accordée par le Souverain Pontife aux donations de terres faites aux mêmes religieux dans le Champsaur par Guigues III, son grand-père ¹. » Chorier, d'après Duchesne ², fait mention d'Humbert, évêque de Valence, et dit qu'il fut présent, en 1025, à la donation faite par Amédée, comte de Maurienne, du prieuré du Bourget aux religieux de Cluny, et il ajoute qu'il était le neveu d'Humbert, évêque de Grenoble, par Guigues III, son frère ³. « Je sais bien, dit Columbi, discutant ce passage, que Chorier n'a rien écrit touchant les évêques de Grenoble que d'après des chartes authentiques; je suis donc amené à penser qu'Humbert, fils de Guigues III, siégeait à Valence en 1025..... S'il y a eu un Humbert, évêque de Valence en 991, je pense qu'il était le frère d'Humbert, évêque de Grenoble, et non son neveu de frère. A coup sûr, le prélat de ce nom, fils de Guigues III, qui siégeait à Valence en 1025 et en 1027 n'est pas le même qui siégeait en 991, puisqu'en 993, ainsi que nous l'avons vu, c'est Guy, et non Humbert, qui est évêque de

(1) GUICHENON, *Histoire de la maison de Savoye*, p. 1159 (Table généalog., xi).

(2) *Histoire de Bourgogne*, l. 4^e, ch. 54.

(3) CHORIER, *Histoire de Dauphiné*, l. 1^{re}, ch. 11 (t. 1^{er}, p. 795); — *Etat politique du Dauphiné*, t. II, p. 149.

Valence. Ajoutez à cela que Lambert, frère d'Airar de Poitiers, comte de Valentinois, siégeait en 1011, ainsi que me l'a écrit Gilles Lacarry, d'après les archives de l'abbaye de Saint-Chaffre ¹. »

On voit que Columbi n'avait qu'une foi très médiocre en ce premier Humbert, siégeant à Valence en 991. Il se voit réduit, pour en expliquer l'existence, à en faire un frère d'Humbert, évêque de Grenoble, hypothèse absolument inadmissible et dont le moindre inconvénient serait de mettre dans la même famille deux frères du même nom vivant en même temps. Il faut donc renoncer à ce premier Humbert, dont la présence sur le siège épiscopal de Valence en 991 et 995 est insoutenable, et reconnaître que la charte citée par Guichenon est viciée ou altérée en quelque point essentiel.

Mais qu'était donc le vrai Humbert, évêque de Valence en 1025 ? Les historiens s'accordent à en faire un d'Albon et le neveu de l'évêque de Grenoble de ce nom. Mais si, comme le prétend le *Gallia*, contrairement à Chorier et à d'autres historiens dauphinois qui ont pu se renseigner aux sources, il n'est pas le fils de Guigues IV, mentionné dans l'acte de 1009 que nous avons cité plus haut, nous éprouvons un extrême embarras à expliquer sa filiation ; il ne nous reste plus d'autre ressource, pour le rattacher à la famille d'Albon, que d'en faire le frère de Mallénus ou son cousin germain par une autre sœur de l'évêque de Grenoble, puisque les autres neveux du prélat, fils de son unique frère, nous sont connus ; à moins que notre Humbert ne soit le fils de l'un d'entre eux et par conséquent le petit-neveu de l'évêque de Grenoble et le neveu de Mallénus, comme l'insinue Guichenon. Nous trouvons en effet parmi les fils de Guigues le Vieux mentionnés dans la charte de donation des quatre églises de Vif à l'abbaye de Saint-Chaffre un Humbert ² ; mais il ne saurait être le personnage qui nous occupe,

(1) COLUMBI, *Opuscula varia*, p. 252.

(2) *Carta..... signata auctoritate Malleni, episcopi Gratianopolitani, et*

car il n'est pas mentionné avec la qualité d'évêque, et à la date de cet acte Humbert était assurément sur le siège épiscopal de Valence. D'ailleurs, un petit-neveu de l'évêque de Grenoble eût été bien jeune à cette époque pour être déjà revêtu de la dignité pontificale. Cette particularité nous fait connaître du moins que le nom d'Humbert était traditionnel dans la famille d'Albon. Nous nous arrêterions donc plus volontiers à la première hypothèse que nous avons émise, d'après laquelle notre prélat serait un frère de Malléus; cette circonstance nous permettrait d'établir sur le siège de Valence une succession non interrompue d'évêques de la même famille depuis Lambert jusqu'à Eustache, puisque notre Humbert, supposé frère de Malléus, serait ainsi de la famille des premiers comtes de Valentinois, aussi bien que Lambert, son prédécesseur, et que Pons, Odon, Gontard et Eustacho, ses successeurs.

L'épiscopat d'Humbert d'Albon est aussi obscur que son origine. Nous n'en savons que ce que nous en disent Chorier et Guichenon. Columbi, laissant de côté ses hypothèses fantasmatiques, le résume en ces termes : « Cette même année (1025), à Guigues succéda Humbert, fils de Guigues II, comte d'Albon; car Chorier a vu son nom dans des archives de famille sous la date de 1025. Il était à Rome en 1027, comme je l'ai rapporté pareillement d'après Guichenon ¹. »

Nous n'avons rien à ajouter à cette trop courte notice, sinon que le successeur d'Humbert, Pons, qualifié son neveu, apparaît dès l'année 1031 sur le siège épiscopal de Valence.

(A continuer.)

L'abbé CYPRIEN PERROSSIER.

Wigonis comitis, et uxoris ejus Adelsendis, filiorumque suorum Umberti et Wigonis.... (Cartul. de Saint-Chaffre, p. 24.)

(1) COLUMBI, *loco cit.*, p. 253.

GRIGNAN RELIGIEUX

(SUITE. — Voir de la 41^e à la 52^e livr.)

CHAPITRE XVII.

Capiscols, simples chanoines et autres bénéficiers du chapitre.

Les capiscols ou maîtres de chœur étaient chargés de faire exécuter les fondations et règlements, de noter les absences et les fautes commises.

Jacques Sabatier, capiscol dès 1540, élisait, par testament de 1563, sa sépulture « dans l'esglise Saint Jehan et au lieu où les aultres mess^{rs} les chanoines ont esté ensepevellis », mais vivait encore en 1566 et était remplacé en 1567 par Antoine Gaume, qui devint doyen avant 1585.

A César Chambon, capiscol en 1639, avait succédé, dès 1644, Nicolas Vigne, qui en 1667, encore capiscol, léguait 450 livres à l'hôpital de Grignan.

Louis-François Arnaud avait l'office en 1675 et 1679; puis paraît en 1705 Antoine Robert, frère de Marguerite Robert, morte à Grignan en odeur de sainteté. M. Robert, homme d'un haut mérite, était de plus dès 1709 grand-vicaire et official de Die en la partie de Provence. Il donna en trois fois à l'hôpital du lieu 1,174 livres et mourut après 1739. Joseph de Castillon, neveu du doyen Antoine de Castillon, était capiscol en 1753 et, comme tel, mettait en 1760 la dernière main à un travail manuscrit de 230 pages in-folio, intitulé *Mémoire des fondations*

de l'église collégiale St-Sauveur de Grignan, selon l'ordre alphabétique de ceux qui les ont faites, avec les distributions de leurs revenus, ensemble les processions et autres usages du Chapitre, par J. DE CASTILLON, capiscol du dit Chapitre, en M.DCC.LX.

Ce manuscrit, répertoire de ce que le capiscol avait besoin de savoir dans ses fonctions, se termine par la lettre de François I^{er} au pape, du 31 août 1539, pour le chapitre, et par la bulle de 1539. Il passa du dernier capiscol, M. Vigne, dans la famille de celui-ci et a été cédé aux archives de l'église de Grignan par M^{me} Vigne, mère de Mgr l'évêque de Digne.

Official de Die pour la partie de Provence jusqu'à sa mort, J. de Castillon eut à intervenir dans diverses affaires, où il se montra digne et poli, attaché à son chapitre et à ses privilèges, mais d'une fermeté de caractère qui le faisait parler haut même devant ses supérieurs.

Ainsi il répondait, le 6 mai 1781, à une lettre de l'évêque de Die : « L'honneur de votre lettre du 17^e du mois dernier m'a comblé de la plus vive joye de vous sçavoir en bonne santé et en même temps confusionné par les remerciements que vous voulez bien m'y faire. Je n'ai eû qu'un regret pendant votre séjour à Grignan, qui est de n'avoir pas eû la douce consolation de vous posséder plus longtemps... » Rien de plus chrétienement poli. Mais voici, dans la même lettre, qui prouve de la fermeté : « ... M. de Monval, notre doyen, vous a assuré que notre bulle de fondation n'a pas été fulminée ; il n'en sçait pas plus que l'enfant qui vient de naître.... Ce qui me fait quelque peine en ceci, c'est que vous, Monseigneur, et vos prédécesseurs nous ayez laissés jouir paisiblement et sans réclamation de nos privilèges depuis la fondation du chapitre, ce qui me paraît un consentement implicite et tacite à la fulmination de cette bulle de votre part, et une autorisation de tous nos droits énoncés dans cette bulle, surtout après son homologation dans divers parlements. » Puis, revenant au doux, il termine ainsi : « Ma sœur, sensible à votre précieux souvenir, prend la liberté de vous présenter icy ses respects. J'ai l'honneur d'être, etc. Castillon, official et capiscol. »

Pris en août 1781 d'un tournement de tête, qui l'empêchait d'aller à cheval, puis frappé le 25 janvier 1782 d'une attaque d'apoplexie séreuse après la première ablution de la messe, ce capiscol mourut quelque temps après, laissant une sœur, qui avait demeuré avec lui et qui possédait en 1790, à Côte-Chaude, une maison et un jardin séparés par la maison bénéficiaire des capiscols. Cette dernière avait au levant et au couchant une rue, au nord une maison privée et au midi un jardin.

Jean-François Vigne, prêtre du diocèse de Vaison, capiscol en 1790, mourut à Grignan, après y avoir travaillé en apôtre pendant et après la Révolution.

Des simples chanoines nous citerons seulement les suivants :

Nicolas Levoyer. Fixé à Grignan, comme neveu d'Hervée Liponartz, notaire en cette ville de 1440 à 1502, il était clerc en 1504, curé de Grillon en 1506 et 1525, maître ès arts et chanoine de Grignan en 1523 et 1543.

Galix d'Auriac. Prêtre à Grignan dès 1500, recteur en 1509 de la chapellenie de Sainte-Madeleine, fondée par Rixende Robert au grand autel de l'église de Sales, il était chanoine de Grignan en 1517 et 1524, mais décédé avant le 13 juin 1528, date où Jean d'Auriac, son parent, élisait sépulture dans son tombeau.

Antoine de Vifz, chanoine de 1539 à 1559.

Jean de Bosc, de 1539 à 1555.

Pierre de Farges, de 1550 à 1559.

Guillaume de Quatre-Vaulx, de 1565 à 1566.

Melchior de Rapellins, en 1636.

Étienne de Vivis, de 1639 à 1676.

François de Lolle, de 1654 à 1676.

Joseph-Marie Serratoris. Originaire de Valréas, il étudia la logique en 1658, sous Jacques Rimbaud, prêtre de la congrégation du Très-Saint-Sacrement et docteur en théologie, et fit sa métaphysique en 1659. Chanoine de Grignan en 1686, il était de plus official de Die en 1698, année où il légua 1,700 livres à l'hôpital de Grignan.

Raymond de Cruis, chanoine de 1686 à 1700.

Louis de La Salle, en 1728.

Jean-Antoine d'Astier de Monessargues, de 1730 à 1740.

Jean-Joseph de Castellane. Fils de Jean-François, seigneur de Novézan, mais originaire de Grignan et neveu du trésorier de Castellane, il était chanoine de Grignan dès 1738, année de sa nomination à l'abbaye de Saint-Léon de Toul.

Jacques-Sauveur de Calvi, de 1780 à 1790.

De La Roque, de 1780 à 1790.

Enfin, parmi les simples bénéficiers, remarquons les suivants :

Pierre de Fonts, sous-diacre en 1524, bénéficiaire en 1559.

Claude de Trambles. Sous-diacre depuis décembre 1554, il était prêtre bénéficiaire en 1561, année de son codicille contenant des legs à « Jehanne et Anthonye de Tremble », ses sœurs, et à « Blanche de Meysonasse, sa nièce ».

Phelibert du Pont, hebdomadier avant 1585.

Claude de Combis, chantre avant 1586¹.

CHAPITRE XVIII.

Confréries et associations pieuses.

A côté du chapitre, diverses confréries ont fait le bien. Disons quelques mots de celles qu'on connaît.

Confrérie du Saint-Rosaire. — En 1528, Jean d'Auriac légua 2 gros à Sainte-Marie du Chapelet (*Beate Marie du Chappellet*) de l'église de Grignan ; et, en 1538, Cl. Chaix, 6 sols tournois

(1) Minutes cit., *passim* ; — Collect. Devès et Morin-Pons ; — Arch. de la Drôme ; — Id. de la mairie, de l'égl. et de l'hôpital de Grignan ; — NADAL et LACROIX, Op. cit., *passim*.

« à la confreyrie de Notre-Dame de Greynhan ». Il s'agit sans doute ici de la confrérie du Saint-Rosaire. Mais celle-ci ne reparait pas jusqu'en 1609, date où elle a des biens et des statuts, et commence à recevoir des legs nombreux. Le 9 février 1640, Tholon, vicaire-général de Die, lui donne l'érection canonique. Installée en 1664 à l'autel de Saint-Joseph de Saint-Sauveur, elle avait en 1693, au bas de la nef de cette église, une chapelle enfoncée, munie d'un autel, de tableaux, d'ornements, vases et linges sacrés, pour la sainte messe et les divers exercices de cette confrérie. Mais ses revenus n'étaient que de 9 livres par an, augmentées il est vrai au XVIII^e siècle.

Détruite par la Révolution, elle fut rétablie par M. Brun, curé, en 1839, et prospère aujourd'hui.

Confrérie du Très-Saint-Sacrement. — Établie à Grignan avant 1540, année où M. Feschet dote de 1 sol « la lumière de la confrérie du Corps de Dieu de Grignan », elle disparaît jusqu'à 1603, année où rétablie elle reçoit de Mgr de Leberon l'érection canonique. En 1664, elle a à Saint-Sauveur un autel muni des ornements requis. En 1693, l'évêque de Die constate qu'elle fait son service avec piété au maître-autel de ladite église; qu'elle est gouvernée par « d'honnêtes gens », rendant compte chaque année devant l'official; que ses prieurs sont changés tous les ans; que son avoir est de 116 livres, dues par le comte de Grignan. Cette dette, encore à solder en 1732, était montée à 357 livres 4 sols 11 deniers, que M. du Muy, acquéreur du comté, eut à payer aux recteurs de la confrérie. Ce corps édifiant fut emporté par la Révolution.

Confrérie des Pénitents blancs. — Déjà florissante à Grignan en 1664, année où elle faisait son office à Saint-Vincent et où l'évêque lui prescrivait d'observer les statuts de la confrérie du Saint-Sacrement, de faire changer l'armoire où était enfermée la relique de saint Vincent, de faire enchâsser les fragments de cette relique « avec le reste d'icelle » et de pourvoir la chapelle d'un tabernacle décent et d'une chasuble pour les messes des morts, elle obtint en 1666 du comte de Grignan le dessus de l'audience, où elle fit une chapelle mieux à portée. Elle avait en

1693 une administration complète dans ses recteur, vice-recteur, conseillers et trésorier, annuellement élus. En 1785, son rôle lui attribue 23 débiteurs de pensions, dont l'un ne payait ni capital ni intérêts ; un deuxième figure avec chiffres en blanc, et les 21 autres faisaient ensemble 127 livres 17 sols 10 deniers par an, au capital de 2,539 livres 10 sols 3 deniers. Désorganisée par la Révolution et rétablie par M. Martinel, curé, cette société fait aujourd'hui son office particulier à Saint-Sauveur, où sa présence aux offices paroissiaux rehausse l'extérieur du culte divin.

Confrérie de Saint-Joseph. — En 1641, le R. P. Joseph Besson, de la compagnie de Jésus, établit à Grignan cette confrérie, dont on faisait en 1693 le service à la chapelle de Saint-Joseph, au bas du chœur des chanoines, du côté de l'Évangile. Le doyen Joseph de Ripert avait doté celle-ci d'un autel, avec balustrade autour, rétable en bois et accessoires. La corporation était bien dirigée en 1693 ; elle rendait ses comptes et changeait son prier chaque année devant l'official ; et l'évêque de Die, alors en visite, l'approuva et autorisa officiellement. Elle avait un tableau de saint Éloi.

Confrérie de Sainte-Luce. — Établie à Grignan pour les tailleurs, elle fut approuvée et autorisée le 11 décembre 1667 par M. Garnier, vicaire-général de Die. M. le chanoine Serratoris fonda pour elle une grand'messe, une basse et une bénédiction du Saint-Sacrement le jour de Sainte-Luce, 13 décembre, et donna pour cela au chapitre 200 livres en constitution de rente, le 7 août 1691. Il donna de plus pour le service religieux un autel, avec accessoires, balustrade en noyer autour et rétable en bois doré sur fond bruni blanc, avec tableau de sainte Luce. L'autel était en 1693 situé au bas du chœur des chanoines, du côté de l'épître et muni d'ornements. Un tableau de saint Roch était suspendu à côté.

Confrérie de Saint-Antoine. — Établie en 1669 dans la chapelle Saint-Antoine, elle était négligée en 1693.

Confrérie de Notre-Dame de Beaulieu. — Signalée par le procès-verbal de visite de Mgr de Die de 1693, qui dit que la confrérie

du Saint-Rosaire lui était unie. Elle avait son siège primitivement dans la chapelle de Notre-Dame, sur le diocèse de Saint-Paul.

Confrérie des Agonisants. — Établie au XVIII^e siècle, pour procurer aux agonisants les secours spirituels nécessaires, elle posséda quelques biens. On a encore des exemplaires de son règlement, imprimé exprès pour Grignan, où l'on en récite encore les prières tous les 5^{es} dimanches de mois, après vêpres ¹.

Confrérie de l'Immaculée-Conception. — Après la Révolution, M. Martinel établit pour les jeunes personnes une confrérie, dont on a encore le règlement imprimé et qui avait pour pratique la dévotion à Marie, ce qui permet de la rattacher à celle de l'Immaculée-Conception, que M. Brun lui substitua en 1839. Celle-ci, d'abord unie avec le Saint-Rosaire, afin d'en avoir les indulgences, en fut ensuite isolée et établie sur un pied grandiose, après la proclamation du dogme de l'Immaculée-Conception. Puis, en décembre 1866, M. Dorey, curé, lui obtint l'érection canonique et lui dressa un excellent règlement.

Il y a encore à Grignan d'autres confréries et associations, que leur établissement récent nous dispense de spécifier.

CHAPITRE XIX.

Institutions hospitalières et charitables.

Les premières institutions hospitalières et charitables qu'ait eues le monde sont l'œuvre de l'Église. Les *diaconies* établies par les apôtres s'étaient multipliées dans l'univers chrétien,

(1) Min. cit., *passim* ; — Arch. de l'égl. de Grignan, de M. Faure et de la Drôme ; — Collect. Devès ; — Arch. de la mairie et de l'hôpital de Grignan ; — NADAL, *Essai sur les Adhémar*, p. 219.

lorsque le triomphe avec Constantin de cette religion descendue du Ciel, qui nous prescrit d'aimer le prochain comme nous-mêmes, amena l'organisation de l'assistance chrétienne sur un plan plus vaste encore.

On éleva des asiles publics aux voyageurs, aux indigents, aux malades. Sous Justinien la bienfaisance revêtait déjà toute sorte de formes, et les fondations hospitalières ne furent jamais plus répandues en France que sous les Mérovingiens.

Impuissante à préserver ces charitables institutions contre les dévastations des Barbares du Nord, l'Eglise persista du moins toujours à les relever.

L'époque des Croisades est l'âge d'or des établissements hospitaliers, qui sous Louis IX étaient pour la plupart aux mains de corporations ou confréries.

Grignan prit part de bonne heure à cet élan de la charité chrétienne, comme le montrent les renseignements suivants sur ses diverses institutions de bienfaisance.

Hôpitaux. — Nous avons parlé plus haut de la chapelle de *Notre-Dame*, située à l'extrémité sud-ouest du cimetière de Grignan. Or, cette chapelle était subordonnée à une église dite de l'*Aumône* (*ecclesiam de Eleemosyna*), située comme elle et sans doute peu loin d'elle dans le diocèse de Trois-Châteaux. Cette église de l'*Aumône* fut, comme *Notre-Dame*, confirmée à l'abbaye de Tournus par les papes en 1105, 1119, 1132, 1144, 1179 et 1246¹.

Cette église étant attachée à une *aumône*, c'est-à-dire à ce qu'on a appelé plus tard un hôpital, Grignan avait donc avant 1105 un asile hospitalier, hors de ses murs, mais à une faible distance et dans la direction sud-ouest.

Nous ne savons si cet établissement, encore existant en 1246, disparut peu après, ou s'il est cet *hôpital de Grignan* aux pauvres duquel Bernard de Grignan, notaire, légua en 1347 une couverture de lit, pour l'amour de Dieu².

(1) CHIFFLET, JUÉNIN et MIGNÉ, Op. et loc. cit.

(2) « ... pauperibus ospitalis dicti loci de Graynhano unum lodisse amore Dei. » (Collect. Morin-Pons, minute, papier.)

Quoi qu'il en soit, ce dernier hôpital dut disparaître après 1347 ; car, après un silence de près d'un siècle sur tout établissement de ce genre à Grignan, on voit dame Alix Auriol, par testament du 21 juillet 1444, reçu Barast, léguer, pour servir d'hôpital, une maison située dans l'enceinte des remparts de Grignan, près du vieux four, et que la commune adaptait peu après à sa charitable destination.

Depuis la fondation d'Alix Auriol, de nombreux bienfaiteurs dotent l'asile charitable. Magdeleine, femme de noble Pons Garcin, lui lègue un sétier de blé, en 1474 ; Vital Bigon, une émine de blé, en 1476 ; Pierre Audran, un linceul, en 1480 ; Jacques Bouvier, 3 émines de blé, et Antoine de Versacle, de Grignan, 1 gros, en 1493 ; Jean Durand, 2 gros, et G. Vincent, curé de Grignan, 1 émine de blé, en 1495 ; etc.

Le service de cet hôpital fut confié à vie, en janvier 1475, par les syndics de Grignan à Guillaume de L'Orme, d'Auriple, et à sa femme, qui devaient « le bien gouverner, recueillir les pauvres de Jésus-Christ, les héberger et bien traiter, s'attirer ainsi honneur et aux syndics récompense devant Dieu », régir et garder décemment les biens, et en rendre compte, en temps requis, aux syndics. En 1510, les syndics confiaient ce service aux époux Lambert, qui le garderaient tant qu'ils le feraient bien, seraient chargés des fosses et sépultures des morts de l'hôpital, serviraient même en temps de peste et, pour leurs services, seraient exempts de toute imposition.

Grâce à cette administration vigilante des syndics communaux, qui en 1559 et en 1588 l'exercent de concert avec un recteur, nommé comme eux par le peuple, l'hôpital prend de l'importance et les dons affluent. Jeanne Adhémar, dame de Châteauneuf-Charbonnier, lègue 10 florins, en 1502 ; Jean d'Auriac, 2 linceuls, etc., en 1528 ; le chanoine Crozet, 1 gros, en 1530 ; le doyen Vache, un immeuble de 300 livres, en 1544 ; Peyronne Esparvière, 2 linceuls, en 1555 ; Pierre Roux, 2 pièces de terre à *l'estang de Rochecorbière*, en 1562 ; Pierre Giboz, 2 salmées de terre *aux Chirousses*, en 1565. Le 9 mai 1567, Gaspard Adhémar, comte de Grignan, suivant la volonté du

feu comte Louis, son oncle, cède 2 prébendes aux pauvres de l'hôpital, auquel Jeanne Simon donne en 1568 son héritage revenu à 758 livres et qui en 1570 est mis en possession d'une terre *au moulin* des biens de la confrérie de Saint-Sébastien.

Ces dons et une foule d'autres, que nous ne pouvons spécifier, permirent aux recteur et consuls de faire une amélioration. La position et les dimensions de la maison hospitalière étant trop restreintes, ces administrateurs acquirent du sieur Faure, pour le prix de 90 livres, un terrain spacieux situé au couchant de la ville, en dehors des remparts; et y firent construire une maison, où l'hôpital fut installé le 1^{er} novembre 1588.

Mieux on fait, mieux on veut faire. Les dons affluent de plus en plus. Jean-Thomas de Beauvoir lègue 100 livres en 1590; le comte Louis-François Adhémar 300 livres, en 1600; Adam de Sompi, abbé d'Aiguebelle, une pension de 18 livres au capital de 360, en 1607, et Marc de La Salle, celle de 48 livres au capital de 960, en 1618; Marquèze Gourjon donne 120 livres en 1637; etc.

Grâce à tant de dons, le revenu annuel était en 1644 de 580 livres, en dehors de la pension fixe de 4 salmées, soit 12 sétiers, de seigle, que le chapitre du lieu faisait chaque année et des 3 livres 12 sols de rente annuelle faits par le prieur de Sarçoux; outre quoi, les revenus de la cure de Grignan, en cas de vacance, étaient aux pauvres, assurait-on plus tard, d'après les comptes de 1782. Pour prévenir toute négligence de gestion, les recteurs, qui au XVII^e siècle étaient changés tous les ans, à la fête de Saint-Jean-l'Évangéliste, rendaient compte à sortie de charge. Les archives de l'hôpital conservent les comptes des recteurs de 1577 et des années suivantes.

Les dons continuent d'ailleurs. Jean Veyne lègue 100 livres, en 1646; la comtesse Marguerite d'Ornano, 1,400 livres, en 1655; le trésorier Chambon, 100 livres, en 1660. Le comte Louis-Gaucher Adhémar, que le *Catalogue des bienfaiteurs* de cette maison en dit le restaurateur, ordonnait, le 31 août 1661, que son corps serait porté à la sépulture par 6 pauvres de Grignan, dont chacun recevrait 3 livres; il léguait à l'hôpital 600 livres.

et ordonnait à ses héritiers d'acheter les pensions de moins de 100 livres dues à cet hôpital et faciles à se perdre, pour en former une rente forte et sûre, s'il ne pouvait faire l'achat lui-même ; et il léguait 600 livres pour une école, mais applicables, faute de celle-ci, à l'hôpital, qui hérita en effet de 60 livres de pension du chef du comte, mort le 4 août 1668.

Ce comte, recteur lui-même de l'hôpital en 1664, pour plus de moyen de donner aux pauvres « le couvert dans cet hospital, qui estoit depuis longtemps sans aucun consierge ny gardien », y établissait garde Pierre Achard, qui devait demeurer « actuellement dans le cartier établi pour le concierge, du cousté du levant », et ce pour 4 ans, aux gages de 24 livres par an. Achard devait prendre soin de l'hôpital et des meubles, y empêcher toute dégradation par les passants et autres, prendre soin des malades qui y pourraient arriver, « en donner nouvelles au recteur ou vicce recteur pour les adsister à leur nécessité », et maintenir les ustensiles.

Mais toujours les dons arrivent nombreux. Citons seulement les legs de 111 livres par Nicolas Vigne, capiscol, en 1667 ; de 100 par Nicolas Dubourg, officier de cavalerie, en 1670 ; de 800, avec charge de 6 messes, par Charles-Philippe Adhémar, chevalier de Malte, mort à Paris en 1672. Aussi les seuls revenus en argent étaient-ils de 810 livres en 1693, année où le recteur distribuait les secours, soit en pain, soit en argent, sur les rôles donnés par un *bureau de l'hôpital*, composé de l'official de Die, du sacristain, du bailli, des consuls et de visiteurs mensuels, et auquel il rendait compte à sa sortie.

Ce bureau se réunissait chez l'official, selon le règlement fait par l'évêque diocésain, qui rappela ce point aux administrateurs de 1716 et employa surtout sa visite en 1736 à dresser de nouveaux statuts pour cet hôpital et à faire rendre compte à beaucoup de recteurs de leur administration.

Quant au local, il consistait en 1693 « en deux petits corps de logis, avec trois membres l'un sur l'autre à chascun des appartements, et une galerie de communication, avec un petit jardin joignant, confrontant du levant Antoine Charles, du

couchant et bize chemins, et du vent Nicolas Joubert » ; et l'évêque de Die y trouvait tout « en bon estat » et « des chambres garnies de lits, celles des hommes séparées de celles des femmes ». Le service intérieur était fait par un concierge, habitant l'hôpital avec sa femme. Ceux-ci avaient soin des malades qui s'y faisaient transporter pour être servis, à 24 livres de gages. Une partie des revenus était employée au soulagement des indigents.

Il serait trop long d'énumérer les dons et donateurs qu'il y eut dans la suite. Mais nous devons au moins parler du principal bienfaiteur, Louis-Nicolas-Victor du Muy, comte de Grignan et maréchal de France, qui à sa mort, en 1775, avait donné en plusieurs fois et manières environ 40,000 livres à l'hôpital et dont le buste a justement la place d'honneur au salon de l'établissement.

Pour mieux vérifier le titre d'*Hostel-Dieu*, que celui-ci portait en 1693, cet homme généreux y fit d'abord en 1748 une *fondation de 2 sœurs hospitalières*. Cette fondation, bientôt augmentée, fut accompagnée d'écoles et d'un pensionnat, qui réclamèrent la construction de nouvelles salles et diverses modifications ; et comme les améliorations et l'augmentation des ressources rendaient l'établissement plus que suffisant pour Grignan, le comte, à raison de ses fondations, voulut que « tous les malades de la comté » eussent droit d'y être traités par les sœurs et logés dans les salles.

Malgré la présence de ces sœurs, qui étaient de la *congrégation du Saint-Sacrement*, fondée par l'abbé Agut, que sa colonie de Grignan avait en visite et le doyen de Monval pour communial le 24 septembre 1767, l'hôpital avait encore en 1764 pour servante « la Benezit », à qui on donnait 36 livres de gages. Mais ce fut la dernière année du service de cette femme et le commencement du service exclusif des sœurs, auxquelles on passa 10 livres 10 sols pour frais de voyage.

Chassées par la Révolution, ces sœurs, connues dans le Midi sous le nom de *sœurs de la Providence*, furent remplacées plus tard par les sœurs hospitalières du Saint-Sacrement,

fondées par le P. Vigne et que Grignan est heureux d'avoir encore et vénère pour leur dévouement. Elles tiennent, avec l'hôpital, les écoles de filles et une salle d'asile, ouverte en 1847.

Enfin, cet hôpital, restauré et complété depuis quelques années, est aujourd'hui pourvu de plus de 2,000 francs de revenu, provenant de rentes et biens-fonds. D'ailleurs, les legs de 2,000 francs, à charge de 5 messes par an, par l'abbé Peyrol, en 1847; de 600 francs par Marguerite Abram, en 1848; de 500 francs par Xavier Salamon, en 1849; de 500 francs par Pierre Chapouton, en 1854; de 1,600 francs, à charge de 5 messes annuellement en la chapelle de cet hôpital, par Jacques-François Chapouton, en 1856; de 60 francs de rente, au capital d'environ 1,500 francs et à charge de 2 messes par an, par M. Jacques Brun, curé, en 1857; de 2,000 francs par Auguste Bouchet, en 1861; de 300 francs par Antoine Loubet, médecin, en 1862; de 12,000 francs par François Chapouton, ancien juge de paix, en 1865, etc.; ces legs à l'hôpital, disons-nous, prouvent combien la charité est toujours en bonne voie à Grignan¹.

(A continuer.)

L'abbé FILLET.

(1) Minutes Long, *passim*; — Arch. de l'hôpital et de la mairie de Grignan, *passim*; — Arch. de la Drôme, fonds de Die; — LACROIX, *Invent. des arch. de la Drôme*, B. 1498, 1610; C. 1011; — Collect. et notes Devès; — Arch. de l'égl. de Grignan.

LE TRÉSOR DE LAVEYRON

(DROME)

(Nous devons cette intéressante notice et les planches qui l'accompagnent à M. le comte Fernand DE LA SIZERANNE, notre collègue.)

La numismatique gauloise, étudiée depuis quelques années avec autant d'ardeur que d'érudition, reste, malgré tant d'efforts, remplie d'incertitude et d'obscurité. Nous avons cependant un intérêt tout particulier à pénétrer les secrets des plus anciens monuments métalliques de notre nation. Des savants d'un mérite reconnu sont à l'œuvre. De remarquables travaux ont été publiés tant en France qu'à l'étranger. Joachim Lelewel, en Belgique, Senckler, en Allemagne, S. Birch et Jones Evans, en Angleterre, ont avec succès tourné leurs investigations vers cette étude. Mais, parmi nous, que de noms célèbres à citer : MM. Duchalais, E. Hucher, le M^{is} de Lagoy, de La Saussaye, Ch. Robert ¹ et de Saulcy ², le créateur de la numismatique gauloise.

(1) Nous devons à l'obligeance de M. Ch. Robert la communication des épreuves du catalogue raisonné de sa collection, ouvrage encore inédit, où nous avons puisé les plus utiles renseignements.

(2) M. de Saulcy nous a également confié le volume qu'il a formé avec les tirages à part de ses nombreux mémoires sur la numismatique gauloise et nous a puissamment aidé de ses conseils.

Nos collections publiques, si importantes, si remarquables, facilitent beaucoup les recherches des numismatistes. On y trouve réunis des matériaux précieux et déterminés aussi bien que nos connaissances actuelles permettent de le faire. Le musée de Saint-Germain, création récente, offre déjà néanmoins des documents divers et nombreux, qui révèlent bien des faits longtemps ignorés de la vie, des mœurs et de l'histoire de nos ancêtres.

Le cabinet des médailles, à la bibliothèque de la rue Richelieu, enrichi de la belle collection de Saulcy, possède maintenant la suite la plus considérable de monnaies gauloises. Les découvertes incessantes qui se font dans le sol même de la France pourront compléter, dans un avenir plus ou moins prochain, la plus ancienne série de notre numismatique nationale.

Beaucoup de noms de chefs, qui ne se trouvent ni dans les *Commentaires* de César, ni dans les ouvrages des autres historiens, nous ont été appris par les légendes des monnaies gauloises. Malheureusement le plus grand nombre de ces monnaies sont anépigraphes. Ces dernières médailles, ainsi que celles dont les attributions sont encore ignorées ou douteuses, ont été classées de diverses manières. On les a attribuées d'abord à des peuplades ayant habité les contrées où les pièces étaient plus fréquemment trouvées. Mais ce classement d'après les provenances a été sans fruit pour la science. Lorsque plusieurs exemplaires d'une monnaie avaient été recueillis dans une localité, on se hâtait de conclure qu'elle y avait été émise. Puis, la même monnaie se rencontrant plus souvent encore dans une autre région, on se voyait contraint de renoncer à la première attribution.

Procédant par comparaison, comme l'avait si heureusement fait l'immortel Cuvier pour les ossements des animaux fossiles,

MM. de Saulcy ¹ et Ch. Robert ² ont reconnu qu'il était préférable de grouper les médailles incertaines suivant le rapprochement des types, l'identité du style et la similitude des signes qui y sont représentés et aussi suivant le métal. De plus, le premier, en opérant une révision complète de la classification des monnaies gauloises, a réussi à donner les véritables attributions d'un certain nombre de pièces indéterminées ou inexactement décrites.

La Gaule, avant d'être réduite en province romaine, était divisée en républiques et en cités indépendantes, qui étaient gouvernées par des rois élus à vie ou par des conseils, dont les membres appartenaient au sacerdoce ou à la noblesse (*equites*). Les Druides exerçaient les fonctions politiques, privilège que la classe aristocratique partageait souvent avec eux; mais les commandements militaires étaient exclusivement réservés aux nobles. César cite dans ses *Commentaires* les noms de quarante-neuf chefs gaulois, auxquels il donne les titres les plus divers : *magistratus*, *princeps civitatis*, *rex*, ou bien il les désigne comme ayant été investis de la suprême dignité, etc. Ces chefs faisaient frapper des monnaies d'or, d'argent et de bronze.

On fondait en lames le métal. Ces lames, chauffées à blanc, étaient ensuite étendues au marteau. Quand les lames étaient à peu près de l'épaisseur voulue, on les découpait en carreaux, autant que possible de même poids. Puis on plaçait ces fragments rougis au feu sur un coin fixe, qui formait le relief de la face, et on frappait à l'aide d'une masse sur un coin mobile donnant le relief du revers. Les deux coins étaient

(1) Lettres à M. de Longpérier sur la numismatique gauloise, dans la *Revue de numismatique*. Nouvelle série, t. III, 1858, et suivants.

(2) *Numismatique de la province de Languedoc*.

bien maintenus par des tiges de fer, réunies au moyen d'une charnière; mais il arrivait souvent que le carreau glissait et n'était saisi que par une partie des coins. Les pièces ne recevaient alors que le tiers ou la moitié de l'empreinte. C'est à une fabrication aussi primitive qu'il faut attribuer cette quantité considérable de monnaies gauloises si incomplètes qu'il est nécessaire de réunir jusqu'à cinq exemplaires de la même pièce pour en avoir les figures et les légendes entières.

Les Gaulois, comme la plupart des Anciens, employaient des coins qui, n'offrant pas une grande résistance, étaient vite hors d'usage. On ne savait pas encore tremper les métaux, et bien que les coins ne servissent que pour frapper sur des carreaux rendus très ductiles par une forte chaleur, il fallait les renouveler après un tirage peut-être de quelques centaines de pièces seulement.

L'or, l'argent et le bronze n'étaient pas également employés dans toutes les régions de la Gaule. Le plus précieux de ces métaux était considéré, vers la fin de la République, comme le privilège du pouvoir militaire (*imperium*). C'est à ce privilège que César dut la faculté de frapper ses *aurei*. A l'époque où la monnaie d'or devint en Italie d'un usage régulier, la colonie grecque de Marseille, celles de Rhoda et d'Imporium, en Ibérie, étaient déjà placées sous la domination de Rome, qui ne permettait point aux populations qu'elle avait sous sa dépendance l'emploi de ce métal pour signe d'échange. Elles ne pouvaient se servir que de monnaies d'argent et de bronze. Les Gaulois du midi, en relations fréquentes avec ces colonies, durent adopter, pour leurs monnaies, les mêmes métaux que leurs voisins; mais ils amassaient sous forme de lingots d'immenses quantités d'or. Les Gaulois du centre et ceux de la Belgique, au contraire, moins riches assurément que ceux du sud, mais en continuels rapports par le commerce ou par la guerre avec les peuples du nord de la Grèce, où la monnaie d'or circulait.

en grande abondance, frappaient de l'or eux-mêmes, parce qu'ils avaient intérêt à imiter les espèces de ces nations. Il est même probable que les monnaies d'argent et de bronze ne furent en usage dans la Celtique de César que longtemps après les monnaies d'or. Ainsi, lors de l'expédition de Delphes (279 ans avant J. C.), ces peuples s'emparèrent de toutes les richesses qui se trouvaient dans le temple et rapportèrent dans leur pays d'innombrables philippes d'or.

« Dans l'antiquité comme au moyen-âge, dit M. Ch. Robert ¹, c'est par l'imitation des espèces des grands états et des peuples riches et commerçants que les états secondaires et les peuples naissant à la civilisation ont commencé d'ordinaire leur propre monnayage. » C'est ainsi que les divers peuples de la Gaule copièrent les uns le statère d'or de Philippe II de Macédoine, qui demeura très longtemps une sorte de monnaie internationale, en Occident comme en Orient; d'autres adoptèrent le type des drachmes grecques émises par les colonies de la côte d'Espagne, ou celui des bronzes circulant en Sicile ².

Ces imitations reproduisaient, d'une manière inconsciente, les images figurant sur les monnaies des peuples avec lesquels les Gaulois se trouvaient en contact. Ceux-ci conservèrent les types qu'ils avaient adoptés et continuèrent à frapper en métaux inférieurs jusqu'au concile de Narbonne, époque où Auguste leur retira la faculté d'avoir un monnayage particulier. Marseille, à cause de son importance et des services que cette colonie avait rendus à la République, conserva ses ateliers monétaires pendant que toutes les cités de la Gaule fermaient les leurs. Depuis César jusqu'à Auguste les types varièrent d'une contrée à l'autre. Certains peuples émettaient des pièces

(1) Catalogue inédit de sa collection.

(2) *Idem*.

mixtes, sur lesquelles figuraient d'un côté le nom du gouverneur romain et de l'autre le nom du chef gaulois.

On avait pensé, peut-être d'une manière trop exclusive, que la circulation du numéraire des Gaulois ne sortait guère des limites des contrées d'émission. Il est bien probable que les monnaies qui se trouvent plus particulièrement dans certaines localités ont pris naissance dans ces mêmes localités; mais on serait dans l'erreur de supposer que nos pères n'avaient pas, longtemps avant notre ère, des relations fréquentes avec des états lointains, où leurs espèces avaient cours. Le commerce a été de tout temps la véritable source de la prospérité des nations. Il cesse de se faire par voie d'échanges aussitôt que les peuples sortent de la barbarie. Dès lors, ils sentent la nécessité d'avoir le signe d'échange des centres les plus riches et les plus avancés en civilisation; ils peuvent ainsi donner plus de développement à leurs transactions et leurs monnaies circulent dans tous les pays où a lieu leur trafic. Il ne faudrait donc pas s'étonner de rencontrer dans les trouvailles faites dans le midi de la Gaule des monnaies de provinces du nord et réciproquement.

Six dépôts de pièces d'argent, imitées du monnayage des Romains, ont été en peu de temps mis à jour dans le Dauphiné et principalement dans le département de la Drôme : à Crest, à Valence, à Laveyron, à Moirans ¹, à Saint-Gervais et enfin tout récemment à Hostun.

Le nombre des pièces qui composaient ces trésors, contenues le plus souvent dans des vases en terre, variait entre 500 et 1,200.

(1) M. Gust. Vallier a publié sur cette trouvaille un mémoire remarquable, accompagné de deux planches, où sont décrites plusieurs des espèces que renfermait le trésor de Laveyron.

Pour nous, qui étudions avec amour notre histoire locale, nous devons recueillir comme un héritage sacré ces reliques de nos premiers ancêtres, toutes les fois que le hasard, après deux mille ans, nous en fait rencontrer dans le sol de notre cher pays. La Société d'archéologie de la Drôme compte au nombre de ses membres des savants d'un vrai mérite, dont les travaux sur la numismatique dauphinoise sont justement appréciés, entre autres MM. Henry Morin-Pons ¹, Ludovic Vallentin ², Florian Vallentin ³, Gust. Vallier ⁴, J. Roman ⁵ et Allmer ⁶. Ces honorables collègues, qui ont formé de pré-

(1) *Numismatique féodale du Dauphiné*, 1 vol. in-4°.

(2) *Observations sur les monnaies anonymes des évêques de Valence*, 1872, 16 p. in-8°, et *Nouvelles observations*, 1873.

(3) *Mythologie gauloise. Essai sur les divinités indigètes du Vocontium. — Le Dauphiné avant l'histoire : 1° Les âges de pierre et de bronze dans l'arrondissement de Montélimar*. Grenoble, Maisonville, 1878. In-8° de 35 p., avec carte. 2° *Sépultures préhistoriques découvertes dans les Hautes-Alpes*. Grenoble, Maisonville, 1878. 7 p. in-8°. — *La voie romaine de l'Oisans et son réseau*. (Bulletin de l'Académie delphinale, 1877.)

(4) Les ouvrages de M. Gust. Vallier sur la numismatique sont trop nombreux pour que nous en puissions donner la liste ; nous nous contenterons d'en citer les principaux :

Médailles romaines inédites. (Revue belge de numismatique.) Une médaille de Tetricus et de Probus. Grenoble, 1874. — *Le nouveau trésor des fins d'Annecy*, 1871. — *Découvertes de monnaies romaines et d'un bracelet d'argent à Saint-Vincent-de-Mercuze (Isère)*. Grenoble, 1870. — *Numismatique mérovingienne de Grenoble*. Paris, 1870. — *Numismatique féodale du Dauphiné. Pièces inédites*. Grenoble, 1870. Bruxelles, 1877. — *Quelques mots sur les découvertes archéologiques et numismatiques de Francin, près de Montmélian*. Chambéry, 1877.

(5) Ce numismatiste possède dans sa collection 1,200 pièces particulières au Dauphiné. Il est l'auteur de la carte numismatique du Dauphiné. — *Mélanges de numismatique*, 1877. Méreaux et jetons ecclésiastiques du Dauphiné.

Tous ces mémoires ont paru dans l'*Annuaire de la Revue française de numismatique et d'archéologie*.

(6) Ce savant épigraphiste s'est également occupé de numismatique.

cieuses collections, ne cessent de poursuivre leurs intéressantes recherches.

La Drôme, située sous un heureux climat, dans une des plus fertiles vallées du monde, offrait un asile favorable et bien fait pour retenir les populations que les migrations y amenaient. Les premiers colons de notre beau pays, traversé par un grand fleuve, ne tardèrent pas à devenir agriculteurs, marchands, industriels, navigateurs même, et durent, dès lors, adopter et multiplier le signe d'échange des grands états avec lesquels ils opéraient leurs transactions.

Une contrée si anciennement cultivée renferme encore, dans les profondeurs de son sol, bien des vestiges du séjour des peuples qui l'ont successivement habitée. Il ne faut donc pas nous étonner de ces nombreuses découvertes de monnaies dans un pays qui fut certainement l'un des plus riches de la Gaule. Que l'attention de nos numismatistes soit sans cesse tenue en éveil. Ils doivent conserver l'espoir de rencontrer des pièces inédites ou au moins quelques-unes de ces raretés tant enviées, bonne fortune qui procure de bien vives émotions aux collectionneurs passionnés, quand elle ne fournit pas des documents nouveaux à l'histoire.

Au printemps dernier, un cultivateur d'Andance avait trouvé, en bêchant le jardin qu'il possède sur le territoire de la commune de Laveyron (Drôme), une certaine quantité de monnaies gauloises. Le savant archiviste de Valence, M. Lacroix, se rendit sur les lieux et par son entremise nous pûmes acquérir non-seulement une série des types composant cet antique dépôt, mais encore des exemplaires de toutes les variétés, et, de plus, on a mis à notre disposition la totalité des pièces provenant de la trouvaille. Il nous a été permis de les examiner une à une; aussi pouvons-nous, en parfaite connais-

sance de cause, en donner une analyse exacte. Mais, auparavant, il est indispensable de parler du lieu où la prudence, peut-être l'avarice, avait depuis longtemps enfoui ce petit pécule.

La station de *Figlinæ*, qui figure sur la carte de Peutinger et sur les itinéraires, devait se trouver dans le voisinage des lieux qu'occupe aujourd'hui le village de Laveyron. A l'époque où fut construit le pont de Bancel (un des écarts de la commune de Beausemblant), on découvrit dans les travaux une borne milliaire. Un antiquaire a constaté, en plusieurs endroits de cette contrée, l'existence de vieux murs romains émergeant en certains lieux d'un à deux mètres au-dessus du sol. Ces murs en ruines affectent la forme d'un carré de 3 à 400 mètres de côté, ayant le Rhône pour base. Tout le reste de l'enceinte, à l'ouest et au nord-ouest, s'étend dans une plaine bornée par le fleuve et située à cinq kilomètres au nord de Saint-Vallier. Tout semble indiquer un établissement romain dont la construction est antérieure à notre ère. On a reconnu l'existence d'un commencement de glacis, à environ deux mètres de profondeur. Les murs restants, avec leurs fondations, présentent une épaisseur de plus d'un mètre. Ils sont en ciment et en grès des environs de Saint-Vallier. Des fragments de poteries et de tuiles romaines abondent dans cette vaste enceinte. Quelques-uns de ces débris sont ornés de bas-reliefs d'un beau style ; malheureusement les moules qui ont servi à les faire étaient usés. Les détails n'existent plus, mais les lignes restent habilement indiquées. On y remarque des dieux et des déesses, ainsi que des animaux : des lions, des biches et des chiens. Un lion surtout nous a paru admirablement modelé. Sur quelques fragments de vases se lisent des noms de potiers : *Cambus f(ecit)*, *Potitini m(anu)*. On y rencontre moins de débris de poteries gauloises, faciles à reconnaître à leur extrême simplicité. Un chemin allant au Rhône partageait cet établissement en deux parts égales. Près de ce

chemin existe une sorte de fosse ronde, en forme de puits, ayant à peu près deux mètres de profondeur. Les parois, à l'intérieur, offrent une terre argileuse calcinée par le feu. Cette fosse contient des fragments d'ossements humains et d'ossements d'animaux domestiques à demi consumés et une couche d'environ trente centimètres de cendres. Était-ce une de ces excavations comme on en pratiquait après de sanglantes batailles pour brûler les cadavres? Nous l'ignorons. En tous cas, c'est dans cette enceinte et près des fondations du mur du midi que la trouvaille de monnaies a été faite. Ces monnaies étaient renfermées dans une urne gauloise, malheureusement brisée; nous en possédons des fragments. Ils sont en terre noire, d'un grain assez grossier.

Le trésor découvert à Laveyron se composait de 562 pièces, appartenant toutes à une seule espèce de monnaie. Ce sont des *quinaires* imités du monnayage de la République, dont le poids varie entre 1 gr. 90 et 2 gr. 50. Ils sont en argent fin et pas toujours de même dimension. Ces monnaies ne sont presque jamais rondes, mais très imparfaitement ovales. Beaucoup ont été surfrappées, et celles-là présentent des images confuses. Selon les peuplades auxquelles elles appartiennent, les unes offrent des figures barbares et les autres, au contraire, ont une valeur artistique réelle.

ATTRIBUTIONS ET TABLEAU D'INVENTAIRE DE CES PIÈCES .

		NOMBRE	POIDS	DIMENSION
1°	Ligue formée contre Arioviste.	424	1 gr. 90 à 2 gr. 20	13 à 16 ^{mm} .
2°	Allobroges.	75	2 gr. 30 à 2 gr. 50	13 à 14 ^{mm} .
3°	Volkes arécomikes.	61	2 gr. 30 à 2 gr. 40	14 à 15 ^{mm} .
4°	Éduens.	1	1 gr. 98 »	14 »
5°	Massaliotes.	1	1 gr. 65 »	9 »
	TOTAL. . .	562		

IMITATIONS GAULOISES DE MONNAIES
DE LA RÉPUBLIQUE

I

LIGUE GAULOISE CONTRE ARIOVISTE ET LES GERMAINS
ET CONTRE LES HELVÉTIENS

Les monnaies que nous attribuons, d'après M. de Saulcy, à cette ligue offrent invariablement au droit une figure féminine, coiffée d'un casque ailé, qui n'est autre que la reproduction de la tête de Pallas, si souvent représentée sur les monnaies dites improprement consulaires, et au revers un cavalier galopant à droite, une longue lance tendue horizontalement, un *paludamentum* flotte sur ses épaules. Entre les pieds du cheval, on lit : COMA, ou BRI, ou COV, ou CAND.

Les légendes qui se trouvent sur le côté de la face sont les suivantes : $\Upsilon \text{R} \text{V} \text{E}$, BRI, BRICO, CO(OV), OAD, VIID. Faut-il voir dans ces légendes des abréviations de noms géographiques ou des noms de chefs? On n'a aucune donnée certaine à cet égard. M. de Saulcy inclinerait pour la dernière hypothèse. M. Ch. Robert dit également, dans son catalogue inédit, qu'il ne faut accepter qu'avec une extrême prudence les ethniques dans les légendes des monnaies gauloises.

Le cavalier est certainement une réminiscence des deniers de la République au type des Dioscures (Castor et Pollux). On représentait toujours sur les médailles romaines les fils de

Jupiter et de Lédæ, à cheval et galopant ensemble. On peut s'étonner de ne voir figurer sur les monnaies gauloises qu'un seul de ces inséparables frères, qui étaient la déification de l'amitié la plus étroite. Là où d'autres peuvent voir une anomalie nous aimons à reconnaître une intention très rationnelle. Ce type était, on en conviendra, bien choisi pour figurer sur les monnaies d'une confédération de peuplades ayant la même langue, la même foi, les mêmes intérêts. On jurait par les Dioscures comme on jurait par le Styx ; car on leur supposait le pouvoir de prolonger les jours des mortels. Seulement, les femmes prenaient à témoin Castor et les hommes Pollux. Il ne faut donc pas s'étonner qu'une confédération de guerriers, empruntant à un grand peuple les symboles de son monnayage, ait voulu donner au pacte qui les unissait la sanction d'un serment solennel, en représentant celui des Dioscures au nom duquel ils avaient juré de combattre pour la même cause.

Dans toutes les découvertes de monnaies gauloises au type du cavalier, on a observé que les pièces qui portent la légende COMA sont de beaucoup les plus nombreuses. Cette légende se présente d'une foule de manières. Voici les principales variations que nous avons remarquées parmi les pièces du trésor de Laveyron :

- 1° COM , sans aucune trace de la lettre finale.
- 2° OMA, sans aucune trace de la lettre initiale.
- 3° C OMA } le c ou co du côté de la queue du cheval
- 4° CO MA } et OMA ou MA sous le ventre.
- 5° coMA, la première syllabe en petits caractères et la seconde en caractères beaucoup plus grands.
- 6° COMA, en caractères de même dimension, l'A quelquefois n'étant pas barré.
- 7° COMΔ, l'A ayant la forme d'un delta.
- 8° COMA, les deux dernières lettres unies.

9° COMA, en caractères plus petits, de même dimension et le mot souligné d'un trait.

10° COMA/, on pourrait supposer COMAN, mais la dernière lettre est à peine marquée. Nous doutons même de l'existence de l'N; dans tous les cas, il est mal indiqué et réuni à l'A, qui l'est lui-même à l'M.

Quelquefois une roue à quatre rayons est gravée dans le champ¹, et du côté de la face, une branche à cinq baies (peut-être un rameau de gui?), emblème encore inexpliqué.

Si les types de la face et du revers sont constamment les mêmes, les légendes, au contraire, sont tellement diverses qu'on en découvre chaque jour de nouvelles. M. de Saulcy² en a relevé 58 très distinctes. Le trésor de Laveyron nous en a révélé d'inédites, dont nous allons donner la description. Cette multiplicité de légendes rend la série des quinaires gaulois au type du cavalier excessivement intéressante; malheureusement il plane un doute profond sur les attributions des pièces qui la composent. Selon l'illustre numismatiste que nous venons de citer, l'émission de ces monnaies pourrait remonter à l'époque où les Séquanes et les Éduens s'allièrent pour chasser les Germains, c'est-à-dire à l'an 63 avant J. C. Elles auraient ensuite été en usage dans toute la confédération gauloise jusqu'à l'invasion des Helvétiens, qui eut lieu 58 ans avant notre ère. Comme le type des Dioscures se reproduit sur un grand nombre des

(1) Cette roue, qu'on observe sur un grand nombre de pièces gauloises, représente, selon MM. Raoul Rochette et de La Saussaye, le disque à quatre rayons qui se plaçait sur le trépied servant à rendre les oracles dans le temple de Delphes. Ce serait le symbole d'Apollon Pythien. Quoi qu'il en soit, cette roue joue un grand rôle dans le monnayage des Massaliotes et paraît sur les monnaies des Volkes arécomiques, des Allobroges, des Éduens, des Séquanes, etc. Apollon ou Bellinus était la personnification du système philosophique et religieux des Druides. Il ne faut donc pas s'étonner de le voir sur les monnaies d'un peuple soumis à l'autorité de ses prêtres.

(2) Lettre XI^e à M. de Longpérier, dans la *Revue numismatique*.

monnaies de la République, il devient difficile de chercher dans cette imitation une date approximative. Dans le laps de cinq années, assigné à l'existence de la ligue, les différentes cités qui firent frapper des quinaires au cavalier durent changer souvent de chefs, si l'on en juge par la diversité des noms gravés sur ces pièces. Nous ferons observer aussi que le style et la fabrication présentent des différences notables et nombreuses.

Le trésor de Laveyron nous a offert les variétés suivantes :

ΥΡΥΞ. — Au droit, cette pièce si remarquable ne porte d'autre empreinte que celle de la légende, qui présente des formes bien accusées et d'une parfaite netteté. Une variété de la même pièce existe au Cabinet de France. Elle est indiquée dans le catalogue comme ayant la légende OLTVBA. L'exemplaire que nous possédons pourra servir à rectifier cette lecture, qui est certainement incorrecte. M. Maxe Werly, le numismatiste si habile à déchiffrer les légendes gauloises, a comparé attentivement les deux exemplaires. Il a cru pouvoir rétablir ainsi celle de la pièce de Laveyron ΥΡΥΞΟ, soit OBDVRV. Hâtons-nous de faire remarquer que la lettre Υ doit être une lettre double et non un O ou un V. M. Muret, l'un des conservateurs du Cabinet national, propose d'y reconnaître les lettres D et V liées entre elles, et dès lors cette légende présente une lecture acceptable : OBDVRV.

Revers. — Le type des Dioscures réduit à un seul personnage. COA (COMA) entre les jambes du cheval. Pièce inédite et unique. Poids 2 gr. 175. Planche I, figure 1.

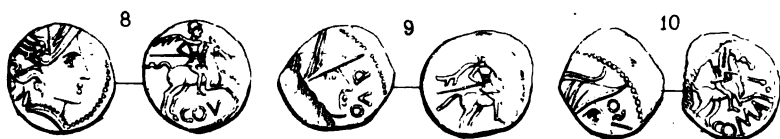
BR. — Tête de Pallas, à droite; une branche avec cinq baies. BR devant le profil de la déesse.

Revers. — Le cavalier lancé au grand galop. Une roue à quatre rayons. La légende COMA montant à droite. 54 exemplaires d'un poids moyen de 2 gr. 200. Pl. I, fig. 2.

BRI. — Tête de Pallas, à droite, coiffée d'un casque ailé. Devant le profil BR; au-dessus de la visière du casque I (BRI).

IMITATION GAULOISE DE MONNAIES DE LA RÉPUBLIQUE.
Ligue contre les Germains et les Helvètes ?

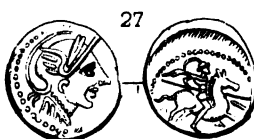
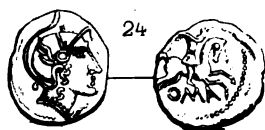
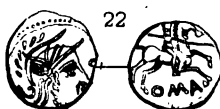
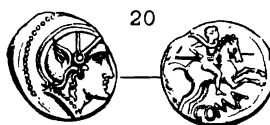
Planche I



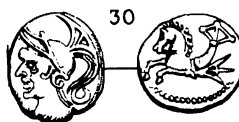
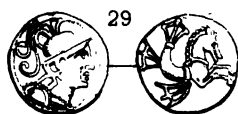
Dardel 20

Imp. D. Vernet





ALLOBROGES



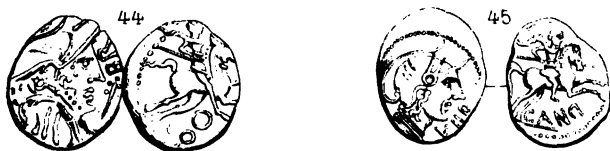
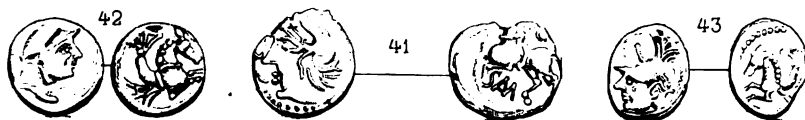




VOLKES ARECOMIQUES



ADDITIONS





Revers. — Le cavalier lancé au galop. COMA entre les jambes du cheval. 50 exemplaires exactement du même poids, 2 gr. 200. Pl. I, fig. 4.

BRI. — Buste de Pallas, à droite, au casque ailé; le cou orné d'un collier de perles; les épaules recouvertes d'un *peplum*. Même disposition pour la légende; une branche à cinq baies devant le profil.

Revers. — Le cavalier. Une roue sans rayons. CO entre les jambes du cheval marchant au trot. 1 exemplaire du poids de 2 gr. 200. Pl. III, fig. 44.

BRI. — Tête de Pallas, à droite, au casque ailé. Devant le profil BR; au-dessus de la-visière du casque I (BRI).

Revers. — Le cavalier. Entre les jambes du cheval BRI. 58 exemplaires d'un poids moyen de 2 gr. 200. Pl. I, fig. 3.

Avers incus.

Revers. — Le cavalier. Entre les jambes du cheval BRI; un trait souligne le mot BRI et en relie les lettres, fait qui n'a pas encore été signalé. Pièce unique. Poids 2 gr. 170. Pl. I, fig. 5.

BRICO. — Tête de Pallas, au casque ailé, à droite. BRICO devant le profil.

Revers. — Le cavalier. Entre les jambes du cheval coMA, les deux dernières lettres un peu plus grandes; l'A n'est pas barré. Pièce d'un assez bon style. Poids 2 gr. 150; 2 autres exemplaires d'un poids moyen de 2 gr. 200. Pl. I, fig. 6.

(BR)ICO. — Tête casquée de Pallas, à droite. Devant le profil ICO.

Revers. — Le cavalier. Entre les jambes du cheval COMA, en lettres de même dimension. 3 exemplaires. Poids 2 gr. 200. Pl. I, fig. 10.

CO. — Tête casquée de Pallas. Devant le profil CO(OV). Pièce d'un assez bon style.

Revers. — Type semblable au précédent. La légende manque. 1 exemplaire. Poids 2 gr. 200. Pl. I, fig. 7.

C O. — Tête casquée de Pallas. C à peine apparent devant le cou, orné d'un collier de perles; O devant le front du profil.

Revers. — Le cavalier. COV entre les jambes du cheval. 3 exemplaires d'un poids moyen de 2 gr. 190. Pl. I, fig. 8.

OAD. — Même tête de Pallas au casque ailé. OAD devant le profil. Légende nouvelle, dans laquelle on ne saurait rechercher aucun des mots décrits, CAND, COOV, COV, etc.

Revers. — Le cavalier. La légende manque. Pièce oxydée surtout de ce côté. Unique et inédite. Poids 1 gr. 910. Pl. I, fig. 9.

VIID. — Tête casquée de Pallas, à droite. VIID devant le profil.

Revers. — Le cavalier. Entre les jambes du cheval COMA, les deux dernières lettres unies. 21 exemplaires. Poids moyen 2 gr. 200. Pl. I, fig. 11.

VIID. — Même avers que le précédent. Le cou orné d'un collier de perles.

Revers. — Le cavalier. Entre les jambes du cheval CANQ. Les deux premières lettres sont soulignées d'un trait et le Q est renversé. 1 exemplaire. Poids 1 gr. 150. Pl. III, fig. 45.

VIID. — Tête casquée de Pallas, à droite. VIID devant le profil.

Revers. — Le cavalier. ¹Λ (COMA) entre les jambes du cheval. Un exemplaire. Poids 2 gr. 200. Pl. I, fig. 12.

Λ. — Tête casquée de Pallas, à droite, le cou orné d'un collier de perles. Devant le profil Λ.

Revers. — Le cavalier. La légende COMA, ayant le c entre la queue et les jambes postérieures du cheval et OMA sous le ventre. 1 exemplaire. Poids 2 gr. 200. Pl. I, fig. 13.

Tête de Pallas, à droite, le cou orné d'un collier de perles.

Derrière le casque se trouvent des lignes, accidents de la frappe, qui formeraient la légende incuse LV ou LVL.

Revers. — Le cavalier. COMA sous le ventre du cheval. 1 exemplaire. Poids 2 gr. 200. Pl. I, fig. 14.

Tête de Pallas, à droite, avec le casque ailé. On aperçoit les plis du *peplum* autour du cou, orné d'un collier de perles. Anépigraphe du côté de l'avvers, comme celles qui suivent jusqu'à la fig. 28, pl. II.

Revers. — Le cavalier. COM entre les jambes du cheval. 10 exemplaires. Poids 2 gr. 200. Pl. I, fig. 15.

Tête de Pallas, à droite, avec le casque ailé. Le cou est orné d'un collier de perles.

Revers. — Le cavalier. OMA entre les jambes du cheval. 60 exemplaires. Poids 2 gr. 200. Pl. II, fig. 16.

Tête de Pallas, à droite. Incomplète; d'un assez bon style.

Revers. — Le cavalier. Entre les jambes du cheval COM; un trait souligne et relie les lettres. 3 exemplaires. Poids 2 gr. 200. Pl. II, fig. 17.

Tête de Pallas, à droite. Des mèches de cheveux tombent sur le cou, orné d'un collier de perles.

Revers. — Le cavalier. COM entre les jambes du cheval. 1 exemplaire. Poids 2 gr. 200. Pl. II, fig. 18.

Tête de Pallas, à droite. Autre variété d'un bon style.

Revers. — Le cavalier. La légende est à peine apparente. 1 exemplaire. Poids 2 gr. 200. Pl. II, fig. 19.

Tête de Pallas, à droite. Autre variété d'un bon style.

Revers. — Le cavalier. COMA entre les jambes du cheval. 1 exemplaire. Poids 2 gr. 200. Pl. II, fig. 20.

Tête de Pallas, à droite. Variété d'un module plus petit; mais le relief de l'effigie a beaucoup plus d'épaisseur.

Revers. — Le cavalier. COMA en lettres plus petites, à peu près de même dimension. 1 exemplaire. Poids 2 gr. 200. Pl. II, fig. 21.

Tête de Pallas, à droite. Le cimier du casque est orné d'un feuillage? De même module que le précédent.

Revers. — Le cavalier. La légende OMA. 1 exemplaire. Poids 2 gr. 200. Pl. II, fig. 22.

Tête de Pallas, à droite. Autre variété d'un module plus petit encore.

Revers. — Le cavalier. Anépigraphe. 1 exemplaire. Poids 2 gr. 200. Pl. II, fig. 23.

Tête de Pallas, à droite, le cou orné d'un collier de perles. D'un module ordinaire.

Revers. — Le cavalier. OMA sous le ventre du cheval. 1 exemplaire. Poids 2 gr. 200. Pl. II, fig. 24.

Buste de Pallas, à droite; le cou orné d'un collier de perles; drapé d'un *peplum*.

Revers. — Le cavalier. COMA entre les jambes du cheval. L'A final prend la forme d'un delta. 110 exemplaires. Poids 2 gr. 200. Pl. II, fig. 25.

Buste de Pallas, à droite, drapé d'un *peplum*. Une branche à cinq baies devant le profil. Pièce ayant beaucoup d'analogie avec celle de la pl. I, fig. 2.

Revers. — Le cavalier. coMA, en lettres d'inégales dimensions, entre les jambes du cheval. Au-dessus de la légende une roue à quatre rayons. 30 exemplaires d'un poids moyen de 2 gr. 200. Pl. II, fig. 26.

Buste de Pallas, à droite. Autre variété du même type.

Revers. — Le cavalier. La légende manque. 1 exemplaire. Poids 2 gr. 200. Pl. II, fig. 27.

Buste de Pallas. Autre variété.

Revers. — Incus. 1 exemplaire. Poids 2 gr. 200. Pl. II, fig. 28.

La ligue gauloise formée contre les Germains et les Helvétiens, œuvre de la politique romaine, eut une importance qui

paraît attestée par la quantité énorme de numéraire qu'elle a émis et que l'on trouve encore en abondance dans le sol de toute la région alpestre. Les quinaires gaulois sur lesquels on lit COMA sont excessivement communs. On serait porté à penser que ce nom est celui du chef qui avait été revêtu de la suprême autorité. Malheureusement ce nom est lettre close pour l'histoire. Sur quelle contrée ce personnage a-t-il exercé sa domination ? Nul ne saurait le dire.

On avait proposé d'attribuer les abréviations BR, BRI à *Brigantium* (Briançon). Celles des pièces qui offrent du côté de la face la légende BRI et au revers le mot COMA ou COMAN semblaient pouvoir être interprétées : *Coman*, chef des Brigantins. Mais la légende BRICO a démontré que ce ne pouvait être qu'une supposition.

« Je ne me hasarderai pas, dit M. de Saulcy, à proposer des applications plus ou moins vraisemblables de ces différentes légendes et je me bornerai à faire remarquer que de même que la légende *Epad.* s'applique au nom *Epasnactus*, la syllabe VIID¹ pourrait peut-être se lire VES(*ontio*), aussi bien que représenter l'abréviation du nom des Védientiens. La légende BR, BRI, BRICO (cette dernière existe bien réellement et j'en possède un bon exemplaire) ne paraît pas représenter *Brigantium* (Briançon), précisément à cause de la forme BRICO. Serait-ce *Bricomagus*, pour *Brocomagus* ou *Brencomagus*, la Brumatte de l'Alsace, ainsi que le pensait Bouteroue ? C'est fort douteux. D'ailleurs, à priori, je suis disposé à chercher autre chose que des noms de villes dans les légendes gauloises, bien qu'il y

(1) Nous avons constaté dans des inscriptions très anciennes que l'E était remplacé par H, forme qui rappelle l'éta, H, de l'alphabet grec. M. Maxe Werly, qui a étudié cette question dans son remarquable travail sur les monnaies antiques de l'oppidum de Bovilles, a, comme nous, reconnu le fait.

ait quelques exceptions certaines, mais en bien petit nombre, par exemple pour Sens et Rouen, *Agedencum* et *Rotomagus*¹. Je rappellerai la légende des pièces de cuivre d'*Epasnactus*, le chef arverne, sur lesquelles on lit : CIEUDV BRI. Peut-être y a-t-il quelque liaison entre cette légende et celle des quinaires d'argent² ?

» Quant au nom de Coman, il ne paraît pas pour la première fois sur nos médailles. Lorsqu'une colonie phocéenne, conduite par Euxène, vint fonder Marseille, elle aborda sur le territoire des Sigobriges, peuplade gauloise, dont le chef s'appelait Nannos, Euxène épousa la fille de ce Nannos et reçut en dot le territoire sur lequel il était venu prendre terre.

» Le fils et successeur de Nannos s'appelait Conan. Ainsi que tu l'as rappelé à propos de mes monnaies, ce nom n'est donc pas d'une forme étrange qui doive nous étonner³. »

Les légendes CO(OV), COV et CAND n'ont encore donné lieu à aucune interprétation. Il en est de même des deux nouvelles, OBDVRV, OAD, dont nous venons de signaler l'existence.

M. Ch. Robert fait quelques remarques relativement à l'attribution proposée pour les quinaires *au type du cavalier* par son éminent collègue de l'Institut, remarques que nous croyons utile de reproduire, afin de ne rien omettre de tout ce qui peut éclairer une question très controversée de la numisma-

(1) Plusieurs numismatistes mettent en doute l'existence de pièces gauloises pouvant être attribuées avec certitude à Sens et à Rouen.

(2) Sur la fameuse inscription du colossal trophée des Alpes, dont neuf fragments se trouvent au musée de Saint-Germain, est mentionné le nom d'un peuple, les *Brigiani*, sur lequel on n'a pas de renseignements certains, mais qui devait avoir son domaine dans la vallée de la Durance. On pourrait aussi attribuer à cette peuplade la légende BRI ; mais rien n'autorise une semblable interprétation.

(3) Lettre XI^e à M. de Longpérier, *Revue numismatique*.

tique gauloise. « Je sais que les villes grecques confédérées avaient des types monétaires communs et activaient au moment de la guerre la fabrication d'espèces qui servaient à payer leurs mercenaires. Mais les Gaulois du revers des Alpes, à l'attaque des Germains, étaient-ils bien en situation de commencer un monnayage ? Ils allaient faire une guerre nationale sans mercenaires et devaient, une fois engagés, vivre sur le pays et par réquisitions, comme le font encore, dans les circonstances critiques, les peuples les plus civilisés. Le prototype romain était fort ancien et a pu être copié avant l'arrivée d'Arioviste. Je serais donc disposé à croire que les quinaires pseudo-romains qui nous occupent ont commencé à être frappés à l'époque où les relations entre l'Italie et la Gaule sont devenues plus fréquentes, soit avant l'arrivée des Romains dans les Alpes Maritimes, soit après. Les plus récents pourraient être du temps de César ¹. »

Les quinaires au type du cavalier provenant de la trouvaille de Laveyron paraissent avoir été cachés peu de temps après leur fabrication. Nous n'en avons rencontré qu'un seul de complètement fruste. Leur état de conservation est si remarquable que ceux que nous avons soumis à un nettoyage par l'eau acidulée ont laissé reparaitre les nuances irisées qu'avait données au métal la haute chaleur à laquelle on l'avait porté au moment de la frappe ; on dirait ces monnaies faites d'hier. Leur fabrication annonce une grande négligence ou un outillage bien imparfait. Il semble qu'elles ont été produites à la hâte.

En examinant les monnaies de Laveyron, nous avons observé des différences presque dans chaque pièce, et ces différences accusent assurément l'emploi d'un grand nombre de coins, preuve évidente que les matrices ne pouvaient servir qu'à tirer un petit nombre d'exemplaires.

(1) Catalogue inédit de sa collection.

Parmi ces pièces, il s'est trouvé un exemplaire qui était fourré. On appelle ainsi un genre de fausse monnaie, fort répandue à Rome dès l'époque républicaine. On la faisait en étendant une feuille d'argent sur un carreau de bronze ; on frappait ensuite les deux métaux réunis. Le poids de la pièce fourrée ne dépasse pas 1 gr. 50.

II

ALLOBROGES

Nous ne saurions retracer exactement les limites des diverses contrées de la Gaule. Les peuples qui les occupaient avaient la même langue, souvent les mêmes lois et s'assemblaient chaque année dans un *concilium* général. Il existait des liens plus ou moins étroits de patronage et de clientèle entre les nations puissantes et les nations faibles ; en sorte qu'en l'absence de documents il est difficile de ne pas confondre leurs possessions respectives. Des pactes, dans des circonstances graves, les groupaient temporairement sous l'autorité d'un seul chef. Lorsque la plupart des principaux peuples voulurent tenter un suprême effort contre César, ils réunirent leurs nombreux voisins et allèrent se placer, d'un commun accord, sous les ordres de Vercingétorix. La Gaule presque entière obéissait alors au valeureux Arverne, qui avait sous son commandement une armée de 400,000 hommes. Mais, comme le fait observer avec juste raison M. Ch. Robert, « une domination de cette nature n'était qu'une sorte de suzeraineté, ne comportant pas

l'absorption des pouvoirs administratifs ». Les clients conservaient, même pendant la fédération, toute leur autonomie.

Les Allobroges possédaient le vaste territoire qui s'étend du pays des *Helvii* (Ardèche) jusqu'au *lacus Lemanus*, c'est-à-dire le nord de l'Ardèche, une partie du Dauphiné, la Savoie, la Bresse et une partie de la Suisse. Vienne était leur métropole. Polybe les enferme dans une île formée par le Rhône, l'Isère et les Alpes. Le Rhône et le lac de Genève les séparaient des *Helvetii*, des *Sequanes*, des *Ambarii*, des *Segusiavi* et des *Helvii*. L'Isère (*Isara*) était leur limite du côté des *Cavari*, des *Vocontii* ou *Bocontii*. Ces premiers s'étendaient sur toute la rive gauche du Rhône, entre la Durance et l'Isère, et avaient *Valentia* (Valence) pour capitale. Les Voconces occupaient, à l'est des Cavares, un vaste domaine, dont les principaux centres étaient *Vasio* (Vaison), *Lucus* (Luc-en-Diois), *Dea* (Die).

Les cités importantes des Allobroges étaient *Tegna* (Tain), *Ursolis* (Saint-Vallier), *Figlinæ*, *Solonium*, *Augustum* (Aoste), *Ventia* (Saint-Nazaire ou Ouvev), *Turedonum* (Tourdan), *Bergusium* (Bourgoin), *Morginum* (Moirans), *Lemincum*, *Mantala*, *Cularo* (Grenoble). Race essentiellement guerrière, les Allobroges défendirent leur indépendance avec une intrépidité opiniâtre.

Les monnaies de cette confédération belliqueuse qui se trouvaient dans le trésor de Laveyron présentent différents types. Les plus nombreuses sont attribuées aux peuplades qui habitaient les bords du *lacus Lemanus* (lac de Genève). Nous en avons reconnu cinq variétés, également anépigraphes des deux côtés.

1° Tête imberbe, à gauche, coiffée d'un casque à cimier d'une forme particulière et d'une certaine élégance.

Revers. — Hippocampe, galopant à gauche. La crinière indiquée par une ligne de points. La nageoire caudale relevée

et terminée en losange. 41 exemplaires. Poids moyen 2 gr. 450.
Pl. II, fig. 29¹.

2° Même type, tête tournée à droite.

Revers. — Hippocampe, galopant à droite. 15 exemplaires.
Poids 2 gr. 450. Pl. II, fig. 30.

3° Même tête, à gauche; d'un module un peu plus petit.

Revers. — Hippocampe, galopant à gauche. 4 exemplaires.
Poids 2 gr. 300. Pl. III, fig. 31.

4° Autre variété. Le casque a deux visières levées.

Revers. — Même revers. 1 exemplaire. Poids 2 gr. 400.
Pl. III, fig. 42.

(1) L'hippocampe est un emblème qui semble particulier aux peuplades maritimes; nous n'en connaissons pas la signification. Les Gaulois donnaient peut-être à cet animal imaginaire les lacs aussi bien que la mer pour demeure. Il est assez singulier de voir succéder à cet emblème un dauphin sur les monnaies d'un pays qu'aucune mer ne baigne. Mais il ne faudrait pas supposer cependant que les armes parlantes des comtes du Viennois ne fussent qu'une réminiscence de l'hippocampe. « Il est prouvé, dit M. Morin-Pons, que les comtes d'Albon prenaient le titre de Dauphins longtemps avant que le *dauphin* leur servît d'armoiries. Quelle est donc l'origine de cette bizarre qualification? On l'explique sans trop de peine en supposant que le nom de Dauphin a pu être donné à Guigues IV comme nom de baptême et que ses descendants l'auront conservé comme titre honorifique. Ce n'est pas cette fois seulement qu'un comte d'Albon aurait eu deux noms propres; le fils de la dauphine Béatrix et d'Hugues de Bourgogne est appelé indifféremment André ou Guigues, parce que le nom de Guigues, d'abord particulier à un individu, avait fini par devenir en quelque sorte générique.... Cette manière de faire un nom propre d'un nom d'animal n'est pas aussi extraordinaire qu'elle peut le sembler à première vue. M. de Longpérier a trouvé de ces analogies dans les noms d'*Elafius* et de *Columbanus*, employés sous les Mérovingiens. Toutes ces dénominations se rattachaient à une idée morale. Le dauphin, pour sa part, avait le privilège de symboliser la douceur.... Une fille de ce même Guigues IV, qu'on appelait Dauphin, ayant épousé Robert IV, comte d'Auvergne, voulut que son petit-fils conservât ce nom de Dauphin, en mémoire de son bisaïeul. Le dauphin devint bientôt pour les comtes d'Auvergne non-seulement un nom patronymique, mais encore un emblème héraldique. » *Numismatique féodale du Dauphiné*, pp. 56 et 57.

5° Autre variété. Tête imberbe, tournée à droite.

Revers. — Hippocampe, galopant à droite. 1 exemplaire.
Poids 2 gr. 300. Pl. III, fig. 43.

L'attribution de ces pièces aux Allobroges est généralement admise. M. Maxe Werly a fait une étude particulière des quinaires au type de l'hippocampe. Il les regarde comme appartenant bien aux peuples des bords du Léman.

Allobroges de Vienne.

1° Tête d'Apollon laurée, à gauche. Anépigraphe à l'av.

Revers. — Cheval barbare, galopant à gauche; la crinière indiquée par une série de points. Au-dessus du cheval 'E X I A; entre ses jambes une roue à quatre rayons. 2 exemplaires.
Poids 2 gr. 30. Pl. III, fig. 320.

La légende est en caractères tellement barbares que les numismatistes n'osent proposer une lecture. M. de Saulcy ne donnerait celle de IENA qu'avec un point de doute.

Allobroges montagnards.

1° Tête laurée d'Apollon, à gauche.

Revers. — Bouquetin barbare, courant à gauche; entre ses jambes une branche à cinq baies; du côté de la tête des plantes avec des fleurs à trois pétales. 6 exemplaires. Poids moyen 2 gr. 400. Pl. III, fig. 33.

2° Tête laurée d'Apollon, à droite.

Revers. — Bouquetin barbare, courant à droite; les mêmes plantes près de la tête; entre les jambes une roue à quatre

rayons, dont le cercle est formé par une série de points. 4 exemplaires. Poids 2 gr. 400. Pl. III, fig. 34.

3° Même tête d'Apollon, mais paraissant barbue. Cette pièce, d'un style barbare, est probablement inédite.

Revers. — Le bouquetin barbare; entre ses jambes?.....
1 exemplaire. Poids 2 gr. 400. Pl. III, fig. 35.

Les quinaires que nous venons de décrire ont été également attribués aux Voconces. M. Ch. Robert, dans son catalogue inédit, les classe comme appartenant aux Allobroges, bien qu'il ignore si leurs provenances ont été suffisamment relevées.

III

VOLKES ARÉCOMIKES (*Volca arecomici*)

Leurs possessions s'étendaient au nord jusqu'aux Cévennes. Ils avaient pour limites à l'est les *Helvii* (Ardèche) et le Rhône. Strabon leur attribuait *Narbo* (Narbonne); mais il est à présumer que l'*Arauris* (l'Hérault) les séparait des Tectosages, autre grande tribu des Volkes. Les Arécomikes avaient Nîmes pour capitale bien avant que cette ville n'eût reçu la colonie romaine. *Nemausus*, descendant d'Hercule, était leur divinité topique. Le nom de leur métropole n'est du reste que le vocable de ce dieu. Les Volkes paraissent dans les Gaules après les Ibères, les Ligures, les Ombriens, les Phéniciens et les Grecs. Une de leurs tribus alla s'établir d'abord en Pannonie, puis en Grèce et se fixa enfin en Galatie. Une autre

tribu occupait la contrée située vers les sources du Danube, près de la Forêt-Noire (*Hircynia*), et s'y maintint très longtemps.

Les Volkes s'appliquèrent surtout à donner à leur commerce le plus grand développement. L'importance de leur trafic est attestée par cette quantité considérable de leur numéraire qu'on ne cesse de découvrir, depuis tant de siècles, dans les travaux de l'agriculture et des arts. L'abbé Audibert¹ affirme avoir vu les ouvriers s'offrir à faire gratuitement des ouvrages de terrassement, tant ils étaient certains de trouver quelques-unes de ces pièces dites à la croix, qui gisent en quantité si prodigieuse dans le sol de la vieille Toulouse.

M. Ch. Robert, qui a étudié avec une grande compétence la numismatique des Volkes tectosages, n'a reconnu aucun spécimen d'un monnayage qui leur soit particulier. Ils avaient admis le type des drachmes grecques de *Rhoda* (Rosas), qui avaient cours dans la Tarraconaise (Espagne). Ils imitèrent les types de la rose épanouie et de la rose vue retournée.

Leur principal port, *Narbo* elle-même, n'a fourni à la numismatique aucune pièce autonome. Mais cette importante cité gauloise avait reçu, 118 ans avant notre ère, une colonie de citoyens romains, qui possédaient le *jus optimo jure*, c'est-à-dire la plénitude des droits civils et politiques, concédant toutes les prérogatives du peuple souverain. C'est ce qui fait sans doute que Narbonne n'eut pas, comme Nîmes, qui n'était qu'une ville latine, de monnaies particulières. Les Volkes avaient amassé des richesses immenses. *Tolosa*, une de leurs plus opulentes cités, regorgeait d'or : *aurum Tolosatium*. Justin raconte que les habitants de cette ville, voulant conjurer les ravages que faisait parmi eux la peste, commirent la sottise

(1) *Dissertation sur les origines de Toulouse*, 1764.

d'obéir à un oracle qui leur ordonna de jeter leurs trésors dans un lac situé près de leur faubourg. On ne cesse de rechercher l'aire de ce lac, desséché depuis des siècles, dans l'espoir d'y découvrir quelques parcelles de l'or que la crédulité de nos pères y avait englouti.

Les monnaies des Volkes arécomikes que renfermait le trésor de Laveyron sont toutes du même type et d'un style fort barbare. La face offre une tête imberbe, jeune et laurée, tournée à gauche, qu'on croit être celle d'Apollon, et le revers, un cheval ¹ marchant à gauche; entre ses pieds la légende VOL ou une roue à quatre rayons, plus grande que celle qui figure sur les pièces de la ligue contre Arioviste. Parfois cette légende VOL ou une branche à cinq baies, dont on ignore la signification, est placée au-dessus du cheval. Nous avons recueilli deux autres variétés avec la branche à cinq baies au-dessus du cheval et anépigraphes au droit comme au revers, enfin une troisième variété sans légende et sans aucun des emblèmes. Nous donnons ci-après la description de ces quinaires.

1° Tête laurée d'Apollon, à gauche; d'un style très barbare.

Revers. — Cheval libre, marchant à gauche; entre ses pieds une roue à quatre rayons; au-dessus du dos VOL. 14 exemplaires, du poids moyen de 2 gr. 400. Pl. III, fig. 36.

2° Même type que le précédent.

Revers. — Cheval libre, marchant à gauche; entre ses pieds VOL; au-dessus du dos une branche à cinq baies. 29 exemplaires. Poids 2 gr. 400. Pl. III, fig. 37.

(1) Le cheval est assez fréquemment gravé sur les monnaies de nos pères. Était-ce un symbole de leur goût belliqueux? Nous ne savons rien de bien précis à cet égard. Les Gaulois le consacraient à *Heus* ou *Hesus*, leur dieu Mars. Abot de Bazinghen dit, dans son *Traité des monnaies* (1764), qu'ils le représentaient sans bride ni couverture, comme emblème de leur amour de la liberté et de leur aversion pour toute domination étrangère.

3° Même type.

Revers. — Anépigraphe. Au-dessus du cheval la branche à cinq baies. 16 exemplaires. Poids 2 gr. 400. Pl. III, fig. 38.

4° Même type; effigie moins barbare.

Revers. — Anépigraphe, avec le même emblème. 1 exemplaire. Même poids. Pl. III, fig. 39.

5° Autre variété de tête barbare.

Revers. — Anépigraphe et sans emblème. 1 exemplaire. Poids 2 gr. 300. Pl. III, fig. 40.

IV

ÉDUENS

Dans la Celtique transligérienne, les *Ædui* ou *Edui* occupaient la plus grande partie de la Bourgogne. Ils se glorifiaient d'être les parents des Romains. Cicéron, de son côté, les traite de *fratres nostri*. Ils avaient sous leur patronage plusieurs petits peuples (*gens fœderata*). La fameuse Bibracte, dont il ne reste que le souvenir, était leur capitale. Elle s'élevait sur le mont Beuvray, à 20 kilomètres d'*Augustodunum* (Autun), aujourd'hui dans le canton de Moulins-en-Gilbert (Nièvre)¹. Après l'adhésion des Éduens à la ligue nationale, c'est à

(1) Quelques doutes se sont élevés sur cette identification de lieux. M. Desjardins, membre de l'Institut et de la commission de la carte de la Gaule, la regarde comme certaine.

Bibracte que se tint le fameux *concilium totius Galliae*. On sait qu'un vote populaire confirma à Vercingétorix le commandement (*imperium*) de l'armée. Les Éduens, mécontents de n'avoir pas obtenu l'hégémonie, regrettèrent d'avoir abandonné la cause romaine.

Une seule pièce de ce peuple se trouvait parmi celles qui ont été découvertes à Laveyron. Elle est mal conservée et incomplète. C'est encore une tête casquée, jeune, imberbe, tournée à gauche, d'un style un peu moins barbare que celui des pièces volkes. Au revers, un cheval ayant une sangle et un collier, trottant à gauche. Entre ses pieds SAM. Pl. III, fig. 41.

La légende Q. DOCI, au-dessus du cheval, qui se trouve sur les dessins publiés, manque à notre exemplaire. M. de Longpérier a proposé la lecture suivante : Q. DOCI SAMI. F. M. Changarnier et d'autres numismatistes assurent qu'on rencontre cette pièce spécialement chez les Séquanes. L'application que nous donnons n'est donc pas certaine.

V

MASSALIOTES

Nous ne dirons rien de la numismatique de Marseille, qui est bien connue. Nous nous contenterons de donner la description de la pièce unique trouvée avec celles que nous venons de faire connaître.

C'est une obole d'un art un peu dégénéré et n'offrant que le sommet d'une tête dont les cheveux sont hérissés, probablement celle d'Apollon. Revers au type de la roue à quatre rayons; dans les deux premiers cantons se trouvent les lettres séparées M A. Ce type est tellement commun que nous n'avons pas cru devoir faire graver cette obole. L'argent en est à un titre élevé. Malgré ce dernier caractère, nous n'hésitons pas à penser que cette pièce doive être rapportée à la cinquième époque de la numismatique particulière à la colonie phocéenne. L'antique Marseille exerça une influence heureuse et capitale sur le monnayage des Gaulois. C'étaient probablement des artistes grecs qui avaient gravé les monnaies de la ligue formée contre l'invasion germaine et helvétique trouvées à Laveyron; car les inscriptions de ces quinaires rappellent la forme des lettres de l'obole massaliote. Les jambages sont aux deux bouts terminés par des points ronds.

Tandis que les monnaies de la ligue gauloise semblent sortir, pour ainsi dire, de l'atelier, celles des autres peuples sont fort usées; elles ont dû circuler davantage. Nous terminerons en faisant remarquer que le mélange des monnaies de ces peuples, très voisins les uns des autres, est l'indice d'un bien faible mouvement commercial dans cette partie du pays des Allobroges où était située *Figlinæ*. De nos jours, l'argent des nations qui nous entourent se mêle fréquemment au nôtre. Paris est la porte par laquelle entre et sort le monde entier. Mais, tandis que les voies rapides de communication, se soudant à ces grandes lignes maritimes, vrais chemins de fer à travers l'Océan, amènent dans notre capitale les populations des points les plus reculés de la terre, peut-être qu'à l'époque où nous reporte la trouvaille de Laveyron il n'existait pas encore dans notre beau pays de route méritant ce nom. Dès lors, il n'y avait de relations possibles qu'entre les peuples les plus rapprochés les uns des autres. Nous pouvons

reconnaître, au mélange de leurs monnaies, que les Allobroges et les Volkes arécomikes avaient de fréquents rapports, tandis qu'au contraire il en existait peu avec les Massaliotes, les Séquanes ou les Éduens, qui se trouvaient un peu plus éloignés de cette généreuse contrée, appelée à être un jour l'apanage des fils de nos rois.

Telle est l'analyse des pièces composant le trésor de Laveyron, et nous avons fait précéder nos descriptions de considérations puisées dans les travaux les plus récents, afin de donner quelque intérêt à cette notice.

NÉCROLOGIES.

La Société a perdu pendant le dernier trimestre de 1879 **M. MARTIN** et pendant le premier trimestre de 1880 **M. BESSON DES BLAINS**.

Né le 3 juillet 1814, à Umstadt, **M. Albert-Bernard MARTIN**, muni de son diplôme de docteur près la Faculté de médecine de Montpellier, se fixa à Grignan, où il épousa une nièce du baron Salamon (Mademoiselle Sophie Plantin). Naturalisé Français en 1859, il devint adjoint en 1860 jusqu'en 1869, maire de 1871 à 1875 et suppléant du juge de paix de 1869 à 1879.

Membre de la Société d'archéologie et de la Société d'agriculture, il s'intéressait vivement aux travaux de ses collègues et présida le comice agricole de Grignan.

Nous n'avons pas à faire l'éloge de ses vertus privées, ni de son intelligence, les fonctions qu'il a remplies avec honneur rendent témoignage de son mérite.

M. BESSON DES BLAINS, d'une famille dauphinoise, originaire de Saint-Vallier, dirigea aussi avec distinction les affaires de l'importante commune d'Albon à diverses époques. Il a eu l'honneur de créer dans sa mairie un des premiers musées communaux de la province, et cette idée patriotique n'a malheureusement pas trouvé le moindre écho auprès de ses successeurs, qui ont laissé emporter les inscriptions des V^e et VI^e siècles trouvées par M. Charvet. Albon est un pays ancien et tout à fait historique. Il y avait donc là mille raisons pour continuer son œuvre. N'importe, sa pensée généreuse et noble demeurera attachée à son nom, comme ses bienfaits resteront gravés dans les cœurs. **M. Besson des Blains** était la bienveillance, la générosité, le dévouement mêmes. Il avait quitté Saint-Martin-du-Rosier pour Ambronay (Ain) depuis quelques années; mais sa mémoire y sera longtemps populaire.

SÉANCE DU 6 FÉVRIER 1880.

PRÉSIDENCE DE M. DE GALLIER.

Lecture est donnée des circulaires de M. le Ministre de l'instruction publique sur la 18^e réunion des Délégués des Sociétés savantes à la Sorbonne et sur le comité des Sociétés des beaux-arts des départements pour l'étude de l'architecture et de la sculpture, de la peinture, du dessin et de la gravure, des arts décoratifs, de la céramique, du théâtre et de la musique, des musées, des expositions et des écoles de dessin.

M. Auguste BOUCOD, de Saint-Vallier, est proclamé *membre titulaire* et M. Paul GUILLAUME, archiviste des Hautes-Alpes, *membre correspondant*.

M. Vallentin, vice-président, détermine ainsi les médailles offertes à la Société par M. Peloux, ingénieur en chef :

Celle en argent est de Domitien ;

Une en bronze est de Faustine la Jeune ;

Une autre est d'Adrien ;

La troisième, un peu fruste, lui semble être de Crispus, fils de Constantin.

M. Nugues communique les dessins de quelques-unes des médailles gauloises trouvées à Hostun et que M. Gustave Vallier a été chargé de décrire. Elles paraissent ressembler à celles de Moirans, que cet habile antiquaire nous a déjà fait connaître, et à celles de Laveyron, dont ce Bulletin donne la description complète.

M. l'Archiviste des Hautes-Alpes ayant demandé pour sa bibliothèque historique départementale une collection du *Bulletin* de la Société, M. le Président appuie sa proposition, qui est adoptée.

M. l'abbé Bellet, qui s'occupe avec un rare succès de l'histoire du diocèse de Grenoble, lit et analyse une dissertation sur les invasions en Dauphiné, notamment à Grenoble et dans le Graisivaudan. Les conclusions de l'auteur semblent très bien déduites et le sujet parfaitement compris. Cette *Étude critique* ayant été publiée depuis, les amis de l'histoire locale ont pu se réjouir d'être enfin renseignés sur ce point mal connu de nos annales.

Un plan de l'église ogivale détruite de Saint-Romain-d'Albon, dressé par M. Duc, excite l'attention des membres présents. Cette église, contiguë au cimetière actuel, en avait remplacé une autre, car trois anciens tombeaux se trouvaient sous ses fondations. Tout à côté ont été vus d'autres tombeaux avec épitaphes, expliquées par M. Allmer dans la *Revue épigraphique du Midi*, une auge sépulcrale pour enfant, creusée dans un bloc de marbre ayant dû servir de chapiteau, d'autres auges en mollasse et une en pierre de Crussol.

Cette église, à 300 mètres de la *villa Tortillianum*, où se tint le concile d'Épaone, en 517, était romane et non ogivale, comme on l'avait cru d'abord. Le mur circulaire reposait sur une première assise de cailloux ; la deuxième était en moellons de mollasse de 25 à 30 centimètres de longueur sur 10 à 15 de largeur et autant d'épaisseur ; la troisième en cailloux, la quatrième en moellons et ainsi de suite jusqu'à 1^{re} 30 environ. Dès lors, toute la façade intérieure se trouvait être en moellons de mollasse de la contrée.

M. Duc a raison de tenir à l'antiquité de son pays et ses recherches jusqu'à ce jour semblent assigner Épaone à Albon. Nous espérons que de nouvelles fouilles confirmeront ses conjectures et couronneront les efforts de son zèle.

CHRONIQUE.

Il ne nous a été signalé pendant le trimestre qu'une découverte de tombeaux à auge à Montrigaud, sans inscriptions. M. Horace Reynaud a même offert un objet en provenant, qui sera soumis à l'examen de la Société.

M. l'abbé Bellet, désirant publier des cartes de l'ancienne province de Vienne, pour les V^e, VI^e, VII^e et VIII^e siècles (1^{er} royaume de Bourgogne et période mérovingienne), pour les IX^e, X^e et XI^e siècles (2^e royaume de Bourgogne) et pour la période féodale, sollicite le concours des membres de la Société pour mener à bonne fin son œuvre éminemment utile et se propose de soumettre à la prochaine séance un projet de carte de la province de Vienne pour servir à l'histoire de ses dix premiers siècles. Une fort intéressante séance peut résulter des communications faites, des discussions de textes et des révélations recueillies çà et là par chaque membre.

Nous espérons que son appel sera entendu.

Les nouveautés littéraires du trimestre comprennent :

1^o *Les hommes de la Constituante*. — *Barnave*, par Anatole DE GALLIER. Lyon, Aug. Brun, 1880, in-16°. Ce travail commence une série d'études historiques du plus haut intérêt, et Barnave nous intéresse comme Dauphinois et comme Français. Jusqu'ici le tribun avait trop conservé l'auréole de la légende ; l'histoire impartiale devait prendre sa revanche. Déjà M. Loustauneau avait soulevé un coin du voile ; notre honorable Président le soulève tout entier et place enfin le héros sur son vrai piédestal.

2° *Un chapitre des mémoires inédits du général Championnet. Discours de M. Chaper en prenant la présidence de l'Académie delphinale.* — Grenoble, Dupont, 1880, in-8°. C'est un plaidoyer d'une réelle importance pour l'histoire du général valentinois.

3° *Dissertation historique sur la mission de saint Crescent, disciple de l'apôtre saint Paul, évêque et fondateur de l'église de Vienne dans les Gaules, au 1^{er} siècle de l'ère chrétienne.* Lyon, Aug. Brun, 1879, br. in-8°.

La thèse est bien établie et bien prouvée.

4° *Étude critique sur les invasions en Dauphiné, notamment à Grenoble et dans le Graisivaudan,* par l'abbé Charles BELLET. C'est là encore un excellent travail, plein de recherches et écrit sans passion, en vue de la vérité.

5° *Régis Breysse, sculpteur ardéchois,* par Henry VASCHALDE. Vienne, Savigné, 1880, in-8°.

Carte des environs de Foix, levée à l'échelle de $\frac{1}{40,000}$ en 1876, 1877 et 1878, par E. PERROSSIER, chef de bataillon au 126^e, ancien officier d'état-major. Nous serions heureux d'avoir pour la Drôme des cartes semblables.

Mentionnons aussi l'apparition des *Chroniques dauphinoises et documents inédits relatifs au Dauphiné pendant la Révolution.* — *Les savants du département de l'Isère et la Société des sciences, des lettres et des arts de Grenoble, 1794-1810,* par A. CHAMPOLLION-FIGEAC. Vienne, Savigné, 1880, in-8°.

Nous n'avons pu encore étudier ce beau volume, plein de renseignements curieux et d'un vif intérêt, parce qu'il nous est remis seulement au moment de la rédaction de cette chronique. Nous y reviendrons.

M. Allmer, le savant rédacteur de la *Revue épigraphique du Midi de la France*, dans le N.° 8 de cette intéressante publication, cite 1° l'építaphe d'un vétéran de la légion première *Minervia*, employé auxiliaire dans les bureaux du procureur de la Belgique et des deux Germanies, actuellement au Vallentin, dans le parc de M. le marquis de Siéyes; 2° l'építaphe de *Titus Pompeius, Everjucus, fils d'Hilarus*, retrouvée dans la

cathédrale, *Everjucus* étant sans doute un nom gaulois ; 3^e la borne milliaire au nom de l'empereur Aurélien dans le chœur de la cathédrale et une inscription de Die, actuellement dans l'atelier de M. Sibour, sur laquelle M. Guirimand a constaté le fait suivant : « L'encadrement présente un carré dont chaque côté a 37 centimètres de long, lesquels convertis en mesures romaines produisent 35 pouces ou un pied et un quart ou encore un pied et une palme, d'où l'on doit conclure que, dans les premiers siècles de notre ère, on se serait servi à Die, non pas des mesures gauloises de longueur, comme à Vienne et à Lyon, mais du pied romain. »

Ayant eu le plaisir de voir M. Allmer depuis la publication de sa 8^e livraison, il m'a exprimé le désir de voir conserver au musée de Valence l'épithaphe du vétéran de la légion première *Minervia*. Je lui ai promis d'en exprimer le vœu dans la présente chronique, et je ne doute pas que M. le marquis de Sièyes ne l'accueille favorablement.

Nous n'avons pas encore reçu les gravures de l'article *Expilly* ; seulement M. Vallier nous les a fait espérer pour la prochaine livraison.

Notre collègue a offert à la Société un exemplaire de son *Rapport à M. le Maire de Grenoble sur le trésor de Moirans*.

A. LACROIX.

La Bouama.

Viro lou tour, ma tanto Jano;
Viro lou tour e piei deibano
La niue, lou jour soun fiéu de lano.

Mirèio, cant vi.

Quand lous tems frei se viran
E que la neuï s'estiran,
La vielho grand coufio,
Que tusse ras dou fio,
Per pas s'aniuia soulo
Pren soun tour e soun oulo
E vai en quauca lio.

'Scoundio dins sa serpelho,
S'en vai passa la velho
Dins 'no cavo en croutou,
Entour d'un velhetou.
Aqui li o de coumairei,
Venguia de tous lous cairei,
Pourtant risto e bletou.

Li soun douje que fialan
Sus lour tournei que quiàlan,
Asseta au chaudet.
Oube lour fiou au dé,
Quand rouncho la cisampo,
Zou ! chascuno se campo
Sus soun marri couvet.

Las vaqui touta douje
Davant lou lume rouge,
Pouchant un nas croucu
Embe un mentou toursu.
Vous ant d'eui que ferbelhan,
Qu'eilucian quand perpelhan
En avisant quaucu.

Dirian prou de sourceira
Dedins la bouarna neira
Vount lou saba se ten.
Belèu de tems en tem
Pouo ben n'i avèr quaucuno
Qu'ane au cliar de la luno
Culi d'iou de serpen.

Au brud de las aletta,
Se couantan de sournetta
Que fan vira lou couar.
Cha fei parlan dou mouar,
Dou sort de l'embarnaire,
Dou grand-jalhan manjaire,
Vou ben chantan en couar :

« Ardi ! a la besougno !
» Achabem la coulougno
» En virant nasto rouo
» Dou pè, tant que se pouo.
» Lou fiou que s'emmuncello
» Faro de bouano tèlo ;
» E quand ei rout se nouo. »

Chascuno di la siouno,
Que sièche neire ou jouno,
Dou tems que lou tournet
Fai 'na soun crasinet.
Aquèu batifelage
Eis un rufe ramage
Qu'enduèr un brisounet.

Pèr mi, couanto uno bouamo,
Fialou de risto flamo
Que dèu fa lou linçou
D'un que muriro tout.
Eis moun chanebe reje
Que chaupro soun couarp teje
E cataro sous ou.

Ma finta, dit aquesto,
Me ven dedins la testo
Que moun fiou o lou sort
De teisse tout d'abor
Uno joulío camaro
Vount uno man avaro
Escoundro sou lui d'or,

O ! fai 'n'autro barjaco,
Mi fau uno bassaco
Qu'un jour embarnaro
Un bèu nouvi farot,
Quand pèr 'no chanço atroço
Lou bouan jour de sa noço
Dessus li coueijaro.

E rihan la malina,
En dubran lour babina,
D'un èr plé d'amarun.
Un diaboulique aigrun
Lour douano jouvissanço
De jita maluranço
Sus lou ben de chascun.

Baus ! pauro ! Qunto afaire ?
Lou lume ven de chaire,
E li veian plus ren.
Tout a 'n'un cop s'enten
Un trin de bacanalo,
Uno bramo infernalo
Clafio de siaulamen.

Eis uno lucho a clugna
Vount ploian cop e bugna
Oube un flo d'eichavèu,
De tour et de muncèu.
Bourlin-bourlon, s'eiboulho
Un coumba, uno troulho
Que dèifio lou pincèu.

Mai que d'uno tignasso
Resto 'qui sus la plaço,
Entremei lou foueidiou
E la flota de fiou.
Ben mai que d'uno gougno
Perd sas dens ou s'engrougno,
E sannan lous ou viou.

Mai, cha pau l'eichaufestre
 S'atupi cesso d'estre.
 La velho eis achaba,
 Dous ou tres eui creba.
 Lou lendeman diguèran
 Aus curious que veguèran,
 Qu'avian tengu saba.

L'abbé MOUTIER.

(*Parler de Loriol.*)

Remouar d'antan.

Oh ! que n'ai estafia de nis dins moun jouine iage !
 Que n'ai destru d'aucèu, felibre doù bouscage,
 Qu'aurion fa dins lei boues résouna lour chansou,
 Quand lou printéms, chasqu'an, nèvo sus lei bouissou !
 Savién pas d'aquéu téms lou màu dei paurei maire.
 Avïou bèn abaia, bèn voulastrio, pichaire !
 Séns piéta, dins moun sé, fourravou lei piéutoù,
 Que fuguèsse serin, mousquèlo ou roussignòù.
 Dins 'no jabio d'aram boutavou la famillo ;
 L'acivavou emb'amour de bescue, de granillo ;
 Mai lei patreis aucèu, priva de lour parènt,
 Lou lendeman mati èron rèdè souvént.
 E iéu, mai afara, sénso perdre courage,
 Countuniavou séns fin qu'èu cruèu mourtalage ;
 E lou chat de l'oustàu, coumplice doù bourréu,
 Devourissio séns fin qu'elei pichots océu !...

Ah ! chantairé dei bouas que nous donnou lours oundrei,
 Amo vivo dei vau et dei ramierei soubmbrei,
 Perdou per lou passat, perdou per lou brutau
 Qu'a vosteï pichot couer picavo a cop mourtati.
 Perdou, béu roussignou, tu que parlei à l'amo,
 Que doù rire e dei plour savei touto la gammo,
 Perdou, quinsou jouious, perdou, pichot serin,
 Qu'au mes de mai disès de tant joli refrin,
 Perdou, tres cop perdou, tambèns, vivo lauveto,
 Que saluei lou jour embé ta chansouneto,
 Perdouno à l'enfant foui, à l'enfant malurous
 D'avér gasta toun nis au mitan dei blad rous !
 Aucéu de touto ploumo, aucéu de touto meno,
 Perdou ! Per tant de mat, de doù moun amo ei pleno...
 Noun ! si l'enfant savio lou mat qu'aco vous fai,
 Vosteï nis piéutaréu lei gastario jamai.
 N'eis que quand la doulour li a 'stripa sa pauro amo
 Que counais coumo ei dur de perdre ço qu'on amo !
 Jamai l'ome qu'a vist durmi sout l'escrouncéu
 Un enfant rose e blound coumo 'n ange doù céu,
 Qu'a begu lou bounur sus sa pichoto boucho,
 Frescho coumo 'n rasin que pendoulo à la soucho,
 E qu'a vist piei la mouert li prene soun enfant,
 Li laissant dins lei bras qu'un cors frei, rede e blanc,
 Jamai qu'eu paùre paire au nis de la clousuro
 Raubara lei piéutoù ; jamai d'uno amo duro
 Auvira la meireto abaia tendromén.
 Lei cris de l'aucelou dedins soun couer doulént
 Faran neisse de plour, couflaran sa peitrino.
 Diéu t'abene, dira, pichot nis d'aucelino !

Ernest CHALAMEL.

(Parler de Dieulefit.)

Countriciou parfèto.

Où Rei doùs felibreis crestois, Roch GRIVEL.

Quand se fus counfessa de morias folibourdas,
 Piarre, lou prèfochier, s'engrotgnant lou coucouei,
 S'orrestè qui, — chacu se gratto 'quin li couei. —
 Lou cura feis : « Siou sûr que n'ovè de mais lourdas ? »

L'àître, prenant soun fege o douas mans, diguè : « Vouei !...
 » Odès, vès Trincolier, ai voula dès coucourdas.... »
 — « Las grâças doù Seigneur où remouard sount pas sourdas,
 » Foguè lou pasteur. Diou perdouno meix qu'escouei !... »

» Disè-me bien lou noumbre et laissè ren où caire :
 » Un paù mais, un paù mens foro ren o l'offaire ;
 » Et vasto amo soro netteyas, moun efant ! »

— « Eis coumo oco, feis Piarre : olors, li fais pas gaire !
 » Ai dit qu'ai rotiba dès coucourdas en venant :
 » Bouten vingt, prendreis dès àùtras en m'entournant ! »

Léopold BOUVAT.

(*Parler de Crest.*)

Oquello qu'amou !

Oh ! qu'ai reiva souvent lo reino dé moùn âmo ;
 Soun souvenî, bien leun, o counsoula moun cœur !
 Et moùn omour si pur èro n'o vivo flammo
 Qué notrissio l'espoir qu'oviou dins lou molheur !

Bélèou dins un polès lou riche que se pâmo
 O sotpu qué l'omour o lo lagno per sœur ;
 Oquello verita, que lou sceptique blâmo,
 Fai qu'eici-bas lo peno ei bourlas de bounheur !...

Quand èrou malhuroux sus lo terro estrangeiro,
 Reivavou dotù pays lo plus verdo couleiro,
 Plus jotlio et plus flourio que lous jardis dotù reis,

Et mo bello ossetas sus lo nahito coulino,
 Dins Droumo s'ovisant et fosant lo molino,
 Semblavo dire o tous : « Siou lo *Tourre dès Creïs* ! »

BERMOND.

(*Parler de Crest.*)

Perqué m'as leyssa ? (1)

Un doux souvénir mé coresso
Coumo uno sentour d'ou printemps,
Réveyou lo jueïno mestresso
Qué m'omavo din d'aoutreïs témps.
Prumier rayvé dé moun bel aje,
Perqué toun omour eïs possa ?
Perqu'as donc quitta lou village ?
Oh ! dias mè, perqué m'as leyssa ?

Quand réverdissio lo noturo,
Courian ou bois cullis dè flours,
Et dé to voix noïvo et puro
Mé disias : T'omoreïs toujours !
Réveyou lo soumbro couleyro
Vount ovén tant dé feïs possa,
Aouvou lou chant dé lo berjeïro.
Oh ! dias mé, perqué m'as leyssa ?

Saveïs, quand dessous lou grand rouré
Tous doux d'omour vénian porlas,
Près d'ou béou, qu'en plourant s'encouré,
Qué sémblo o régrèt dévolas.
Té roppelleïs, que nous omavount ;
De portis n'érount pas preyssas,
Et coumo o regrèf nous quittavount.
Oh ! dias mé, perqué m'as leyssa ?

(1) Chanson faite à Aouste en mai 1869.

Té roppelleïs lou prumier viajé
 Qu'ubriguèrou moun cœur où tiou ?
 Eroun escoundus din l'oumbrajé,
 Sous las grandas vernas d'un riou.
 Ti m'escoutaveïs séns coulèro ;
 Tous grands euïs sus mous euïs beyssa
 Mé disian téndromén : Espèro !
 Oh ! dias mé, perqué m'as leyssa ?

Oh ! qu'omavou to testo bloundo,
 Toun fran si pur, toun coua si bèou,
 Tous grands euïs bleus, clars coumo l'oundo,
 Tas dents, plus blanchas qué dé nèou,
 Dé to boucho lou jéli riré
 Quand per to douço voix croussa
 M'ëndurmiou dédin lou déliré.
 Oh ! dias mé, perqué m'as leyssa ?

Faï lou chomi qué nous séparo,
 Bel éfant, té duèbrou mous bras ;
 Lous bèous jours révendran incaro,
 Vaï, per ti moun cœur chanjo pas....
 Té veïreïs plus, juéïno mestresso,
 Eïs per toujours qué m'as leyssa !
 N'aï per soulojas mo tristesso
 Qué lou souvenir d'ouou possa....

Martial MOULIN.

(*Parler d'Aouste.*)

Noëls du XVII^e siècle.

(Manuscrit de Taulignan.)

Marie sés aiagude,
Pastrés courés les tous,
Atroubarés que mude
Jesus sur sey genoux.
Ay ! les belles nouvelles,
Ay ! coure les saray ?

Nausirés que timbales,
Flaûtes et tambour,
Siffres, violons, régales,
Tant dedin que l'entour.
Ay ! les belles nouvelles, etc.

N'aven ni sou malhie,
May de tout ce qu'aven,
D'agneu, de fen, de palhie,
De bon cœur li offriren.
Ay ! les belles nouvelles, etc.

Tenés aqeste fede,
Prenés aques agneu,
Dubrés aquelle clede,
Metés y lou plus beu.
Ay ! les belles nouvelles, etc.

La bragarde filliete !
Que son picho es beau !
Sy lou vezias quand tette
Nen semble un agneau.
Ay ! les belles nouvelles, etc.

Lou bourique, pechayre,
Se trobave ou mitan ;
D'un costat es la mayre
Et de l'autre l'enfant.
Ay ! les belles nouvelles, etc.

Lou buou pare la bize,
Et de l'autre costat
L'enfant qu'es en chamize
Ez en grand paureta.
Ay ! les belles nouvelles, etc.

L'enfant amay la mayre,
Bien que siegon paürs,
Laissaran pas de fayre
Riches tous leurs varlès.
Ay ! les belles nouvelles, etc.

Sunei au bouè de Pisançon.

Lous pra sian vér, lous usiô pioûtan ;
Lu plus rapichon repatei
S'égosille arâ doo chatet,
Et sù l'herbe lous chin se vioûtan.

Ton bouè a repré son mantet ,
O Pisançon ; la gin s'assoûtan
Tyi, sous toû yô roure ante î goûtan
Abâ, sin killé ni coutet.

Ceni, tianson, pipa, moucherla ,
De lioo bet fan jicliâ de perla
Cliâra coume l'ègue doo riou.

L'ègue et las chanson sian si joolia !
Beau bouè, qu'a l'abri de tas fôlia
Vindriou don suvin... si pouyoû !

Calixte LAFOSSE.

(*Parler de Romans.*)

Lou Divorce.

Un jour lo pêlo et lou peyroù ¹
 Se morièrout, coumo se dot.
 Car, malgre lours nèiras frimoussas,
 Toujours l'omour èro o lours troussas.
 Dins lour bello luno de mèou
 Se veian blancs coumo de nèou ;
 Et s'omant coumo douas coucourdas
 Trouvavount pas lours cheïnas lourdas.
 Plus tard, de soun bèou nier pora,
 Chocu se creïo machira
 Chaque vèpre per so coumpagno.
 Olors, lou deïgout et lo lagno
 Feïrout qu'òu lieu de s'eimbrossas
 Jujèrout bouan de divourças.

O divorce, t'otteindias gaïre
 Que lou prougrès per tal affaire
 Dedins lous clubs charchè de voix
 Per te fourras dins nastras lois !
 Sourço mouïdito de querello,
 Tout peyroù vaï quittas so pêlo !
 Pourtant oquelo jaint èrout fas per s'omas ,
 Car l'omour dins tout cœur o deïpòtsa sa flammo.
 Mais tous libreïs-peïnseurs lous an machira l'amo,
 Prougrès, forias donc meüx de lous faire estomas !

R. GRIVEL.

(Parler de Crest.)

(1) La poêle et le chaudron.

L'Oliveta.

Laissant au merlou son boucageou ,
A la poncharla son bouisson ,
Nouyers et poumés au clianson ,
Au roussignaou l'épais fouillageou ,
A la rousseta sa tailla ,
A la coutuilli sa prineri ,
Au couamatro son isoleri ,
A la becassi son goulia ,
Dret et plan plan , je m'envolis
Jusqu'aux portes dau paradis ,
Et je chantis :

O beau soulaé, que m'éblouis
Et réjouis ,
Trelis, trelis,
Mér' et jaunis
Pre mu petiis
Les blaus et raisins dau pays !

Que lou dernou charche la guerra,
La lardena donne aux isé
Su conseils hargnus et mauvé,
Trop souvent souivis si la terra ;
Que lou vistrot reste aux breyeres,
L'hirondell' à la vieilli tour,
Lou passer' à la bassa cour
Et lou merlou blé aux rivières ;
A mi daus airs lu du plaisis ,
La pé, la libreta sans prix.
Et je chantis :

O beau soulaé, etc.

Vé lus isés et vé lus hommes,
Choquin mont' au char dau plaisi
Et d'itieu presuit de fantomes
Que jamais presoun' at azi ;
Mais lou char vire, on dégringole ;
N'y a d'éboulia, n'y a d'ébrachia.
Héru ! qué coume mi s'envole
De tout 'embrigua detachia
Et charche toujours la limieri
Pre chanta la journa entieri.
Et je dicis :

O beau soulaé, etc.

Y dian que tout é si la terra,
Que fau rian attendre au dessis,
Que jamais faut fare la guerra
A su vicius appitiis,
Et de savants copan le-z-ales
De la fê aux bons creandiés,
Au lié de fare de-z-échaes
Pre montar l'égnorant aux ciés.
De tout mon cœu je me mouquis
De liou licions et liou-z-avis,
Et je chantis :

O beau soulaé, etc.

A. LACROIX.

(Parler d'Hauterives.)

GRIGNAN RELIGIEUX

(SUITE ET FIN. — Voir de la 41° à la 53° livr.)

Maladreries. — Les lépreux furent si nombreux dans nos contrées aux XIII^e, XIV^e et XV^e siècles qu'on fut contraint de leur élever des hospices communs en des lieux encore connus sous le nom de *maladreries* ou *maladières*.

Les maladreries de Grignan, apparemment peu considérables, ne sont connues que par les documents du temps.

Le 4 mai 1347, Bernard de Grignan légua à la maladrerie de Grignan 12 deniers pour l'amour de Dieu (*malantarie de Graynhano XII d. amore Dei*).

Après un silence de presque un siècle et demi, dû apparemment à une disparition de la lèpre, nous trouvons une pauvre lépreuse, Flore Giraud, épouse Meffre, obligée en 1493, sur l'instance des syndics de Salles, d'où elle était, de se retirer dans une maisonnette, que son mari lui construisit sur la rive droite de la Berre, près du chemin de Grignan à Salles, et plaidant inutilement en 1497 devant le vibailli de Grignan pour être autorisée à reprendre la vie commune. En 1517, le lieu susdit était encore appelé *la maladière*.

Encore en 1493, le baron de Grignan livrait une place pour faire une maladrerie, près de la croix de La Blache, à deux époux, qui y habiteraient, à condition que le mari donnerait tout d'abord 25 florins pour faire cette maladrerie, 20 autres après sa mort pour la réparation des églises, et ses autres biens.

En 1516, le conseil général de Grignan décidait de prendre des mesures sérieuses à l'égard d'une personne du lieu suspecte de lèpre.

En 1530, il est question de vignes situées à Grignan, *au chemin de la maladrerie soit en la ladrerie*, entre le Lez au levant et le chemin de Grignan à Colonzelle au couchant.

Enfin, en 1562, Pierre Roux, laboureur à Grignan, légua à la maladière dudit Grignan « deux linseuls tant seulement »¹. Pas d'autre trace de cet établissement.

Confrérie de l'Eucharistie. — Appelée du nom de l'adorable sacrement, que ses fondateurs lui donnèrent pour vocable, cette société charitable existait avant 1358. On l'appelait encore *l'Aumône*, à cause de ses distributions de secours, et *la Charité*, à cause de son principe inspirateur. Composée de personnes de tout rang et de tout sexe, elle était régie d'abord par un prieur, plus tard par les syndics communaux.

En 1358, Reymond Chalvin, de Grignan, prieur de la *Confrérie de l'Eucharistie du Seigneur ou de la Charité*, du consentement de beaucoup d'hommes nobles et non nobles, confrères desdits lieu et confrérie, donnait à emphytéose perpétuelle une vigne de cette confrérie *au Royset* à P. Gayard, dudit Grignan, avec réserve auxdits prieur et confrères, pour cens et service et à titre de seigneurie sur cette vigne, à perpétuité, chaque année en la fête de l'Eucharistie, de 2 barils de vin bon, pur et recevable, le baril tenant 1 sétier de vin légal.

En 1376, Ponce de Grignan, damoiseau, et Laurent Audibert, syndics de Grignan, à ce titre et pour l'avantage de ce lieu, de sa confrérie et de la pieuse aumône à y faire, donnaient à loyer perpétuel certain herme jadis légué à la confrérie par feu Hugues Almar, de Grignan, et sis *au Rousset*, à P. Pascal et aux siens, pour le posséder et travailler, avec réserve aux syndics, commune et aumône de la confrérie de la 9^e part de tous fruits y croissant et d'un baril de vin bon et pur pour entrée desdits terre et loyer, payables la première fois qu'on ferait confrérie ou même à première réquisition d'un syndic.

(1) Collect. Morin-Pons, orig. de 1347; — Min. cit., *passim*; — Mairie de Grignan, *délib. municip.* de 1516, au 26 mai.

Pour sûreté du droit de la confrérie, Pascal devait soigner la terre et ne la transporter, ni ladite 9^e part, à aucune personne religieuse, militaire ou autre prohibée par le droit.

Jadis dans les temps passés, par dernier testament reçu Cavalcant Arnaud, notaire de La Garde, Antoine Laugier, de Grignan, avait légué à la *Charité et aumône de la Charité à faire et se faisant en ce lieu, pour secours et support de la charge de cette aumône*, une terre sise à Bessas. Le 18 octobre 1380, Jean Mathieu détenait ce fonds, et Guillaume Gachon, syndic de Grignan, requérait le juge des baronnies de Grignan et de Monteil d'en ordonner restitution à l'*aumône de la Charité*; ce que fit le magistrat, le 8 novembre suivant. Le 9 décembre de la même année, le baron en investissait la confrérie.

Enfin, en 1417, Peyrone, fille de feu Laurent Audibert, de Grignan, épouse Girin, léguait à la *Confrérie de l'Eucharistie de Dieu* de ce lieu, dont elle faisait partie, 1 gros d'argent en sus du statut de la confrérie; et, en 1419, Bertrand Chalvin, dudit lieu, léguait à la même confrérie, en dehors de ses statuts, 2 sétiers de froment, applicables à l'aumône¹.

Confrérie de Saint-Sébastien. — Cette confrérie charitable existait à Grignan avant 1482. Elle avait statuts et prenait délibérations sur ses affaires propres. Il y avait à la mairie de Grignan, en 1739, « une liasse contenant cayers des crier annuelles et généralles des années 1490, 1498, 1503, et le dernier depuis 1675 jusqu'à 1678; et de plus un vieux cayer d'ordonnances et status fort ancien et sans datte fait pour la confrairie de St Sebastien »; et « un livre contenant un catalogue de la confrairie de St Sebastien et quelques délibérations et règlements d'icelle des années 1526 jusqu'en 1551 ».

Elle était administrée par deux bayles. Ainsi, à ce titre, Guigues Vincent, curé, et Simon Juven achetèrent en 1482, pour 24 florins comptants, de Pierre Gorgori une vigne de 10 fosserées et une terre y contiguë de 1 salmée 1/2, située au

(1) Min. cit., *passim*.

moulin, terroir de Grignan, et dont le baron investit la confrérie en fief franc, en protestant de la nullité de la franchise le jour où ces biens ne seraient plus à cette confrérie.

Elle recevait des générosités tant en nature qu'en argent. Citons seulement les legs de 1 sétier de blé par Jacques Bouvier et de 1 gros par Antoine de Versacle, de Grignan, en 1493, et le don de Mathieu du Fraisse, en 1499, pour son luminaire.

En 1501, Etienne, Ponce et Pierre Hugues, frères, d'Espeluche, lui vendirent une maison avec *chasal* contigu, pour 60 florins, payés en 1502 par Jean Sabatier et Jean Pascal, bayles de cette confrérie, qui se faisait tous les ans (*que singulis annis fit*).

Ses biens tombèrent, paraît-il, à la discrétion de la commune ; car en 1526 le conseil communal décidait que le blé de cette confrérie serait employé à réparer et agrandir l'église Saint-Jean, et de 1540 à 1553 les parlements et conseils généraux et autres du lieu se tenaient souvent « à la maison de Mons. saint Sébastien ou bien court d'icelle » ou encore « au dessoubz la meyson de saint Sébastien ou à la villa », soit « en la maison de la ville appelée de saint Sébastian ». Bien plus, en 1547, on songeait à y établir l'école communale et, en 1550, Pierre Armand et Jean de Bosc, prêtres et chanoines, Jean de Combis, Jean Marquis, notaire, Claude Nachon, M^{re} Jean Eymar, etc., chargeaient « Loys Symian », peintre, habitant alors Grignan, de faire « toutes les peintures nécessaires au Juher de St-Sébastien, que servira Juher aud. lieu de Grignan », et d'y peindre notamment « les bestars nécessaires à battre » le saint.

En 1570, en vertu d'un édit de Charles IX, on donnait aux « pauvres » de l'hôpital du lieu la « terre *au moulin*, des biens de la confreyrie de St-Sébastien » ¹, qui disparut définitivement.

Bureau de santé. — Grignan joignait les moyens temporels

(1) Arch. de la mairie et de l'hôpital de Grignan ; — Minutes cit., *passim*.

aux spirituels pour conjurer les fléaux ou en atténuer les effets. Ainsi, en 1490 une peste y sévissait, réduisait maints habitants à la misère et ôtait tout moyen d'y trouver des secours pécuniaires. Les syndics songèrent à un emprunt communal. Le baron s'était retiré à son château de Montségur, pour se soustraire au fléau. On fut l'y trouver; on lui exposa que, vu la peste, on ne pouvait parler aux voisins que de loin, qu'on n'osait pas entrer dans les lieux circonvoisins et qu'on allait périr si on n'était secouru. Sur sa permission de s'obliger à une pension annuelle hypothéquée sur la commune, pour avoir une somme nécessaire, on s'obligea, le 25 mai 1490, à une pension de 10 sétiers de blé par an envers Garcende Chapus, femme de Charles Laurent, bourgeois de Montélimar, moyennant 100 florins, qu'elle livra et que Grignan rendit en 1516.

En 1531, le parlement communal conclut « de faire, aux frais communs, des aumônes aux pauvres voyageurs qui n'entreront pas » dans la ville; et, le 21 mai 1580, le comte permet « d'acheter du vin à raison de six liards le pot, à cause de la maladie contagieuse ».

Mais remarquons surtout « un cahier de délibérations du Bureau de santé érigé pandan la maladie contagieuse des années 1629, 1640 et 1649 », document qu'on voyait en 1739 dans les archives de Grignan ¹.

Mont-de-piété. — Le doyen du Perron légua, en 1752, la somme de 500 livres, « pour être, par les doyens du chapitre et quelques autres administrateurs choisis, formé un mont de piété pour fournir du bled à semer aux pauvres qui n'ont pas de quoy en acheter, en rendant par iceux la même quantité de bled à la récolte ». La fondation eut suite. Un bureau d'administration s'établit et se forma « un titre de négociant. Il prêtoit du bled pour six mois, dont il retiroit l'intérêt d'un an au cinq pour cent ». On avait l'intention de n'exiger que 2 ou 3 pour cent au plus, quand l'œuvre aurait grandi. Ce mont de piété

(1) Arch. de la mairie de Grignan.

fonctionnait en 1757, 1758, 1759, 1760, etc. L'insertion de ce legs de du Perron dans le *livre de raison* de l'hôpital et la présence des titres relatifs à l'œuvre dans les archives de ce dernier font penser que le fonds lui fut plus tard réuni ¹.

Bureau de bienfaisance. — Ce bureau, établi depuis plus de 50 ans, n'eut jamais avant 1868 plus de 60 francs de revenu. Pour suppléer à l'insuffisance de cette somme devant les besoins des pauvres, le conseil municipal votait depuis longtemps 600 francs par an en moyenne, lorsqu'en 1868 M. Auguste Ducros, notaire et maire de Grignan, mourut en léguant audit bureau une somme fort considérable.

Conférence de Saint-Vincent-de-Paul. — Établie par les bourgeois de Grignan, avec affiliation au conseil central de Valence, dès la diffusion de l'œuvre dans la Drôme, elle tenait ses séances au presbytère. Après avoir fait le bien plusieurs années, elle a disparu.

Œuvre des Dames de charité. — Sœur de l'œuvre précédente et sous le patronage du même saint, elle est composée des dames de la ville. Leurs souscriptions de 5 francs, le produit d'une loterie annuelle et des dons accidentels servent à l'achat d'étoffes, dont elles confectionnent des habits les lundis d'août et des mois suivants, et au paiement de bons de pain et de viande : habits et bons pour les pauvres du lieu.

(1) Arch. de l'hôpital de Grignan ; — LACROIX, *Invent. cit.*, B. 1612.

CHAPITRE XX.

Écoles.

Les liens étroits qui rattachent l'instruction à la religion et la part si considérable que le clergé a prise à Grignan, comme ailleurs, à la fondation, au développement et à la prospérité des écoles, nous engagent à terminer notre étude sur *Grignan religieux* par quelques notions sur les écoles de la localité.

En 1519, Micael, maître d'école à Grignan, se chargeait avec un autre de la sonnerie des cloches, à 2 cosses de blé par maison.

Le 11 octobre 1533, les syndics donnaient « les escolles et le gouvert des enfans de Grignan à maistre Anthoyne Garcin, de Saint Paul au diocèse d'Embrun », avec les émoluments d'usage, et promettaient de lui faire avoir quelque chose « pour tenir les cleirs ».

En 1543, les chefs de famille assemblés confient le choix de l'instituteur au chapitre, au clergé et au conseil de ville.

Le 31 mai 1547, le parlement général conclut que les syndics « fassent accouter la maison de saint Sebastian, et que l'on la baile à mons^r Galissardi p^r y tenir le colliege, ainsi que sera regarda et avisat p^r luy, en sorte que y prengnie plaisir ».

En 1548, « Jehan Poul, m^e d'escolles de Grignan, » n'avait que la rétribution scolaire pour ressource. Mais en 1585 et avant, en vertu de conventions passées avec la commune, le chapitre faisait annuellement 12 livres aux maîtres d'école, qui alors restaient rarement plus d'un an à leur poste et gardaient les enfans de 7 à 10 heures et de midi à 4 en hiver, de 6 à 9, de midi à 2 et de 3 à 4 en été.

Le 4 janvier 1594, la commune promettait à Dupré, curé secondaire de Grignan, qui désirait prendre l'école, « 6 escus outre ce que le chapitre a coutume de donner pour soulager les

povres qui iroint à la dicte école et qui n'auroient moyen paier la cotte comme les aultres, desquels ne prendra aucun payement; et, quant aux enfans de ceulx de la religion, seront instruits sans exception et aux livres que porteront ». Les mois sont fixés à 6 sols pour la « grand mère ou cintaxe », à 5 pour la lecture au *Caton* ou *Pelisson* et à 4 pour les commençants. On lui fournit la maison, et nul autre ne peut enseigner.

Dès 1594 le sort du maître d'école s'améliore rapidement. En 1595 il est nourri à tour de rôle par les familles les plus aisées et reçoit 12 écus de la ville, 4 du chapitre et 4 ou 8 sols par mois des écoliers, selon leur instruction. En 1598 il perçoit 12 écus, dont la moitié est affectée à sa nourriture, et les mois sont fixés à 5, 6 ou 7 sols. En 1606 il a 24 livres de la commune, 12 du chapitre, 100 d'un rôle et s'oblige à instruire gratuitement les enfans de chœur et les pauvres. Au XVII^e siècle le traitement varie de 36 à 90 livres par an, indépendamment des 3, 4, 8 ou 10 sols par mois des élèves, selon qu'ils sont « à l'arabe », aux matines de Notre-Dame, au *Caton*, « à la grand mère » ou à l'arithmétique.

Outre ce maître d'école, il y en eut plus tard un spécial pour les enfans de chœur, dont le chapitre payait les gages; car en 1664 l'évêque trouvait à Grignan « le maître des 6 enfans de chœur » attaché au chapitre, et même « college composé de trois régens catholiques nommés par M^r le comte de Grignan », dont les 2 premiers avaient « 200 livres le chacun et le 3^e 150 livres, partie desquels portions » était payée des revenus de l'hôpital, partie par la ville, et 4 écus par le chapitre, qui fournissait en outre « les maisons pour les escolles ». Au reste, le prélat prescrivait « que les m^{res} d'escolles aura soin de conduire ses escolliers à la messe les festes et dimanches et aux processions, et que les habitants feront faire un banc dans la nef de l'esglise, et dans l'endroit qui leur sera assigné par le chapitre, pour y faire mettre leurs enfans et esviter qu'ils ne courent par l'esglise ».

C'est probablement d'un maître des enfans de chœur que M. de Castillon écrivait à Mgr de Die, en 1781, une lettre conte-

nant des plaintes contre M. Laval, qu'il s'agissait d'admettre à la prêtrise et qui venait « de s'absenter pour un mois », de sorte que les enfants des bourgeois de Grignan allaient « perdre leur temps » ; et d'un autre de ces maîtres que M. Duclos disait au prélat, en 1782 : « Je vois avec regret M^r Vignon quitter ce pays-ci. Je le crois un très bon prêtre. Il a été très assidu à remplir ses devoirs. Il est fâcheux que malgré tout cela il n'ait pu contenter nos bourgeois. Je crois que le plus grand obstacle à la continuation de la bonne œuvre à laquelle Votre Grandeur a bien voulu se prêter est que ces messieurs craignent trop la dépense. Ils voudroient faire élever leurs enfants sans qu'il leur en coûtât rien, ou du moins sans qu'il leur en coûtât autant ».

Notons encore que les gages de l'instituteur communal de Grignan, qui étaient de 60 livres en 1687, de 132 livres au commencement du XVIII^e siècle, de 150 en 1714, montaient à 200 vers 1791 ; et que, pour remplacer des salles de classe prises à ferme pour 20 livres en 1714, on construisit une maison d'école en 1741.

Le vicaire de Grignan avait 40 élèves en 1818. Mais l'enseignement primaire et communal est depuis longtemps donné aux garçons par des instituteurs laïques, dont la demeure et les classes sont actuellement la maison dont faisait partie la chapelle Saint-Louis.

Quant aux écoles de filles, nous avons vu le comte et sa femme tenter inutilement en 1639 l'établissement à Grignan d'un couvent de Bénédictines, dans le but de l'instruction de la jeunesse du sexe.

En 1661, ce comte léguait à la commune 600 livres, employables à l'acquittement des dettes de celle-ci, qui en paierait annuellement et perpétuellement la pension, soit 30 livres, à une « maîtresse d'eschole ». En cas qu'on ne pût ou ne voulût pas avoir celle-ci, la pension serait dévolue à l'hôpital.

Nous ne savons s'il faut voir une maîtresse d'école parmi ces trois régents de *college* et ces *m^{res} d'escolles* qu'il y avait en 1664 et dont le paiement était fait en partie par l'hôpital, à l'actif duquel on trouve, en 1732, 1,200 livres de legs de Louis Gaucher.

Mais en 1714 Grignan donnait 30 livres pour la maîtresse d'école.

Vers 1760, les sœurs de l'hôpital avaient les écoles de filles et tenaient des pensionnaires ¹.

Après la Révolution les sœurs qui les remplacèrent auprès des malades prirent également ces écoles et y ont joint plus tard un pensionnat de demoiselles et la salle d'asile, ouverte en 1847 ².

L'abbé FILLET.

(1) Mairie de Grignan, arch. de l'hôpit., collect. Morin-Pons et min. cit.; — Arch. de la Drôme; — NADAL, Op. cit., p. 227; — LACROIX, *L'arrond.* cit., t. iv, pp. 322-6.

(2) Finissons le *Grignan religieux* par les corrections et additions suivantes : Tome xi du *Bulletin*, p. 321, l. 25, et p. 322, l. 2 et 8, au lieu de *des Tourr.*, lire *de Tourr.*; — p. 411, l. 20, aj. : La chapelle Saint-Sébastien fut fondée en 1476 par Giraud Adhémar (Collect. Morin-Pons); — p. 414, l. 1, au lieu de *1654*, lire *1664*. — T. xii, p. 34, l. 15, ajouter : Les peintures en question n'étaient que des vestiges informes échappés à un ancien badigeonnage et qui devaient disparaître. Nous avons reconnu le dessin, horriblement fait, d'un soleil ou ostensor, à 1 m. 50 du sol, contre le mur mitoyen des deux sacristies, point où devait être l'autel. — Note, l. 4, au lieu de *514*, lire *215*. — T. xiii, p. 149, ajouter : La chapelle Saint-Antoine fut fondée vers 1530, d'après une quittance par Jean Deloche et Pierre Portalier au baron Louis Adhémar de 20 écus d'or sol et 10 sommées de mèteil pour les murs de cette chapelle (Collect. Morin-Pons).



RECHERCHES SUR LES ÉVÊQUES

originaires du diocèse de Valence. (*Suite.*)

5. LÉGER, Archevêque de Vienne (1030-1070).

Léger (*Leodegarius, Leudgarius*) naquit à Romans ou dans les environs vers la fin du X^e siècle. Guillaume, son père, était un très riche seigneur, dont les possessions s'étendaient sur l'une et l'autre rive de l'Isère, depuis les environs de Valence jusque dans le Royans. Fida, sa mère, était fille de Silvion de Clérieu, le plus puissant et le plus éminent personnage de la contrée, dont la famille était alliée à la maison royale de France : ce qui explique la parenté de Léger avec le roi Henri I^{er}, qui régnait de son temps¹. Il avait trois frères, Guillaume, Arman et Adon ; ce dernier était prêtre et religieux de l'abbaye de Saint-Barnard. Le Cartulaire de cette église nous fait encore connaître, mais sans en indiquer la filiation, un cousin germain de Léger nommé Guigues, qui fit don au monastère d'une partie de ses biens situés dans le territoire de Génissieux².

(1) *Henrico primo, Galliarum regi, consanguinitate junctus.* (J. Dubois, *Flor. Bibl.*, p. 66.) — Sans contester cette royale origine, observe M. Giraud, citant ce passage, il faut reconnaître que les preuves n'en sont pas venues jusqu'à nous ; mais le Cartulaire lui en assigne une assez noble en le rattachant, par sa mère *Fida*, à cette antique famille des premiers seigneurs de Clérieu, qui déjà même ne relevaient que des empereurs. Guillaume, son père, pour pouvoir prétendre à cette alliance, devait être un des plus puissants barons de la contrée... Dans une charte de l'an 1036, rapportée au t. 1^{er}, p. 402, *Ampliss. collect.* de D. Martène, le père de Léger et son fils Guillaume, de même nom que lui, figurent au nombre des souscripteurs, et leur seing précède immédiatement celui d'Humbert, ce qui inspire aux Bénédictins cette judicieuse réflexion : *Quos cum ante Humbertum comitem subscripserint, magnæ nobilitatis fuisse conjicimus.* (GIRAUD, *Essai sur l'abb. de St-Barnard*, t. 1^{er}, p. 73, note.)

(2) *Ibidem*, *Preuves*, p. 109 (charte 56).

Le monastère, avec toutes ses dépendances, était enclavé en entier dans les possessions de Guillaume et relevait de sa juridiction temporelle. Comme la plupart des seigneurs de cette époque, ses ancêtres n'avaient pas toujours su résister à la tentation de mettre la main sur les droits de l'Eglise et de s'agrandir à ses dépens. Bien souvent ils tracassaient leurs paisibles voisins, en cherchant à empiéter sur leur liberté, en s'ingérant dans l'administration intérieure de la communauté et même en usurpant des terres qui leur appartenaient; ce qui obligea plus tard les fils de Guillaume à faire à l'abbaye d'importantes libéralités, qui étaient beaucoup moins de leur part des actes de générosité que des donations à titre de restitution. C'est ainsi que, le 13 décembre 1045, Guillaume, l'aîné, fit don au monastère de Saint-Barnard de l'église de Samson, qui dépendait de ses domaines, et, un peu plus tard, Adon, son frère, lui donna pareillement les deux églises de Chanos, Saint-Pierre et Saint-Martin, et celle de Saint-Pierre du Voirazier, qui faisaient également partie de son patrimoine. Ce dernier exprime formellement dans sa donation, à laquelle s'associe Arman, son autre frère, que le motif pour lequel il la fait est de réparer les usurpations et les violences dont toute sa parenté s'était rendu coupable à l'égard de l'abbaye ¹.

Léger allait réparer d'une manière bien plus efficace encore les injustices de sa famille envers l'Eglise. Sa jeunesse se passa au Puy-en-Velay, où il reçut une éducation conforme à sa naissance, sans doute auprès de l'évêque de cette ville, ou dans quelqu'une des écoles qui florissaient alors à l'ombre des monastères. Les documents contemporains ne nous font pas connaître pour quels motifs le jeune seigneur fut envoyé par sa famille dans un pays si éloigné. Peut-être était-il parent de l'évêque du Puy, Guy d'Anjou, allié, comme lui, à la famille

(1) *Cis quoque rivum Calonem abusiones seu malos usus et acceptiones, quæ omnia omnis parentela mea in abbatia ipsius ecclesiæ hactenus invasit, omnemque obedientiam meam penitus derelinquo.* (Cartulaire de Saint-Barnard, charte 28.)

royale de France; peut-être son père possédait-il des fiefs et des domaines jusque dans cette lointaine contrée'. Quoi qu'il en soit, Léger se fit remarquer par ses talents et sa piété; son éducation terminée, il devint chanoine de l'église du Puy, qui l'avait vu grandir et qu'il avait édifiée par ses précoces vertus.

« A une époque où les mœurs du clergé étaient loin d'une piété exemplaire, dit M. Giraud, où l'incontinence et la simonie infectaient la plupart des prêtres, il sut se préserver de la contagion générale. Son esprit solide et cultivé, son caractère ferme et conciliant, la facilité de sa parole, toutes ces qualités, jointes à l'éclat de sa haute naissance, signalèrent bientôt Léger comme un de ces hommes appelés à commander aux autres. Aussi les chanoines de Romans, ses compatriotes et les juges les plus compétents de son mérite, avaient-ils jeté les yeux sur lui pour le préposer à l'administration de leur communauté. L'archevêque de Vienne Burcard, successeur de Thibaud et héritier de sa bienveillance envers la collégiale, songeait également à lui confier les fonctions d'abbé; enfin, Guillaume, son père, avait témoigné le même désir. Seigneur de Romans, à ce titre, la juridiction de Guillaume embrassait non-seulement le peuple, les habitants du fief, mais encore les ecclésiastiques, *clero et populo*, dit le Cartulaire. Sans doute il ne bornait pas son droit au règlement des choses purement temporelles, comme la perception des revenus, la distribution de la justice; il l'étendait à la nomination aux emplois de l'Eglise. Cette usurpation des fonctions spirituelles par le pouvoir laïque était fréquente dans ce siècle et dans le précédent; elle avait été l'objet des plaintes réitérées des chanoines, et quelque irrégulier que fût un pareil état de choses, l'autorité ecclésiastique, trop faible pour s'y

(1) Nous constaterons ici les rapports fréquents qui existaient entre les églises de Vienne et de Romans et celle du Puy. Le corps de saint Barnard, après son élévation, fut transféré à Saint-Paulien, dans le Velay, en 944. Nous avons déjà remarqué les nombreuses relations de l'abbaye de Saint-Chaffre, au diocèse du Puy, avec le Dauphiné. Bientôt nous verrons le siège épiscopal de cette ville occupé par notre célèbre Adhémar de Monteil et un peu plus tard par un d'Albon.

soustraire, était obligée de le subir. La piété de Léger s'en affligeait, et Guillaume, à sa prière, se montrait disposé à y mettre un terme ¹. »

Il arriva effectivement que, l'abbé de Saint-Barnard étant mort, Léger fut élu en sa place par le suffrage unanime des religieux. Cette élection eut lieu de la manière la plus solennelle, le 23 novembre 1025, sous la présidence de l'archevêque de Vienne, en présence du clergé et des principaux seigneurs de la contrée, dont la plupart étaient les vassaux de son père; un délégué de l'église du Puy y assistait aussi. Guillaume avait pris toutes les mesures nécessaires pour arriver au résultat désiré. Le procès-verbal de cette opération importante nous a été conservé dans le Cartulaire de Saint-Barnard; il est remarquable et intéressant à plus d'un titre. Après quelques considérations générales sur la nécessité de placer à la tête des maisons religieuses des hommes d'un mérite reconnu et d'une vertu éprouvée, mesure rendue plus nécessaire encore par les mœurs dissolues de quelques-uns (*ob bestiales quorundam mores*), la vénérable assemblée se propose de donner un digne successeur à l'abbé défunt, comme fit saint Pierre, élisant saint Mathias à la place du traître Judas, et comme elle en trouve d'autres exemples dans l'Ancien et dans le Nouveau-Testament. « C'est pourquoi, continue l'acte cité, nous appuyant sur cette autorité très sainte et désirant observer l'ancienne coutume, nous tous, clercs de Romans, savoir : d'abord Lambert, chanoine, puis Ingelbert, Bonopare, Renco, Rodonnus, Subbodus, Ponce, Adon, Pierre, Folcard, Annon, Flodald, Rostaing et toute la communauté, avec le consentement du peuple, nous élisons un certain homme nommé Léger, fils de Guillaume, instruit dans les sciences libérales, orné de patience et d'humilité, animé du plus grand zèle pour le service de Dieu, qui a été formé par la règle et la discipline religieuse de l'église du Puy, et nous l'élevons à l'honneur de la prélature ², en pré-

(1) GIRAUD, *Essai historique sur l'abbaye de Saint-Barnard*, t. 1^{er}, p. 30.

(2) *Eligimus quemdam virum nomine Leodegarium, Willelmi scilicet*

sence du seigneur Burcard, notre père, archevêque de Vienne, qui dispose et agit lui-même selon son droit paternel, moyennant la soumission due à sa personne et au très saint siège de Vienne, soumission observée comme il convient par nous, par l'élu lui-même ¹ et par toute notre maison; maître Alaman, prévôt, consentant aussi à cette élection, ainsi que maître Sarlion, doyen, et toute la communauté de notre église; et ce sur la demande de son père Guillaume, de l'épouse de celui-ci, nommée Fida, de son frère Guillaume et aussi d'après le consentement de tous les princes, ses vassaux, parmi lesquels se trouve un illustre chevalier du nom de Bornon ², et un autre nommé Rorgo, et Rostaing, et son frère Léotalde; en présence aussi de maître Didier, custode et chanoine de l'église du Puy, et de Rainoard, abbé de l'illustre monastère de Cruas; sous cette clause que le susdit Guillaume abandonnera aux fils de l'église la souveraineté et la propriété de ce lieu, avec le clergé et le peuple, et toutes ses dépendances. » L'acte porte les souscriptions de Guillaume, *qui a fait faire cette élection et qui a demandé à la confirmer de sa main puissante* ³, de Berlion, de Falcon, de Guigues, d'Adon, frère de l'élu. Une note, jointe comme cédula à ce procès-verbal, ajoute : « Sachent tous ceux qui liront cette écriture que Burcard, archevêque de Vienne,

flum, disciplinis litteralibus eruditum, patientiâ et humilitate decoratum, in servitio Dei strenuum, Aniciensis ecclesiæ regulis et religione educatum, in honorem prælationis. (Cart. de Saint-Barnard, ch. 53 bis.)

(1) Nous croyons qu'il faut lire : *Electum ipsum*, et non pas : *Clericum ipsum*, comme lit M. Giraud. Ces deux mots ici n'auraient pas de sens. D'ailleurs, d'*electum* à *clericum* l'erreur est facile.

(2) Ce Bornon, qui était de la famille de Bressieu, est qualifié dans d'autres titres de très noble et très illustre chevalier (*nobilissimus et illustrissimus miles*); et cependant, observe M. Giraud, il était vassal de Guillaume, d'où l'on peut inférer la puissance de celui-ci.

(3) *Signum Wilhelmi, qui electionem istam fieri jussit, et firmare rogavit manu sua firmâ.*

a rendu à Dieu et à la sainte église de Romans, entre les mains de Léger, abbé de ladite église, l'héritage qui avait été enlevé à ses prédécesseurs, afin qu'il soit restitué en entier à l'église elle-même et à ses habitants, après le départ ou la mort d'Ismond, » qui sans doute en était le détenteur ou l'usufruitier ¹.

Comme on le voit par cet acte, Guillaume se dessaisissait en faveur de son fils de sa juridiction sur l'abbaye et renonçait à toute intervention ultérieure dans les affaires de l'Eglise. L'élection de Léger devait donc avoir pour le monastère de Saint-Barnard les plus heureux résultats, non-seulement à cause du mérite supérieur du nouvel élu, pour l'administration intérieure de la communauté, mais aussi au point de vue des intérêts temporels et des relations extérieures de l'abbaye; car, outre que ce choix lui assurait la considération au dehors par le crédit et la haute influence dont jouissait dans la contrée la famille de Léger, il devenait en même temps pour le monastère un gage de paix et de tranquillité, en réunissant dans les mêmes mains des intérêts opposés. Ce fut comme une sorte de compromis et de transaction amiable entre les religieux et Guillaume : la juridiction et l'autorité dont celui-ci avait usé jusqu'alors à leur égard ne sortaient pas de sa famille et passaient, pour ainsi dire par voie d'hérédité, entre les mains de son fils, qui allait les exercer désormais d'une manière régulière et parfaitement conforme aux saints canons, comme abbé et supérieur ecclésiastique de la communauté. De la sorte, les droits et les intérêts de l'Eglise étaient pleinement sauvegardés et les prétentions et les légitimes susceptibilités de Guillaume suffisamment ménagées.

Léger saisit d'une main ferme les rênes de l'abbaye. Il remit en vigueur parmi ses religieux la discipline monastique, dont il se montrait lui-même le fidèle observateur. Il fit respecter

(1) Voir le texte de ce procès-verbal dans l'*Essai historique sur l'abbaye de Saint-Barnard, Preuves*, t. 1^{er}, p. 101 (charte 52 bis). Cette pièce a été aussi publiée par du Bois, dans ses *Antiquités de Vienne*.

au dehors les droits et les prérogatives de son église et arrêta le cours des usurpations dont elle avait eu à souffrir de la part des seigneurs des environs. Ceux-ci comprirent qu'ils ne pouvaient plus méconnaître impunément une autorité qu'ils voyaient entre les mains d'un de leurs pairs et qu'ils savaient appuyée par sa puissante famille. Aussi l'avènement de Léger au siège abbatial marqua-t-il pour le monastère une nouvelle ère de prospérité et de paix. Il fit opérer en sa faveur d'importantes restitutions, et beaucoup de donations nouvelles furent faites entre ses mains en l'honneur de Dieu et du bienheureux Barnard, pour l'entretien des religieux qui desservaient son église et pour l'augmentation du culte divin.

Le Cartulaire de Saint-Barnard fait mention de terres considérables que les frères de Léger possédaient à Chanos. Ces biens leur provenaient sans doute du chef de leur mère Fida ; car nous voyons peu d'années après les Clérieu exercer en ce lieu la juridiction féodale. Quoi qu'il en soit, Léger devait y être connu et considéré à l'égal de ses frères. Ce fut sans doute en sa considération et comme pour rendre à leur jeune seigneur, élevé sur le trône abbatial, un témoignage de leur estime et de leur sympathique attachement que, le 16 janvier 1030, Rostaing et Agia, sa femme, firent don à l'abbaye d'une maison, de terres, vignes et jardins situés dans cette paroisse¹. Dans le courant de la même année, et peut-être sous l'influence de cet exemple, Gotafréd donna aussi à l'église de Saint-Barnard des terres et des vignes à Veaunes, village tout voisin². Une autre donation, dont le Cartulaire n'indique pas la date, fut faite encore sous la prélature de Léger par Adalgarde, mère de Lantelme de Saint-Lattier, d'une métairie et de terres situées sur la paroisse de Saint-Didier³. Ces trois actes sont les seuls

(1) *Essai historique sur l'abbaye de Saint-Barnard, Preuves*, t. II, p. 11 (N.^{os} 97 et 254).

(2) *Ibidem*, t. I^{er}, p. 144, ch. 107.

(3) *Ibidem*, ch. 67, p. 121. — Il faut appliquer à cette chartre l'observation
TOME XIV. — 1880.

dans lesquels le nom de Léger figure comme abbé de Romans, sans le titre d'archevêque; ce qui nous permet de croire qu'ils sont antérieurs à sa promotion à l'épiscopat. Nous trouvons, il est vrai, dans le Cartulaire de Saint-André-le-Bas une charte, datée de 1025, qui le qualifie d'archevêque de Vienne; mais il est certain qu'à cette date son prédécesseur, le bienheureux Burcard, n'était point mort, puisque nous le trouvons encore cinq ans après sur le siège de cette métropole. Ce document a embarrassé les historiens; quelques-uns ont voulu l'expliquer en supposant que Burcard avait associé Léger à sa charge pastorale en qualité de coadjuteur ou de chorévêque, et qu'il lui avait confié plus spécialement la surveillance et l'administration de cette partie de son diocèse où s'élevait l'abbaye de Saint-Barnard, située, comme on sait, sur l'extrémité du territoire soumis à sa juridiction, comme l'avaient fait avant lui Rainfroi à l'égard de Rostaing et, antérieurement encore, Alexandre à l'égard de Sobon ¹. Mais cette hypothèse est renversée par un texte formel, qui nous donne la date à peu près précise de l'ordination épiscopale de Léger : le 2 octobre 1037, la septième année de son pontificat n'était pas encore terminée ². Nous savons, d'un autre côté, que le saint archevêque Burcard prit possession du siège métropolitain en l'an 1000 et qu'il l'occupait trente ans ³. Ce fut donc vers la fin de l'année 1030 que Léger

vation faite par M. Giraud sur la ch. 97 (t. 1^{er}, p. 141, note 2). C'est par inadvertance qu'il en rapporte la date au pontificat de Léger. Elle appartient évidemment à l'époque de sa prélature.

(1) C.-U.-J. CHEVALIER, *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, ch. 209, p. 153, note 2. — COLLOMBET, *Histoire de la sainte Église de Vienne*, t. 1^{er}, p. 379, note 2.

(2) Charte 33 du Cartulaire de Saint-Barnard. Nous la citons plus loin *in extenso*. — Voir GIRAUD, *Essai historique, Preuves*, t. 1^{er}, p. 72, note 11.

(3) Le bienheureux Burcard succéda à saint Thibaud, décédé le 21 mai de l'an 1000. Tous les documents originaux affirment qu'il siégea trente

lui succéda, et il fut sacré archevêque de Vienne dans le courant d'octobre ou au plus tard au commencement de novembre; c'est ce que nous donne clairement à entendre le texte que nous venons d'indiquer, puisqu'à la date qu'il porte notre prélat n'était éloigné que de quelques jours de l'anniversaire de sa consécration.

Léger se montra le digne successeur d'un saint évêque, et il eut à cœur de marcher sur ses traces et de continuer ses glorieuses traditions. Les vertus du bienheureux Burcard, son zèle, sa foi et sa piété, son dévouement à son troupeau et à l'Église paraissaient revivre en lui. La vénération des populations se reporta sans effort du pontife qu'elles venaient de perdre sur son illustre successeur. L'ascendant que lui donnait sa haute naissance était relevé à leurs yeux par ses éminentes qualités; la noblesse de son caractère s'alliait heureusement en lui avec la grandeur de son origine, et l'éclat de sa dignité était merveilleusement rehaussé par celui de ses vertus. Son épiscopat fut l'un des plus longs et des plus remarquables dont s'honore la sainte église de Vienne, et il fut admirablement rempli de toute sorte de grandes et saintes œuvres; aussi en trouvons-nous des traces nombreuses dans nos cartulaires et dans les monuments contemporains.

Dès la première année de son pontificat, Ermengarde, épouse de Rodolphe le Fainéant, roi de Bourgogne, laquelle résidait habituellement à Vienne, fonda le prieuré de Talloire, sur les bords du lac d'Annecy, et en fit don à l'abbaye de Savigny. L'acte de fondation nous fait connaître que ce fut à la persuasion de Léger que la bonne reine accomplit cet acte de piété : *Suadente*

ans : *Præfuit Ecclesiæ suæ annis XXX. (Hagiologe viennois, au 19 août); — Virtutum et miraculorum gloriâ illustris, cœlum petit die XX augusti, ... postquam sanctam Viennensem Ecclesiam XXX annis sapienter rexisset. (Chronique des archev. de Vienne, publiée par M. l'abbé Chevalier, p. 27.)* D'après les documents ci-dessus, le bienheureux Burcard mourut le 19 ou le 20 août 1030.

inter alios Leodegario, Viennensi archipræsule ¹, et le nom de notre prélat figure parmi ceux des témoins qui y souscrivirent. L'année suivante (1032), Léger souscrivit encore à la donation faite par Berlion, chevalier, de l'église de Saint-Germain, dans le territoire de Vienne, à l'abbaye de Cluny ². M. Hauréau pense que ce fut aussi cette année-là qu'il porta un décret relatif à certains abus qui s'étaient glissés parmi les religieux de Saint-André-le-Bas, décret dont le cartulaire de cette abbaye nous a conservé le texte, avec la date fautive de 1025. (C'est le document dont nous avons parlé plus haut.) « Moi, Léger, y lisons-nous, archevêque de la sainte mère l'Eglise de Vienne, touché de compassion sur le monastère de Saint-André, sur son abbé dom Itier et sur ses moines, qui vivent dans un amour exemplaire de la patrie céleste, je défends que dans l'obédience de Moydieu, de Gemmes, de Crésancieu, un obédiencier quelconque s'avise de retenir pour son propre usage quoi que ce soit sur les plaids, sur les mutations des manes ou des religieux, sur les offrandes faites à l'autel, sur la perception des dîmes, sur les moulins ou foulons à drap, sur les péages ou autres choses de ce genre ; mais que tout absolument soit affecté à l'utilité commune des frères, suivant les justes dispositions de l'abbé, afin que, dans le monastère, l'immense concours des peuples serve à l'abbé et à ses frères ³, et que les louanges de

(1) AUG. BERNARD, *Cartulaire de l'abbaye de Savigny*, p. 318. — Cette chartre ne porte pas de date. Les nombreux auteurs qui l'ont citée lui en assignent pour la plupart une fautive et varient entre les années 1020 et 1037. Mais, comme le fait très bien observer M. Hauréau, Léger ne pouvait y figurer comme archevêque de Vienne avant 1030, et, d'autre part, cette donation d'Ermengarde ayant été confirmée par le roi Rodolphe, son époux, elle ne saurait être postérieure à l'année 1032, qui fut celle de sa mort. (*Gallia christiana*, t. xvi, col. 64, note.)

(2) DOM ESTIENNOT, reg. 565, p. 55. — *Cartulaire de l'abbaye de Cluny*.

(3) *Quatinus in cænobio abbati et fratribus proficiat immensa populorum*

Dieu y soient célébrées dignement. Nous ordonnons que l'on observe exactement la même règle à Vitrieu ¹ et à Masian ², à moins qu'un religieux n'y réside à poste fixe. Nous décrétons que, par l'autorité de Dieu et la nôtre, et par celle de saint Benoît, celui qui sera trouvé avoir violé cette constitution soit châtié avec une telle sévérité que les autres en conçoivent de la crainte; et si quelqu'un revient ou cherche à ramener à l'abus que vise notre décret, à moins qu'il ne revienne à résipiscence, nous le lions du lien indissoluble de l'anathème, par l'autorité du Père, du Fils et du Saint-Esprit, et tant que les susdits religieux demeureront dans ladite transgression, nous annulons tous leurs pouvoirs (*cunctas auctoritates eorum prophanamus*), comme ceux des religieux séculiers qui ne veulent pas obéir à leur règle; mais à ceux qui les observeront et qui désireront la vie commune, selon les règles de leur institut, nous accordons notre bénédiction et l'absolution de leurs péchés ³. »

Après la mort de Rodolphe, survenue à Lausanne le 6 septembre 1032, Ermengarde fit don à l'abbaye de Saint-André de l'église de Saint-Jean-d'Albigny, au diocèse de Grenoble ⁴,

conversatio. — Nous croyons que Collombet n'a pas compris le sens de cette phrase, lorsqu'il la traduit en ces termes : « En sorte que, dans le monastère, la grande activité des peuples serve à l'abbé et à ses frères. » (*Histoire de la sainte Église de Vienne*, t. 1^{er}, p. 398.) Il y a là un contre-sens doublé d'un non-sens.

(1) *Vitroscum*, Vitrieu, commune de Vergnion, canton de Roussillon (Isère).

(2) *Masianum*, lieu inconnu, souvent nommé dans le Cartulaire de Saint-André conjointement avec *Arcas* (Artas, canton de Saint-Jean-de-Bournay). Ces deux localités devaient être à peu de distance.

(3) *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, ch. 209, p. 152. — M. l'abbé Chevalier rapporte cette charte à l'an 1035, supposant que l'erreur de date qui se trouve à l'original provient de l'omission d'un *x*, due à l'inadvertance de quelque copiste maladroit.

(4) Saint-Jean-de-La-Porte, canton de Saint-Pierre-d'Albigny (Savoie).

pour le repos de l'âme du roi, son époux, et pour le salut de la sienne; et, par deux actes subséquents, elle donne encore à ce même monastère des terres et une vigne, situées au même lieu. Léger assiste, comme témoin, à ces trois donations et confirme de son autorité ces nouvelles libéralités de la pieuse reine. Nous voyons, par un de ces actes, qu'ils furent passés solennellement en sa présence et en celle de tous ses chanoines ¹. Cette solennité extraordinaire, dont on entourait les contrats faits en faveur de l'Église, avait pour but de leur donner un caractère sacré, que leur objet comportait déjà et qui en eût rendu la violation doublement sacrilège.

Une autre libéralité fut faite encore à l'abbaye de Saint-André, dans des circonstances analogues, par un certain Guillaume de Bourgogne, comte Palatin. Ce généreux personnage fit don à cette église d'une quarte de sel tous les samedis, et cela, observe-t-il dans l'acte de donation, « afin que Dieu dirige mes pas dans la voie de ses commandements, et qu'après le cours de la vie de ce monde il accorde le repos éternel à l'empereur, notre maître, et au vicaire de saint Pierre qui est sur le siège de Rome. Et, quoique je donne bien peu pour obtenir beaucoup, je place cette donation sous la sauvegarde du seigneur Léger, archevêque de Vienne, et de ses chanoines ². »

La présence de Léger et de ses chanoines est aussi mentionnée dans un acte de donation faite en faveur de l'abbaye de Saint-Barnard par un certain Ismidon, qui fait cession à cette église d'une partie de son héritage situé à *Bacianum* ³, au mandement

(1) *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, chartes 224, 228 et 242. Cette dernière se termine ainsi : *Hec carta facta est sub præsentiâ domni Leudegarii, archiepiscopi, et omnium canonicorum ejus.*

(2) *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, ch. 256 et 274. Cette chartre porte aussi la date fausse de 1025, que M. l'abbé Chevalier discute, *loco citato*, p. 205.

(3) Lieu inconnu, qui devait se trouver, comme Crépol, dans la vallée de l'Herbasse.

de Crépol, et lui fait don en outre d'une redevance annuelle d'une sommée de vin. Les clauses de cette donation sont assez curieuses pour que nous en donnions ici l'analyse : le donateur aura la jouissance de sa vigne pendant sa vie ; les chanoines y ajoutent même une autre vigne qui leur appartenait déjà et lui font pareillement cession, sa vie durant, d'une maison qui appartenait à Adon (peut-être le frère de Léger ¹), à la charge par lui d'y faire les réparations nécessaires et de payer la redevance annuelle qu'il a promise d'une sommée de vin. Après sa mort, cette maison reviendra à l'église avec les deux vignes, savoir celle du chapitre et la sienne, et il lui laissera aussi son cheval et son armure ; tout l'argent qui pourra se trouver dans ladite maison, avec les bâtiments qu'il aura pu y ajouter ou les constructions qu'il aurait fait faire dans la partie inférieure du bourg ² appartiendront de même à l'église ; en un mot, il lui donne tout son avoir, en même temps que son corps au cimetière, et il le dévoue par serment. Tout cela a été fait avec l'approbation de notre seigneur l'archevêque Léger et revêtu de son témoignage ainsi que de celui de tous ses chanoines attachés à cette église, savoir : Folcard, Rencon, Sobon, Agapit, qui a écrit cette charte ³, Richard, Romain, Raganfred, Lantelme, Prémencus et tous les autres ⁴.

Le nom de Léger figure encore dans un certain nombre d'autres donations et ventes faites sous ses auspices soit à l'église

(1) Nous sommes autorisé à formuler cette conjecture par l'absence du nom d'Adon parmi ceux des chanoines de Saint-Barnard qui figurent au bas de cette charte, ce qui permet de supposer qu'il était mort.

(2) Il est probable qu'il s'agit ici du bourg de Romans, qui commençait alors à se construire autour de l'abbaye. Le donateur serait donc venu habiter près de l'église qu'il venait de doter.

(3) Agapit était le secrétaire ou notaire du chapitre de Saint-Barnard. Le secrétaire particulier de Léger s'appelait Rodulphe. (V. GIRAUD, *Essai histor.*, t. 1^{er}, p. 33.)

(4) *Cartulaire de Saint-Barnard*, ch. 19 bis. (*Preuves*, t. 1^{er}, p. 49.)

de Vienne, soit à l'abbaye de Saint-Barnard ou à celle de Saint-André, et qu'il serait aussi oiseux que fastidieux de rapporter ici en détail ¹. Nous mentionnerons seulement l'acte par lequel le prêtre Folchérius, récemment nommé chanoine de Vienne, remet entre les mains de son archevêque une partie de ses biens, pour être ajoutés à la masse commune du chapitre et affectés à l'entretien de ses collègues ², et une autre donation analogue, faite dans le même but par le chanoine Armannus, de terres qu'il possédait dans la paroisse de Roiffieux, près d'Annonay ³. Une troisième donation de ce genre fut encore faite par l'archidiacre Ismidon et son neveu Milon, récemment nommé chanoine, sur la fin du pontificat de Léger ⁴.

Le 3 novembre 1036, Léger assembla à Vienne une espèce de synode, où se trouvèrent réunis les abbés des monastères situés dans les diocèses de Lyon et de Die, avec un certain nombre d'ecclésiastiques et quelques seigneurs laïques. Il fut statué dans cette assemblée que l'église de Saint-Ferréol serait donnée aux religieux de Saint-Victor de Marseille, à la charge de la rétablir et de l'entretenir ⁵. L'année suivante, il unit à cette même église celle de Saint-Symphorien, située au nord et à

(1) *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, Supplément, ch. 52*, 104*, 118*, 120*. — *Cartulaire de Saint-Barnard*, ch. 16, 22 bis, 40, 59, 64, 65, 164, 171. — Outre ces actes, dans lesquels Léger figure comme témoin ou comme partie contractante, bon nombre d'autres contiennent aussi mention de son nom, comme ayant été passés sous son pontificat : ce sont les chartes 13 bis, 14 bis, 30, 32, 41 à 49, 52, 56 à 59, 63, 70, 74, 100 et 110.

(2) *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, Supplément, ch. 57*, p. 268. — M. l'abbé Chevalier assigne à cette chartre la date du 7 mars 1062, tandis que M. Hauréau, qui la mentionne, d'après Baluze, la rapporte à l'année 1032.

(3) *Ibidem*, ch. 59*.

(4) *Ibidem*, ch. 122*.

(5) DOM MARTÈNE, *Ampliss. collect.*, t. 1^{er}, col. 402.

peu de distance de la ville, et en fit don pareillement à l'abbaye de Saint-Victor ¹.

En montant sur le siège métropolitain, Léger n'avait point abandonné son abbaye de Romans; trop de liens l'attachaient à cette chère église pour qu'il pût les rompre entièrement. Il conserva donc le titre et les fonctions d'abbé de Saint-Barnard, tout en devenant archevêque de Vienne. Sans doute, un religieux de confiance représentait son autorité dans le monastère, où sa présence ne pouvait plus être habituelle, pour veiller en son lieu et place au maintien de la discipline régulière et aux menus détails de l'administration; mais, lorsqu'il se présentait quelque affaire plus importante ou d'un intérêt majeur pour sa communauté, Léger ne manquait pas de venir la traiter par lui-même. S'il voyait dans son église de Vienne une épouse auprès de laquelle le renaient les devoirs de sa charge pastorale, il retrouvait dans celle de Romans une mère, dont l'amour avait toujours occupé une large place dans son cœur et vers laquelle il se sentait sans cesse attiré par les plus doux et les plus affectueux souvenirs. Il aimait à venir se reposer dans son sein des fatigues et des sollicitudes de son laborieux apostolat. Il se plut à la combler de faveurs et à l'enrichir des plus précieux privilèges; il témoigna en toute circonstance aux religieux de Saint-Barnard, ses frères, le plus ferme dévouement et le plus bienveillant intérêt. Non content de défendre leurs droits avec une autorité pleine d'énergie, il ne négligeait aucune occasion de leur procurer de nouveaux avantages spirituels ou temporels. Rien n'échappait à sa vigilante sollicitude de ce qui pouvait contribuer au bien des religieux ou à la prospérité de l'abbaye. On peut croire qu'il ne passait pas une année sans venir la visiter : nous l'y trouvons en 1037, promulguant les statuts qu'il avait dressés pour la communauté et prescrivant la formule de serment que chaque religieux devait prononcer avant de prendre rang au chapitre ². La même année, Léger convoqua dans son

(1) DOM MARTÈNE, *Ampliss. collect.*, t. 1^{er}, col. 404.

(2) On trouve dans le Cartulaire, sous le N.º 389, deux versions diffé-

abbaye un vrai concile, auquel assistèrent l'archevêque de Tarentaise, les évêques de Sion, de Belley, de Grenoble, de Valence, de Die et de Maurienne, les abbés de Saint-Pierre et de Saint-André de Vienne, de Saint-Rambert du Jura et un certain nombre de seigneurs laïques des plus puissants de la contrée. Il publia dans cette mémorable assemblée et fit ratifier par tous les membres présents quelques privilèges dont l'église de Saint-Barnard jouissait auparavant et qui étaient tombés en désuétude, comme le droit d'asile dans toute sa latitude et celui de représenter l'Eglise romaine dans la province pour accepter et recueillir en son nom les dons et oblations que les fidèles voudraient lui faire. Il déclara aussi prendre sous sa protection spéciale toutes les personnes qui étaient venues établir leur demeure autour de l'abbaye de Saint-Barnard et qui commençaient dès lors à former une paroisse. Enfin, il fit dresser un acte, qui fut comme le procès-verbal de l'assemblée, et, pour lui donner plus de solennité, il le promulgua et le fit ratifier par les prélats et les seigneurs présents, le 2 octobre, jour anniversaire de la consécration de l'église, faite par saint Barnard, fondateur de l'abbaye, en l'honneur des saints apôtres Pierre et Paul et des bienheureux martyrs Séverin, Exupère et Félicien, dont les reliques reposaient sous l'autel ¹. Nous reproduisons ici dans son entier ce remarquable document :

« Insigne privilège accordé à l'église de Romans par le seigneur Léger, archevêque de Vienne, et confirmé par plusieurs autres évêques.

» Au nom de la sainte et indivisible Trinité, moi, Léger, par un don et une faveur de sa grâce, archevêque de la sainte mère l'église de Vienne, serviteur de tous les fidèles de Dieu, ayant trouvé que notre église avait joui autrefois d'une noble pros-

rentes de ce serment. (*Preuves*, t. 1^{er}, p. 269, et t. III, p. 210.) Le nom de Léger figure dans la première formule : *Et tu, abbas Leodegari archiepiscopus...* Plus tard, le nom de l'archevêque-abbé n'y parut plus.

(1) GIRAUD, *Essai histor. sur l'abbaye de Saint-Barnard*, t. 1^{er}, p. 34.

périté par l'industrie et par le zèle de ses bienheureux pontifes, j'ai désiré de rétablir dans leur ancienne vigueur certaines institutions établies par eux et en ce moment presque abolies. A cet effet, avec l'assentiment de quelques-uns de nos frères dans l'épiscopat, par un sentiment de vénération pour notre prédécesseur de sainte mémoire, le très heureux Barnard, fondateur de cette église, et aussi pour les saints martyrs Séverin, Exupère et Félicien, par l'amour desquels le pontife susnommé consacra solennellement cette église en l'honneur des douze apôtres, le 6 des nones d'octobre, nous accordons à la vénérable église de Romans qu'à partir de ce jour et dorénavant les fils de ladite église aient le pouvoir de protéger et de défendre un coupable, quel que soit son crime, ou une personne de condition ¹ qui se réfugiera là, jusqu'à ce que le coupable se réconcilie avec ses ennemis ou qu'il puisse se retirer quelque part qu'il lui plaira, sans crainte de sa vie. Que ce même lieu ait encore comme privilège spécial que si un pénitent a été chassé d'une église, il puisse entrer dans celle-ci et venir y implorer les mérites des saints et entendre l'office divin. Nous rappelons aussi en mémoire qu'il a été accordé à ce lieu par les anciens pontifes de l'Eglise romaine que si quelqu'un veut donner à saint Pierre de l'Eglise de Rome des terres situées dans notre province, ou même de l'argent, qu'il institue héritier l'autel érigé à Romans ². Et qu'aucun de nos successeurs ou quelque

(1) Personne qui n'était pas entièrement libre. (DUCANGE, V^o *Conditio*.)

(2) *Si quis prædia intra nostram provinciam, seu etiam pecuniam Sancto Petro Romane Ecclesie conferre voluerit, altare Romanis constitutus heredem faciat.* Il nous semble que M. Giraud n'a pas bien saisi le sens de ce passage lorsqu'il le résume ainsi : « Il confirma le mode de donation par le dépôt du titre sur l'autel ou par la présence du donateur devant l'autel. » La phrase latine, sauf un mot, sans doute mal lu ou mal copié, nous paraît être d'une interprétation facile; mettez *constitutum* au lieu de *constitutus*, et le sens sera parfaitement clair. Il suffit, du reste, de se rappeler que ce n'est point là une promulgation de règlements, mais la proclamation des privilèges dont jouissait l'abbaye de

autre personne, de n'importe quelle puissance ou condition, ne se permette d'inquiéter les habitants de ce lieu ou d'enlever leurs biens, si ce n'est jusqu'à concurrence de ce que ce même lieu a payé jusqu'à présent aux archevêques de Vienne, sauf l'autorité des saints canons; et si quelqu'un s'avise de le faire, que celui-là soit coupable et excommunié par sa présomption, et qu'il soit frappé d'anathème, à moins qu'il ne revienne à résipiscence. Moi, Léger, archevêque, je signe et confirme de ma propre main; Hemmo, archevêque de la sainte Église des Centrons et des Tarentaisiens, a confirmé et approuvé; Aimon, évêque de Sion et d'Octodure, pareillement; Aimon, évêque de Belley, a approuvé de la même façon; Artaud, évêque de Grenoble, a fait de même; Ponce, évêque de la sainte Église de Valence, a appuyé; Cunon, évêque de Die, a donné son assentiment; Théobald, évêque de Maurienne, a approuvé; Herbold, abbé du monastère de Saint-Pierre en dehors des murs de Vienne, a approuvé; Dothmar, abbé de Saint-André, dans les murs de la ville de Vienne, pareillement; Richard, abbé de Saint-Ragnebert de Vire (Saint-Rambert du Jura), de même. Donnée à Romans, dans l'assemblée publique des comtes et des princes des évêchés de Vienne et de Valence, l'an de l'Incarnation de N. S. J.-C. 1037, de la Passion 1004, indiction 5^e, le 6 des nones d'octobre, un lundi, 28^e jour de la lune, la 10^e année du règne de Conrad César auguste, la 7^e de l'épiscopat du seigneur Léger n'étant pas encore terminée; par la main de Rodulphe, son premier chancelier, à la fois Franc et Teuton ¹.

Tout, dans l'acte qu'on vient de lire, dénote l'importance des privilèges qu'il était destiné à consacrer et le prix qu'y attachait

Saint-Barnard; or, de tous ceux dont il est fait mention ici, celui de représenter dans la province l'Église romaine elle-même nous paraît bien être le plus insigne.

(1) Voir le texte de ce document, avec les savantes notes qui l'accompagnent, dans M. GIRAUD, *Preuves*, t. 1^{er}, pp. 68 et suiv. (ch. 33).

Léger; l'appareil imposant au milieu duquel ils furent promulgués devait les rendre plus sacrés encore aux yeux de tous. Cette assemblée extraordinaire avait eu, sans doute, pour objet de les faire reconnaître et approuver solennellement par les plus éminents personnages de la contrée; c'était là, certainement, une affaire plus importante que celle qu'avait eue à traiter le synode réuni à Vienne l'année précédente. Cependant, M. Giraud estime que ce ne fut point là le motif principal pour lequel Léger avait réuni cette assemblée : « On ne sait pas précisément dans quel but, dit-il; mais on peut le conjecturer. Le roi Rodolphe, en mourant, venait de laisser ses États à Conrad le Salique, dont l'autorité, un moment contestée, n'avait pas tardé d'être généralement reconnue..... La convocation des grands de la contrée faite à Romans par l'archevêque de Vienne avait peut-être pour objet de leur communiquer son projet de voyage auprès de ce prince, ou du moins de conférer avec eux sur les nouveaux rapports qu'amènerait nécessairement un changement de dynastie : ce devait être une réunion essentiellement politique; les qualités prises à la fin de la charte par son rédacteur Rodulphe, qui s'intitule premier secrétaire franc et en même temps teuton, *franci et teutonici similiter*, prêtent une grande vraisemblance à ma conjecture. Ces expressions sont remarquables; c'est le seul acte à ma connaissance où elles se rencontrent, et elles reçoivent une explication très naturelle des relations que Léger devait avoir et avec les Francs, auxquels il appartenait lui-même, et avec la cour de l'Allemand Conrad, son souverain légitime, dont la langue était différente. Rodulphe, son premier secrétaire, qui figure dans plusieurs autres diplômes, était chargé sans doute de la double correspondance française et teutonne ¹. »

L'année suivante, Léger se rendit effectivement auprès de l'empereur Conrad, qui résidait alors à Spire, pour lui offrir ses hommages et obtenir de lui la confirmation des privilèges de son

(1) GIRAUD, *Essai histor.*, t. 1^{er}, p. 32.

Église. Le prince l'accueillit avec bienveillance et lui accorda toutes les faveurs qu'il demandait; il lui délivra à cet effet un précepte ou diplôme de franchise, par lequel il déclarait prendre sous sa protection et sa sauvegarde tous les droits et privilèges de l'Église de Vienne, les biens et les personnes de ses serviteurs. Cet acte, daté du 31 mars 1038, est ainsi conçu : « Au nom de la sainte et indivisible Trinité, Conrad, par la faveur de la clémence divine, auguste empereur des Romains. Si nous prêtons une oreille favorable aux justes réclamations de nos fidèles, nous ne doutons pas qu'ils n'en deviennent plus dévoués et plus prompts à notre service. Que l'universalité de tous les fidèles de la sainte Église de Dieu et les nôtres, tant présents qu'à venir, sachent donc que l'archevêque de la sainte Église de Vienne, nommé Léger, est venu implorer notre clémence, nous priant avec instance de vouloir bien, pour l'amour de Dieu et le salut de l'empire romain, confirmer et corroborer les biens que son Église possède en vertu de diplômes royaux. Considérant qu'il convenait de nous rendre à ses dignes prières, sur l'intervention et la demande de l'impératrice Gisèle, notre très chère compagne et participante de notre empire, et du roi Henri, notre très aimé fils, par l'autorité de ce diplôme ou précepte, nous confirmons, corroborons, accordons et concédons à ladite Église, autant que nous le pouvons dans les limites de la justice et du droit, tous les biens et possessions mobilières ou immobilières, toutes les congrégations (*familias*) de l'un et de l'autre sexe que les empereurs et rois de France et de Bourgogne ont concédés en vertu de diplômes dans le ressort dudit évêché. Si quelqu'un donc tentait d'enfreindre notre présent précepte, ou se montrait le violateur de notre concession et confirmation, qu'il sache qu'il aura à payer cent livres d'or, la moitié à notre chambre et la moitié à l'archevêque susnommé et à ses successeurs. Et afin qu'on ajoute une foi plus entière à ce privilège et qu'il soit observé par tous avec plus d'exactitude, nous avons fait munir le présent diplôme de notre sceau, le fortifiant ainsi de notre propre main. Signe du seigneur Conrad, empereur des Romains auguste. — Donné le 2 des calendes

d'avril, l'an de l'Incarnation de N. S. 1038, indiction 6^e, l'an 14 du règne du seigneur Conrad, de son empire le 12^e. Fait dans la ville de Spire heureusement. Amen ! »

(A continuer.)

L'abbé CYPRIEN PERROSSIER.

(1) *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, Supplément, ch. 51 *, p. 260.
— On trouve une traduction de ce diplôme impérial dans CHARVET, *Histoire de la sainte Église de Vienne*, p. 283.

ANNÉES
DE MICHEL FOREST

(SUITE. — Voir de la 48^e à la 53^e livraison.)

MASSACRE DE MOINEAUX.

La nuit du 19 au 20 du mois d'août 1773 fut des plus funestes aux moineaux par un orage qui arriva de 10 heures du soir à 1 heure après minuit, avec une pluie si abondante et un vent si violent qu'ils étouffèrent une si grande quantité de ces oiseaux que l'on en trouva dessous les marronniers du prieuré de Saint-Félix plus de 1,500. Ceux de l'Université, les ormeaux de l'évêché, le Gouvernement, l'ormeau du Bourg et dans plusieurs autres endroits la terre en étoit jonchée, de sorte qu'on ne les vendoit le matin que 2 sols la douzaine. Preuve certaine que l'abondance étoit considérable, c'est que l'on a évalué le massacre de ces oiseaux malfaiteurs dans l'enceinte de Valence seulement à 12,000. Heureux pour l'État s'il arrivoit tous les ans une pareille destruction, la France ne seroit pas tentée de mettre, comme l'Angleterre, la tête de ces oiseaux à prix, pour préserver la campagne du dégât qu'ils y font.

SUPPRESSION DES CHANOINES RÉGULIERS DE L'ORDRE DE SAINT-RUF¹.

Il est des événements qui affligent et consternent, d'autres qui font la joie et l'admiration publiques; mais celui de la suppression de l'ordre des chanoines réguliers de Saint-Ruf, dont l'abbé chef de l'ordre résidoit dans notre ville, est malheureusement du nombre des premiers. L'histoire en est trop intéressante pour que je ne laisse pas à l'avenir le souvenir de cette perte, arrivée dans les derniers jours de l'année 1773 et qui a jeté dans son temps nos citoyens dans le deuil, la ville entière dans la consternation et a privé la Religion de bons et zélés ministres, les écoles et les belles-lettres de savants, la noblesse et la bourgeoisie de ressources pour leurs familles, l'artisan d'un travail, les pauvres d'abondantes aumônes, la ville d'une partie de sa splendeur, de l'un de ses ornements et d'un bien réel, enfin d'un ordre qui avoit donné des papes, des cardinaux, des évêques, des savants, des théologiens et qui étoit généralement composé d'hommes vertueux. Telle est la perte que nous venons de faire, qui nous sera toujours présente et qui nous a fait une plaie qui saignera à jamais, puisque ni nous, ni vous, ne pourrons la guérir; tel est enfin l'événement que je vais décrire, heureux pour ma patrie si ma plume n'avoit jamais

(1) L'abbaye de Saint-Ruf, qui devint dans la suite chef d'ordre d'une congrégation de chanoines réguliers, fut fondée en 1039, dans la banlieue d'Avignon, puis transférée en 1158 aux portes de Valence, dans l'île Esparvière, acquise à cet effet de l'évêque Odon. Ce deuxième établissement ayant été incendié pendant les guerres de religion, les religieux se réfugièrent alors à l'intérieur de la ville, dans les bâtiments du prieuré de Saint-Jacques, qui, ayant été incendiés à leur tour en 1569, furent remplacés en 1700 par les beaux et vastes bâtiments qui avoisinent la préfecture, laquelle n'était elle-même que l'hôtel abbatial.

Voir notre *Notice chronologico-historique sur l'abbaye de Saint-Ruf*.

servi à vous le retracer ; mais j'ai voulu vous associer à notre disgrâce, persuadé que vous y prendrez part.

Depuis plus de six siècles l'ordre des chanoines réguliers de Saint-Ruf étoit établi dans notre ville, où l'abbé chef de tout l'ordre résidoit, et cette principale maison étoit composée de plus de 30 chanoines et de plusieurs novices, habillés d'une soutane blanche, un manteau court noir, un scapulaire blanc, alloient au chœur en aumusse, vivoient en commun et possédoient plus de 30,000 livres de rentes, y compris les revenus de l'abbé. Toutes les prairies des Isles, limitées par le Rhosne et l'Esparvière ¹, leur appartenoient, le domaine de Saint-Ruf et beaucoup de bénéfices, tous à la nomination de l'abbé, qui seul étoit à celle du roi. La noblesse et la bourgeoisie y plaçoient leurs enfants, qui dans la suite pouvoient posséder des bénéfices, dont il y en avoit qui valoient jusqu'à 12,000 livres de rentes et le moindre étoit de cinquante louis. C'est de là que venoit le travail de l'artisan, puisqu'ils étoient continuellement à faire des réparations, des édifices, orner leurs églises; c'est de là aussi que les pauvres tiroient le plus d'aumônes, puisqu'ils répandoient annuellement en charités dans la ville plus de 10,000 livres, se trouvant dans tous les temps de saints chanoines qui donnoient la plus grande partie de leurs revenus. Voilà en raccourci ce que c'étoit que cet ordre bienfaiteur, qui nous a privés par sa suppression de ces avantages. Il me reste à faire l'histoire de l'événement qui a causé sa destruction.

En l'année 1740 ou 1741, M. Chomel ², pour lors abbé

(1) Ce que l'on appelle aujourd'hui le quartier des Isles.

(2) Pierre-Louis de Chomel, abbé de Saint-Ruf de 1731 à 1760 et l'auteur d'une histoire manuscrite de la congrégation de ce nom, conservée à la Bibliothèque nationale, fonds de Fontanieu, appartenait à une famille viva-

et originaire de notre ville, voulut, peut-être par un zèle outré, introduire une réforme et dit qu'il y avoit un relâchement. Les chanoines, qui crurent qu'il n'y en avoit point et qui prétendoient suivre les règles de leur institut, se roidirent à cet effet contre les prétentions de leur abbé; ce qui fit que ce dernier se pourvut au Conseil pour les y contraindre. Alors il se tint un chapitre général, dans lequel il fut convenu que l'on soutiendrait le procès, et, en conséquence, il y eut députation de deux chanoines, qui suivirent l'abbé à Paris pour défendre leur ordre. Dans l'instance il fut dit qu'avant dire droit définitivement il seroit nommé un commissaire pour aller sur les lieux examiner les droits des parties et savoir si l'ordre étoit effectivement dans le relâchement, et si l'abbé étoit en droit de demander la réforme. A cet effet, le Conseil et le roi lui-même nommèrent pour commissaire, au commencement de l'année 1742, M. Bertier de Sauvigny, intendant du Dauphiné¹, homme intègre et d'une probité reconnue, qui faisoit la félicité de la province et s'attachoit tous les cœurs par sa douceur, sa prudence, ses bontés et son désintéressement. Il se rendit donc à Valence au commencement du mois

roise, qui, remontant à Étienne Chomel, consul d'Annonay l'an 1541, a donné entre autres hommes distingués : Pierre Chomel, conseiller-clerc au parlement de Paris, nommé à l'évêché de Saint-Flour dans la première moitié du XVI^e siècle; Louis Chomel, évêque d'Orange en 1721-1732; André Chomel, Jésuite, savant botaniste et missionnaire en Perse vers 1703; Louis Chomel, dit le Béat, qui mourut en 1774, laissant en manuscrit les annales d'Annonay, ouvrage estimé; enfin quatre recteurs de l'université de Valence : Pierre, médecin célèbre, en 1661; Jean-Fortunat, autre médecin, en 1691; Fortunat, docteur agrégé en théologie, en 1729 et 1742; Claude-François, docteur en droit, en 1723 et 1740.

(1) Louis-Jean Berthier de Sauvigny, fils de Louis-Bénigne, président en la chambre des requêtes du parlement de Paris, fut intendant du Dauphiné de 1741 à 1745, date à laquelle il devint intendant de Paris.

d'avril 1742, fit assembler un chapitre et le 18 du mois il y fit son entrée et fut complimenté par un chanoine. Sur le rapport de ce commissaire, l'instance fut poursuivie de part et d'autre, soit par M. Chomel, abbé, demandeur, soit par les députés de l'ordre, défenseurs. Dans ces poursuites, M. l'abbé mourut à Paris, en 1760, et le roi nomma pour lui succéder en cette qualité M. de Nante¹, chanoine, prieur de La Platière de Lyon, bénéfice qui lui valoit plus de 8,000 livres, né d'une bonne noblesse, bel homme s'il en fut, ne cherchant que la paix et le bien de son ordre, doué, bon, généreux et bienfaisant. On crut qu'à son entrée ces tracasseries alloient finir et il fut reçu avec enthousiasme. Quelque temps après son installation il partit, dans le dessein de revenir de Paris l'olivier à la main et donner la paix à son ordre, qui l'avoit perdue depuis plus de 22 ans. Son projet touchoit à sa fin, lorsque la mort vint l'enlever, après deux ans et demi de possession de l'abbaye.

Mgr de Milon, pour lors évêque, qui sollicitoit pendant ces démêlés la réunion de ce chapitre et de sa manse avec le sien, profitoit de cette désunion pour mieux réussir. Soit qu'on crût que M. l'abbé y prêtoit les mains et vouloit la destruction de l'ordre, ou non, de violents soupçons firent croire qu'il avoit été empoisonné, car il mourut subitement en prenant du thé un matin, étant cependant d'une bonne santé et bien constitué. Cette mort fut le comble de l'entier désordre de ce corps religieux. MM. de Tardivon et La Roquette², qui, étant députés, se virent maîtres et arbitres

(1) Claude de Nantes. — Le prieuré de Notre-Dame de La Platière avait été fondé vers la fin du XI^e siècle par saint Jubin ou Giboin, archevêque de Lyon. C'est dans son église que fut tenu, en 1245, le premier concile général de Lyon, sous la présidence du pape Innocent IV.

(2) Louis-Joseph de Meyras de La Roquette, fils de Joseph et d'Anne-

- du sort de leur ordre, donnèrent des avis qui devoient faire infailliblement réussir les projets de Mgr de Milon, si on ne le sauvoit par quelque expédient; et à cet effet MM. de l'ordre séculier de Saint-Lazare proposèrent à ces députés, par la médiation de M. le comte de Saint-Florentin ou de La Vrillière¹, conseiller d'État, une réunion à leur ordre et, pour les faire mieux tomber dans le piège, ils se chargèrent de faire nommer M. de Tardivon abbé pendant sa vie par le roi et que M. de Tardivon nommeroit au prieuré de La Platière, dont il étoit pourvu depuis la nomination de M. de Nante à l'abbaye, M. de La Roquette, et que comme il y avoit un certain nombre de chanoines et d'habituez pour faire l'office avec décence, ces chanoines porteroient à la troisième boutonnière la croix de l'ordre avec un ruban couleur de feu; qu'on assigneroit audit chapitre un fonds très avantageux pour les prébendes et bas-chœur; que tous les chanoines des autres maisons porteroient aussi la croix et jouiroient de leurs bénéfices pendant leur vie et qu'après leur mort seulement ils seroient réunis à ceux de l'ordre de Saint-Lazare. Toutes ces propositions flattèrent infiniment les deux députés, tant par rapport à leurs avantages particuliers que par la gloire de porter cette croix, soit aussi pour faire avoir du dessous à Mgr de Milon, évêque, et le mortifier. Cette croix de Saint-Lazare, offerte avec tous ses avantages aux autres religieux, flattoit aussi leur amour-

Marie de Serres, fut ensuite prieur de Notre-Dame de La Platière de Lyon et vicaire-général de l'évêque de Valence. Il mourut vers 1780, laissant tous ses biens à l'œuvre des filles de la Charité.

(1) Louis Phelipeaux, comte de Saint-Florentin, ministre d'État et chancelier de la reine, titré duc de La Vrillière en 1770, étoit alors commis par le roi pour être gérant et administrateur de l'ordre de Saint-Lazare pendant la minorité du duc de Berry, qui en étoit le grand-maître.

propre, et ils crurent tous ensemble avoir trouvé le nœud gordien qui les tiroit tout à la fois et de l'ambition de l'évêque de Valence et de leurs dissensions, et ce fut à cet effet qu'il y eut un traité et accord, autorisés d'un arrêt du Conseil, de réunion avec l'ordre de Saint - Lazare, auquel ils se vendirent pour ainsi dire en l'année 1764.

En conséquence, M. de Tardivon fut nommé abbé et M. de La Roquette prieur de La Platière. Il fut ensuite question de solliciter les bulles tant pour la nomination de l'abbé que pour la réunion à Saint - Lazare, et les deux députés revinrent ensuite à Valence comme en triomphe et des mieux accueillis. Ils firent voir à leur ordre, dans un chapitre général tenu à cet effet, les avantages qu'ils avoient procurés et le naufrage qu'ils alloient faire s'ils n'avoient trouvé une ressource pour se tirer du péril, puisque, dirent-ils, Mgr de Valence étoit à la veille d'obtenir un arrêt du Conseil pour les réunir à la cathédrale, les soumettre à l'ordinaire et par ce moyen quitter leur église. Ces raisons comblèrent de joie et de satisfaction les chanoines, à qui par provision et en attendant les bulles les croix furent envoyées, et alors ces marques distinctives leur firent quitter la soutane blanche pour prendre la noire, qui avec cette croix effaçoit la noble simplicité de leur ancien institut. Ils quittèrent le nom de chanoines de Saint-Ruf pour prendre celui de Saint-Lazare, et leur enthousiasme fut si loin qu'ils demandèrent d'avoir un suisse à la livrée du roi lorsqu'ils officieroient, ce qui leur fut accordé. Ensuite des chantres furent nommés, avec des enfants de chœur, et effectivement on n'avoit pas vu jusque-là faire le service divin avec autant d'ordre, de décence et de magnificence. Ils vécurent cependant toujours en commun jusqu'à l'arrivée des bulles, celles de l'abbé étant arrivées longtemps avant celles de la réunion à Saint-Lazare. Elles arrivèrent enfin et il ne manquoit plus pour

rendre l'ouvrage parfait que de les fulminer, ce que Mgr de Milon fit traîner. En attendant, ils se distribuèrent les appartements de leur maison, pour s'en faire à leur gré et vivre en régulier chacun dans le sien.

Dans l'intervalle de la fulmination, le clergé de France réfléchit et vit que tous les biens de cet ordre alloient tomber au pouvoir des séculiers par cette réunion à Saint-Lazare, intervint dans cette affaire et réclama contre la fulmination desdites bulles; enfin, par un concordat avec l'ordre de Saint-Lazare, il fut convenu que le clergé de France retireroit l'ordre de Saint-Ruf de celui de Saint-Lazare au moyen de 100,000 livres, qu'il paieroit annuellement audit Saint-Lazare pour l'indemniser de cette perte. De sorte que, par ce moyen, ledit ordre de Saint-Ruf resta au pouvoir et sous la puissance du clergé. Il y eut après ce coup, qui fut des plus frappants, une députation dudit ordre en la personne de M. de La Roquette et de M. l'abbé, qui courut à Paris pour prévenir l'orage qui le menaçoit, et après toutes les représentations possibles de leur part et même de la ville, qui présenta un mémoire fort touchant, dans lequel elle représentoit les avantages qu'il y auroit pour elle si on vouloit bien le conserver et le remettre dans son premier état, tout fut inutile; les députés acquiescèrent, peut-être par des vues d'intérêt, à l'extinction de l'ordre, ce qui fit qu'il intervint un arrêt du Conseil d'État du roi, qui dit que, vu le relâchement et l'inutilité de l'ordre des chanoines réguliers de Saint-Ruf, il seroit éteint et supprimé; que les revenus dudit ordre seroient et demeureroient joints à ceux des évêchés où les bénéfices seroient situés; que le sieur de Tardivon auroit toujours ses revenus et son titre pendant sa vie, avec une augmentation de 6,000 livres; que le sieur de La Roquette conserveroit son bénéfice de prieur de La Platière sa vie durant, et que le reste des individus auroient 1,500

livres de pension pendant leur vie, avec pouvoir de rester où bon leur sembleroit ou d'être attachés comme chanoines aux honneurs à la cathédrale de Valence; qu'à leur mort leurs revenus seroient reversibles à la manse des chanoines de Saint-Apollinaire; que les revenus de l'abbaye ainsi que le prieuré de Saint-Félix ¹ seroient réunis et attachés à ceux de l'évêché de Valence après la mort dudit abbé, et que quant aux autres bénéfices de l'ordre répandus dans le royaume, ils demeureroient réunis et attachés aux évêchés dans lesquels ils sont situés. Le revenu de l'évêché de Valence est augmenté ainsi de plus de 10,000 livres et les autres à proportion. Les canonicats seront très bons à l'avenir.

Cette nouvelle jeta toute la ville dans la consternation, surtout les chanoines de Saint-Ruf, qui, vu l'avantage que les deux députés ont eu dans cette affaire, malgré leurs justifications, ont jugé, comme le reste des citoyens, qu'ils avoient été vendus par eux; aussi les regarde-t-on de mauvais œil. Quelque temps après, Mgr de Brienne, archevêque de Toulouse ², vint dans le mois de septembre 1773, en qualité de commissaire, pour faire signifier et exécuter

(1) Le prieuré de Saint-Félix, qui a laissé son nom à l'un des quartiers de la ville de Valence, était une ancienne abbaye, qui, ruinée vers le milieu du IX^e siècle, fut alors convertie en un prieuré, que le pape Urbain V plaça dans la dépendance de l'abbaye de Saint-Ruf, en 1363. Quant au titre abbatial, pour en conserver le souvenir, on l'unit à un canonicat du chapitre cathédral, dont il fut dès lors la troisième dignité.

(2) Étienne-Charles de Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, puis de Sens et l'un des quatre évêques français qui prêtèrent serment à la constitution civile du clergé en 1792, fut le principal instigateur de la suppression de certains ordres religieux dans la seconde moitié du XVIII^e siècle et, pour ne pas sortir du Dauphiné, présida en quelque sorte à la suppression des congrégations augustines de Saint-Antoine et de Saint-Ruf.

l'arrêt du Conseil. Il fit assembler à cet effet un chapitre général, où l'abbé leur fit des adieux les plus touchants et ensuite l'arrêt leur fut signifié. Cet archevêque resta à l'évêché plus de huit jours pour ces opérations et l'officialité de Valence fit après son départ les autres formalités usitées en pareil cas. Il ne reste qu'à obtenir les bulles du pape pour la suppression et on les attend tous les jours.

Mgr de Grave, notre évêque, après toutes ces formalités remplies, officia pontificalement dans l'église de Saint-Ruf et fit inviter tous les corps, échevins, présidial, université, et M. l'abbé y assista aussi en camail et dans son siège. Cette cérémonie fut la fin de toutes les autres. Depuis lors les habitués, chantres, enfants de chœur et organiste ont été renvoyés; la grosse cloche ne sonne plus; la brillante fête de Pentecôte est supprimée; les offices ne sont plus que psalmodiés, et cette belle église est presque déserte. Plusieurs chanoines se sont retirés, quoiqu'on leur laissât leur appartement. Ainsi s'est éteint cet ordre bienfaiteur, aussi digne d'être conservé dans ses membres qu'il étoit utile à notre ville et que peut-être la cupidité des hommes a détruit. Depuis lors quelques chanoines se sont réunis à ceux de Saint-Apollinaire et ont pris rang suivant le concordat entre eux; de sorte qu'on ne fait plus d'office dans cette belle église depuis cette réunion, qui se fit au commencement du mois de février 1775.

MORT DE LOUIS XV, DIT LE BIEN-AIMÉ, ROI DE FRANCE.

Le 10 mai 1774 le roi de France, Louis XV, le Bien-Aimé, est mort à Versailles, âgé de 64 ans et presque 3 mois, de la petite vérole, après 9 jours de maladie, muni de tous les sacrements.

Le 17 du même mois M. Teyssonnier, maire, MM. de

Sucy ¹, Chantemerle, Bouvier, greffier à la commission, et Laurans, négociant, échevins, firent publier l'ordre suivant :

« De la part de MM. le maire et échevins, le public est averti qu'il a plu à Sa Majesté Louis XVI, actuellement régnant, de notifier aux maire et échevins le décès du roi Louis XV, de glorieuse mémoire, arrivé le dix de ce mois; et comme il est du devoir de tous fidèles sujets de témoigner par des marques extérieures les regrets qu'ils sentent de la perte d'un roi bien aimé, tous les habitants, de quelque qualité qu'ils soient, auxquels leurs facultés peuvent le permettre, sont invités de prendre le deuil dimanche prochain, 22 de ce mois, pour le porter le temps qui sera fixé par la cour. Fait le 17 mai 1774. C'est son petit-fils qui lui a succédé, le fils du Dauphin mort en 1765, âgé de près de 20 ans, ci-devant duc de Berry. »

TRAVAUX POUR CONSERVER L'ESPÈCE HUMAINE.

Dans tous les temps, chez tous les peuples et toutes les nations, après des calamités publiques, on s'est étudié à en connoître les causes et en prévenir les effets. C'est par ces raisons que la ville, attaquée dans l'été de 1774 de fièvres, qui enlevèrent dans les mois de juillet, août et septembre plus de 400 de nos habitants, de tout sexe et de toute condition, et ceux qui s'en tirèrent restèrent les six à huit mois convalescents. Ces maladies furent occasionnées par les

(1) Antoine-François de Sucy, commissaire des guerres, qui, le 28 août 1763, avait épousé Marie-Gasparde-Simonne Lvet de Malaval, fille du président de la commission établie à Valence pour juger les contrebandiers et faux-sauniers et de laquelle il eut, entre autres enfants, Simon-Antoine-François de Sucy, ordonnateur en chef des armées d'Italie et d'Égypte, massacré en Sicile en 1799.

trop grandes chaleurs et par l'abondance des eaux qui inondoient toutes les prairies et, n'ayant pas d'écoulement suffisant, croupissoient et infectoient l'air. C'est pourquoi on avisa aux moyens de prévenir de pareils accidents, et à cet effet tout le corps municipal, après des assemblées réitérées, délibéra que MM. Teyssonnier, maire, de Sucy, commissaire, Chantemerle, grand vicaire, Bouvier, notaire, et Laurans, négociant, échevins, feroient exécuter les plans et devis pour l'écoulement des eaux. On fit creuser pour cela les anciens canaux de plus de 5 pieds de leur profondeur ordinaire, ainsi que la cascade, pour donner plus de vidange et attirer par sa pente les eaux et sécher les endroits aquatiques. Il y eut pendant janvier, février, mars et avril 1775 près de 150 ouvriers employés pour ces travaux, sous la conduite d'un ingénieur, et cette dépense fut faite aux frais de la ville, qui cependant fut soulagée par M. l'intendant, alors M. Pajot de Marcheval ¹, qui fit des dégrèvements proportionnés à cette grande entreprise.

Pour rendre encore l'air plus pur et plus salubre, on délibéra que l'on n'enterreroit plus les morts dans la ville, et à ces fins la ville fit faire un cimetière à Sainte-Catherine, hors et près la porte Saint-Félix, pour y enterrer tous les morts des paroisses. L'enceinte fut commencée à la fin de janvier et finie au commencement de mars suivant 1775, bénie le lundi de Pâques, 17 avril, par M. de Chantemerle, grand-vicaire et échevin, et après la cérémonie il y eut un dîner à l'hôtel de ville de tout le corps municipal.

Le premier qui y fut enseveli fut la fille de Marianne Barret, veuve Perrin, âgée de 14 ans et appelée Marianne-

(1) François-Christophe Pajot de Marcheval, ancien étudiant de l'université de Valence, maître des requêtes et intendant en Dauphiné de 1761 à 1784, a laissé les meilleurs souvenirs dans cette province.

Catherine. C'est ainsi que les morts servirent de remède aux vivants pour les préserver de la maladie qui les avoit détruits, et c'est ainsi que les magistrats ont pris les moyens que leur sagacité leur a suggérés pour préserver notre espèce des fléaux que quelquefois la Providence nous envoie, pour des causes qui sont dans ses décrets et dont toute la science des hommes ne peut les garantir, malgré toutes leurs précautions ; mais, avec l'aide de cette Providence et nos travaux, nous espérons qu'ils ne seront pas inutiles.

Il fut remarqué que la première qui fut enterrée dans ce cimetière fut une fille vierge appelée Catherine et de la rue Saint-Félix, vis-à-vis l'église, et que ce fut un mercredi, 19 d'avril, qu'elle fut inhumée de la paroisse Saint-Jean ; tandis que de la paroisse Saint-Apollinaire ce fut un enfant du sieur Girodet, aubergiste au faubourg Saunière, de l'âge de 7 ans et 12 jours.

FILOUTERIE BIEN CONDUITE.

Le fait que je vais rapporter prouve ce que peut la méchanceté de l'homme qui, ne s'occupant que du vice qui le domine, tourmente continuellement son esprit ainsi que son imagination pour bien combiner un crime et hasarde son honneur et sa vie. Telle fut l'histoire qui suit.

Dom Perier, moine de l'ordre de Cîteaux et prieur du couvent de Léoncel ¹, près de Barbières, étoit homme

(1) L'abbaye de Léoncel, dont il reste une fort belle église, classée parmi les monuments historiques, et quelques bâtiments à demi ruinés, servant de chef-lieu à la commune du même nom, canton de Saint-Jean-en-Royans (Drôme), étoit un monastère de religieux cisterciens, qui, fondé en 1137, fut prospère tant qu'il fut gouverné par des abbés réguliers. Au XVI^e siècle, le détestable régime des commendes y jeta, comme presque partout, le désordre et le trouble, et il n'y avoit plus à Léoncel que le prieur et deux

d'esprit, qui, par ses moyens ou ses générosités, s'attachoit ses supérieurs ainsi que les grands, de telle sorte que personne ne murmuroit ni se soulevoit contre une conduite qui faisoit cependant du bruit dans le peuple et crier ses ennemis et les autres religieux. Ils avoient beau se plaindre, représenter l'état de leur maison, où ils manquoient de tout et qui étoit totalement dégradée, tandis qu'occupé à mener une vie licencieuse à Saint-Vincent, Dom Perier faisoit bâtir une maison magnifique, la meubloit de même et faisoit des acquisitions d'immeubles au nom d'un nommé Arnoux, dudit Saint-Vincent. Ils avoient beau, pour se faire rendre justice, représenter à leur abbé et prouver la dissipation des biens de l'ordre, toutes ces plaintes n'opéroient rien et il alloit toujours son train, résidoit presque toujours à Saint-Vincent, faisoit un bien immense à cette famille Arnoux et laissoit périr le couvent de Léoncel.

Deux filous prirent des informations sur la conduite de ce prieur. Bien instruits de tout, ils arrivent à Valence, dans le mois d'octobre 1775, l'un travesti en moine de Cîteaux, disant s'appeler Dom Sorismond, l'autre en officier, nommé Paraut, qui l'accompagnoit, et vont trouver M. de Chantemerle, grand-vicaire, Mgr de Grave, pour lors évêque, étant absent, lui présentent une fausse procuration et des lettres de l'abbé de Cîteaux, par lesquelles cet abbé donnoit pouvoir à Dom Sorismond, son procureur fondé, de se transporter au couvent de Léoncel et se faire rendre compte au prieur de sa gestion, voir les réparations à faire à la maison, réformer les abus, bailler, transiger, recevoir des fermiers, vendre les denrées et du tout en dresser procès-

religieux, dont la conduite n'étoit pas exempte de reproches, lorsqu'éclata la Révolution.

verbal, même sur la vie et conduite dudit prieur, enfin une procuration acceptée. M. de Chantemerle donna dans le panneau et fut charmé qu'on eût enfin jeté les yeux sur ces dépravations. De là ils furent à Saint-Vincent, où étant arrivés le prétendu procureur montra ses pouvoirs au prieur et lui fit un compliment des plus énergiques sur les opérations dont il étoit chargé. Le prieur, qui vit qu'il n'étoit plus temps de reculer et que tout alloit être dévoilé, prit peur et se sauva, on dit à Saint-Étienne. Dom Bataillon, religieux, vint alors dans la joie de son cœur prendre le prétendu moine réformateur; ils se firent dans cette entrevue bien des civilités. Ce dernier exhiba sa procuration et les voilà tous bien aises qui partent, en compagnie du prétendu cousin officier, pour Léoncel, avec M. des Jacques, fils aîné, qui donna aussi dans le piège. Arrivé à Léoncel, il fit semblant d'être surpris et touché du désordre et mauvais état de la maison, qui tomboit en ruines. Point de cloches ni de linge, aucune provision; il trouva seulement six couverts d'argent, qu'il prit, disant qu'il falloit les faire marquer à la marque de l'ordre, et beaucoup de denrées, qu'il chercha à vendre, se fit payer de quelques fermiers de la montagne et, après avoir pris un état des dégradations, pour les faire réparer, disoit-il, il descendit à Saint-Vincent, demanda le prieur, et comme on lui dit qu'il étoit absent, se fit montrer ses appartements, prit un état des meubles; mais on ne voulut point lui donner l'argenterie, quoi qu'il alléguât. Etant arrivé à Valence, il chercha chez les aubergistes à vendre de l'avoine, fit marché avec Cleysat, du Griffon, qui lui donna 2,000 francs d'avance, prit pour 600 francs de draperies chez MM. Blachette frères¹, toujours accompagné

(1) Les frères Blachette, dont l'aîné fut payeur général de l'armée des Alpes, sont du nombre des personnes qui, suivant M. de Coston, fréquen-

de Dom Bataillon et de M. des Jacques, qui lui donnoit tous les renseignements possibles comme homme porté à rendre service; enfin, tenant au moins 5,000 livres et après avoir bien promis de tout arranger à leur retour de Toulouse, où ils alloient, disoient-ils, pour terminer une affaire de l'ordre dont ils étoient chargés et revenir dans un mois, ils prièrent M. des Jacques de leur faire trouver une chaise de poste pour louer à cet effet. Ce monsieur obligeant leur en fit trouver une chez Arsac, le sellier, qui valoit au moins cinquante louis, et ils partirent en poste, accompagnés avec bien des civilités jusqu'au Louvre.

Quelques jours se passent; on fait des réflexions et, personne ne revenant, on voit que l'on a été dupé et trompé, et toutes les circonstances ne font que confirmer cette idée. Le public en rit; mais Cleysat, MM. Blachette et Arsac et tous ceux qui ont été trompés ne sont pas du nombre des rieurs. On écrit, et la filouterie est découverte; le prieur revient de sa frayeur et de son exil. Depuis lors, tout a été payé ou par ordre de l'abbé ou par le prieur lui-même; ce qui s'est fait sans bruit et a calmé les cris publics. Le prieur est actuellement à Léoncel, menant une vie très exemplaire et édifiante, et c'est ainsi que s'est passée cette affaire, aussi singulière que bien combinée, qui avoit rendu bien des gens inquiets et fait rire ceux qui n'y étoient pour rien.

MESSE SYRIAQUE.

Au commencement du mois de mars 1776, il passa un abbé de l'ordre de Saint-Antoine du mont Liban, avec deux autres religieux et un clerc. Ils étoient venus en France pour

taient en 1785 et 1786 le café-cercle de M^{lle} Bou, à Valence, en même temps que le lieutenant d'artillerie Bonaparte.

implorer la charité des fidèles, pour pouvoir réparer leur couvent, qui avoit été détruit par Ali Bey, chef d'une troupe de rebelles de Syrie, qui firent une invasion au mont Liban, où ces religieux avoient un monastère. Ils étoient vêtus de noir, avec un manteau ; sur leur soutane étoit un T bleu de ciel ; ils portoient une longue barbe et l'abbé avoit une croix attachée au cou avec un ruban vert. Ils dirent la messe dans les communautés religieuses ; un clerc la servoit en chantant avec livre noté et accompagnoit son chant avec un instrument à la turque, qui étoit deux bassins de cuivre, qu'il touchoit d'une clef, ce qui faisoit une harmonie assez jolie.

Ils parloient tous syriaque, prenoient les burettes comme les Jacobins avant que de commencer et le livre restoit toujours du côté de l'Évangile jusqu'aux dernières oraisons. Avant la communion ils se retournoient vers le peuple et assistants, avec le calice couvert de la patène, et donnoient la bénédiction à voix basse. Ils étoient munis de bons certificats du pape et des archevêques et évêques, qui les recommandoient aux charités des fidèles. Ils étoient logés aux Capucins et furent bien régalez par les communautés où ils disoient la messe. La curiosité fut si grande qu'on se portoit dans les églises où ils furent.

FROID EXCESSIF.

Les 29, 30 et 31 janvier 1776 il fit un froid si excessif et violent que pendant ces trois jours la gelée tua une quantité de noyers et perdit les vignes hautes, ainsi que les treilles. Heureusement il avoit tombé une si grande quantité de neige que les vignes basses furent conservées par ce moyen. Cependant les bises froides continuèrent tout le printemps, puisque le 10 du mois de mai il fit une gelée qui endommagea beaucoup les vignes dans plusieurs endroits, près de

la Raye, au bord des bois, des ruisseaux et prairies; enfin on vit ce jour-là et les suivants de la glace de l'épaisseur d'un écu dans les prairies.

ÉDIT MÉMORABLE.

Par un édit du Conseil d'État du roi, fait à Versailles le 10 mars dernier et enregistré à notre parlement de Grenoble le 23 novembre de cette présente année 1776, il fut défendu d'inhumer dans les caveaux aucune personne, de quelles qualité et condition qu'elle fût, soit séculier ou régulier, à l'exception des évêques et curés, des seigneurs hauts justiciers et ceux qui sont titulaires des chapelles; encore leur prescrivit-il la forme que doivent avoir leurs caveaux dans les églises, qui doivent être de soixante et dix pieds en carré et sablés dans le fond, et les cadavres mis sous ces sables à six pieds de profondeur dans la terre. Ce fut pour se conformer à cet édit, qui fut enregistré à notre présidial le 18 novembre 1776, publié et affiché le même jour, que le 25 du même mois, jour de Sainte-Catherine, il fut enseveli au cimetière de Sainte-Catherine, hors la ville, M. Jean-Pierre Tisson, bourgeois, malgré les démarches que les parents firent pour le faire mettre dans un caveau; tout fut inutile. De sorte que par tout le royaume il y aura des cimetières hors les villes, et les nobles et les riches seront confondus avec les pauvres, ce qui doit prouver aux premiers la foiblesse humaine, puisque la mort les humiliera au point de se trouver pêle et mêle parmi ceux qu'ils regardoient comme des reptiles sur la terre; ce qui fera une espèce de consolation pour les pauvres et misérables, qui se verront au niveau de l'opulence dans ce vaste champ de Sainte-Catherine. On a encore remarqué que la première qui y fut ensevelie fut une fille vierge appelée Catherine, ainsi que je l'ai dit ci-devant, et pauvre, puisqu'on n'y ensevelissoit que ceux qui ne vou-

loient pas ou qui n'avoient pas de quoi se faire mettre dans les caveaux ; et ce qu'il y a encore de plus admirable et qui mérite de faire faire des réflexions sur toutes ces circonstances, c'est que le premier riche qui a été enseveli dans ce cimetière, conformément à l'édit, est M^{lle} la veuve Chèze, riche au moins à 100,000 écus par une succession de son frère, M. Clusel, de Serrières, et qui s'appeloit Catherine Clusel.

ASSASSIN BIEN RÉFLÉCHI.

Le crime que je vais décrire va vous frapper d'étonnement et d'horreur, et s'il n'étoit avéré par un jugement du présidial, confirmé par un arrêt du parlement, peut-être en douteriez-vous, pensant que l'homme ne peut être aussi méchant pour en commettre d'aussi réfléchi sous le manteau de la religion et de la dévotion, et le commettre avec autant de consistance, de force, d'effronterie. Les circonstances vont vous le prouver.

Un nommé Neyret, manillier ¹ à Saint-Apollinaire, jeune homme d'environ 28 à 30 ans, honnête homme s'il en fut, très estimé de tous les chanoines grands et petits et remplissant bien son état, fut assassiné un vendredi 16 février 1776, à 5 heures et demie du matin, d'un coup de fusil, en ouvrant la grande porte du cloître qui est sur la rue, vis-à-vis celle de la Pérollerie. Le coup lui fut porté dans le bas-ventre du côté gauche et la plaie étoit ouverte à y mettre le poing, perçant d'outre en outre. Il se traîna cependant à quatre pieds chez lui, en criant : Je suis mort ! et vécut jusqu'à 9 heures du matin ; ce qui lui donna le temps de recevoir les sacrements. Tout le monde fut saisi d'étonnement, ne pouvant s'imaginer qui a détruit un si homme de bien. On

(1) Sonneur de cloches.

arrêta un homme appelé François et sa femme, dont se servoit Neyret pour faire les fosses des morts, et quelques jours après, sur la déposition de M. le chanoine de La Roullière, on arrêta le nommé Sarra, dit Néry, cordonnier, sa femme et quatre à cinq enfants. A cette arrestation on crie à l'injustice, pensant, surtout ceux qui connoissoient plus particulièrement cette famille, qu'ils ne pouvoient pas être les coupables de cet énorme crime, eu égard à leur probité et leur religion, la mère étant toujours dans les églises ou au confessionnal, le père faisant ses dévotions presque toutes les semaines, leurs enfants servant de clercs chez les religieuses de Soyons et de Sainte-Marie; enfin tous passant dans la ville pour gens de bien et des plus vertueux. Ceux qui leur étoient les plus attachés, et le nombre étoit grand, murmuroient contre les juges et tenoient même des propos, tant étoient-ils prévenus contre les moindres soupçons. Quelques jours se passent. Les preuves n'étant encore qu'incertaines, on fut obligé d'ordonner un monitoire, qui fut publié pendant trois dimanches, et ce fut alors qu'une foule de témoins parurent pour la décharge de leur conscience et firent taire ceux qui leur étoient attachés. Alors tous sont saisis d'étonnement et d'indignation et tous reconnoissent Néry pour un grand scélérat; car le matin, lorsqu'on cria que Neyret étoit assassiné, il y courut avec sa femme pour le secourir, s'empressèrent tous les deux à se rendre utiles, ne le quittèrent point qu'il n'eût expiré et encore la femme consola la veuve, cachant par des démonstrations les plus marquées la noirceur de leur crime.

La chapelle des Pénitents avoit été volée au mois d'avril précédent 1775. En passant par une fenêtre de l'église Saint-Apollinaire qui est dans la chapelle de M. Duclos ¹ et donne

(1) Jean-François Duclaux, écuyer, seigneur de La Mésangère, conseiller au

dans la piscine, de là traversant l'église, on étoit entré dans la sacristie, avoit levé le dessus du comptoir du trésorier et pris 42 livres et quelques sols qui s'y trouvoient. Le juge mage, qui étoit M. Bouveron, s'étant porté sur les lieux pour faire sa procédure, Néry s'y trouva, comme confrère zélé qui prend part à cet accident et en faisant bien l'étonné. Il faisoit jeter les soupçons sur certaines personnes qu'il nommoit et certains confrères, qui étoient très innocents, puisque c'étoit lui qui avoit fait le vol, ainsi qu'il en convint pendant l'instruction du procès. C'est ce vol qui causa la mort du pauvre Neyret, parce que Néry, pour le commettre, coucha dans l'église Saint-Apollinaire, et le matin Néry, l'ayant trouvé en ouvrant la porte, lui demanda pourquoi il étoit resté dans l'église. Il lui répondit qu'il s'étoit endormi. Cependant le vol des Pénitents ayant fait bruit le matin, Neyret ne douta point que Néry ne l'eût commis, et c'est pourquoi ce dernier fut le trouver et le prier de n'en point parler. Neyret lui promit le secret; mais l'autre, craignant une indiscretion et qu'il ne lui tint pas parole, lui ôta la vie, croyant par ce moyen être tranquille et passer toujours pour un homme de probité. Il roula pendant plus de deux mois, avec son fusil sous une redingote brune, aux environs de l'église pour trouver le moment de faire le coup, qu'il exécuta enfin le jour que j'ai marqué. On a assuré qu'il communioit souvent sans se confesser et qu'il étoit coupable de plusieurs vols faits dans différentes églises de la ville.

Pour réparation de tous ces forfaits, il fut condamné par jugement du présidial à faire amende honorable devant la porte de l'église Saint-Apollinaire et ensuite être rompu;

présidial, qui, le 20 février 1748, épousa Anne-Jeanne de Marville, petite-fille du fameux professeur en l'université de Valence, Antoine de Marville.

mais comme il fallut faire confirmer son jugement par un arrêt du parlement de notre province, il fut traduit avec sa femme à Grenoble, où il fut condamné le 3 mai 1777 à être pendu; ce qui fut exécuté le même jour, entre 5 et 6 heures du soir, un samedi. Plusieurs personnes de notre ville, se trouvant casuellement à Grenoble, le virent exécuter, et on assure qu'il mourut à peu près comme il avoit vécu, avec toute l'effronterie qui l'avoit caractérisé pendant 15 mois qu'il fut détenu et pendant l'instruction de son procès, n'ayant jamais bien voulu annoncer que le vol des Pénitents. Dieu lui fasse miséricorde!

(A continuer.)

J. BRUN-DURAND.

LES STATUTS
DE
L'ÉGLISE DE SAINT-BARNARD
DE ROMANS

Supprimant ce qu'elle avait condamné, la génération de 1789 a si complètement détruit les institutions politiques et sociales dont l'ensemble constituait l'ancien régime et en a à tel point effacé le souvenir et répudié l'histoire que cet état social est généralement inconnu ou au moins défiguré par l'ignorance et les préjugés.

Pour bien comprendre l'histoire de Romans, surtout pendant la période où cette ville a joui de son autonomie, il est indispensable de connaître la composition et l'organisation du corps ecclésiastique qui y a possédé et exercé dans toute leur plénitude les droits seigneuriaux et féodaux.

De retour dans son diocèse après plusieurs années d'exil, Barnard, 49^e archevêque de Vienne, renonça aux affaires publiques et résolut de finir ses jours dans la retraite. Il choisit, sur la rive droite de l'Isère, un lieu solitaire, que lui céda une riche veuve nommée *Romana*. Il y fit construire

une vaste et splendide abbaye, où il mourut et fut inhumé le 23 janvier 842.

L'abbaye de Saint-Barnard fut dès l'origine richement dotée, principalement par son fondateur, qui lui laissa de grands biens en Vivarais, tels que Saint-Victor, Saint-Félicien et Sillac. Les autres possessions sont révélées par les nombreux actes de restitution qui s'accomplirent au XI^e siècle et qui sont insérés dans le Cartulaire. L'événement qui avait donné lieu à la spoliation de l'église de Romans doit être attribué à l'expédition de l'archevêque Sobon contre les moines indisciplinés de Saint-Barnard. Alors les religieux furent dispersés, l'abbaye dévastée, l'église incendiée et tous les biens de la dotation, distribués aux compagnons du belliqueux prélat, devinrent des fiefs ou bénéfices laïques. La ville de Romans même échut en partage au seigneur de Clérieu. Enfin ce ne fut guère que dans le siècle suivant que l'abbaye sécularisée obtint de recouvrer la plupart de ses anciennes possessions, particulièrement des églises, qui avaient été usurpées. Le premier acte de restitution est celui de Silvion de Clérieu, en 995, qui rendit aux chanoines les propriétés de l'abbaye même qu'ils ne tenaient alors qu'à titre précaire, comme vassaux. Puis, Guillaume, gendre de Silvion, par acte du 23 novembre 1025, à l'occasion de l'élection de son fils Léger à la dignité d'abbé, fit abandon de la juridiction qu'il avait sur le clergé et sur le peuple de Romans. Cependant plusieurs droits et patronages sur les églises qui furent cédés n'étaient point des usurpations, mais provenaient de réserves faites par d'anciens fondateurs.

Les premiers habitants du monastère fondé par saint Barnard furent des moines bénédictins, qui suivirent naturellement la règle de leur ordre. Après sa sécularisation, au milieu du X^e siècle, le chapitre fut régi par les consti-

tutions que, en 1039, lui donna Léger, archevêque de Vienne et abbé de Romans, dans lesquelles se trouve prescrit le serment que les chanoines devaient prêter avant de prendre place au chapitre et dont le Cartulaire nous a conservé la formule, commençant par ces mots : *Audite, canonici romanensis ecclesiæ*, etc. ¹. En 1209, ces constitutions n'étaient plus suivies. Humbert, nouvellement élu archevêque, fit rédiger, sous sa présidence, par six chanoines choisis parmi les plus anciens un statut, textuellement reproduit dans le Cartulaire ².

Par une sentence arbitrale du 13 mars 1264, les attributions du sacristain furent définies et réglementées, sous la médiation de Guillaume d'Hauteville, doyen de Valence, et d'Étienne, prêtre du même diocèse ³. Les mêmes arbitres réglèrent, le 21 février 1265, les droits de l'office de sacristain dans la ville ⁴, et, le 25 janvier 1306, il fut statué en chapitre que le maître de chœur devait être prêtre et qu'il serait chargé de faire observer les louables cérémonies de l'église et de réprimer les rebelles.

Le temps, amenant de nouvelles idées et de nouveaux besoins, nécessita des changements dans les statuts. Le 10 mars 1439, le chapitre arrêta une ordonnance en huit articles. Dans l'assemblée capitulaire du 10 janvier 1445, les chanoines, considérant les charges qui pesaient sur leur église, commirent Geoffroy de Montchenu, sacristain, Romanet

(1) *Cartulaire de Saint-Barnard*, charte N.º 389.

(2) *Ibid.*, ch. N.º 394. Ces statuts, sous la désignation de *Louables et honnêtes coutumes*, furent confirmés par une bulle d'Innocent III, donnée le xiii des kalendes de mai 1211.

(3) *Cartulaire de Saint-Barnard*, ch. N.º 380.

(4) *Ibid.*, ch. N.º 378.

Veilheu, chanoine et protonotaire du Saint-Siège, et Aymon Messet, docteur en droit canon, et leur donnèrent le pouvoir de réformer, dans le chef comme dans les membres (*tam in capite quam in membris*), l'institution des chanoines, des prêtres et des clercs, de changer les statuts et d'en publier de nouveaux. Les commissaires acceptèrent le mandat qui leur était confié et s'engagèrent à faire approuver leur travail par le pape Eugène IV. Le 25 février suivant, en présence des chanoines et des députés des prêtres collégiés, ils donnèrent lecture des nouveaux statuts, comprenant 152 articles, écrits sur quatre feuilles de papier par Jean Fattet, notaire et secrétaire du chapitre. On y ajouta quelques articles règlementaires et transitoires et l'ensemble fut adopté par tous les intéressés, qui jurèrent de s'y conformer.

Des contestations s'étant élevées entre l'archevêque de Vienne, abbé de Romans, et les chanoines, d'une part, et les prêtres choristes, d'autre part, on sentit de nouveau la nécessité de réviser et de compléter les statuts. D'un commun accord et avec l'autorisation du pape Paul II, on donna commission de pacifier ce différend à Lancelot Lyatard, chanoine-chantre de l'église de Vienne, délégué de l'autorité apostolique, avec plusieurs autres ecclésiastiques éminents. Ces arbitres rendirent, le 15 octobre 1462, une sentence, qui ne fut agréée d'aucune des deux parties, lesquelles portèrent derechef leurs doléances à la cour romaine et obtinrent chacune des rescrits favorables à leurs prétentions respectives. Enfin, grâce à la médiation de Jean de Foix, comte de Comminges, maréchal de France et gouverneur du Dauphiné, et au concours de François Payn, docteur en théologie, de Jean Rabot, conseiller delphinal, et d'Oronce Aymé, vibailli des Monts, de nouveaux statuts furent présentés, acceptés et publiés le 9 février 1472, en présence

d'Antoine de Poisieu, archevêque de Vienne ¹, de Thomas Têtenoire, chevalier, juge du siège primatial, et de Jean Fournier, chambrier du monastère de Saint - Pierre de Vienne, conjointement avec les représentants du chapitre et ceux des prêtres incorporés de l'église de Saint-Barnard.

Ces statuts résument et complètent les précédents ; ils contiennent 189 articles, rédigés avec beaucoup de soins et de méthode. On y trouve les personnes classées dans un ordre rigoureusement hiérarchique ; les fonctions y sont nombreuses, bien définies et réparties ; en un mot, c'est un code qui porte l'empreinte et offre l'image du corps ecclésiastique qu'il devait régir, depuis l'abbé jusqu'au dernier serviteur. Il fut convenu que tous les actes, ordonnances, coutumes auxquels il n'était pas dérogé continueraient à être observés, et qu'au chapitre seul appartiendrait le pouvoir de résoudre les points qui sembleraient douteux, sauf le droit d'appel, réservé à la partie prétendue lésée ².

Dans la suite, quelques changements, interprétations et

(1) Ce prélat tint, le 4 novembre 1478, un synode général, où il renouvela et publia par la voie nouvelle de l'impression les *Statuts provinciaux* rédigés sous le pontificat de l'un de ses prédécesseurs, Guillaume de Valence (56 feuillets imprimés en caractères de forme gothique, sans titre, sans date, ni noms de lieu et d'imprimeur).

Voy. *Inscript. ant. du moyen-âge de Vienne*, par M. A. DE TERREBASSE, t. II, p. 252.

(2) En somme, les statuts de 1472 ont été en vigueur jusqu'à la suppression du chapitre, à l'époque de la Révolution. Ils n'ont jamais été imprimés que nous sachions. Il en existe encore quelques copies manuscrites, dont voici le titre : *Statuta insignis Romanensis ecclesiæ ad Romanam ecclesiam nullo medio pertinentis*.

additions sans grande importance furent apportés au texte de ces statuts. Le 20 février 1509, une ordonnance par voie de transaction règlementa la célébration des messes et modifia l'administration de la chapelle de Saint-Maurice. Le 27 janvier 1540, devant M^{re} Bélier et Ruffaud, notaires, une transaction en 19 articles fut consentie entre Pierre Palmier, archevêque de Vienne, et le chapitre de Saint-Barnard au sujet de l'exemption et autres privilèges de cette église. Vers 1650, le chapitre chargea les chanoines de Bona et de Lacour, assistés des prêtres habitués Teyssier et Aymon, de dresser une nouvelle pratique des cérémonies de l'église. Ces commissaires firent un très volumineux recueil, qui contenait un extrait de tous les articles des statuts où il est traité du service divin et un rituel complet et très détaillé de toutes les cérémonies. La délibération capitulaire du 30 juin 1671 statua sur le port de la tonsure, de la soutane et sur ce qui regardait le *cabaret*. En 1731, Louis XV apporta des modifications aux anciens statuts du chapitre de Saint-Barnard en ce que le sous-sacristain, qui se disait en droit d'exiger des héritiers des chanoines et habitués défunts leurs ornements distinctifs dans l'ordre clérical, ne pourrait plus demander que l'aumusse, le surplis, le bonnet et le bréviaire, pour servir de représentation funéraire, que le bréviaire serait remis aux archives du chapitre et que les autres objets appartiendraient au sous-sacristain, à moins que les parents ne préférèrent lui payer 20 livres pour un chanoine, 8 livres pour un habitué et 4 livres pour un clerc. Enfin, plusieurs assemblées s'occupèrent du cérémonial, du costume, de l'usage du tabac, des perruques, de la poudre à poudrer et autres objets de discipline intérieure.

Notre intention n'est pas de reproduire le texte entier des statuts de 1472 ; son étendue considérable dépasserait de beaucoup les limites que nous nous sommes imposées.

Désirant toutefois offrir une idée de cet important règlement et des nombreux fonctionnaires qui y figurent, nous allons en donner une traduction abrégée, accompagnée de quelques notes explicatives.

La collégiale de Saint-Barnard comprenait un personnel nombreux, tant ecclésiastique que laïque. A la tête se trouvait le chapitre, composé de l'archevêque, abbé, et de quinze chanoines, qui se partageaient certaines dignités et fonctions, telles que celles de sacristain, de maître de chœur, de précenteur, de clavier, et seuls gouvernaient et disposaient des revenus de l'église. Venaient ensuite les prêtres habitués, parmi lesquels quelques-uns jouissaient des honneurs du haut chœur et du droit d'officier au grand autel, en leur qualité de chanoines mineurs. A l'autre partie des prêtres était dévolu le service paroissial et public : c'étaient les quatre cocurés, le sous-capiscol, etc. Parmi les gradués et les étudiants on rangeait les diacres, les sous-diacres, les esclaffards et les petits clercs, dont le nombre variait suivant les facultés du chapitre. Enfin, des personnes tout à fait séculières, jouissant des privilèges de membres de l'église, remplissaient les fonctions de notaire, de procureur, de greffier, de manillier et de baile.

LISTE des dignitaires, fonctionnaires et employés de l'église de Saint-Barnard, d'après les statuts de 1472.

- I. — ABBÉ, archevêque de Vienne.
- II. — CHANOINES, au nombre de quinze.
- III. — SACRISTAIN, premier dignitaire du chapitre.
- IV. — MAÎTRE DE CHŒUR ou scholastique.
- V. — GRANDS CHANTRES, au nombre de quatre.

- VI. — PRÉCENTEUR, chanoine.
- VII. — CLAVIER, chanoine.
- VIII. — COURRIERS DU CHAPITRE, au nombre de deux.
- IX. — GRAND COURRIER DES ANNIVERSAIRES.
- X. — MAITRE DE L'ŒUVRE, chanoine.
- XI. — JUGE DU CHAPITRE, chanoine.
- XII. — JUGE DES APPELLATIONS, chanoine.
- XIII. — PROCUREUR DU CHAPITRE, ecclésiastiq. ou autre.
- XIV. — PANETIERS, deux prêtres, chanoines mineurs.
- XV. — CHAPELAIN DE N. D. DU CLOCHER, chanoine min.
- XVI. — TRÉSORIER, chanoine mineur.
- XVII. — HEBDOMADIERS, chapelains du chapitre.
- XVIII. — SOUS-CAPISCOL, maître des petits clercs.
- XIX. — CHANTRE, prêtre.
- XX. — COCURÉS, au nombre de quatre.
- XXI. — SOUS-COURRIER DES ANNIVERSAIRES, prêtre.
- XXII. — SOUS-CLAVIER, curé de l'église de Saint-Nicolas.
- XXIII. — DOM RECTEUR DE L'HÔPITAL DE S^{te}-Foy, prêtre.
- XXIV. — DIACRES, grade ecclésiastique.
- XXV. — SOUS-DIACRES, grade ecclésiastique.
- XXVI. — ESCLAFFARDS, clercs au-dessus de quinze ans.
- XXVII. — BOURDONNIER, laïque élu.
- XXVIII. — PETITS CLERCS.
- XXIX. — NOTAIRE, secrétaire du chapitre, officier laïque.
- XXX. — PROCUREUR DE LA COUR, officier laïque.
- XXXI. — SCRIBE OU GREFFIER DE LA COUR, officier laïque.
- XXXII. — BEDEAU, employé.
- XXXIII. — MANILLIER OU SOUS-SACRISTAIN, employé.
- XXXIV. — AUTRE MANILLIER, employé.
- XXXV. — MANILLIER ORDINAIRE, employé.
- XXXVI. — RÉCIATEUR OU ÉVEILLEUR, employé.
- XXXVII. — BAILES, CELLÉRIER, PORTIER, MAINIER, SERGENT,
CUISINIER, BAILE DE LA BAILIE, employés.

I'

ABBÉ

Depuis l'époque de sa fondation, vers 838, jusqu'à l'élévation de Léger au siège archiépiscopal de Vienne, en 1030, l'abbaye de Saint-Barnard fut gouvernée par quinze abbés, neuf réguliers et six séculiers ¹. Ces abbés étaient élus par le clergé, du consentement du peuple, et n'étaient plus reconnus s'ils abusaient de leur autorité. Depuis Léger l'abbaye n'a plus été séparée de l'archevêché et tous les archevêques de Vienne ont réuni à leur titre celui d'abbé de Romans. Pendant la vacance du siège de Vienne, l'administration du diocèse appartenait à l'évêque de Valence, qui en même temps devenait chef de l'abbaye. Toutefois, le revenu de celle-ci appartenait au chapitre pendant cette vacance.

Ce pouvoir confondu dans le même personnage semblait ne devoir jamais donner lieu à aucun conflit. Mais la bulle de Léon IX, en conférant à l'abbaye de Romans la liberté romaine, avait, malgré la réserve de la soumission légitimement due à l'évêque diocésain, créé des privilèges particuliers, entre autres l'exemption pour les ordinations et les consécérations. Ces différends entre l'évêque et le chapitre furent nombreux et portés plus d'une fois devant le parlement. Une transaction intervenue entre les parties régla, le

(1) Cette liste, donnée dans la charte N.º 355 du Cartulaire, serait, d'après M. E. Giraud, fautive et incomplète.

27 janvier 1540, les droits de l'ordinaire et les privilèges de l'exemption, d'où il résultait en somme que l'église de Saint-Barnard et les curés de la ville appartenaient au chapitre, qui faisait les nominations, et l'archevêque n'avait sa voix que comme les autres chanoines. Tous les membres de la collégiale, clercs et laïques, relevant immédiatement du Saint-Siège, étaient, à ce titre, exempts de toute juridiction de l'archevêque, et ce prélat ne pouvait confirmer ni donner les ordres sacrés dans l'église de Saint-Barnard sans la permission du chapitre ¹, excepté dans la chapelle de l'officialité, joignant ladite église ². Mais cette autorité, ces pou-

(1) Parmi les libertés, immunités, franchises dont jouissait le chapitre de Saint-Barnard, le droit d'être exempt de toute juridiction épiscopale était celui qui lui tenait le plus à cœur ; aussi ne laissait-il passer aucune occasion propice sans le manifester et le faire reconnaître. En voici un exemple assez curieux.

Dans une procédure pour le chapitre et la ville de Romans, en 1532, contre Pierre Palmier, archevêque de Vienne, Bertrand de Pise, prêtre, déposa que devant la grand'porte, où les chanoines l'attendaient, le maître de chœur, « au nom de tout le chapitre, luy dict quils le recepvoyent comme leur abbé en non point comme arcevesque, et en signe de ce luy bailha un baston de boys ayant à la syme ung bec blanc ou, toutesfois, ung bec faict en maniere de potance, puis luy dict quavant toute euvre falloit quil promist et jurast de garder et observer les libertés, franchises et exemptions de lad. eglise..... Et après avoir presté ce serment, le seigneur arcevesque, portant en sa main led. baston, et les chanoines, prebstres et clergeons chantans s'en entrarent en l'eglise ». (*Invent. somm. des archives départ. de la Drôme*, t. III, p. 248.)

(2) Située au levant du chevet de l'église de Saint-Barnard, la chapelle abbatiale de Sainte-Catherine était une dépendance du

voirs et attributions variaient dans leur exercice suivant le plus ou moins d'énergie des prélats: « Ainsi, Alexandre a recours à la douceur; Sobon incendie l'église, Léger la reconstruit; Varmond emploie l'excommunication; Palmier met le chapitre hors de sa tutelle; Montmorin est arrêté, en 1696, à la porte de l'église par une protestation de treize chanoines. Lorsque le cardinal d'Auvergne fit sa visite pastorale, en 1741, en entrant dans le chœur il cacha la pourpre romaine sous une aumusse et il fut prendre son rang à la tête des chanoines. Mais Lefranc de Pompignan, plus instruit et plus adroit que ses prédécesseurs, feignit d'ignorer le passé et, demandant d'être reçu avec simplicité, fit son entrée, en 1777, avec le plus grand éclat et parla du haut de la chaire en véritable pontife ¹. ».

Le chapitre, qui se montra toujours fort jaloux de ses privilèges, avait eu soin de les faire reconnaître et de les assurer par des serments répétés qu'il exigeait de l'abbé le jour de sa réception et de son installation dans l'église de Saint-Barnard. Voici une traduction abrégée de l'acte de

palais de l'archevêque de Vienne. Elle fut bâtie par Jean de Bernin, dans la première moitié du XIII^e siècle, vraisemblablement vers l'époque où ce prélat faisait construire le chœur et le transept de l'église. L'archevêque vendit ces bâtiments, hôtel et chapelle, aux religieuses de Sainte-Ursule, qui les occupèrent au commencement de leur établissement, en 1630. Enfin le chapitre en ordonna la démolition en 1714. M^{me} Catherine Gaudo-Paquet, veuve d'Antoine Belland, acheta, par acte du 16 juin 1716, moyennant le prix de 500 livres, le sol de la chapelle. On en voit sur le quai encore quelques traces, qui témoignent qu'elle était d'un gothique pur et élégant.

(1) DOCHIER, *Mémoires sur la ville de Romans*, p. 50.

prise de possession de l'abbaye par Geoffroy Vassali, archevêque de Vienne, le 18 novembre 1440.

« Le seigneur archevêque, comme abbé, vint à l'église de Saint-Barnard pour prendre possession de l'abbaye. Quand il fut arrivé devant la grande porte d'entrée, dans le cimetière qui est entre les deux portails¹, les vénérables membres du chapitre s'avancèrent au-devant de lui, et le seigneur archevêque, revêtu de ses habits pontificaux s'étant assis sur un siège couvert d'un drap d'or, ils le reçurent avec honneur. Puis, sur la réquisition du sacristain et des chanoines, ledit seigneur se mit à genoux et jura sur le livre des Évangiles de garder et de fidèlement observer les libertés, immunités, coutumes, statuts, honneurs, exemptions et franchises de ladite église. Ensuite le seigneur archevêque entra dans l'église avec les seigneurs chanoines, au son de toutes les cloches et suivi d'un immense concours de peuple. Arrivé vers le milieu de la nef, il s'arrêta devant un siège couvert d'un drap d'or et prêta de nouveau serment aux mêmes seigneurs sur le livre des Évangiles. Enfin, reprenant sa marche, il pénétra dans le chœur, entonnant avec les chantes l'antienne de saint Barnard, et, arrivé devant le grand autel, il renouvela le serment de la même manière qu'il avait déjà fait, et, sur-le-champ, tous les chanoines, les prêtres et les laïques lui jurèrent fidélité. »

L'archevêque avait dans la ville de Romans des droits

(1) Ce lieu était une sorte de parvis, appelé le *petit Merlet*. Il était long et étroit (30 mètres sur 10) et entouré de toutes parts. Il communiquait au midi avec les cloîtres. On y accédait du côté du pont par un large portail à plein-cintre, fermé par une grille et percé au pied d'une haute tour carrée, qu'on appelait le *vieux clocher* et qui a été démolie en 1858.

et revenus, qui étaient relatés dans un cartulaire, dont nous ne connaissons que quelques extraits. Ces droits étaient exercés par des officiers composant sa famille ou maison, savoir : un baile, un procureur, un gardien de sa maison et de toute sa terre (*custos domûs et totius terræ*), un maréchal, un camérier, un cellérier et un panetier. L'archevêque avait le droit de faire prendre à crédit chez les marchands de Romans les objets nécessaires pour sa maison et de ne payer que deux fois par an.

Par sa bulle du 25 février 1120, Calixte II soumit en tout l'église de Romans aux archevêques de Vienne. Néanmoins, cette décision ne porta pas une atteinte notable aux privilèges de cette abbaye et ne supprima pas la liberté romaine dont elle jouissait, liberté du reste reconnue, peu d'années après, par le légat du pape Innocent II dans le concile de Vienne, en 1124.

Voici les droits de l'archevêque-abbé inscrits dans les statuts de 1472, articles 1 à 5.

Quand le seigneur archevêque-abbé voudra officier pontificalement à la grand'messe, les chanoines et les autres collégiés sont prévenus par le sous-capiscot pour assister et honorer ledit archevêque pendant la cérémonie.

Le jour des Rameaux, le sacristain, les chanoines et les autres collégiés se rendent processionnellement au lieu dit *Les Rampeaux*, pour y entendre et recevoir la bénédiction donnée par le seigneur abbé ¹.

(1) A l'exemple de ce qui avait lieu à Jérusalem, le chapitre de Saint-Barnard, portant les reliques de son bienheureux patron, se rendait, le jour des Rameaux, en procession à un lieu situé à 500 mètres au couchant de la ville, appelé *Le Chiron* et qui fut désigné par la suite *Les Rampeaux*, pour exprimer

Le sacristain et le chapitre devront agréer le bâtonnier nommé par l'archevêque, qui sera tenu, comme les autres officiers, de prêter serment au chapitre. Ce bâtonnier ou bedeau se tiendra pendant l'office près du grand autel et aux processions marchera en tête, devant la croix.

Le sous-clavier distribuera à vêpres, le jour de la fête de Saint-Adon, au moment où l'on chante l'antienne *O sapientia!* la livre accoutumée, pour laquelle il recevra du seigneur abbé trois florins d'or ¹ pour le *pigmentum* ² dû, suivant la coutume.

Dans toutes les assemblées du chapitre, générales ou particulières, où l'archevêque-abbé voudra assister et voter, il sera reçu avec déférence et honneur, et dans l'inscription des délibérations prises en sa présence on mettra, s'il s'agit de choses communes à l'abbaye et au chapitre : *Nous, N.... abbé et chapitre*; s'il est traité d'affaires du chapitre et de

vulgairement *ad ramis palmarum*. La solennité de cette procession la rendait fort nombreuse et donna lieu à une *vogue*, dont la tradition subsiste encore et où l'on établit un jeu auquel fut donné le nom de *rampeaux*. La situation topographique de cet endroit, non moins que l'antique dévotion dont il était le but, y firent édifier, en 1517, un calvaire et un couvent.

(1) En 1472 le florin était estimé 6 fr.; il tomba à 2 fr. 60 c. en 1510.

(2) Le piment est aussi appelé poivre d'Espagne. On le mêlait avec du vin et on en faisait cette boisson épicée et miellée si estimée au moyen-âge. Le sacristain devait trois florins pour l'antiphonie *O Odonay!* Sur les huit florins qui lui étaient alloués pour son salaire, le clavier en donnait aussi trois pour le *pigmentum* de l'antiphonie *O clavis David!* Enfin cette boisson était distribuée comme une gratification aux employés de l'église.

l'église, on dira : *Chapitre où se trouvait N..... abbé, nous, sacristain et chanoines* ¹.

II

CHANOINES

Conformément à la décision rendue le 15 octobre 1462 par Lancelot Lyatard, délégué de l'autorité apostolique, le chapitre est composé de quinze chanoines, y compris le sacristain, le maître de chœur, le clavier et le précenteur.

Tous les chanoines, lors de leur réception, sont tenus de prêter le serment inscrit dans les actes capitulaires, de jurer d'être fidèles à l'église, utiles au chapitre, soumis aux statuts, de ne pas révéler le secret des assemblées, de respecter l'honneur des clercs, de ne rien s'approprier des biens du chapitre et de lui faire rendre ce qui lui appartient.

Aucun chanoine, quels que soient son rang, sa noblesse

(1) Malgré les dispositions minutieuses du statut et de plusieurs transactions passées de 1540 à 1706, les rapports entre le chapitre de Saint-Barnard et les archevêques de Vienne furent toujours assez délicats et se ressentirent des temps et du caractère des prélats. Les chanoines et même les consuls se disaient exempts de la juridiction de l'archevêque de Vienne, parce que Romans relevait du Saint-Siège. Ils invoquaient à l'appui de cette prétention le texte du Cartulaire et des bulles pontificales de Clément IV, Innocent III, Eugène IV et Paul II.

et son autorité, ne pourra voter dans le chapitre ni recevoir sa prébende ¹, s'il n'a complètement payé sa chape, de la valeur de 60 florins d'or fin, de même s'il n'a reçu les ordres et s'il ne réside pas constamment dans la ville, sans découper une seule nuit, depuis la Saint-Luc jusqu'à l'Ascension.

Le partage entre les chanoines des portions canonicales et des terres laissées vacantes par décès des titulaires aura lieu à la fête de Saint-Jean-Baptiste. La part du sacristain sera double pour lui et pour ses clercs.

De conformité aux prescriptions de la bulle du pape Paul II, les chanoines qui ne se trouveront pas aux matines ne recevront pas la livre fériale ² et cet argent sera employé aux réparations de l'église.

Les chanoines, à l'exception du sacristain et du maître de chœur, qui ont leurs fonctions particulières, doivent successivement et à tour de rôle remplir les charges des deux

(1) La répartition faite le 28 janvier 1567 donna à chaque chanoine le revenu de 191 livres 12 sols et 15 sétiers $\frac{3}{4}$ de froment.

Le 24 novembre 1789, c'est-à-dire à la veille de sa suppression, le chapitre percevait des dîmes dans 26 paroisses. Ses revenus montaient à 46,482 livres 4 sols et ses dépenses s'élevaient à 23,578 livres 2 sols. Il restait donc une somme de 22,904 livres 2 sols pour les prébendes de quinze chanoines, soit 1,520 livres 7 sols pour chacun.

(2) La *fériale* était une sorte de gratification distribuée exceptionnellement à l'occasion de certaines fêtes. Le sacristain recevait la double fériale, valant cinq florins d'or. Chaque chanoine avait droit à la simple fériale ou deux florins et demi; le premier manillier, à une demi-fériale de 25 sols, et le manillier ordinaire, à la même rétribution.

grands courriers de la table commune ¹, du courrier des anniversaires ², du maître de l'œuvre, du juge ordinaire et du juge des appellations, pour un an seulement, sauf les juges, qui pourront rester en place aussi longtemps que le chapitre les maintiendra.

Les chanoines qui auront quelques difficultés, querelle ou haine, seront avertis et exhortés par le sacristain de soumettre au chapitre le sujet de leur discorde. S'ils n'obéissent pas, ils seront privés de la livre jusqu'à ce que le différend soit pacifié.

Tout chanoine résidant et tenant table reçoit chaque année des biens de la table commune, aux fêtes de Noël et de Pâques, une livre de poivre, une torche et une livre de bougies; à la Toussaint, pour lui et ses commensaux, une poule et autant en carême; de même pour le piment de l'Épiphanie trois gros et deux pour les légumes.

Les chanoines doivent tenir table pour les clercs depuis la Saint-Luc jusqu'à la Saint-Pierre incluse, dans leur maison et à défaut dans celle d'un habitué ³. La nourriture doit être

(1) On appelait table commune du chapitre la partie des revenus de l'abbaye qui avait été spécialement assignée à la nourriture et à l'entretien des chanoines, à l'époque où ils vivaient en commun. En 1666, le moulin de la table était affermé 420 livres ou 70 sétiers de blé, au choix du chapitre. Les revenus en argent étaient arrentés 930 livres annuellement.

(2) C'est-à-dire l'ensemble des fondations destinées à rétribuer des anniversaires, obits ou pitances. Dès 1464 les archives de cette administration se composaient de 750 actes, contenus dans 25 liasses.

(3) Pendant les quatre autres mois les chanoines n'étaient pas astreints à la résidence; la plupart d'entre eux les passaient dans les châteaux des environs.

convenable. Ceux qui voudront s'affranchir de cette obligation paieront vingt florins d'or pour deux clercs et trente florins pour trois, ou cinq sétiers ¹ de blé et cinq sommées ² de vin pour chaque clerc. Le sacristain assignera un autre patron à ces clercs.

Si quelqu'un révèle les secrets du chapitre, il sera repoussé de la société des chanoines, et s'il ne se soumet pas, il sera livré à la justice par le procureur fiscal.

Dans le cas où un chanoine viendrait à encourir une sentence d'excommunication, la portion des prébendes lui appartenant sera séquestrée, et si, six mois après, il n'est pas absous, les chanoines se partageront cette portion. Si, au contraire, il vient à être absous, elle lui sera rendue. Un chanoine maître d'un clerc excommunié ne perdra pas la portion de ce clerc.

Comme les chanoines, nommés par autorité apostolique ou autrement, ne sont pas instruits dès leur jeunesse aux chants et répons de l'église ainsi que les incorporés, qui, reçus dès l'âge de dix ans, connaissent les chants et les

(1) Le sétier, mesure vendante, pesait 144 livres (70 k. 416 gr.). La mesure basse était d'un sixième moins forte, c'est-à-dire que la pugnère (24^e partie du sétier) ne pesait que 5 livres, au lieu de 6.

Le pain auquel avaient droit les employés de l'église était de 16 à l'émine. Cette mesure équivalant à 72 livres de farine brute, le poids de chaque pain devait être de 4 livres et demie.

La taxe avait pour base que la livre de pain devait valoir autant de deniers que 244 livres de blé coûtaient de livres numéraires.

(2) La sommée ou charge d'une ânesse (*saume* en patois) était une mesure de liquides équivalant à 93 litres.

offices par cœur, les chanoines préféreront ces choristes bien méritants pour les bénéfices, les prééminences et les prébendes de la chapelle de Saint-Maurice.

Dispositions générales.

La convocation du chapitre se fait au son de la cloche, par les soins du grand courrier, à l'heure de la messe du matin de la tribune ¹. Les actes capitulaires sont valables s'il y a la majorité; mais pour les affaires de grâce il faut le consentement de tous.

Lorsque le siège métropolitain vient à vaquer, le sacristain et les chanoines se réunissent au son de la cloche dans la chapelle capitulaire ² et choisissent quatre chanoines, qui doivent se rendre à Vienne et prendre part au chapitre dans lequel doit se traiter et s'accomplir l'élection du futur pon-

(1) La première messe, pendant laquelle il était recommandé aux manilliers de tenir les portes de l'église fermées, se disait dans une tribune. Il en existait alors trois : celle en pierre, au-dessus de la porte d'entrée, où sont les grandes orgues ; une seconde en bois, dans la chapelle du Saint-Sacrement, qui a été démolie en 1858 ; enfin une troisième, dite le *jubé*, qui a été détruite pendant les guerres de religion, en 1562. On trouve cependant dans quelques anciens titres qu'on *souloit dire* la première messe dans la petite sacristie actuelle, adossée au sud du chœur de l'église, charmant petit oratoire du XIII^e siècle.

(2) C'est la plus grande et la plus ancienne chapelle de l'église. Elle a porté successivement les noms de chapelle *des Saints-Apôtres*, de *Saint-Barnard*, *capitulaire*, *des Pénitents*. Elle a été convertie tout récemment en sacristie.

tife, conformément à la transaction intervenue entre le chapitre de Vienne et le chapitre de Romans.

Au chapitre général tenu le lendemain de la fête de Saint-Pierre, les sacristain et chanoines assignent les offices qui seront remplis à tour de rôle, nomment ou prorogent le dom recteur de l'hôpital de Sainte-Foy et font les réformes que nécessite le service divin. Après, ils reçoivent, examinent et arrêtent les comptes du sous-clavier et ceux des différents bailes.

Dans le deuxième chapitre général, tenu le lendemain de la fête des trois martyrs ¹, on examinera s'il n'y a rien à

(1) Voici la traduction de l'épithaphe (attribuée à Florus, diacre de Lyon, mort vers l'an 860) des trois martyrs Séverin, Exsupère et Félicien, qui se lisait sur une chapelle de l'église de Saint-Barnard, où les corps avaient été transportés de Vienne par le fondateur :

« Cette sainte demeure est honorée de la présence de trois martyrs, dont les noms sont inscrits sur le livre de vie. Heureuses victimes de la cause du Seigneur, ils reçurent les couronnes célestes dans la ville de Vienne. Transférés de là, après de longues années, ils illustrent maintenant par leurs perpétuels miracles cette chapelle, ornement du temple qu'érigea le pieux archevêque de ladite ville et qu'il dota d'un si précieux trésor. C'est dans cette enceinte sacrée que, se mettant pour l'éternité sous le patronage des martyrs, ce prélat quitta la vie ; c'est ici qu'il reçut sa sépulture et sur lui que s'étend à tout jamais la miséricorde du Christ.

» Lecteur qui désires savoir les noms de ces trois saints, apprends qu'ils se nomment Séverin, Exsupère et Félicien. Que les noms inscrits sur ce tombeau recommandent le nom de l'auteur. »

Cette longue inscription n'était point gravée sur un tombeau,

réformer, si les affaires, les biens, les revenus du chapitre ont été bien administrés; les albergements et les inféodations sont signifiés; le sous-courrier présente ses comptes.

Le lendemain de la fête de Saint-Barnard, les chanoines reçoivent des mains du trésorier les sommes versées par leurs confrères qui se sont exonérés de la table des clercs. Le même jour, sous peine d'une amende de cinq sols, tous les incorporés de l'église doivent se présenter devant le chapitre pour montrer s'ils portent l'habit et la tonsure prescrits par les ordonnances.

Lorsque les besoins du service de l'église nécessitent la création de clercs, le chapitre se réunit, à la manière accoutumée, accorde cette autorisation dans la proportion des ressources de l'église, à condition que le jeune clerc sera sans infirmité, né en légitime mariage et âgé de moins de dix ans.

Afin de conserver le bon ordre et éviter toute confusion

mais sur une chapelle de l'église de Saint-Barnard, Les restes des trois martyrs, enfermés dans des châsses, figuraient dans les grandes cérémonies de l'église et même dans les processions, comme on le voit par l'événement suivant :

Le 24 mars 1523, dans une procession revenant de l'église des Cordeliers à celle de Saint-Barnard, les trois châsses des martyrs Séverin, Exsupère et Félicien, portées par quatre jeunes gens laïques, bourgeois ou marchands de Romans, tombèrent dans la rue de la Saunerie et se brisèrent. Les reliques ou os, presque en poussière, se répandirent sur la terre. Cet accident fut attribué, non à la méchanceté, mais à la faiblesse des porteurs, trop jeunes pour ce fardeau. Les reliques furent précieusement recueillies et rétablies derrière le grand autel, près du vestiaire, du côté de l'Isère, où elles étaient auparavant. Enfin ces restes vénérables disparurent pendant les guerres de religion.

dans les cérémonies de l'église, il est statué que le premier siège à droite en entrant dans le chœur, du côté de l'Isère, a la prééminence et appartient au seigneur abbé. Du même côté, vers le grand autel, des sièges élevés et contigus sont pour les deux plus anciens chanoines, ensuite, en descendant, siègent le chapelain de N. D. du Clocher, les deux hebdomadiers, le sous-capiscol et ensuite deux des cocurés et les autres prêtres choristes, suivant leurs grades, et, à partir du seigneur abbé, les autres chanoines, en montant jusqu'au chanoine panetier, suivant leur rang d'installation, et dans le bas chœur, du côté de l'autel en descendant, les jeunes clercs et dans le moyen chœur les esclaffards, suivant leurs grades.

Dans la partie gauche du chœur, en entrant par la nef, le premier siège est pour le sacristain, qui est le plus élevé après l'abbé. Du même côté, vers le grand autel, sont les sièges des deux plus anciens chanoines; ensuite, en descendant, se placent le trésorier, les deux hebdomadiers, le chantre et les autres prêtres choristes, suivant leurs grades, et, à la suite du sacristain, viennent le maître de chœur et les chanoines, suivant leur rang, jusqu'au chanoine panetier, et dans le bas chœur sont placés les clercs et les esclaffards, comme dans le côté droit ¹.

Il est nécessaire de faire connaître que nul ne peut officier au grand autel sans la licence du chapitre, à l'exception de l'abbé, du sacristain, du maître de chœur, des chanoines, du panetier, du chapelain de N. D. du Clocher, du trésorier et des quatre hebdomadiers.

(1) Le chapitre avait fait dresser un tableau offrant la série complète des dignitaires de l'église, avec leurs rang et préséance respectifs.

Tous les chanoines, prêtres et autres habitués doivent, en entrant dans le chœur, marcher modestement et en silence, porter la tonsure et la couronne prescrites, les cheveux ni trop longs ni trop courts, descendant jusqu'au milieu des oreilles, l'aumusse grise avec cinq raies pour les chanoines, quatre pour les autres prêtres; en hiver, un manteau avec un petit capuchon, chacun selon son grade, un surplis propre et convenable, des chausses non rouges, blanches ou vertes, une robe sans fourrure, des souliers décents, non à la poulaine, avec des semelles de cuir ou de bois. Les esclaffards, qui ne sont pas dans les ordres, portent seulement une cape noire et ne se couvrent la tête que lorsqu'il règne un grand froid, c'est-à-dire quand l'eau des bénitiers est gelée.

Tous les membres de l'église, sacristain, chanoines, prêtres, se rendent réciproquement en entrant et en sortant les honneurs et déférences dus par les inférieurs aux supérieurs.

Les habitués de l'église doivent obéissance dans les choses licites et honnêtes aux seigneurs sacristain et chanoines, dans le chœur et ailleurs, principalement au maître de chœur pour tout ce qui regarde la correction des mœurs. S'ils n'obéissent pas, ils sont punis par le chapitre.

Il est permis aux chanoines et aux incorporés d'entrer dans le chœur jusqu'au cinquième verset du psaume et non après, et de sortir avant la fin de la septième leçon. Les jours de fête solennelle, ils doivent assister aux matines, à la grand'messe et aux vêpres. Ceux qui n'ont pas assisté aux matines ne doivent pas pendant tout le jour paraître dans la ville, ni hors les vieux murs, à peine d'une amende de deux sols pour les chanoines, d'un sol pour un prêtre et d'un demi-sol pour les autres. Cette amende est double en cas de récidive dans l'espace de huit jours.

Pour être admis à officier les jours de fête, les chanoines

et les habitués doivent avoir la barbe fraîchement rasée, ainsi que la tonsure, et les dimanches depuis moins de deux jours.

Ils ne doivent pas lire leurs Heures dans le chœur pendant qu'on chante. Ils perdent la livre des funérailles s'ils n'assistent pas depuis le commencement jusqu'à la fin de la messe et à l'enterrement. Pendant les offices, ils ne doivent pas se montrer aux environs de l'église sans être revêtus de l'habit ecclésiastique, sous peine d'amende. S'ils achètent des biens de l'église, ils doivent jurer de payer exactement les cens, plaits et usages, et rendre les terriers, actes et documents de leurs bénéfices et obédience. Ils doivent, à tour de rôle, célébrer les offices dans l'église, en donnant l'exemple de l'exactitude, parce que tout retard est nuisible. Tout manquant ou retardataire est puni d'une amende d'un demi-gros d'or. Pendant l'office divin on doit garder le silence et ne pas troubler le célébrant, avoir la tête découverte, sans chaussure de bois, gants et autres superfluités. Les chants doivent être dits avec gravité et sans exaltation, non en musique et contre-point, mais en plain-chant. La musique néanmoins peut être, avec l'agrément du chapitre, employée dans certaines solennités.

Les recteurs des chapelles dans lesquelles il existe des fondations ¹ sont tenus de les déclarer et de les conserver.

(1) Les chapelles de l'église de Saint-Barnard, ainsi que les caveaux funéraires qui en dépendaient appartenaient à des familles notables de Romans, qui avaient la charge de les entretenir et d'y assurer le service religieux au moyen d'une rente constituée. D'un mémoire fait en juin 1772 par M^{re} François Béguin, maître de chœur, nous extrayons les renseignements suivants :

Un clerc fait la lecture de la règle ou du martyrologe et de l'obituaire. Le prêtre qui aura manqué de célébrer un anniversaire, se rendra au tombeau du défunt, avec la croix

Chapelle du Saint-Esprit, dans le transept de gauche. Elle appartenait à la famille de Gillier depuis la fin du XIV^e siècle. Melchior de Gillier, sieur de Tany, maître d'hôtel du roi, y fonda une messe de chaque jour pour le repos de son âme et de celle de Marie Joly, son épouse.

Chapelle de Saint-François-de-Salles, près de la chaire. Par acte du 5 octobre 1675, M^{re} Desalles, chanoine, fut autorisé par le chapitre à fonder dans cette chapelle une messe quotidienne, moyennant une pension de 132 livres.

Chapelle de Saint-Jean, plus anciennement de *Saint-Crépin*, près de la porte de ce nom. M. Jean Albanel, président en l'Élection, fut autorisé, par acte du 28 décembre 1682, à reconstruire cette chapelle sous le vocable de Saint-Jean et à y fonder une messe journalière, assurée par une rente annuelle de 120 livres.

Chapelle de Saint-Louis, près du banc des marguilliers. Par acte du 14 août 1677, M. Louis Thevenin, receveur des tailles, fut autorisé à faire construire cette chapelle et un tombeau pour lui et sa famille.

Chapelle de l'Annonciation. Elle appartenait à la famille de Loulle, qui, par acte du 26 juin 1692, l'échangea contre un tombeau, situé aux cloîtres, vis-à-vis la chapelle de Saint-Laurent.

Chapelle du Rosaire, près du bénitier. Bonne de Castaing, veuve de François Coste, auditeur des comptes, fut autorisée, le 4 juin 1610, à réparer cette chapelle.

Dans l'annexe dite du Saint-Sacrement il y avait la *Chapelle de Sainte-Anne*, qui appartenait à la famille Jomaron; celle de *Saint-Pierre-aux-Liens*, à la famille Berthe; celle de *Saint-Laurent*, à la famille Laurent, etc.

et l'eau bénite, pendant trois jours, en récitant le *Miserere*.

Le lendemain de la fête de l'Ascension, dans le chapitre général, on s'informera si les chanoines et les incorporés ont fait une résidence continue dans la ville et s'ils ont assidûment accompli le service religieux, avant de distribuer les *partendes* et passer quittance au secrétaire du chapitre. Lorsque le chapitre accorde la permission de célébrer une messe conventuelle au grand autel pour l'âme d'un défunt non chanoine, il est dû à chaque choriste deux sols, monnaie de l'église.

Il est interdit aux sacristain et chanoines de nommer aucun chanoine au-dessus du nombre fixé par le décret apostolique du 15 octobre 1462, de même d'admettre plus d'incorporés que ne nécessitent les besoins du service divin et ne comportent les revenus de l'église, sauf le cas où, dans le chapitre et l'église, on ne trouverait pas d'ecclésiastiques capables pour remplir les emplois de recteur de la maison de l'Aumône, de sous-clavier, de receveur et de maître des clercs.

Le sacristain et le maître de chœur choisiront trois chantres parmi les prêtres possédant une belle voix, pour enseigner le chant aux jeunes clercs. Il leur sera alloué pour leur peine un salaire modéré.

Nul prêtre non chanoine ne peut célébrer sa première messe au grand autel sans avoir obtenu la licence du chapitre; il est tenu de payer à chaque chanoine et à chacun de ses commensaux une livre de pain et de vin; de même les diacres pour l'évangile et l'épître les jours de fête.

Les prêtres ne peuvent faire célébrer les messes dont ils sont chargés que par un prêtre habitué et non par un prêtre étranger. Les prédicateurs pourront dans leurs sermons publier les indulgences accordées par l'archevêque de Vienne, abbé de Romans. Pour ce qui concerne l'état général de

l'église ou les affaires de grave intérêt, le chapitre ne peut statuer sans avoir convoqué le seigneur abbé.

Dans le chapitre tenu avant la Nativité de Saint-Jean-Baptiste, le sacristain et les chanoines se partagent les revenus des chanoines décédés et font entre eux la division des terres devenues vacantes, à proportion des commensaux qu'ils ont à leur table.

Nul chanoine, choriste, officier, familier ne doit sortir la nuit, après le son de la cloche, avec des armes et sans être muni d'une lumière, et surtout à des heures suspectes, à cause des graves inconvénients qui peuvent en résulter. Celui qui sera trouvé dans ce cas sera puni suivant sa qualité, à l'instance du procureur du chapitre.

Il est défendu à tout chanoine ou prêtre habitué de jouer en public aux dés et autres jeux, de danser ou de chanter des cantilènes, à peine d'amende et, en cas de récidive, d'être puni par le juge. De même il leur est prescrit de sortir en habit décent, de marcher avec gravité, de ne pas vaguer et de fuir toute compagnie déshonnête ¹.

(1) Dans le chapitre tenu le 10 mars 1439 on a fait plusieurs règlements pour obvier à des abus. Il est dit que quelques membres de l'église couraient la nuit armés et masqués; qu'ils portaient des capuces bourrelés, des habits courts, grillés et fendus par derrière, des chaussures vertes, rouges et blanches; qu'ils allaient au bal, etc.

III

SACRISTAIN

Le sacristain ¹ est élu par l'assemblée du chapitre. Il est le premier dignitaire après le seigneur abbé. Il doit donner l'exemple par sa vie, sa science et ses mœurs. Il est au premier rang dans le chœur et aux processions. Il a une des trois clefs du trésor. Il choisit et présente à l'approbation du chapitre le précenteur, le trésorier, le sous-sacristain et les deux manilliers. Il nomme le clavier alternativement avec le chapitre. A raison de sa dignité, il a droit de nommer deux jeunes clercs ne dépassant pas l'âge de dix ans. Il lit la leçon la veille de Pâques et de la Pentecôte. Le sous-clavier doit donner au sacristain chaque année quarante florins d'or, prélevés sur le vin décimal ², la moitié d'un

(1) Il est question pour la première fois de la dignité de sacristain dans la bulle fulminée par Urbain II contre Guy, archevêque de Vienne, en 1095. Auparavant le chef des chanoines prenait le titre de *custode*. En 1069, Folcardus prend encore ce titre, en y ajoutant celui de premier garde des titres (*primus scrinius*).

(2) Le vin décimal ou des dîmes était levé par le chapitre dans une zone qui s'étendait autour de Romans, dans la campagne, à une distance de deux jets d'arbalète, soit 480 toises. Ce vin était reçu à chacune des portes principales de la ville, dans un local appelé *tinal*. Sa quantité s'élevait, bon an mal an, à un millier de charges, et sa qualité, par suite d'un mélange de

porc, quatre livres de poivre à Noël, avec deux livres de bougies et deux torches. Il reçoit en outre la double livre *ad petram et ad manum* ¹ et les portions canonicales pour

vins de toute provenance, avait mérité le nom de *ripopée*, que lui donnait le public. Afin de se débarrasser le plus tôt possible de cette denrée difficile à conserver, le chapitre, suivant l'usage ou l'abus féodal, s'était attribué, sous le nom de *ban-vin*, le droit de vendre le vin de ses celliers dans un court espace de temps, à l'exclusion de tous autres. Reconnu par sentence arbitrale de 1212, révoqué par la charte d'Humbert II en 1342, rétabli par le même prince en 1348 et confirmé par Charles V en 1371 et par François I^{er} en 1513, ce privilège fut une source intarissable de contestations entre la ville et l'église. Les nobles, de leur côté, prétendaient s'affranchir de cette sujétion, dont la durée elle-même donnait lieu à des conflits. Enfin, en 1755, les consuls ayant pris fait et cause pour quatorze débiteurs qui avaient été condamnés chacun à 1,000 livres d'amende, il en résulta un long procès, qui fit éclore de part et d'autre des mémoires judiciaires remarquables, sinon par la modération et la bonne foi, du moins par une grande érudition, qui a mis en lumière pour la première fois les vieilles annales de Romans. Cette lutte n'était pas près de finir lorsque la Révolution supprima le chapitre, le consulat et le ban-vin.

(1) L'importance de la *livre*, de cette portion quotidienne de pain et de vin (*libra panis et vini*) qui devait être distribuée à chaque membre de l'église de Saint-Barnard, est fort difficile à estimer. Dans les premiers temps de l'abbaye, il est probable que cette portion représentait la livre romaine, de douze onces (0,327 gr.) ; mais, par la suite, elle devint très variable, car elle était fixée chaque année, d'après le produit net du blé et de la vendange, dans l'assemblée capitulaire tenue le lendemain de la Toussaint : *in quo incipiet libra panis et vini in refectorio* (statut de 1209). En outre, elle était double pour le sacristain,

lui et pour ses clercs. Il délivre au sous-clavier, pour le piment ou l'antienne de saint Adon, trois florins d'or. Il perçoit la huitième partie de toutes les portions vacantes et des partendes; le reste est divisé entre les chanoines et les autres clercs.

IV

MAITRE DE CHŒUR

Tous les chanoines et incorporés, de quelque grade que ce soit, doivent obéir respectueusement aux observations et réprimandes du maître de chœur. Il doit les faire avec charité et douceur. Il fait ou fait faire l'installation dans le

plus forte pour les chanoines que pour les esclaffards et les petits clercs.

On peut entendre par *petra et libra ad manum* la portion, pesée et mesurée, délivrée de la main à la main par le sous-clavier pour être emportée aux membres de l'abbaye qui n'avaient point le droit de prendre leurs repas au réfectoire. On donnait le nom de *petra*, pierre, à un poids spécial qui valait douze livres et demie. Mais généralement alors, comme naguère, les pierres à peser étaient synonymes de poids. On trouvera plus loin la copie de deux inscriptions rappelant chacune la donation de xxx livres faite à l'église de Saint-Barnard, au XIII^e siècle, pour une livre de pain et de vin, c'est-à-dire pour une distribution de ces aliments qui devait être faite chaque année à tous les membres de l'église et dont l'importance, non indiquée, était sans doute consacrée par l'usage. Plus tard on entendait par ce mot une certaine valeur représentée en argent, que chacun était libre d'employer à ses nécessités domestiques.

chœur des chanoines et des incorporés ordonnée par le chapitre. Il surveille attentivement les chants de l'église et réprime ceux qui chantent mal. Il ordonne les leçons, fournit les livres, dont il tient un inventaire ¹, et accorde gratuitement la licence pour tenir des écoles des arts dans la ville ². Il doit faire un sermon aux clercs le jour de la Cène pendant le lavement des pieds et au peuple le jour de l'Ascension, lorsque la procession fait une station au lieu de la Pavigne ³. Il examine les incorporés et les habitués de

(1) Dans un inventaire des livres du chapitre fait au XII^e siècle on trouve mentionnés 42 ouvrages en 57 volumes.

(2) Il est vraisemblable que dans les premiers temps, à Romans (dès le IX^e siècle) comme partout ailleurs, il n'y avait que des écoles ecclésiastiques, auxquelles tous les enfants étaient indistinctement admis. Le développement de la population nécessita la formation d'écoles laïques, dites grammaticales, *scholarum grammaticalium*, et une académie des arts libéraux, *scholarum artium*, où l'on enseignait la grammaire, la rhétorique et la dialectique. La ville nommait et présentait, le maître de chœur examinait et instituait, sans aucune rétribution, le régent principal, qui, après avoir prêté serment de bien remplir son office, s'adjoignait deux bacheliers. Ces écoles, dont Aymar du Rivail, qui y avait étudié, parle avec éloge, occupèrent longtemps l'emplacement où sont les nouvelles casernes. En 1561, cet établissement fut transféré dans l'hôpital de Pailherey. Le chapitre, pour se décharger d'une obligation qu'il remplissait pour ainsi dire depuis la fondation de la ville, y fit disposer plusieurs chambres pour le logement de jeunes clercs et nomma pour les instruire un professeur théologal, auquel il attribua une prébende de 150 livres.

(3) En 1515, un chanoine panetier fit une fondation, le jour de la Fête-Dieu, pour une station devant la croix de la Pavigne,

l'église avant leur promotion aux ordres sacrés. Il se fait aider dans cette fonction par deux hebdomadiers et prend des renseignements près du sous-capiscol. La correction des mœurs lui appartient. Il avertit ceux qui mènent publiquement une vie déshonnête; s'ils persévèrent, il les admoneste en chapitre, et s'ils ne s'amendent pas, il les fait priver de leur bénéfice.

(*A continuer.*)

D.^r ULYSSE CHEVALIER.

pendant laquelle on dirait trois fois le verset *O Jesus!* C'est pendant une de ces stations que du haut d'un perron, qui existe encore, un ministre calviniste fit un prêche à la foule, à la suite duquel deux chanoines et d'autres personnes, subitement convertis aux nouvelles doctrines, ne rentrèrent pas à l'église avec la procession. En réparation de ce scandale, on fit élever une colonne surmontée d'une petite croix de fer. Cette colonne, qui était posée au milieu de la place, a été remplacée par une grande croix en fonte, placée derrière la fontaine, sous des marronniers.

TABLEAU DES MEMBRES

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE

ET DE STATISTIQUE

de la Drôme

Présidents honoraires.

MESSIEURS

Mgr COTTON, évêque de Valence.

GIRAUD (Émile), ancien député, à Romans.

Membres fondateurs.

MESSIEURS

GIRAUD (Émile), ancien député, à Romans.

LACROIX SAINT-PIERRE, ancien député, à Chabeuil.

Marquis DE PISANÇON, à Pisançon.

MONTLUISSANT (DE), général d'artillerie, à Nîmes.

MORIN, ancien député, à Dieulefit.

Membres titulaires.**MESSIEURS**

- ALLEMAND (l'abbé), supérieur du petit-séminaire, à Valence.
ALLÉOUD, membre du Conseil général, à Luc.
ARCES (le marquis d'), à Mercurol.
ARNAUD, pasteur, à Crest.
BABOIN (Reymond), à Saint-Vallier.
BABOIN (Henri), ancien député, au château d'Alivet, près Renage.
BARRACAND, ancien maire de Romans.
BEGOU (l'abbé), vicaire-général, à Valence.
BELLET (l'abbé), à Tain.
BELLON, ancien maire de Charpey.
BERNARD, ancien maire de Valence.
BERNON (le baron Prudent de), ancien maître des requêtes, à Saint-Sorlin.
BERNON (J. de), à Paris.
BERNON (le baron Just de), ancien trésorier-payeur général, à Valence.
BERGER, conseiller d'État, à Paris.
BIMARD (le marquis de), à Chabeuil.
BOISSON, ancien percepteur, adjoint au Pont-Saint-Esprit.
BONNET, docteur en médecine, vice-président de la Société, à Valence.
BOREL SOUBÉRAND (Louis), à Crest.
BOREL SOUBÉRAND (Charles), à Crest.
BOTTU DE VERCHÈRES, à Saint-Jean-de-Muzols.
BOUCOD (Auguste), à Saint-Vallier.
BOVET, notaire, à Crest.
BOYER DE BOUILLANE, avocat, à Valence.
BOURG (Gontran du), à Benat.
BOUFFIER (Amédée de), à Livron.
BRUN-DURAND (Justin), juge de paix, à Crest.
BRUYAS (Émile), à Lyon.

CHABRIÈRES-ARLÈS, membre du Conseil général de la Drôme, trésorier-payeur général à Lyon.

CHABRILLAN (le comte Fortuné DE), à Paris.

CHABRILLAN (le comte Paul DE), à Saint-Vallier.

CHARRAS (Édouard), négociant, à Nyons.

CHENEVIER, imprimeur, à Valence.

CHEVALIER (Ulysse), docteur en médecine, à Romans.

CHEVALIER (l'abbé C. U. J.), correspondant du Ministère de l'instruction publique, à Romans.

CHEVALIER (l'abbé Jules), aumônier, à Romans.

CLÉMENT, directeur de la Société générale de Vals, à Valence.

COLOMB (Victor), négociant, secrétaire adjoint de la Société, à Valence.

COLONJON (DE), à Saint-Vallier.

COSTON (le baron DE), notaire, à Montélimar.

CROZE (le baron DE), à Ponsas.

DÉRIARD, directeur de la verrerie, à Valence.

DIDELOT (l'abbé), curé de la cathédrale, à Valence.

DUMONTEIL (l'abbé), curé, au Buis-les-Baronnies.

DUPORTROUX, à Romans.

DUPRÉ-LATOURE (Théophile), ancien substitut du procureur de la République, à Toulon.

DUVERNET, secrétaire général de la préfecture, à Valence.

ÉPAILLY, architecte, trésorier de la Société, à Valence.

FAURE-BIGUET, procureur général de la République, à Poitiers.

FAURE, président du tribunal, à Valence.

FILLET (l'abbé), curé, à Saint-Martin-en-Vercors.

FLORANS (le marquis DE), à La Roque, par Lambesc.

FORCHERON (Émile), juge, à Valence.

FRANÇOIS (Eugène), à Valence.

GALLIER (Anatole DE), président de la Société, à Tain.

GILLY (Louis), à Valence.

GUILLEMINET, principal du collège de Saint-Marcellin.

ISNARD (l'abbé), curé, à Tulette.

JASSOUD (l'abbé), curé, à Mureils.

LABAREYRE (DE), juge, à Valence.

- LA BAUME (le comte DE), à la Garde-Adhémar.
LACROIX (André), archiviste départemental, secrétaire de la Société, à Valence.
LAMAN, notaire, à Valence.
LAMBERT, ancien maire de Combovin.
LARNAGE (le comte Vincent DE GARCIN DE), à Tain.
LATUNE (Henri), à Crest.
LE BLANC (Fabius), à Nyons.
MACHON (Henri), maire de Tain.
MALENS, sénateur, à Versailles.
MARC-AUREL (Jules), à Valence.
MARCHAUD, agent-voyer d'arrondissement, à Nyons.
MARCIU (le marquis DE), à Crépol.
MAURIN (Alcide), docteur en médecine, à Crest.
MAZET (l'abbé), aumônier, à Valence.
MESSIÉ, avocat, à Montélimar.
MEYNOT (aîné), ancien maire de Donzère.
MONIER DE LA SIZERANNE (le comte Fernand), à Beausemblant.
MONTCHENU (le vicomte DE), à Montchenu.
MONTEYNARD (le comte DE), à Montelieu.
MOREL, receveur des finances, à Nyons.
MORIN-PONS, auteur de la *Numismatique féodale du Dauphiné*, à Lyon.
MORIN (Henri), négociant, à Dieulefit.
MORIN (Adolphe), à Dieulefit.
MOUTIER (l'abbé), curé, à Marsanne.
NUGUES, banquier, à Romans.
NUGUES (Alphonse), à Romans.
PAMPOLONNE (DE), lieutenant de vaisseau en retraite, à Valence.
PARISOT (DE LA BOISSE DE), à Étoile.
PELOUX (Jules), ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Valence.
PERROSSIER (l'abbé Cyprien), curé, aux Tourettes.
PROMPSAL (Louis), vérificateur de l'enregistrement, à Lyon.
REBOUL DE LA JUILLIÈRE, ancien auditeur au Conseil d'État, à Paris.

REY, architecte, à Valence.

RODILLON (l'abbé, professeur, à Crest.

ROMAIN, docteur en médecine, à Valence.

ROSTAING (Charles DE, vice-président de la Société, à Valence.

SAYN, à Saint-Vallier.

SIÈYES (le marquis DE), à Valence.

SOLLIER, avocat, à Valence.

SOULIER (l'abbé, curé, à Vesc.

THANNARON, ancien maire du Bourg-lès-Valence.

TRACOL, architecte, trésorier adjoint de la Société, à Valence.

TRUPIER-LE-FRANC, à Paris.

VALLENTIN, juge d'instruction, vice-président de la Société, à Montélimar.

VERTUPIER (Louis), à Crest.

VEYRENC (l'abbé, curé, à Chantemerle (Grignan).

VIGNE (Mgr), évêque de Digne.

Membres correspondants.

MESSIEURS

ALLMER, conservateur du musée d'épigraphie de la ville de Lyon.

ANDIGNÉ (le marquis D'), général et sénateur, à Paris.

AUZIAS (Théodore), avocat à la Cour d'appel de Grenoble.

BARRÈS, bibliothécaire de la ville de Carpentras.

BAUME-PLUVINEL (le marquis DE LA), à Paris.

BELMONT, à Lyon.

BERGER (Émile), conseiller à la Cour d'appel d'Aix.

BERNARD, juge, à Grenoble.

BESSET, architecte, à Tournon.

BLANCHET (Augustin), manufacturier, à Rives.

- BLANCHET (Paul), manufacturier, à Rives.
BOISSIEU (Maurice DE), à Lyon.
BOISSIN (Firmin), rédacteur en chef du *Messager de Toulouse*.
BOUCHARDON (Gustave), maire d'Arzai, à Bonnevaux, près la Côte-Saint-André.
BOREL D'HAUTERIVE, conservateur adjoint à la bibliothèque Sainte-Geneviève, à Paris.
BROUCHOUD, avocat à la Cour d'appel de Lyon.
BULOT, architecte départemental, à Melun.
CAIZE (Albert), à Louveciennes.
CAIZE, ancien inspecteur divisionnaire des douanes, à Louveciennes.
CHAPER (Eugène), ancien député, à Grenoble.
CHABRAND, docteur en médecine, à Grenoble.
CHARPIN-FEUGEROLLES (le comte DE), ancien député, au château de Feugerolles.
CHOMER (Louis), manufacturier, à Renage.
DAVID (Mgr), évêque de Saint-Brieuc.
DELLOYE, conservateur du musée Calvet, à Avignon.
DUBOIS, ancien juge de paix, à Thueyts.
DUHAMEL, archiviste du département de Vaucluse, à Avignon.
FALAVEL, notaire, à Saint-Marcellin.
FALSAN, géologue, à Collonges, près Lyon.
FAUCHER (Paul DE), à Bollène.
FAYARD, conseiller à la Cour d'appel de Lyon.
FERRAND (Henri), avocat, à Grenoble.
FIÈRE (Zénon), avocat à la Cour d'appel de Paris.
FLACHAIRE DE ROUSTAN (Marcel), à Lyon.
FRANCLIEU (M^{lle} Aimée DE), au château de Longpra sur Saint-Geoirs.
GALLET (Louis), directeur de l'hôpital de Lourcine, à Paris.
GAMET (Fleury), instituteur, à Séguret, par Sablet.
GAP (Lucien), instituteur, à Vacqueyras.
GARIEL, bibliothécaire de la ville de Grenoble.
GAUTHIER, à Vaison.
GENTHON, juge, à Saint-Marcellin.

GIRARDON, juge suppléant, à Grenoble.

GIRODET, directeur des contributions directes, à Melun.

GRÉAU (Julien), à Troyes.

GUEYFFIER, juge de paix, à Roybon.

GUILLAUME (l'abbé), archiviste des Hautes-Alpes.

HELMÉ, vice-président du tribunal, à Gap.

LAFAYOLLE, juge de paix, au Cheylard.

LA FAYOLLE DE MANS (Noël), ingénieur civil, à Chambon-Feugerolles.

LAMOTTE, docteur en médecine, au Pouzin.

LA ROQUE (Louis), avocat, à Montpellier.

LEBLANC, bibliothécaire et conservateur du musée de Vienne.

LE GUAY, architecte, à Paris.

LIEUTAUD, bibliothécaire de la ville de Marseille.

LOMBARD, avocat, à Grenoble.

MACÉ, doyen de la Faculté de Grenoble.

MAIGNIEN (Edmond), à Grenoble.

MAZON, publiciste, à Paris.

MAULDE (DE), ancien sous-préfet, à Paris.

MAURIN (Léopold), à Marseille.

MIJOLLAT DE LA PORTE (J.É.), docteur en médecine, à Monistrol-sur-Loire.

MILLET (Martial), docteur en médecine, à Orange.

MONCLAR (le marquis DE), consul de France à Stuttgart.

MONTALIVET (Georges DE), à Paris.

MONTs (le vicomte DE), au château d'Armanais, près la Côte-Saint-André.

OLLIER DE MARICHARD, à Vallon.

PALLIAS (Honoré), négociant, à Lyon.

PERROSSIER (Ernest), chef de bataillon au 126^e de ligne, à Foix.

PEYROT, chef de division à la préfecture de l'Isère.

PILOT DE THOREY (Emmanuel), à Grenoble.

POINÇOT, à Saint-Clément, près Embrun.

PONCINS (le comte DE), à Feurs.

PRUNIÈRES (le comte DE), membre du Conseil général, au château de Prunières, par Chorges.

REYNAUD (Horace), ancien procureur de la République, à Villefranche.

ROBERT-GENTIL (Charles), à la Ferté-sur-Aube, par Clairvaux.

ROCHER (Henri DE), à Bollène.

ROMAN (Joseph), avocat, au château de Picomtal, par Embrun.

ROUIN (Flavien), receveur principal des postes, à Gap.

SAINT-FERRÉOL (le vicomte DE), à Uriage.

SAINT-GENIS (Victor DE), conservateur des hypothèques, à Fontainebleau.

SAINT-VICTOR (Ch. DE), à Lyon.

SIÈYES (le comte Léo DE), à Fontainebleau.

TAILLAS (DE), à Tallard.

TERREBASSE (DE), à Ville-sous-Anjou.

TOUR DU PIN-CHAMBLY (le baron DE LA), à Nantes.

VALLENTIN (Florian), juge suppléant, à Grenoble.

VALLIER (Gustave), à Grenoble.

VASCHALDE, directeur de l'établissement thermal de Vals.

VELLOT (A.), avocat, à Grenoble.

VILLEPERDRIX (l'abbé DE), vicaire de la cathédrale, à Nîmes.

VIRIEU (le marquis DE), au château de Pupetières, à Virieu.

VOSSIER, lieutenant au 68^e de ligne, au Blanc.

Communes abonnées.

AOUSTE. — BARBIÈRES. — CREST. — CROZE. — MONTÉLIMAR.

NOTA. — Plusieurs membres correspondants ayant changé de résidence, sans avis, il a été impossible de leur faire parvenir le Bulletin régulièrement.

NÉCROLOGIES.

Pendant ce trimestre, la Société a eu le regret de perdre deux de ses membres, tous les deux du comité de publication :

M. Alphonse-André DE BERLHE, inspecteur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, décédé à Nîmes, le 25 mai,

Et M. Louis RICHAUD, ancien principal du collège de Valence, officier de l'instruction publique, décédé à Valence, le 24 juin.

M. de Berlhe sortait d'une famille romanaise, qui a donné à cette ville des magistrats distingués. Il était versé dans la numismatique et la géologie et avait formé de fort belles collections. Modeste autant qu'instruit, cet honorable collègue était tout dévoué à l'archéologie et d'une bienveillance extrême.

De son côté, M. Richaud, après une longue et pénible carrière dans l'enseignement public, s'était concilié toutes les sympathies par sa droiture, son savoir et ses manières distinguées.

L'un et l'autre, attachés à leurs devoirs de chrétiens et de citoyens, laissent les souvenirs les plus honorables et les exemples les plus consolants d'une vie bien remplie, exempte de toute ambition et pure de tout reproche.

SÉANCE DU 10 MAI 1880.

PRÉSIDENCE DE M. DE GALLIER.

La séance est ouverte par la lecture de la correspondance.

M. le Président présente comme membre correspondant M. le docteur CHABRAND, auteur d'une intéressante biographie de Cayre-Morand et de Videl et d'autres travaux. Il est reçu à l'unanimité.

Les membres présents admirent ensuite la belle publication de M. Édouard Fleury, intitulée *Les antiquités du département de l'Aisne*, 2^e partie, récemment offerte à la Société, et l'ouvrage de M. Maurice de Boissieu, un de leurs collègues : *L'église collégiale de Saint-Jean-Baptiste à Saint-Chamond, son chapitre, ses reliques. Notice historique accompagnée de pièces justificatives*. M. le Président fait l'éloge de ce consciencieux travail, ainsi que de la *Comédie politique*, par M. Mazon, et du travail biographique de M. Alègre (Léon), le créateur intelligent du musée de Bagnols.

M. l'abbé Bellet expose en quelques mots son projet de préparer une carte de la province de Vienne pour l'histoire des dix premiers siècles et une carte embrassant la période comprise entre le XI^e et le XVI^e siècle. La Société applaudit à ce double projet et se réjouit des résultats obtenus déjà par notre laborieux et savant collègue.

La fin de la séance est consacrée aux finances de la Société, qui sont dans un état prospère, et à sa reconnaissance légale, dont il est urgent de s'occuper.

CHRONIQUE.

M. Aimé Champollion-Figeac, dans ses *Chroniques dauphinoises*, dont un volume vient de paraître, a traité la période comprise entre 1794 et 1810, période encore agitée, mais où la littérature, l'archéologie, la science, la politique s'essaient à reprendre leur rôle civilisateur. Il ne juge pas, il donne des documents, et ceux du voyage de Pie VII en France offrent une importance capitale.

Dans le récit du voyage de Pie VI, l'auteur nous semble avoir donné trop d'importance à cette phrase du journal d'Aug. Périer : « S. S. était accablée par la vieillesse, la fatigue de la route et la persécution ; elle semblait dans un état voisin de l'enfance. »

Tous les papiers et écrits du temps, d'accord en cela avec la tradition, attestent le mauvais état de santé du pape et la parfaite lucidité de son esprit.

Il suffit, pour s'en convaincre, de lire *Pie VI dans les prisons du Dauphiné*, par M^{lle} Aimée de Francieu, ouvrage dont M. Champollion parle lui-même avec éloge.

Nous n'insistons pas sur ce détail, qu'une nouvelle édition modifiera, et nous regardons la publication complète des *Chroniques dauphinoises* comme une œuvre utile, patriotique et du plus haut intérêt.

La *Notice historique sur Jost de Silenen, ambassadeur de Louis XI et évêque de Grenoble*, par l'abbé Charles Bellet (Lyon, Aug. Brun, 1880, in-8°), a l'insigne mérite d'être rédigée sur des pièces inédites et authentiques. C'est un excellent travail.

On peut en dire autant des *Recherches historiques sur Hugues, évêque de Die, légat du pape saint Grégoire VII*, par l'abbé Jules Chevalier (Montélimar, Bourron, 1880, in-8°). Il y a là aussi un excellent style et une très consciencieuse étude.

Les autres ouvrages reçus seront indiqués dans la prochaine livraison.

A. LACROIX.

De Flour !!

A Moussu l'abbat MOUTIER, cabiscòu de l'*Escolo doufinalo*.

De flour ! de freschei flour ! per ém̃bauma la fèsto !
 Samena n'en pertout, n'aura jamai de rèsto ;
 Courouna n'en lei bord dei coupei de vermei.
 Que lou blanc jansemi, la roso vermèialo
 Vènon graciéusamén enguierlanda la sallo.
 De flour, pertout de flour per lou festin dot̃ rei !

De flour ! per courouna la liro dot̃ troubaire,
 Que per nous échantà buschaillo de tout caire
 Lou méu de pouésio, aquéu méu mialicous !....
 Per l'abeilleto d'or, que travaillo e vounvouno,
 Per lou parpaillou blu, qu'amouirous lei poutouno
 Qu'espandisse de flour au perfum savourous !

De flour au preisounié, plourous dins la sournièro !
 Li parlaran d'aucéu, de riéu e de ramièro,
 De souléu d'or, d'azur, d'aire e de liberta.
 Pichaire ! rén de béu rejouis sa perpeillo ;
 Per éu lei flour saran, e lou jour que soureillo,
 E tout ço que lei champ dison dins lour béuta !

De flour ! de freschei flour ! per trena la courouno
 D'aquéu front vierginau que de bounur raïouno ;
 L'ange s'envai encuei, ei pèd dei sants autar.
 Dins soun couer chaste e pur dot̃ céu un Diéu davalò
 Faire soun paradis d'uno âmo vierginalo.
 De flour, de freschei flour fasè li bién sa part !

De flour ! per esgaia la drôlo chasto e digno
 Qu'eis à sa fénestrourno amount sout la teuligno
 E travaillo 'mbé goust de l'aubo à jour fali.
 Que sus de bellei flour soun iue blu se repàuse,
 Que coumo 'n parpaillou soun amour se li patise
 E dins la fanjo 'nbas noun vèndran se sali !

De flour, tourna de flour !... La vierjo eis fiançado
 A 'n'aquéu qu'amo tant. Sa courouno émbaumado
 Dèu sus sei chavèus blound trelusi de blanchour.
 Faù qu'en lei respirent lou novi que tant l'amo
 Sènte un rai de bounur davalà dins soun amo
 E trove sei poutou 'mbauma de lour oùdour !

De flour ! quand lou bouen Diéu passo dins leis charierei.
 Que lour perfum suan mouente 'mbé lei prièrèi !
 Fasè plòtre de flour, fasè tuba l'encéns !
 Lei flour, Diéu leis a facho, eis éu que lei fai creisse.
 Nosto recouneissénço encuei faù que pareissa.
 Lei flour soun la proumesso e l'espèr de tout Bén.

De flour ! de blanchèi flour ! jita n'en sus la caisso,
 Flourissè n'en lou cros d'aquelo que nous laisso !
 Ai las ! la paziro drôlo, e n'avio que quinze an !
 La mouert aqueste cop li fara sa téléto ;
 Per aco dins la batcho a creissu la viéuléto
 E l'iali a pèr aco 'spandè soun béu sé blanc.

De flour ! Soun doù bouen Diéu 'no magnéfico estreno :
 Soun lou soulas doù couer dins lou doù e la peno ;
 Emb'élei lei plesi soun pus viéu e pus fouert.
 Lei flour nous fan ploura, lei flour nous réjouisson ;
 Lour esclat duro paù, que trop léu se flachisson
 Sus lou brès de l'enfant e sus lou cros dei mouert !

Ernest CHALAMEL.

(Parler de Dieulefit.)

Li tres Savouiard.

Tres mascara, tout près de Briançoun,
 En gros esclop, rasclero pendoulado
 A la braïeto, e sènso autro façoun
 D'un tros de pan, d'aigo à la regalado
 Fasien ensèn un superbe repas.
 D'uno aubo à l'autro, ah ! n'avien fa de pas !
 Tambèn, viedase ! avien la famarasso,
 Et pèr dessus lei cambeto èron lasso :
 Mai pèr pitanço avien rèn que la fam.
 L'einat dei tres, en rousigant soun pan :
 — Oh ! sère rei, lour digué, mé la ragi,
 Manjarién bèn uno soupo au froumagi !...
 Et tu, Janet, que sies tant galavard,
 Que manjariès, s'ères lou rèi de Franço ?
 — Ieu ? manjariéu uno soupo de lard,
 Rèn que de lard e de coudeno ranço !
 E tu, Peiroun, lou pu jouine dei tres,
 Que te faudrié ? — Veguen ! disès pas res ! —
 S'ères un rei !... Digo-nous-lou, que, fraire !
 N'as pas muta quasi de tout lou jour....
 — Que vous dirai ? siéu sot coume un fifraire ;
 Avès tout di ce que i 'a de meïour.

B. CHALVET.

(Parler de Nyons.)

Lous Boudis.

Qué d'òutreis dins lour chants célèbroùn lo noturo,
 Lou printemps et sas flours, doù jardi lo poruro;
 Mi voù sen prétention célébras lous boudis
 Dins lous vers qu'eïn moun cœur l'hiver o fa burdis !...

O lo meïsou van tuas. Un doux espoir coresso
 Lo mère et lous pètits et chasso lo tristesso;
 Lou père, qué lou freis rendio tout coussoeïroux,
 Se sent tout-o-un cop révioùré, plus huroux !...
 Où trova tout lou jour, chacu dins quello festo
 Hâcho o soun tour lo viando, en quittant blodo et vesto.
 Tout se bouligo; olors, dèngu chanto ni ri.
 Si ovian dé maoù lo veillo, inqueuïs soùn tous gori.
 Lo tripeïeuse eï qui; tous lous moris l'ovisoùn.
 Dé tripas dins sas mans, qué dé sang sé ramplissoùn,
 S'olloùnjoùn sus lo toùlo et van remplis lous plats
 Dé boudis groùs et frais, bien ruands, greïssoux et flats.
 Olors dins lou peïroù, sus lou fio doù meïnage,
 S'oprestoùn per dégrès, chacu counèi l'usàge. [teins.]
 Peuï, quand soun veingu durs, tout lou moundé eï coun-
 Invitoun lous vésis, lous omis, lous poreins...
 Per quellous qué soun léun couapoun dè fricosséias.
 Lous où mandoun tout presto, entoura dé ferbellias.
 Sé nen manjo en Ofriquo' et sen manjo o Poris.
 Et jomais ein deinlio séi dit qu'èrout moris.
 Oh ! qui n'o pas végu fremis dins uno pello
 Dè tollious dé boudis, groussissant sus l'estello
 Qué flomeïo o chas paou per lous reindré plus groù;
 Quoù quo pas vegu quo, vès Creïs disoun qu'eïs foti !...

Ou qu'eïs un estrangier qu'o jomais gu lo chanço
 Dé remplis de boudis soun estrangeïro panço.
 Las jaillias suffirian per lou coulas vès Creïs
 Lou restan de sous jours, iélou maï sous poreïs.

BERMOND.

(*Parler de Crest.*)

Lous Parpolious et lo Viooûletto.

Près d'uno aotbo que dins Soleno '
 Miralio sas fêlias d'arjaint,
 Doux parpolious sus so moureno
 Funavount las flours doù printeimps.
 Millo zigzags lous transpourtavount
 Sus quellas que lo topissavount,
 Estrossant et pillant seins but
 Las quiquiôtilas et las ounglettas,
 Lous margueritous, las vioûlettas,
 Qu'o regret de parfums beilavount lour tribut,
 Bien-que lou foulïoret ² ein couvant de soun alo
 Nastre couple copricieux,
 Vouguè bien li beïlas lo bèouta seins eïgalo.
 Creiou qu'èro doux omoueïroux;
 Erount bèoux, majs sovian s'ou dire;
 Si bien qu'uno viooûletto, escoundio dins lo brouo,
 Ein lous oûvant murio de rire.
 — Ah ! disio lou golant, tout ein fosan lo rouo,

(1) Ruisseau à l'ouest de Crest.

(2) Brise printanière.

Oh ! mo mignouno, que sias bello !
 Fillo d'ou printemps, mous omours,
 De deipit, las plus bèllas flours
 Voudrian bien te charchas querello ;
 Car sias plus jòulio ein tous otours
 Que lo tiquetto dots bèoux jours.
 Lou reffet d'or de las eitoilas
 Eï bien meins brillant que tas alas. —
 Mais qu'nto damo n'omorio
 Que li foguèssount tallo festo ?
 Lo nastro oussi seins prudorio
 Respoundè seins beïssas lo testo :

— Oh ! charmant parpoliou, que charmeïs moun regard !
 As toutas las coulours doù pouant de Saint-Bernard.

De Diou sias lou plus bel ouvraje,
 O n'un taou point que lou nuaje
 Couloura doù soulé levant
 D'or et d'arjaint eïs meins brillant ! —

Enfin, n'èrount oqui, quand de dessous l'herbetto
 Uno petito voix, lo voix de lo vioothletto,
 Lous digué : — Mous braveïs omis,
 Eïs bien veraï que tout vous brillo ;
 Mais sous vastreïs tant bèoux hobits
 Veïou lous poils de lo chonillo.

R. GRIVEL.

(*Parler de Crest.*)

La Muso doufinalo.

Atrouverian dedin li jas
 Cuberto d'un marri pedas
 La lengo prouvençalo.

MISTRAL, *Li Prouvençalo.*

Ei ben vrai, o Muso doufinalo,
 Qu'en brouleiant t'èrei prou fa margalo.
 Ai las ! moun Diou, de toun biai virginè,
 De toun bouan èr, qu'en toutei fasio tipo
 N'avias garda qu'un gaubi de ganipo,
 Un èr tout meigrinè.

Au grand soulé a fouarço de tant courre
 Dempeui lou tems, la char de toun fin mourre
 S'èro tenchio en brun de courcoussou.
 Sus toun coucouei ta joulio tignassouno,
 Que t'en fasias 'no rouïalo courouno,
 Creissio coumo un boueissou.

Raicho de vouas, pèr lîrô e pèr fanfougno
 N'èrei venguio a permetre a ta gougno
 De s'amoura au sublé de sangu.
 Avio landa l'espiraciou arouso,
 E la chansou de ta lengo ruchousou
 Charmavo plus dengu.

Tout espelha, pèr chami mandeiavei,
 La biasso en man. Deja putafinavei
 En vio de ren ta vercheiro d'ounour.
 Pauro de Diou ! aquele gento Muso
 S'embastardi e semblo que rabuso,
 Disian à toun entour.

Prou coumo aco dins la galavardiso
 As berlieira. D'aro en avant, t'aviso
 De reculi ta grand glorio perdio.
 Sègre faudro, felibresso immourtalo
 Eibandissant ta lengo pairialo,
 La Coumtesso de Dio.

Laisso-me 'qui ta raubo que s'espanlo,
 Pèr acata, en plaço, toun espanlo
 Oube un mantè vount l'or tout emblaujant
 Se bouarlo ensem a-n-un flo de peirilha,
 A de roubi samena de brisilha
 D'un eichinclious diamant.

Laisso-me 'qui toun parla jargounaire,
 Que fai defèci au parla de ta maire.
 Entrinco-me lou chant jouious e gai
 Que soulias 'vèr a l'emproumié de l'iage,
 En restoublant quéu dous chantouneiage
 T'enlustraras que mai.

Me chantaras tout ce que moun couar amo :
 La fé dou Crist, lou bouan espèr de l'amo,
 E pèr lou brès l'amour de l'autre tem.
 Anou ! ti mai t'atuvaras d'enveio
 De fa flouri 'no segoundo Mireio
 Embe un segound Vincen.

Petis aucèu, voulastreiè en festo
 En chirilhan pèr acliama aquesto
 Reino de dré, reino dou Doufina.
 Pras plei de flour, vou-avè ben devina,
 Quelo d'aqui eis enca vastro Faio.
 Viou ! pourgè-li la floureta de *maio*
 Qu'avè engermina.

Berou tamben, que pasqueirè au pàti,
Dins sa manetto anè quarre lou tati
E de poutous. Sus lou grème moulet,
Mousant la pouisso ou courant patinteino,
Embe lou pastre ouvè mai vastro reino
Juant de son frajoulet.

O ! vène dounc, vène, ma pauro miho;
Man dins la man, moun couar au tiou s'aliho.
T'aliscarai e te farai seta
Au sèti d'or de la grando doufina;
E d'empertout ta souarci, ta vesina
Te li veiran mounta.

Zou ! pren toun vou, bravo Muso de Droumo,
Vas la nautour. D'aqui ouviras coumo
Se chanto bèu dins la baisso de *Rouei*.
Viso eilaïn la ribo de Prouvenço,
Dount tourna mai te vendro la jouvenço,
La sabo amei lou creï.

L'abbé MOUTIER.

(*Parler de Loriol.*)

Loù Dsueton de Plitoncourt.

Quéquiet que counâ Plitoncourt
 D'espruet ne sera po de court ;
 Dsan qué paîs tout é en court :
 Témoin Montcourt et Vauconcourt,
 Francourt, Meurcourt et Lavoncourt,
 Attricourt.... La vinjana i court !

Je reven' où proumâ vuellajou,
 Van loù darbon fan de ravajou :
 Don toù vuevan fan l'anterrajou ;
 Van dsan loù pro fan de pavajou,
 Et doù cliouché fan champeyiajou.
 Van doù pont fan lou mesurajou.
 Van loù pompié ne sont po sajou !
 Van, où soulâ, fan lou fiardajou.
 Van loù z'orin sont en plantajou.
 Et dell'église l'allérajou.
 Enfin loù dsueton de tapajou.

I

Lou maire é Monsié de Lonjon,
 Qu'abuete in superbou donjon.
 Sa figura ne po coumuena,
 Oûlle zélo per sa coumuena ;
 Oû fa empierro loù chamin,
 Bian de bian à toù... Mai pomin,
 Oûll'a groû de gent que lou crosson ;
 Et, si trovon soû chin, loù rosson...

In jour trà garçon éfaro,
 Vegnian de courre per loù pro;
 Arruevon chez lui de coulèra
 Cueme in chassou qu'é-t-all' espèra :
 — « Dsuetè-don, maire patsuechon !
 Toù loù pro sont plan de kichon ;
 N'arrangeron bian netre doglie,
 Otan ne couchè si la poglie
 Que d'allo seyié netron fin !
 De vous ne faron petafin
 Si deman, mogré voutra nâre,
 Izia toujours de darbounâre ! »
 Lou maire, boune gent, dsi : — Ciel !
 Jure d'assemblo son conseil.
 Ossuetou qu'ou fuet en sêance
 Ou gli dsuessuet le douléance
 De sou feroujou admuenuestro,
 Concernan l'état de gliou pro :
 — Mon Dsé ! méno, que fo-t-é fère ?
 Per loù calmo, fédè loù bére.
 Léssié darbouno loù darbon,
 Gli repond glin. L'otrou dsi : — Bon !
 Tsuet te n'esse qu'uena cansourla ;
 Pourvu que te beve à ta courla,
 Te te flanque bian delle gent
 Qui gogn' ou qui pardon d'argent.
Anterron quelle bétse vueve....
 Lou conseil z'iadapte et s'abrueve.

Meri d'EXILAC.

(Parler de l'Isère, bords du Rhône.)

(A continuer.)

Rénouè.

L'hiver s'eïfaço,
Viellard transi;
Obriou lou tchasso
Bien leun d'eici.

Lous tchamps verdissount,
Odioou lou freï;
Lous pras flourissount,
Tout sabo et creï.

Tout s'escarlio
Dins lou grand bois;
Tout djémé ou piálio,
Tout o no voix.

Qué l'âouro eï douço !
Tout reverdi,
Et sù lo mousso
L'ogné burdi.

Déjo l'obéillo
Lou long dôou bèou
Moti s'eïveillo
Per fâ soun mèou.

Toudjours fidèllas
Dins lour omour,
Las hirondèllas
Sount dé rétour.

Dins lou bois soumbéré
Qué dé doux tchants ,
Lyras sins noumbéré
Oêux souns touchants.

L'eïssan vouladjé
Dêous parpolious
Sû lou rivadjè
Voulo djouyoux.

L'êousselou tchanto
Près dé soun nid ,
Et l'âmo mouànto
Dins l'infini.

Dins las êoubrinas ,
Lou long dêou riou ,
Sû las coulinas
Tout beni Diou !

Joseph GRIVEL.

Auteur des *Letsis poetiques*,
décédé à Paris, le 14 mai 1880.

(*Parler de Crest.*)

Lou Printeimps.

O Mousù LOUDIBERT, negouçiant vè Creis.

Zou donc ! felibreïs, un bèou chant !
 De maï lou bèou soulé levant
 Daouro lo nèblo qu'aimmantèlo
 De Saint-Miard l'antiquo chopello.
 Fio createur dou porodis,
 Sous tous poutous tout s'eïbandis,
 Tout chanto, tout sabo, tout pialio,
 Quand sus terro touñ eu dardalio.
 Dou printeimps, père dotis bèoux jours,
 Remplisseïs lou foudiou de flours,
 Qu'oube tant de bounheur someno
 Dessus lous pràs, dins lo gorenno;
 Tout ein peindoulant de mirous
 Où frant de nastreïs grands pibous,
 Que catount de lours bourras blanchas
 Lous gazouns verts et lours pervenchas.
 Margueritas, margueritous,
 Doux otracleïs dotis omoueïroux,
 Qu'amou vastro frant que blancheïo
 Dedins l'espacet que roubeïo.
 Qui n'omorio pas touto flour,
 Lorsque lou moti d'un bèou jour
 Li bouato, coum' o so coumpagno,
 Sous tant brillants peindaints d'eïgagno,
 Coulouras per soun bèou regard,
 Coumo lou pouant de Saint-Bernard.
 Solotûre ' quand veneïs las veïre,
 Soufflo plan, lous fasseïs pas cheïre;

 (1) Vent du matin.

Puisqu'ameïs tant de las morias,
 Laisso donc lour testo perlias.
 Chanto plus toù sus lo coulino,
 Dins l'aubre que tout soufflé inclino,
 Maïlo tous bourdounants coupleïs
 Où chant qu'odrisso où Reï dous reïs
 Tout ce que lou printeimps eygayo :
 Chanto moti, coumo lo calio,
 Que bouato ein trin lous choeurs jouyoux,
 De millo voix, millo chansous;
 Lous vallouns, lous rious, l'oucelino,
 Le mountagno maï lo coulino,
 Lo biso omaï lou foulïoret',
 Que fan lou councert sans porè
 Que per un bèou moti murmure
 Lou grand orgue de lo noturo.

Doux printeimps, père de l'estiou,
 Sias lo douço sesou de Diou !
 To vainguie chasso l'hoïranço,
 Tas flours fan neïsse l'esperanço.
 Mais perque donc lours fruits si doux
 Sount rareïs ou bain verminoux ?
 Ah ! lo terro n'eïs qu'un possaje,
 Vount tout bèou jour couvo l'ouïraje
 Qu'eïclotero belèou deman,
 Hachant lou bla que faï lou pan.
 Mais, dedins so rajo mourtello,
 Respectoro lo robonèllo²,
 Triste eïmaje doù teimps vount sian.
 Que Diou vous garde, bravo jains !

R. GRIVEL.

(*Parler de Crest.*)

(1) Brise printanière.

(2) La ravanelle.

Uno Leïçou de français.

Quand chascu dit lo sioûn' en fait dé poulitico ,
 Foû toujours escouta , si voulè rir' un paou ;
 Surtout quand ei quoûcu qué l'am' é lo pratico ,
 Souven dit quoûqué mo qué ven fouar a prepaou .
 Mé trouvou l'oûtré jour din quoû café doû cairé
 Qu'appèloun vè *César*, en t'anan oû marcha .
 Un omé légissio doûb'un air dé pacha
 Certain journa choûsi qué pareissio li plaîré .
 Lou légissio bien fouar per qué tout oouviguè ;
 Lou mound'a soun entour venio maï s'empreissavo
 Et dengu disio ren ; mè qu'èllé légiguè
 Éro sé qué foullo, tout a quo l'escoutavo .
 Parlav'a quoû moumen d'un grand proujé dé loua ,
 Quand sus un mo savan un d'élou lou rebiffo :
 « Utopi, qué voû dir'eisi, dé bouano foua ?...
 — Utopi, bédiga ! quo voû diré boûdifo !... »

Gatien ALMORIC.

(*Parler de Chabrilan.*)

LES STATUTS
DE
L'ÉGLISE DE SAINT-BARNARD
DE ROMANS

(FIN. — Voir la 54^e livraison.)

V

GRANDS CHANTRES

Par respect pour la vieillesse, les quatre plus anciens chanoines ont droit à des places d'honneur immédiatement après le sacristain et le maître de chœur. Ils doivent chanter au grand autel les jours de fêtes solennelles et, en cas d'empêchement, ils paient chacun huit gros d'or à ceux qui les remplacent.

VI

PRÉCENTEUR

La charge de précenteur est un office simple, sans aucune prééminence. Au chœur, au chapitre, aux processions, le précenteur se place au rang qui lui appartient comme cha-

noine. Il lit chaque année au réfectoire, le jour de Saint-Thomas, l'*Ordo*, c'est-à-dire le bref qui règle ce qui, selon la coutume de l'Église, doit être lu et chanté dans les offices pendant l'année. Il installe les clercs du moyen et du bas chœur. Il a le droit de présenter à l'approbation du chapitre le sous-capiscol.

VII

CLAVIER

L'office de clavier est simple et ne donne droit à aucune prééminence. Il a la garde des registres, titres et cartulaire de la table et du chapitre. Il reçoit huit florins d'or, sur lesquels il en doit trois pour le piment de l'antienne *O clavis David!* somme qui est employée pour la livre *ad petram et ad manum* du jour de Noël.

VIII

COURRIERS DU CHAPITRE

Les courriers du chapitre sont chargés de défendre et de poursuivre en justice les intérêts du chapitre. Ils doivent veiller à la conservation des biens et des droits et prendre, dans les cas urgents, conseil du sacristain¹. Cette charge

(1) L'ancien régime comprenait des droits, des privilèges, des exemptions si compliqués, des coutumes, des juridictions, des tribunaux si enchevêtrés que M. de Loménie a pu justement

dure un an. Les titulaires ne peuvent être forcés de l'exercer plus longtemps. Ils reçoivent, en présence du sacristain, après le chapitre de la Saint-Pierre, les comptes du sous-clavier et des bailes. Quand, pour l'exercice de leur charge, ils sont forcés de s'absenter de la ville, ils reçoivent un florin par jour pour leurs dépenses et celles de leurs chevaux, et huit gros seulement dans le cas où ils n'ont pas de chevaux. Le plus ancien de ces courriers a une des clefs de la caisse du trésor. Ils pourvoient aux vacances d'offices qui se déclarent dans le courant de l'année. Ils passent, de concert avec le sacristain, les baux et emphytéoses, les actes de ventes et d'achats. Ils posent avec le greffier de la cour les scellés sur les biens et sur les meubles des sujets de l'église, tant ecclésiastiques que laïques. Ils ne peuvent exiger pour cette opération au delà de cinq sols. Mais si les héritiers requièrent un inventaire des biens, ils reçoivent pour leur vacation une somme fixée par le juge du chapitre. Ils mettent en possession des offices et des bénéfices. Ils peuvent faire arrêter et enfermer tous les sujets de l'église auteurs de crimes ou délits.

l'appeler *un nid à procès*. Alors, faute d'autres distractions, les procès prenaient des proportions si importantes que les avocats avaient soin de composer des mémoires intéressants, souvent spirituels, quelquefois fort érudits, qui étaient répandus avec profusion et lus avec avidité. Mais ces occasions de distraction pour le public étaient fort coûteuses pour les plaideurs, d'autant plus qu'elles se renouvelaient trop souvent. Nous avons constaté ailleurs qu'avant la Révolution les hôpitaux de Romans, avec les deux tiers moins de revenus, avaient dix fois plus de procès qu'aujourd'hui. Nous trouvons que le Bourg-de-Péage, au moment de la suppression des droits féodaux, avait dépensé 44,000 livres pour un procès contre un seigneur voisin, qui réclamait le *droit de vintain*, lequel bien certainement ne valait pas cette somme.

IX

GRAND COURRIER DES ANNIVERSAIRES

Cet officier agit pour les biens des anniversaires ¹ comme les autres courriers à l'égard des biens du chapitre. Il reçoit les loyers, les subventions, etc., des baïes et des collecteurs, investit les bénéficiers, passe les emphytéoses, soutient les procès, conserve les titres des revenus, des bénéfices et des chapelles. Il reçoit les comptes des anniversaires en présence de deux prêtres délégués par la communauté ².

(1) Le grand courrier était l'administrateur chargé des revenus des biens donnés pour fondation de messes, d'obits ou d'anniversaires. Ces revenus, dont jouissaient naturellement ceux qui acquittaient ce service, étaient affermés, en 1666, pour la somme annuelle de 1,551 livres. Pour faciliter à la fois le paiement et la recette des redevances en denrées, on réduisait celles-ci en froment vendant. Ainsi on comptait pour un sétier de froment (84 litres) six quarts de seigle (126 litres), huit raz d'avoine (280 litres) et vingt poulets. Ces proportions sont encore aujourd'hui à peu près les mêmes.

(2) La communauté se composait des prêtres habitués de l'église, qui, n'ayant aucune part aux revenus du chapitre, mettaient en commun et se partageaient les produits des grands anniversaires, des messes et des autres fondations annuelles. A l'époque de sa suppression, en 1790, cette association, qui avait fait dresser un volumineux terrier et même frapper des médailles, ne produisait plus que 76 livres annuellement à chacun de ses membres. Elle avait son siège dans la chapelle de Saint-Maurice, aujourd'hui du Saint-Sacrement, qui est une

Les vacations hors de la ville lui sont payées un florin par jour.

X

MAITRE DE L'ŒUVRE

Le maître de l'œuvre est choisi parmi les chanoines. Il constate les réparations à faire à l'église, aux maisons, moulins et autres bâtiments des membres de la table et des grands anniversaires. Il rend compte à l'assemblée capitulaire tenue le lendemain de la fête de Saint-Barnard de ce qui a été fait dans l'année et présente les projets pour les travaux à exécuter pendant le cours de l'année suivante. Il tient un registre sur lequel il inscrit le nombre de journées des ouvriers et les sommes dépensées. Il reçoit la livre *ad petram et ad manum*, présent ou absent.

XI

JUGE DU CHAPITRE

Le juge est nommé et révoqué par le chapitre. Il doit

annexe de l'église de Saint-Barnard, à laquelle elle communique par deux petites portes. Elle est remarquable par sa voûte légère, reposant sur un pilier central. A l'extérieur des naissances d'arceaux prouvent qu'elle se prolongeait anciennement par quelque oratoire sur la partie du quai appelée *le Merlet*.

être bon , probe , instruit et diligent pour l'exercice de la justice. Il a la juridiction et la connaissance civile et criminelle sur les chanoines, prêtres, clercs, bénéficiers et officiers, tant ecclésiastiques que laïques , de ladite église et sur les familles , domestiques , serviteurs et commensaux des précédents, au sujet des délits , crimes , négligences et fautes de chacun d'eux ; il doit en connaître et les punir suivant le cas. Pour sa peine et son travail , il reçoit les émoluments du sceau du chapitre relevant de la cour, jusqu'à concurrence de cinq florins. Le sous-clavier lui donne en outre cinq florins d'or et cinq sétiers de froment , mesure vendante, ce qui doit lui suffire. Toutes exactions et concussions au sujet de son office lui sont interdites.

XII

JUGE DES APPELLATIONS

Ce juge est chargé de prononcer la nullité des décisions du juge ordinaire et de juger en dernier ressort. Il est nommé en commun par l'archevêque et par le chapitre. Il a pour ses émoluments cinq florins d'or et cinq sétiers de froment.

XIII

PROCUREUR DU CHAPITRE

Dans la même assemblée on désigne un procureur ecclésiastique ou autre , chargé de poursuivre les affaires du cha-

pitre et les obédiences tant dans la ville qu'au dehors. Il a droit à la livre quotidienne, présent ou absent. Les frais d'actes, de procédure, d'avocats, etc., sont payés par la table commune.

XIV

CHANOINES PANETIERS

Selon l'ancienne coutume¹, ce sont deux prêtres nommés chanoines panetiers qui prennent place dans le chœur après le chapelain de N. D. du Clocher. Ils ont droit d'officier au grand autel, de porter les marques distinctives des chanoines; cependant ils n'ont pas voix dans le chapitre.

XV

CHAPELAIN DE N. D. DU CLOCHER²

Ce chapelain ou recteur a la prééminence sur tous les autres

(1) L'office de panetier, après avoir été très actif au temps de l'existence claustrale, était devenu nominal et honorifique.

(2) La chapelle de N. D. du Clocher était la première en entrant dans l'église, à main droite, quelques pas après le bénitier. Elle servit à la confrérie de Saint-Éloy, puis à celle du Rosaire. Il y existait un tombeau, qui appartenait à la famille Coste. Bonne de Costaing, veuve de François Coste, auditeur

prêtres dans le chœur et aux processions. Il a le droit d'officier au grand autel et sa place est après celle des chanoines. Il a la charge de célébrer la messe solennelle de minuit. Il reçoit des biens de la table commune, le jour de Noël, une livre de poivre et une livre de chandelles de cire. Toutefois, il ne reçoit plus la livre fériale, dont le chapitre s'est rédimé par acte authentique. De plus, on lui donne le jour de l'Épiphanie une bouteille de vin épicié (*unum picotum*¹ de *pigmento*) et une poule à carême prenant.

XVI

TRÉSORIER

Le trésorier est nommé par le chapitre sur la présentation du sacristain, sous les ordres duquel il exerce sa charge. Il

en la chambre des comptes, fit réparer cette chapelle en 1610. Elle est aujourd'hui sous le vocable de Saint-Joseph. Son nom primitif peut être attribué à cette circonstance qu'elle était la plus rapprochée de la haute tour carrée construite en avant de l'église pour en protéger l'entrée et qu'on nommait, sans doute à cause de son ancienne destination, le *vieux clocher*.

(1) La picote était une ancienne mesure locale, un demi-pot ou la 128^e partie de la charge, équivalant par conséquent à 656 centilitres. On donnait pour certaines sonneries une picote de piment aux trois manilliers; ce qui était peu, eu égard à la profession, si l'on en croit le proverbe: *Boire comme un sonneur*.

occupe dans le cœur la troisième place du côté gauche, après le grand chantre. Il a le droit d'officier au grand autel. Il reçoit à matines, les jours de *novem lectionem*, la livre fériale, comme les chanoines; la veille de Noël, une livre de poivre et une livre de chandelles de cire; à l'Épiphanie, une bouteille de vin épiché; à carême prenant, une poule, de même toutes les oblations provenant du grand autel et des reliques, soit en blé, soit en argent, excepté le pain et l'argent qui sont offerts aux messes auxquelles se trouvent les prêtres près de l'autel; enfin les oblations de la première messe dite par les curés les jours de l'Épiphanie, de Saint-Barnard, de la Purification, celles de la grand'messe les jours de la dédicace de l'église, de Pâques, de la Toussaint et des saints martyrs Séverin, Exsupère et Félicien. Les cierges du quarteron (*quarteroni*) des épouses, les émoluments des enfants (*paliorum*, langes) appartiennent au trésorier sans aucun rendement de compte.

Le trésorier doit payer pour la célébration des trois messes de Noël douze deniers au prêtre pour chaque messe, six deniers à chacun des diacres et des clercs et deux deniers à chaque petit clerc. Il est obligé, sur le produit des obventions, de faire blanchir les garnitures et les nappes du grand autel, les aubes et les amicts, de fournir le charbon pour les encensoirs et celui pour réchauffer, en hiver, les diacres et les clercs, de même que les petits cierges pour les matines et les vêpres, lorsque le temps est obscur.

Le trésorier doit jurer de fidèlement garder les bijoux tant en or qu'en argent, les reliques, les draps d'or et de soie, les chapes, tuniques, aubes, nappes et tout ce qui existe dans le trésor, inventorié et signé chaque année par le secrétaire du chapitre¹. Il doit délivrer au sous-sacristain

(1) Le plus ancien inventaire des bijoux, reliquaires, orne-

les objets nécessaires pour orner le grand autel les jours de solennité. Il a une des trois clefs de l'arche du trésor où l'on enferme le sceau du chapitre, les titres des chapelles et l'argent de l'église. Il inscrit sur un registre l'entrée et la sortie des fonds déposés.

Ce même fonctionnaire perçoit tous les émoluments des tables et des chapes des chanoines et des prêtres, de la location des draps d'or¹, des sommes payées par les clercs pour l'entretien des livres. Il emploie ces revenus pour les orne-

ments et vêtements sacerdotaux de l'église de Saint-Barnard se trouve reproduit sur le pénultième feuillet du Cartulaire; il date du milieu du XIII^e siècle. Les objets en or et en argent comprennent trente-neuf articles, parmi lesquels seize calices, dont un en or, un niellé et quatorze en argent, la plupart donnés à l'église par des habitants de Romans. Le poids de ces bijoux s'élevait pour les matières d'or à 4 marcs et 7 onces, et pour celles d'argent à 163 marcs, soit en valeur intrinsèque 10,200 livres.

Les reliquaires et ornements de l'église de Saint-Barnard furent mis dans la maison consulaire par ordre du roi les 4 et 7 mai 1562. Ils furent réclamés par le sieur de Morges, agent du baron des Adrets, pour subvenir aux frais de la guerre. Le 12 juin, les chanoines présents, au nombre de cinq, ayant déclaré vouloir obéir aux ordres du roi et de M. des Adrets, lesdits reliquaires furent remis aux commissaires et les consuls furent déchargés de leur dépôt. Néanmoins, le chapitre obtint un décret de *pareatis*, donné par la cour le 18 novembre 1578, aux fins de faire restituer les titres, documents, reliquaires et bijoux enlevés à l'église de Saint-Barnard lors des troubles, depuis 1559.

(1) On trouve dans les archives de presque tous les anciens établissements religieux la preuve de l'usage où l'on était d'em-

ments du grand autel, les vêtements sacerdotaux, les livres de chœur et d'école. Il rend compte des dépenses chaque année au chapitre de la fête de Saint-Barnard. Quand il y a des bénéfices vacants, il les fait administrer par une personne capable et en perçoit les revenus. Il lui est alloué un salaire modéré.

XVII

HEBDOMADIERS

Les hebdomadiers sont quatre prêtres, dits vicaires des chanoines, qui célèbrent au grand autel les grand'messes, les matines et autres offices canoniques. Ils sont installés dans le haut chœur, parce qu'ils sont appelés les quatre colonnes du chœur¹.

ployer pour les funérailles des grands personnages un drap d'or, que l'on empruntait aux églises ou que les familles fournissaient et qu'elles abandonnaient ensuite à titre d'aumône. Le 5 juin 1361, la ville paya deux gros et demi d'or pour la location de deux draps d'or, qui servirent aux obsèques de Guillaume de Vergy, gouverneur du Dauphiné.

(1) Entre les hebdomadiers, vicaires du chapitre, et les curés, desservants de la paroisse, il exista toujours une rivalité, qui fit naître souvent des contestations et des procès. Le parlement et l'intendant de la province eurent le devoir de ramener la paix entre ces prêtres depuis la transaction de 1553 jusqu'au dernier procès, suscité par Pierre-Joseph de Lacour,

XVIII

SOUS-CAPISCOL

Le sous-capiscol ou maître des clercs est admis sur la présentation du précenteur. Il est choisi parmi les prêtres suffisamment instruits dans le chant, la lecture et la grammaire. Il doit instruire et diriger les clercs, qui sont justement dits le fondement de l'église. Il fait la lecture du bref qui assigne à chaque ecclésiastique, pour le jour suivant, les offices à célébrer et les fonctions à remplir. Il veille à ce que chacun occupe dans le chœur la place qui lui appartient. Il dirige les cérémonies de l'église¹ et l'ordre des processions.

hebdomadaire. Il y eut un arrêt du parlement qui régla les préseances et l'assistance de ces ecclésiastiques aux enterrements.

(1) L'église de Saint-Barnard est un immense vaisseau en forme de croix latine, dont la longueur totale est de 65 mètres depuis le chevet jusqu'à l'entrée principale; la largeur est de 37 mètres entre les extrémités de la croisée et la hauteur de 24 mètres 50 c.

« Dans le fond apparaît un chevet magnifique. Les murs, construits sur un plan polygonal, produisent par l'obliquité de leurs faces, par l'opposition des pleins et des vides, les effets d'ombre et de lumière les plus piquants et les plus variés. De toutes parts de sveltes colonnes s'élancent pour supporter une belle voûte ogivale et de leurs tailloirs à huit pans jaillissent des faisceaux de nervures, qui forment par leur inflexion curviligne un berceau dont on ne peut se lasser d'admirer la coupe élégante. Noblesse et élévation de style, simplicité dans le plan, manière large, grandiose dans l'ordonnance générale, tout

Il occupe dans le chœur, du côté droit, une stalle immédiatement après les hebdomadiers. Il doit entamer les chants à

concourt à faire de cette construction un modèle gothique primitif. » (H. ÉPAILLY.)

Salut au chœur gothique, un chef-d'œuvre suprême !
Ce chœur majestueux semble fier de lui-même ;
Le jour tremble au travers de ces riches vitraux ,
Tel qu'un dernier reflet sur de rouges rideaux.

(Adèle SOUCHIER.)

Après ces belles descriptions , que l'esprit se reporte à l'aspect imposant que le chœur, alors couvert de vives peintures, devait, au XIV^e siècle , offrir les jours de solennité, celui par exemple du saint fondateur et patron de cette église : le grand autel resplendissant de lumière, décoré avec de riches ornements, couvert de reliquaires et autres joyaux tirés du trésor de l'abbaye ; trente chanoines, quarante prêtres, trente-deux clercs placés sur trois rangs autour du chœur ; au-dessus l'orgue et des tapisseries de haute-lisse représentant le mystère de la Passion ; enfin la haute grille qui fermait l'enceinte, couronnée de nombreux cierges allumés, qu'en signe d'hommage les censitaires de l'église étaient venus offrir au sacristain la veille de la fête de Saint-Barnard ; le tout dominé par un jubé, haute tribune supportée par douze colonnes de marbre de couleur. Dans une charte du Cartulaire (N.^o 225) on trouve la légende d'un Lantelme de Clérieu, qui se trouva par hasard dans l'église de Saint-Barnard au moment des cérémonies de la fête de l'Ascension. Ce seigneur, surnommé *Dure-Dent*, qui jusqu'alors avait vécu en mécréant, fut tellement impressionné par le triomphe et la gloire d'une si grande solennité qu'il se convertit sur-le-champ, se désista des querelles qu'il faisait à l'église et se fit moine de Saint-Pierre de Vienne.

la grand'messe et aux vêpres. Chacune de ses absences est mulctée d'une amende d'un demi-gros d'or. Les samedis et les veilles des fêtes, il se rend au premier coup de vêpres à la chapelle capitulaire et là, en présence du précenteur, il interroge les esclaffards sur les constitutions sacrées. Les absents sont frappés d'une amende d'un demi-denier. Il reçoit, à raison de ses fonctions et pour ses peines, la livre *ad manum*, présent ou absent du chœur, un florin d'or pour chaque élève, les droits sur les fours à chaux et les revenus des bénéfices de la chapelle de Sainte-Catherine ¹.

XIX

CHANTRE

Le chantre, nommé par le chapitre, est placé dans le chœur du côté gauche, après les hebdomadiers. Il alterne dans les chants et répons avec le sous-capiscol. Il est choisi parmi les prêtres les plus suffisants pour le chant et les cérémonies. Il doit avoir une voix sonore et convenable pour exercer sa charge. Il est recteur de la chapelle de Saint-Étienne, dont il reçoit les revenus.

(1) C'était, comme il a été dit, la chapelle abbatiale.

XX

COCURÉS

Il y a toujours eu quatre cocurés dans l'église-mère¹ et deux pour les paroisses de Saint-Nicolas et de Saint-Romain. A chacun de ces cocurés appartient, dans sa paroisse, le soin des âmes. Les cocurés se divisent également les émoluments de l'église de Saint-Barnard, excepté le casuel des confessions, qui appartient à celui qui les reçoit. Les autres curés reçoivent les droits et revenus de leur paroisse.

XXI

SOUS-COURRIER DES ANNIVERSAIRES

Chaque année, dans le chapitre général de la fête de Saint-Pierre, les chanoines établissent un prêtre ou procureur sous le nom de sous-courrier des grands anniversaires², qui

(1) Par lettres patentes enregistrées au parlement le 23 juin 1774, les quatre curés qui desservaient la paroisse de Saint-Barnard furent réduits à un seul et les frais à la charge de la ville réglés à 1,136 livres.

(2) Des inscriptions gravées sur les murs de l'église de Saint-Barnard constataient ces sortes de fondations. Il en existe deux dans la tour du clocher, au rez-de-chaussée, que M. Dochier a reproduites dans ses *Mémoires sur la ville de Romans*, p. 272.

est chargé de percevoir les revenus de cette administration, tant dans la ville que dehors. Il est chargé de payer la livre *ad petram et ad manum* aux incorporés et aux officiers de l'église, à chacun suivant son grade. Il rend ses comptes audit chapitre devant les auditeurs délégués. Il jure de fidèlement accomplir les devoirs de sa charge.

Une double inscription, qui était encastrée dans le mur, à gauche de la porte Saint-Jean, se trouve aujourd'hui dans le cabinet d'un amateur, où il nous a été permis de la copier. La voici :

ANNO · AB · INCARNACIONE · DÑI · M · CC · VII ·
 NONAS · ST · OB · ELDIÑ · Q' · DEDIT · DŌ · ET · SĀO ·
 BARNARDO · LV · LIB · VIENNENSES · P · ANIM · SVA ·
 VT · I · DIE · ANNIŪSARII · EĪ · CLERICI · ET · PAV ·
 PĪB · BENEFICIA · ĪPENDANT · † ANNO · M · CC · XI ·
 XVIII · K · MAI · OB · ERMENGARDA · GALTGIRA · VA ·
 LENCIE · VXOR · ELDINI · QĒ · DEDIT · DŌ · ET · SĀO ·
 BARNARDO · L · LIĪ · VIENNENSES · P · AÑA · SVA ·
 VT · I · DIE · ANNIŪSARII · EĪ · CLERICIS · ET · PAV ·
 PĪB · BENEFICIA · ĪPENDAT.

L'an de l'incarnation du Seigneur 1207, le jour des nones (le 5 septembre), mourut Eldin *, qui donna à Dieu et à saint Barnard 55 livres viennoises pour son âme, afin que le jour de son anniversaire des secours soient distribués aux clercs et aux pauvres. † L'an 1211, le 18 des kalendes de mai (le 14 avril), mourut Ermengarde Galtgire, de Valence, épouse d'Eldin, qui donna à Dieu et à saint Barnard 50 livres viennoises pour son âme, afin que le jour de son anniversaire des secours soient distribués aux clercs et aux pauvres.

(*) Habitant de Montmiral. Son fils Heldinet passa un accord avec Marguerite, prieure de Commerci (Vernaison), le 9 mars 1235, dans le cloître de Saint-Barnard.

XXII

SOUS-CLAVIER

Le sous-clavier est un prêtre non chanoine désigné par le chapitre. Il doit avoir de la sagacité, de la prudence et beaucoup de diligence et de discrétion, parce que l'exercice de cet office est très important. En effet, il est chargé de percevoir tous les cens et revenus ou émoluments de la table commune, savoir : des locations, des maisons, des fours, des moulins, des boutiques, des décimes, du vin et des vendanges. Les bailes doivent lui rendre compte de leurs recettes suivant le livre des terriers. Il est nommé au chapitre général de la fête de Saint-Pierre, jour auquel il rend les comptes de son administration. Sur les recettes de son office, il doit payer les frais d'actes de l'église et des obédiences, le luminaire de l'église, une livre de cire chaque jour pendant que l'abbé réside à Romans, au sacristain quarante florins d'or, à chaque chanoine résidant et tenant table¹ une

(1) On ajouta au statut de 1472 un article isolé, portant que si quelqu'un des collégiés, ayant atteint l'âge de 50 ans ou se trouvant atteint de quelque maladie, voulait quitter la table du chanoine son patron, il lui serait loisible d'exiger de ce dernier ou les dix florins ou les cinq sétiers de blé et les cinq sommées de vin, l'option néanmoins déferée au chanoine ; mais que si ce dernier voulait expulser le commensal, l'option appartiendrait alors à celui-ci.

A une époque inconnue, les chanoines s'affranchirent de

torche et une livre de bougies à chaque fête de Noël et de Pâques, une poule à chacun d'eux et de leurs commensaux à la Toussaint et à carême prenant et deux florins d'or pour les légumes, enfin, pour le piment de la Nativité et de l'Épiphanie, à chaque chanoine et choriste trois gros d'or, et pour les autres incorporés du moyen bas-choeur ¹ un gros

tenir table et renvoyèrent les collégiés, en les forçant de recevoir quelques misérables denrées pour leur nourriture. Ces derniers firent procès au chapitre devant la cour du parlement, en 1633, et se plaignirent que les denrées qu'on leur distribuait ne pouvaient suffire à les nourrir le quart de l'année. Par jugement de M. Talon, intendant de la province, du 30 janvier 1635, le chapitre fut condamné à payer aux prêtres incorporés une somme de 120 livres annuellement. Cependant les chanoines ne voulurent point exécuter cette ordonnance; ils fondaient leur opposition sur ce que, le blé ne valant que trois livres le sétier, la charge de vin pareille somme, la viande un sol, etc., la liquidation de la commensalité à 120 livres n'était point proportionnée à la valeur des denrées. Cette somme fut donc réduite par l'intendant Chazey, le 28 décembre 1641, à 100 livres, pour les huit mois d'aliments.

(1) Voici le tableau des revenus des prêtres incorporés:

Biens afferlés (Terrier de Saint-Maurice). 1446 l. » »

Les charges étaient: onze messes par semaine, rétributions aux hebdomadiers, distribution de six deniers à chaque chanoine assistant

447 l. 4 s. »

Reste du revenu

996 l. 16 s. »

Ce qui donnait à chacun des 14 collégiés 71 l. 7 s. 6 d.

La commensalité, liquidée à 100 l. » »

L'assistance aux grands anniversaires . 50 l. » »

La distribution faite aux jours de Noël

et de Saint-Crépin. 1 l. 4 s. »

Total du revenu de chaque collégié. 202 l. 11 s. 6 d.

et demi, aux grands courriers de la table huit florins et demi d'or, aux juges ordinaire et des appels cinq florins et cinq sétiers de froment.

Le sous-clavier doit donner aux pauvres du Christ et sans aucune préférence trente robes de trois aunes de drap de Lyon, blanc, gris ou noir, à la fête de la Toussaint, et à celle de Saint-Barnard vingt-six robes de même qualité. Il fera cette distribution aux plus malheureux, suivant sa conscience et non sur les recommandations qui pourraient lui être faites ¹.

XXIII

DOM RECTEUR DE L'HÔPITAL DE SAINTE-FOY

Le chapitre de Saint-Barnard, à qui appartiennent le droit et l'usage de pourvoir l'hôpital ou maison de l'Aumône d'un administrateur ou recteur, en choisira un chaque année parmi les prêtres incorporés non chanoines.

(1) Le chapitre ayant décidé de donner à l'hôpital de Sainte-Foy l'argent qu'il consacrait annuellement pour les robes des pauvres, la somme s'éleva, de 1692 à 1701, à 814 livres, que le recteur employa à l'achat d'étoffes pour la garniture de vingt-trois lits, dans laquelle il entra, pour chaque lit, 25 aunes et demie de sergette, à raison de 23 sols l'aune. Avec les sommes payées pour les années 1702 à 1707, soit 400 livres, on refit la garniture de seize lits, dont l'étoffe à demi usée servit à faire des robes de chambre pour l'usage des malades de l'hôpital. Le chapitre fournit 413 aunes de serge, à 19 sols, plus 7 livres 3 sols 6 deniers pour parfaire la somme de 400 livres.

Pendant tout le temps de son administration, ce recteur ne tiendra point de table et ne sera le commensal d'aucun chanoine¹. Il jurera de bien administrer et gérer ledit hôpital, de recevoir les revenus et obventions de la maison, de ne rien aliéner des biens, de les fidèlement conserver pour l'utilité et l'entretien des pauvres malades, suivant l'avis du chanoine délégué par le chapitre comme conseiller. Il jurera de donner aux malades les choses nécessaires à leur état, en proportion des revenus de l'hôpital, et de distribuer aux pauvres l'aumône accoutumée. Il donnera d'une manière convenable ce qui sera nécessaire aux clercs de l'église qui viendraient à tomber malades ou infirmes et qui n'auraient pas des revenus suffisants pour se faire soigner. Il recevra les émoluments de ces clercs pendant tout le temps qu'ils seront à la charge de l'hôpital. Il ne pourra emprunter au delà de dix florins d'or sans la permission du chapitre. Il ne pourra vendre aucun lit de l'hôpital, tant que la maison n'en sera pas pourvue suffisamment, et dans ce cas seulement d'après l'avis du chanoine conseiller. Il rendra un compte exact et fidèle de son administration dans le chapitre général de la fête de Saint-Pierre. Il n'appliquera rien des revenus de l'hôpital à son usage personnel outre le salaire à lui assigné par le chapitre. De même, le conseiller député pour le diriger, homme discret et mûr, ne s'appropriera rien des

(1) Le statut dit que le prêtre incorporé nommé recteur de l'hôpital de Sainte-Foy cesserait d'avoir la table pendant tout le cours de son administration, par la raison qu'il était logé et nourri aux frais de l'établissement, qui lui fournissait en outre le feu, la chandelle et les autres objets nécessaires. Aussi les prétentions de M. de La Cour, qui réclama des droits de commensalité après avoir exercé pendant neuf années les fonctions de recteur, furent-elles repoussées par un arrêt du 13 août 1734.

biens de l'hôpital outre les gages qui lui seront accordés. Il ne tiendra point de pension pour les chanoines ni pour tout autre. Il fera dresser de tous les biens de l'hôpital un inventaire, signé par le secrétaire du chapitre. Suivant la coutume constatée par l'acte dressé le 7 février 1404, le recteur recevra les redevances que les héritiers doivent payer à la mort de chaque membre de l'église, savoir : outre deux linceuls de deux toiles, bons et suffisants, deux florins et demi pour un chanoine, un florin et demi pour un prêtre choriste et un florin pour un esclaffard. Enfin, quoique le recteur soit sous les ordres du chapitre, nul membre de l'église ne pourra s'immiscer dans l'administration de l'hôpital, à peine de la privation de son bénéfice ecclésiastique.

XXIV

DIACRES

Les incorporés de l'ordre des diacres doivent vivre honnêtement, savoir la lecture et le chant. Ils sont chargés, à tour de rôle et par semaine, de dire les évangiles. Ils doivent, sous peine d'amende, se trouver le samedi dans la chapelle capitulaire, pour y être examinés avec les sous-diacres et les esclaffards. Il leur est payé le salaire accoutumé par le sous-clavier, et celui qui est hebdomadier de l'évangile a droit de prendre dans la boucherie la plus belle langue de bœuf qu'il peut trouver.

XXV

SOUS-DIACRES

Les sous-diacres doivent être en nombre suffisant et savoir la lecture et le chant. Ils sont chargés, à tour de rôle et par semaine, de lire les épîtres, à l'exception des fêtes solennelles, où ces épîtres sont lues par les chanoines. Ils doivent se trouver le samedi dans la chapelle capitulaire, pour y être interrogés avec les esclaffards.

XXVI

ESCLAFFARDS OU ÉPIPHARDS

Ils sont choisis parmi les clercs à l'âge de quinze ans, alors qu'ils perdent leur voix puérile. Le jour de leur réception, ils jurent de servir avec fidélité, d'être respectueux envers les chanoines et les prêtres, d'éviter le blâme et d'observer les statuts et ordonnances. Ils paient une somme de trois florins d'or pour l'entretien des livres. Ils sont sous la direction du sous-capiscol, qui leur apprend le chant et les cérémonies et les interroge chaque samedi. Ils doivent lire et chanter dans le chœur les messes des morts.

XXVII

BOURDONNIER

Afin de célébrer avec dévotion et solennité les fêtes de la Nativité, de Saint-Étienne, de Saint-Jean-l'Évangéliste et des Saints - Innocents, il est statué que lorsqu'on entonne le *Magnificat*, où se trouve ce vers : *Deposuit potentes de sede*, le trésorier présentera un *bourdonnier* à tous ceux qui se trouveront dans le chœur, afin que si quelqu'un, mu par dévotion, consent à remplir, l'année suivante, les mêmes fonctions, il soit reçu pendant le chant du *Magnificat*. Le bourdonnier sera tenu, suivant la coutume, de payer le luminaire, la chape et les accessoires.

Quant au bourdonnier présenté par les clercs pour gérer leurs intérêts, on trouve dans les plus anciens statuts que la fête de la Circoncision a toujours été célébrée avec joie et magnificence, et que si cette nomination ne se fait plus que rarement, c'est à cause de la trop grande dépense qui en résulterait et que ne peuvent plus supporter les modernes, beaucoup moins riches que leurs devanciers. Toutefois, comme il importe de conserver un usage qui contribue à la solennité et à la dévotion de cette grande fête, le statut déclare que le nouveau bourdonnier ne sera plus tenu aux anciennes dépenses, si ce n'est de pourvoir au luminaire du chœur et de payer 40 florins d'or pour un anniversaire. A l'issue des vêpres, tous les habitués de l'église reconduiront respectueusement le bourdonnier à son domicile, où il recevra ses compagnons d'une manière convenable, en leur offrant une collation arrosée d'un bon nectar ou d'hypocras, et le lendemain il réglera ceux qui viendront le féliciter. Il

pourra faire de plus grandes dépenses, sans que cela puisse tirer à conséquence pour ses successeurs ¹.

XXVIII

PETITS CLERCS

Ils sont choisis par le sacristain et les chanoines parmi les enfants de l'âge de dix ans qui sont dociles et obéissants. Ils doivent être vêtus d'une robe et d'une cape de drap noir, avoir des souliers propres, non rapiécés (*non taconatis*) et porter la tonsure. Ils sont réunis dans l'école proche de l'église, où ils passent la journée à apprendre la lecture et le chant, sous la discipline du maître (*sub ferulâ magistri*). Ils ont droit à la moitié de la livre d'un prêtre et sont, comme les autres incorporés, nourris à la table d'un chanoine. Ils

(1) Les esclaffards avaient anciennement un abbé, qu'ils nommaient chaque année, pour la défense de leurs intérêts communs. Cette élection, qui avait un but sérieux et utile, ayant donné lieu à des désordres et à des scandales, défense fut faite par la sentence du 19 septembre 1274 aux esclaffards de Romans d'élire un abbé annuel, sous peine d'être privés de l'entrée du chœur, et défense également aux habitants de concourir à ces sortes d'élections, sous peine d'être chassés de la ville. On ne permit plus aux esclaffards que de choisir un bourdonnier, dont les attributions étaient aussi nulles qu'éphémères. Cependant on trouve dans les registres capitulaires la description des pieuses farces qui se faisaient encore en 1445.

ne sont admis aux écoles grammaticales que sur la licence du chapitre et après un examen. Ils versent entre les mains du trésorier la somme de trois florins d'or pour l'entretien des livres de l'école. Ils doivent avoir pour répondant un marchand ou tout autre personne convenable de la ville, qui s'engage à leur fournir les vêtements et les autres choses nécessaires et à les empêcher d'être l'opprobre de l'église, comme ils le seraient si ces enfants étaient dans l'obligation de mendier ¹.

XXIX

NOTAIRE OU SECRÉTAIRE DU CHAPITRE

Il est chargé, sous les ordres du sacristain, d'inscrire sur un livre, dit *capitulaire*, toutes les délibérations du chapitre, de convoquer les chanoines toutes les fois qu'ils doivent s'assembler et de recevoir tous les actes et contrats des membres de l'église. Il jouit de tous les privilèges et des immunités des incorporés. Ses gages sont de cinq florins d'or et de cinq sétiers de froment annuellement.

(1) Par délibération du 20 mars 1441, le chapitre avait décidé que les enfants de chœur, « présents et à venir, ne recevraient plus la discipline (fustigation), à laquelle, par une coutume indécente et cruelle, ils étaient soumis les lundis, mercredis et samedis et la veille des Rameaux, et qu'ils en seraient délivrés à perpétuité ».

XXX.**PROCUREUR DE LA COUR**

Il est nommé par le chapitre, à qui il prête serment. Il poursuit les causes civiles et criminelles devant la cour contre tous les sujets du chapitre. Ses gages sont de cinq sétiers de froment.

XXXI**SCRIBE OU GREFFIER DE LA COUR**

Il prête serment au chapitre, qui le nomme. Il enregistre dans la cour les procès tant civils que criminels. Il reçoit pour les causes et les inventaires des défunts des émoluments, qui sont fixés par le juge. Ses gages sont de cinq sétiers de froment.

XXXII**BEDEAU OU BATONNIER**

Le bedeau, qui est le geôlier du chapitre, a les clefs de la prison pour la garde des détenus ¹. Il reçoit par jour

(1) Le 20 mai 1443, Guigues Gente, curé de Saint-Romain, fut mis en prison, les fers aux pieds, sous la garde d'Hugues

pour la nourriture de chaque prisonnier un tiers de gros, monnaie delphinale. Il prête serment de bien exercer sa charge. Il a droit à la livre *ad manum* d'un esclaffard. Sa place dans le bas chœur est à gauche, devant le sacristain; aux processions il marche devant la croix. L'autre bâtonnier, nommé par l'abbé, se tient devant l'autel. Ils sont tous deux chargés de citer et de faire comparaître devant le juge du chapitre tous les sujets de l'église et d'incarcérer les délinquants, enfin, de faire exécuter les commandements et les décisions des juges ordinaire et des appels, moyennant un salaire modéré.

XXXIII

MANILLIER SOUS-SACRISTAIN

Le manillier, dit sous-sacristain, doit donner le premier coup de matines tous les jours, excepté ceux de fête solennelle, quand on sonne les trois cloches (*magni trigone*)¹, parce qu'il doit tinter et porter de la lumière dans le clocher²

Roeri, qui dut en répondre « au péril de ses biens et de sa vie ». Le prisonnier fut gracié le 5 novembre suivant par le sacristain.

(1) Le *trigone* ou *triguoletum* était une sonnerie à trois cloches, d'où sans doute l'expression : *sonner à triple carillon*.

(2) Le clocher de l'église de Saint-Barnard est à gauche de l'alignement de la façade et contre le mur de la nef. Sa base est carrée et solidement assise. Son sommet est décoré de colonnettes engagées et de belles fenêtres à ogive. Sa hauteur est

aux autres sonneurs et les diriger, comme il convient à un

d'environ 34 mètres et son escalier en spirale compte 128 marches. Au rez-de-chaussée, dans le couloir qui conduit de la porte d'entrée à l'escalier, existent sur les murs deux inscriptions datant de 1230 et relatant chacune une fondation d'anniversaire, moyennant le don de XXX livres.

Avant qu'André de Morges, agent du baron des Adrets, eût fait abattre en 1562 les cloches pour en faire des canons, le clocher de Saint-Barnard possédait une belle sonnerie. Un article du statut de 1472 a conservé les noms de ces cloches; c'étaient pour les principales (*cymbala*) ceux de *Porte-Joie*, *Sauveterre*, *Retour* et *Seraut*, et pour les petites (*echillæ*) ceux de *Bonnate*, *Bardine*, *Media* et *Tertia*.

Le statut indique une sonnerie de nuit, le couvre-feu, après laquelle il était interdit à tous les incorporés de sortir avec des armes et sans lumière. Pendant les guerres civiles on plaçait dans le clocher un guetteur, qui sonnait de la trompette pour avertir de l'arrivée de l'ennemi.

On trouve dans le procès-verbal d'une assemblée capitulaire, tenue le 20 avril 1665, une décision qui fait connaître ce qu'il fallait payer pour faire sonner les cloches aux enterrements. « Les chanoines, y est-il dit, ayant considéré que le temps était favorable pour réparer les ruines des voûtes, abattues par les religionnaires, pour cet effet n'ayant pas assez de fonds pour une si grande dépense, ils ont conclu qu'à l'avenir ceux qui voudraient faire sonner les cloches pour les morts donneraient le double de la taxe ordinaire, à savoir : 52 livres pour la grosse cloche, 32 livres pour la deuxième et 24 pour la troisième, laquelle moitié serait reçue par le boursier, pour être appliquée aux réparations des ruines desdites voûtes. »

Dans le procès-verbal dressé le 23 août 1779, à l'occasion de la bénédiction des trois dernières cloches de l'église de Saint-Barnard, il est consigné qu'elles sont la refonte, aux frais du

premier manillier; de même il est tenu de s'aider dans tous

chapitre, de trois autres cloches, dont l'une était cassée et les deux autres trop petites. Il est aussi rappelé que la même opération avait eu lieu en octobre 1776 pour celles nommées *Porte-Joie* et *Marie*. De plus, le chapitre arrêta que les inscriptions, tant anciennes que nouvelles, des six cloches qui composaient la sonnerie de l'église seraient enregistrées à la suite de la présente délibération pour être transmises à la postérité. Nous donnerons plus loin l'inscription de la cloche dite le *Gros-Barnard*; quant aux autres, qui sont toutes en latin et se rapportent à des cloches qui n'existent plus, nous nous contenterons d'en rappeler ici le nom, le poids et la date.

	NOMS	POIDS	DATES
1	<i>Porte-Joie</i>	2,216 livres	1577.
2	<i>Marie</i>	1,700 —	1618.
3	<i>Sauveterre</i>	1,110 —	1750.
4	<i>Retour</i>	408 —	1672.
5	<i>Gros-Barnard</i>	7,200 —	1692.
6	<i>Marie-Françoise</i>	207 —	1737.
7	<i>Porte-Joie</i>	2,290 —	1776.
8	<i>Marie</i>	1,615 —	1776.
9	<i>Sauveterre</i>	1,300 —	1779.
10	<i>Retour</i>	936 —	1779.
11	<i>Gabrielle</i>	745 —	1779.
12	<i>Romanaise</i>	1,604 —	1847.
13	<i>Marie</i>	1,200 —	1865.

A l'époque de la Révolution, le clocher de Saint-Barnard contenait cinq cloches principales. Une seule, la plus grosse, fut conservée, à titre d'utilité publique, pour sonner le tocsin en cas d'incendie et les réunions des assemblées municipales et populaires : c'est le *Gros-Barnard*, qui existe encore et dont voici l'inscription :

les carillons (*classis* ¹) où l'on met en branle quatre cloches.

Il est tenu de fournir des aides dans les grandes occasions et lorsqu'on sonne la grosse cloche dite *Sauveterre* ², et de

Pour les vivants et les morts mon son perce les airs.
 J'écarte de ce lieu la gresle et la tempeste.
 L'on connaît à m'ouïr si par mes tons divers
 Je sonne pour un deuil ou pour un jour de feste.
 Du vieux et gros Barnard, de cette antique cloche,
 Par mon poids, ma grosseur et par mon son j'approche*.
 Comme à mes deux aînés on m'a donné le nom
 Du glorieux Barnard, mon illustre patron.
 Heureux si je puis, par le bruit de mon son,
 De vos cœurs à mes airs faire un divin meslange
 Pour du grand saint Barnard publier la louange
 Et mériter par là de porter ce beau nom.

† CHAMBON, fondeur du Puy. 1692.

* Une légende, autrefois très populaire, semblerait confirmer l'existence d'une vieille et grosse cloche appelée *Barnard*. Toutefois, ce nom ne figure point parmi les cloches énumérées dans les statuts de 1472 et dans l'enquête de 1563.

(1) *Classis seu concentus omnium campanarum*, sonnerie ou carillon avec toutes les cloches.

(2) Cette cloche était particulièrement destinée à être sonnée lorsque le temps était orageux, afin d'écarter le tonnerre et la grêle. Elle avait été refondue plusieurs fois, comme le rappelle l'inscription suivante :

Pellendæ tempestatis vis antiqua antiquum mihi retinuit nomen *Sauve-terre*. 160 annorum diurno labore fracta, revixit anno 1750. Denique rupta renascor, anno 1779, sumptibus DD. de capitulo Sancti Barnardi, pioque favore eorundem dominorum, necnon Reverendissimæ Dominæ Gabrielæ Gastonæ de Beaumont, regiæ abbatiae Sancti Justi de Romanis, ordinis cisterciensis abbatissæ.

donner aux sonneurs une symaise ¹ de vin, parce qu'il reçoit du sous-clavier plusieurs mesures de vin pour cet objet. Il doit, de concert avec les autres manilliers, ouvrir et fermer la porte de l'église, faire le guet et expulser tous ceux qui voudraient se cacher avec de mauvaises intentions. Il doit, dans le cas de mauvais temps et de tonnerre ², poser de la lumière dans le clocher et aider les autres manilliers à sonner les cloches. Il doit coucher dans la chambre de la trésorerie ³ et faire bonne garde, et tenir allumés les charbons

(1) La symaise était une mesure pour les liquides valant huit sétiers de Paris. Ce sétier contenant 54 litres, la symaise équivalait donc à 4 litres 32 centilitres.

(2) L'usage de sonner les cloches à toute volée pendant les temps d'orage et de tonnerre subsiste encore dans les villages. Il avait un double but, religieux et physique : d'abord d'appeler les fidèles à la prière, ensuite d'écarter la grêle et la tempête, comme le disent les inscriptions de plusieurs cloches, par l'ébranlement de l'air par suite de l'agitation violente des cloches. La science moderne a démontré que cette pratique allait contre le but qu'on se proposait et qu'elle n'était pas sans danger, les cloches, comme toutes les masses métalliques, attirant au contraire le fluide électrique sur les clochers. Des sonneurs et des fidèles attirés dans les églises ont été plus d'une fois victimes de cette manœuvre imprudente. Ainsi, nous avons rappelé que, le 28 juin 1720, la foudre, étant tombée sur le clocher de l'église des Capucins de Romans, renversa un jeune homme qui sonnait la cloche et une femme qui priait dans l'église.

(3) Les manilliers étaient astreints à un service de surveillance et de garde de jour et de nuit. Ils étaient obligés de coucher dans l'église. Le premier manillier avait sa chambre au-dessus de la trésorerie. Les deux autres couchaient dans le clocher, l'un dans le réduit qui se trouve à droite après avoir franchi la porte

nécessaires pour les encensoirs, garnir le grand autel de la statue de Notre-Dame, gouverner l'horloge, allumer les cierges ¹, fournir le vin et les hosties, laver et habiller les corps de tous les habitués défunts, etc. Il reçoit de la table commune, comme manillier, six sétiers trois quarts de froment, six sétiers de seigle, cinq sommées de vin, et pour une demi-fériale vingt-cinq sols, monnaie de l'église, valant quinze gros d'or; *it.* pour ses dépenses et sa pelisse, suivant l'ancienne coutume, treize gros d'or; *it.* pour supplément du service des cloches, sept sommées de vin et deux sétiers un quart de froment; *it.* comme portion, une demi-fériale valant quinze gros d'or; *it.* pour laver et vêtir les défunts, savoir : trois florins d'or pour un chanoine, un florin et demi pour un prêtre, un florin pour un esclaffard et six gros pour un petit clerc ². Il reçoit en outre la livre *ad petram et ad*

d'entrée et l'autre en haut, au-dessous des cloches (*subtus campanas*), sans doute dans un petit local voûté qui existe à l'étage inférieur. D'après la convention passée le 7 février 1404 entre le chapitre et le recteur de l'hôpital de Sainte-Foy, les lits à l'usage des gardiens de l'église devaient être fournis par l'hôpital.

(1) Il était chargé de faire les cierges pour l'église et d'entretenir le luminaire avec six quintaux de cire neuve.

(2) La famille du défunt devait en outre fournir les vêtements et les objets nécessaires. Cette opération, tombée aujourd'hui en désuétude, était rendue nécessaire par l'usage où l'on était alors de laisser à découvert le visage des morts pendant toute la durée des funérailles.

Le 3 février 1755, les gages du manillier furent fixés à 130 livres par année, à condition qu'il ferait toutes les sonneries extraordinaires.

manum d'un esclaffard, plus toutes les oblations et rentes provenant de la chapelle de Saint-Pierre du *Voirasier* ¹.

(1) On trouve ce nom écrit de plusieurs manières dans le Cartulaire de Saint-Barnard : *de Voragio* (ch. N.º 374), *de Voiraciaco* (ch. N.º 201), *de Vairaciaco* (ch. N.º 28).

Les droits du chapitre sur cette chapelle, située à deux kilomètres à l'ouest de Romans, remontaient à une haute antiquité. Entre 1045 et 1070, Adon de Clérieu, pour le salut de son âme, donna à l'église de Romans la chapelle de Saint-Pierre du Voirasier, avec tout ce qui appartenait au presbytère, ainsi que les décimes et les prémices (ch. N.º 28). Entre 1088 et 1119, Genest de Châteauneuf céda à ladite église ses prétentions sur Saint-Pierre de Voirasier, qu'il tenait de Guillaume de Clérieu (ch. N.º 201). Enfin, dans la charte N.º 374, datée du 2 juillet 1241, Jean de Bernin, archevêque de Vienne, adjugea au chapitre, à Guillaume de Clérieu et au maître de chœur de Saint-Barnard les décimes de ladite chapelle de Saint-Pierre, que contestaient Pierre, archiprêtre de Romans, et Guillaume d'Arlia. Le statut de 1472 concéda au premier manillier les oblations et deux cens de cette chapelle, consistant en un sétier de froment.

La chapelle de Saint-Pierre fut vendue à l'époque de la Révolution. On en voyait encore les traces, lorsque le propriétaire du champ où elle était située, calculant qu'elle pourrait être, comme par le passé, un but de dévotion, la fit reconstruire il y a quelques années ; mais il ne put obtenir de la faire bénir. En creusant le sol pour fonder le nouveau bâtiment on trouva un cercueil en pierre contenant des ossements.

XXXIV

AUTRE MANILLIER ¹

Ce manillier est tenu de sonner le coup (*ictum*) dans le carillon et de sonner les cloches *Sauveterre* et *Porte-Joie* ², de faire, à son tour, le service de surveillance de l'église, d'ouvrir et de fermer les portes. Il doit coucher dans le réduit qui est à l'entrée du clocher, balayer et approprier les chapelles du Saint-Esprit ³, de Saint-Vincent, de Saint-Laurent et de N. D. du Clocher, sonner l'*Angelus* du matin, vérifier si les cloches sont en bon état et signaler au maître de l'œuvre les réparations à faire.

(1) Cet emploi devait avoir une certaine importance, car on voit, le 27 novembre 1520, le sacristain de Saint-Barnard présenter Humbert de Lacroix pour l'office vacant de manillier du *cop* et le père de celui-ci être sa caution.

(2) Cette cloche, ainsi nommée parce qu'elle ne sonnait que les jours de fête, se trouve actuellement dans le clocher de Saint-Apollinaire, de Valence. Elle porte cette inscription en six lignes : Senio confectam 199 annorum labore confractam, nec corpore nec forma mutatis prestinae juventuti reddiderunt / Nicholaus Chatelain, Joennes Baptista Duport, curâ et impensis DD. de capitulo S. Barnardi, mense octob. an. 1776. / Antiquissimum nomen *Porte-Joie* mihi retinerunt, novumque Françoise Amante addiderunt Dominus Franciscus Bouvier / Desmarest, sacrista canonicus theogalis, nec non prior commendatarius S. Petri de Nantuaco, ordinis cluniacensis, / Dna Francisca Amantia de Jarente, nobili viro Francisco Iomaron de Montchorel, militaris ordinis a S^o Ludovico / equiti emerito, desponsa.

(3) Le chœur étant exclusivement réservé au chapitre, le service paroissial se faisait à la chapelle du Saint-Esprit. La famille de Gillier obtint, le 26 février 1447, de construire un caveau funéraire devant l'autel de cette chapelle.

XXXV

MANILLIER ORDINAIRE

Le manillier ordinaire a pour obligation de sonner le deuxième et le troisième coup de matines, les deux petites cloches et celle dite *Media* dans la sonnerie à double mode. Il doit sonner la messe appelée la *Bonate* avec la cloche *Seraut*, *Laudes* avec la cloche *Media*, la première messe de la tribune avec la petite cloche, à l'*Agnus Dei* avec la cloche *Retour*¹, à l'élévation pendant la grand'messe avec la grosse cloche *Sauveterre*. Dans les solennités, il est aidé par les autres manilliers. Il doit huiler et graisser les tourillons des cloches, coucher dans le clocher et faire le guet avec les autres manilliers. Il est chargé de puiser l'eau pour

(1) Voici les deux inscriptions de la cloche appelée *Retour* :

Laudate Dominum in cymbalis bene sonantibus.

Anno Domini 1622.

Ego nomine *Retour* huic ad laudem Dei erectus et decem post lustra qua patus fusitus iterum, hic purior existo deliberatione et sumptibus capituli.

Anno Domini 1672.

Ecce novis pulso vestras concentibus aures,

Ad fanum cives convoco læta pios :

Defunctos celebros tristis; si grando minatur,

Festine sonitus fertur astra meus.

Ego nomine *Retour*, 157 annum agens de novo conflata

Sum, sumptibus DD. de capitulo Sancti Barnardi.

Anno 1779.

faire l'eau bénite et de nettoyer les principaux bénitiers, de mettre de l'eau dans les fontaines pour se laver les mains dans les chapelles de Saint-Éloi et de N. D. du Clocher, de nettoyer la nef et de mettre du foin dans le chœur la veille de la Toussaint, des Saints-Martyrs, de Noël et de Saint-Barnard ¹.

Le sous-clavier lui paie six sétiers trois quarts de froment, six sétiers de seigle, cinq sommées de vin et une demi-férialie valant quinze gros d'or, plus treize gros pour ses dépenses et sa pelisse, vingt-deux gros et quart pour se faire aider dans son travail les jours de solennité, la livre *ad petram* d'un petit clerc et la livre d'un esclaffard pour porter le bénitier aux processions.

XXXVI

ÉVEILLEUR DIT RÉCIATEUR

Cet employé est chargé d'aller, au premier coup de ma-

(1) D'après un usage général, même usité dans les palais royaux, on couvrait le sol des grands appartements d'une couche de paille, de foin ou de joncs secs, pour préserver les pieds du froid et de l'humidité. Par économie ou crainte d'incendie, cette précaution n'était prise que pour le chœur et seulement pendant la mauvaise saison. Les solennités pendant lesquelles on devait couvrir de foin le sol du chœur sont en effet célébrées en hiver; c'étaient les fêtes de la Toussaint (1^{er} novembre), des Trois-Martyrs (19 novembre), de Noël (25 décembre) et de Saint-Barnard (23 janvier).

tines, éveiller tous les jours les prêtres et seulement les jours de fête les chanoines, et de donner du feu et de la lumière à ceux qui en désirent ¹. Il est tenu d'aider les manilliers lorsqu'ils sonnent la grosse cloche appelée *Sauveterre* et les quatre cloches dans les carillons. Il doit nettoyer les chapelles de Saint-Maurice et capitulaire, ainsi que toutes les autres petites chapelles, servir la messe lorsque cela sera nécessaire. Il reçoit du sous-courrier des anniversaires, pour l'ouverture et la fermeture de l'église, la livre *ad manum* d'un petit clerc, du sous-clavier trois quartaux de froment et du procureur de la chapelle de Saint-Maurice le salaire accoutumé.

(1) Par plusieurs chartes et délibérations capitulaires, les chanoines furent autorisés à se faire construire des habitations autour du cloître. Ainsi, Guiniman, peu après sa promotion à l'archevêché d'Embrun, le 16 août 1060, concéda tout ce qu'il possédait à l'église de Romans, se réservant seulement la maison nouvellement bâtie près du cloître, que Léger lui avait accordée comme aux autres chanoines. Après la reconstruction de l'église, vers le milieu du XIII^e siècle, le monument était entièrement dégagé; on n'y voyait autour que deux tours et deux chapelles, entre lesquelles était le cimetière, dont les débris humains étaient déposés dans la crypte de Saint-Michel.

Les hautes maisons qui masquent tout le côté septentrional de l'église de Saint-Barnard ne sont pas d'une construction très ancienne. Au milieu du XV^e siècle il n'y avait que des bancs et des boutiques, qu'on élevait les jours de foire et de marché. Ce n'est qu'après les guerres de religion que le chapitre permit, à prix d'argent, de construire des maisons contre l'église, en laissant entre les deux un chemin de ronde, que l'incurie de l'administration a laissé usurper.

XXXVII.

BAILES

Les bailes étaient des sortes d'économes chargés de l'administration des biens et qui rendaient compte de leur gestion au sous-clavier.

Dans la *famille* de l'église étaient le cellérier, avec un aide, le cuisinier, avec deux aides et un troisième les jours de fête, le baile, avec un aide, le sommelier, avec un aide, le préposé pour le linge et deux sacristains. On donnait deux pains au cellérier, au cuisinier, au baile et au sommelier. Le lecteur et le portier n'avaient qu'un demi-pain. Ces pains devaient être de seize à l'émine. La pétrisseuse avait deux mesures de vin le jour où elle pétrissait et faisait cuire le pain pour le réfectoire.

D.^r ULYSSE CHEVALIER.

RECHERCHES SUR LES ÉVÊQUES

originaires du diocèse de Valence.

(SUITE. — Voir les 51^e, 52^e, 53^e et 54^e livr.)LÉGER, *Archevêque de Vienne* (1030-1070).

(Suite.)

De retour dans son diocèse, Léger reçut, en 1039, de Pons et de Didier, fils d'Édulfe et de Girburge, toutes les dîmes de l'église de Villette, pour l'entretien de la communauté des chanoines de Saint-Maurice¹. Ces généreux donateurs ne faisaient en cela que marcher sur les traces de leurs pieux parents: Edulfe, leur père, avait déjà, par son testament, laissé de grands biens à l'église de Vienne.

Le 5 octobre de l'année suivante, nous trouvons notre archevêque Léger parmi les prélats qui entouraient le souverain pontife Benoît IX consacrant l'église abbatiale de Saint-Victor, à Marseille². Il assistait, le 4 septembre 1042, au concile de Saint-Gilles, où fut décrétée ou plutôt confirmée la célèbre Trêve-Dieu, destinée à apporter un frein aux guerres incessantes que les seigneurs se faisaient entre eux ou qu'ils livraient à leurs vassaux; elle consistait en une suspension d'armes qui devait être observée pendant quatre jours de la semaine, depuis le mercredi soir jusqu'au lundi matin, en l'honneur de la Passion de Notre-Seigneur. Pendant cet intervalle, il était défendu de rien prendre de force, de tirer vengeance

(1) *Cartulaire de Saint-André-le-Bas*, publié par M. l'abbé C.-U.-J. Chevalier, Supplément, ch. 118*, p. 25.

(2) MARTÈNE, *Amplissima collect.*, t. I, col. 111.

d'une injure et d'exiger des gages d'aucune caution, sous peine d'amende, d'excommunication et d'exil. Sans doute Léger avait dû unir ses efforts à ceux de ses collègues dans l'épiscopat pour disposer préalablement les esprits à l'acceptation de ce règlement et pour obtenir du roi, son parent, et des grands vassaux de la couronne de s'y conformer et de le faire respecter autour d'eux. A une époque où la violence et la force étaient l'unique loi, sauvegarder les intérêts du faible et les droits de tous pendant la moitié du temps était déjà un immense progrès et un grand bienfait social¹.

Le 26 mars 1044, Léger confirma les lettres d'Hugues, archevêque de Besançon, en faveur de l'église de Saint-Paul. Ce fut vers cette même époque qu'eurent lieu les donations des frères de Léger dont nous avons parlé. A la date où fut faite celle de Guillaume (13 décembre 1046), les parents de notre prélat étaient morts; car le donateur déclare d'une manière expresse qu'il accomplit cet acte de piété en l'honneur de l'apôtre saint Pierre et du bienheureux Barnard, de concert avec son épouse, « pour l'âme de Guillaume, son père, et pour celle de sa mère ». La charte est signée de la main du donateur, de celle de l'archevêque son frère, de ses deux autres frères et de quelques témoins². Arman, le plus jeune des trois frères, était mort à l'époque de la donation d'Adon. Celle-ci est sans date; mais elle est postérieure à celle de Guillaume, dont elle fait mention pour la ratifier et la confirmer. Elle renferme quelques clauses intéressantes: c'est ainsi qu'Adon promet de rendre à l'église de Saint-Barnard, libre de toute servitude, le manse de *Drocianum*, qu'il avait donné pour son canonikat, et qu'il confère aux religieux

(1) *Recueil des historiens des Gaules*, t. XI, p. 513.

(2) Voir le texte intégral de cette intéressante charte dans le Supplément au Cartulaire de Saint-Barnard qui fait suite à l'ouvrage de M. Giraud, N.º 139, p. 35. Le résumé contenu dans le premier volume des *Preuves* (p. 157) porte la date de 1045, au lieu de 1046. La donation d'Adon est au N.º 28.

le droit de faire paître dans un certain bois qui lui appartient au même quartier du Voirazier, où il avait donné l'église de Saint-Pierre ¹, les porcs de la communauté et ceux qui appartiendraient en propre aux chanoines ², et de prendre dans ce bois tous les échelas qui seraient nécessaires pour les vignes du monastère, sans aucune rétribution. Il ne demande, en retour de toutes ses libéralités, qu'une part spéciale pour lui et pour son frère Arman dans la messe que l'on célèbre, selon la règle établie, pour le salut des vivants et des morts ³.

Nous mentionnerons encore la donation faite vers ce même temps par le chanoine Folcard, custode du chapitre de Saint-Barnard, dont le nom figure honorablement dans une foule d'actes du Cartulaire, en son nom et au nom de Lambert, son frère, aussi ecclésiastique (*levita*) et chanoine de Saint-Barnard, de l'église de Saint-Apollinaire en Viennois ⁴, dont la moitié appartenait à ses cousins Othmar et Grégoire, Ardencus et Ismidon, qui s'associent à sa donation en la complétant par la cession de leur part, avec les dîmes et les terres qui en dépendent, et ce par le conseil du comte Guigues ⁵ et avec l'assenti-

(1) On désigne sous le nom de Voirazier les coteaux, encore en grande partie couverts de bois, qui s'étendent au nord-ouest de Romans. Il existe dans ce quartier une ancienne chapelle de Saint-Pierre, restaurée récemment par son propriétaire; c'est peut-être l'ancienne église de ce nom dont il est fait mention dans la donation d'Adon.

(2) « Les porcs étaient comptés dans un domaine au nombre des principaux produits, avec et avant même le froment et le seigle; ce qui prouve qu'alors une grande partie des terres était encore couverte de bois de chênes, dont le fruit abondant servait de nourriture à ces animaux. » (GIRAUD, *Preuves*, t. I, p. 164, note 5.)

(3) Il s'agit ici de la fête de la commémoration des morts, instituée par saint Odilon, abbé de Cluny (m. en 1049), et adoptée peu après par toute l'Église.

(4) Saint-Apollinard, canton de Saint-Marcellin (Isère).

(5) Guigues le Vieux ou Guigues le Gras, son fils.

ment de Guigues et de Didier, ses neveux, pour le repos de l'âme de son père Rencon, de sa mère Tassuende, auxquels appartenait ledit héritage, et de tous ses autres parents défunts ¹.

Voyant les possessions de l'abbaye s'accroître ainsi rapidement, Léger dressa, de concert avec ses chanoines, un règlement pour fixer les limites dans le rayon desquelles les terres appartenant à l'église de Saint-Barnard devraient être affectées à la masse commune, et pour déterminer les conditions dans lesquelles chaque religieux pourrait posséder. Déjà un règlement de ce genre avait été porté au siècle précédent par Silvion de Clérieu, son aïeul, et par Thibaut, archevêque de Vienne, lorsqu'ils établirent la communauté pour la première fois ². Léger ne fit que confirmer cet ancien règlement, en y apportant quelques modifications nécessitées par les circonstances. Ce document nous révèle certaines particularités intéressantes sur les usages de la vie monastique, sur le mode de culture et d'exploitation usité à cette époque et sur les différents genres de productions. Nous y voyons en particulier le soin qu'on apportait à la culture de la vigne et l'importance que l'on donnait à sa plantation et à son entretien. « La vigne, observe M. Giraud, analysant cette curieuse charte, est toujours traitée à part, et les conditions de sa possession ne sont pas les mêmes que celles des autres espèces de fonds. Ainsi, soit dans l'enceinte réservée, soit hors de l'enceinte, le chanoine qui tient une vigne ne doit à la mense commune que le dixième du vin, tandis que celui qui cultive un manse (*mansum*), c'est-à-dire un corps de ferme, doit d'abord la dîme sur tous les fruits, ensuite le quart des produits principaux, s'il est dans le rayon, ou la moitié, s'il est

(1) *Cartulaire*, N.º 30. — *Essai histor.*, t. 1, p. 49. — *Gallia christiana*, t. xvi, col. 66. — M. Giraud estime que la date de cette charte est du 15 décembre 1049. (*Preuves*, t. 1^{er}, p. 65, note 4.)

(2) *Sicut Theutbaldus archiepiscopus et Silvius, avus noster, cum consilio canonicorum statuerunt, quando communiam primitius congregaverunt.*

en dehors. Cette différence se justifie par les dépenses considérables d'établissement et d'entretien que coûte la vigne; aussi les chartes se servent-elles d'une expression énergique pour désigner la création d'une vigne : *ædificare vineam* ¹. »

Il est fait mention pour la première fois dans cet acte du *bourg* de Romans (*in burgo*). Ce bourg primitif était apparemment bien modeste et bien pauvre, puisqu'il était construit en bois. Deux fois déjà, depuis le pontificat de Léger, il était devenu la proie des flammes, en punition des péchés des habitants, observe le Cartulaire ². A la suite du second incendie, qui avait tout détruit, Léger, par un décret donné à Vienne, en synode public, le 9 mai 1049, autorisa les chanoines à se construire autour de l'église des maisons en pierre, dont il déterminait lui-même le plan et la disposition, à la condition qu'elles ne pourraient être affectées qu'à l'habitation et à l'usage des clercs. A la suite de ce décret est le dénombrement de tous les chanoines, prêtres et clercs de Saint-Barnard, en tête desquels Léger s'inscrit lui-même en ces termes : « Moi, Léger, archevêque déjà nommé, autrefois prêtre de cette église et élevé dans son sein ³ ». Adon, son frère, y figure comme diacre ⁴.

Nous voyons par ce document que l'église de Saint-Barnard était exactement à l'emplacement qu'elle occupe encore aujourd'hui. « Fut-elle enveloppée dans le double désastre que rappelle Léger ? se demande M. Giraud. Les termes généraux dont il se sert rendent la chose très vraisemblable; rien n'est excepté : *igne vastante omnia*, et il est probable que sa reconstruction fut due aux soins de cet archevêque; d'ailleurs à cette époque, dit

(1) GIRAUD, *Preuves*, t. 1^{er}, p. 163, note 5.

(2) *Peccatis facientibus, nulla illic remansit mansio, jam bis nostro tempore igne vastante omnia*. (Ch. 220.)

(3) *Ego Leudegarius, jam dictus archiepiscopus, ejusdem ecclesiæ antea presbyter et adprimè nutritus*.

(4) GIRAUD, *Preuves*, t. 1^{er}, p. 194.

un auteur contemporain ¹, les peuples se piquaient à l'envi les uns les autres de rebâtir les églises, celles mêmes qui n'en avaient pas besoin ; on renouvela presque toutes les cathédrales et jusqu'aux moindres oratoires des villages. Léger dut donc céder à l'entraînement universel. Mais son œuvre ne subsista pas longtemps ; nous verrons , au siècle suivant , cette même église assiégée par Guigues, dauphin, incendiée et détruite de nouveau, et peu après relevée et définitivement établie telle qu'elle est maintenant, du moins dans son portail et dans la partie inférieure de sa nef, qui présente tous les caractères de la belle architecture romane ². »

Mais si l'église primitive construite par les soins de Léger a disparu depuis longtemps, on peut constater la magnificence et le goût qu'il apporta dans le travail de restauration de son abbaye par les quelques fragments qui nous restent de l'ancien cloître de Saint-Barnard, qu'il fit bâtir en même temps. Il y a trente ans à peine, l'on pouvait admirer encore intact ce beau spécimen de l'architecture monastique du XI^e siècle ; il est souverainement regrettable que ce monument unique de la province ait été sacrifié à de prétendues exigences de voirie. M. Giraud, qui l'avait vu et étudié dans son entier, ne doute pas que ce ne fût là le cloître édifié par ordre de Léger au milieu du XI^e siècle. « Il est attenant à l'église, dit-il, ainsi que Léger l'avait prescrit, et les colonnes qui entourent le préau, lourdes et massives, accusent un travail antérieur au XII^e siècle et une époque où l'art n'était pas encore parvenu à toute sa perfection. Si ma conjecture est fondée, ajoute le savant historien, ce monument, qui aurait résisté plus tard à l'entreprise du Dauphin, daterait du temps où nous sommes arrivés et serait par conséquent le morceau d'architecture le plus ancien de notre église de Saint-Barnard et de ses dépendances ³. »

(1) Raoul GLABER, *Chronic.*, lib. III, cap. 4.

(2) GIRAUD, *Essai histor.*, t. 1^{er}, p. 39.

(3) *Ibidem*, p. 40.

Léger fit aussi reconstruire depuis les fondements sa cathédrale de Saint-Maurice, avec l'aide des habitants de la ville, et on orna le chœur de riches sculptures et de marbres précieux. Et quoique maintenant il soit difficile de discerner dans l'architecture de ce bel édifice le travail du XI^e siècle, le nécrologe de l'église de Vienne en attribue formellement les origines à Léger ¹. Il faut convenir cependant qu'aucun autre document contemporain ne mentionne ce fait, et, observe M. Hauréau, c'est avec peine que les amateurs et explorateurs de nos antiquités religieuses se voient privés du témoignage d'une chartre pour en appuyer l'authenticité ².

Au retour d'un voyage en France, le pape saint Léon IX convoqua à Rome un concile, qui se tint après les fêtes de Pâques de l'an 1050, dans le but principal de condamner les erreurs de Béranger, archidiacre d'Angers, sur l'Eucharistie. Léger s'y rendit, avec un grand nombre de ses collègues de France. Les chanoines de Romans profitèrent de la réunion de ce synode pour y envoyer eux aussi une députation, afin d'exposer au souverain pontife les violences et les déprédations dont les biens de l'abbaye avaient été l'objet dans les diocèses de Lyon, de Vienne et de Valence, et pour obtenir des mesures répressives contre les usurpateurs et les détenteurs de leurs terres; et, afin d'assurer à leur monastère une protection plus efficace, ils firent remettre à Sa Sainteté par Halinard, archevêque de Lyon, une supplique, dans laquelle ils sollicitaient pour l'abbaye de Saint-Barnard le privilège insigne de la *liberté romaine*. On appelait ainsi le droit conféré par le pape à une église de relever immédiatement de la juridiction du Saint-Siège et d'appartenir en toute propriété à l'Eglise romaine. On conçoit qu'à une époque où la chaire de saint Pierre était la seule autorité

(1) *Qui sua industriâ ecclesiam majorem a fundamentis construxit, cum parochianorum suorum adjutorio, cujus presbyterium lapidibus pretiosissimis adornavit.*

(2) *GALLIA CHRISTIANA, Provincia Viennensis*, col. 69.

reconnue et respectée de tous les abbayes tinssent à grand honneur d'être décorées de ce privilège, qui devenait pour elles une garantie de sécurité et de paix. Il n'y avait alors en France qu'un bien petit nombre d'églises qui jouissent de cette faveur ; on n'en trouvait pas une seule dans toute l'étendue de la province de Vienne ¹. Le pape Léon accueillit favorablement la requête qui lui était adressée en faveur d'une abbaye dont l'importance ne le cédait à aucune de celles qui en avaient déjà été investies et qui avait été placée dès son origine sous la sauvegarde de l'Eglise romaine ; c'était du moins la tradition du monastère de Romans, et les députés de l'abbaye de Saint-Barnard ne manquèrent pas de faire valoir cet argument en faveur de leur cause ². Le souverain pontife leur délivra donc la bulle suivante, datée du 3 mai 1050 et contenant la concession du précieux privilège et l'énumération des nouvelles immunités qu'il leur conférait :

« Léon, évêque de la sainte Eglise romaine, serviteur des serviteurs de Dieu, à nos chers fils qui demeurent dans notre abbaye appelée Romaine, située sur le fleuve de l'Isère, dans l'archevêché de Vienne, salut et grâce et bénédiction apostolique. Nous avons lu les lettres que vous nous avez transmises par l'archevêque de Lyon et par votre clerc. Nous louons votre fidélité et nous vous accordons la liberté romaine que vous demandez. Nous recommandons à Halinard, archevêque de Lyon, à Léger, archevêque de Vienne, à Ponce, évêque de Valence, au comte Guigues et aux autres de cette contrée fidèles de saint Pierre qu'ils vous aident à recouvrer les biens que vous avez perdus injustement, soit en églises, soit en terres, afin que vous puissiez désormais servir Dieu et saint Pierre et Nous, étant à l'abri de tous maux. Nous vous ordonnons de

(1) Les abbayes de Cluny, de Tournus, d'Ambronay, de Brioude et de Montmajour étaient les seules qui jouissent de la liberté romaine dans les provinces circonvoisines de celle de Vienne.

(2) M. Giraud fait observer que cette tradition n'était pas fondée. (*Essai histor.*, t. 1^{er}, pp. 7 et 46.)

payer chaque année notre cens, qui sera d'un sétier d'amandes¹. Que personne désormais ne vous cherche chicane, ou vous impose des servitudes, ou vous fasse quelque exaction au sujet des ornements de votre église, ou sur les terres que vous possédez et que vous aurez recouvrées par notre secours, ou que vous acquerrez par la suite, avec l'aide de Dieu. Quant à vos maisons d'habitation que vous aurez construites autour de cette église et au cloître commun avec toutes ses dépendances, tenez-vous-en fidèlement à ce que vous a prescrit l'archevêque Léger, auquel nous avons confié cette église, sous la foi de saint Pierre et sous la nôtre. Que désormais aucun supérieur ne vous soit imposé par la violence d'une personne séculière ou ecclésiastique; mais vous nous transmettez le nom de celui que vous aurez élu d'un commun accord, afin qu'il soit confirmé par notre autorité comme votre supérieur, sans préjudice pour la soumission due à l'Église de Vienne. Quant à ceux qui viendront pour servir en ce lieu, ou qui s'y réfugieront de quelque manière que ce soit, et à toutes les personnes qui y habitent, nous les couvrons de notre autorité; que nul ne les prenne, ou ne les livre, ou ne pille leurs biens, ni sur eau ni sur terre, dans l'étendue des limites déjà tracées de ladite église, sauf votre prieur pour rendre la justice. Si quelqu'un refuse d'obéir à cette constitution, que nous décrétons pour le bien, ou s'en montre le violateur, qu'il encoure la colère de Dieu et la malédiction de saint Pierre, et qu'il soit anathème par notre autorité, s'il ne revient à résipiscence. Donné à Rome, par la main de Pierre, chancelier du sacré palais, dans l'église du Sauveur qui est appelée Constantinienne, en un synode public de 72 évêques, le 5 des nones de mai. Portez-vous bien². »

Le même jour, le pape adressa à Halinard, archevêque de Lyon, à Ponce, évêque de Valence, et au comte Guigues un

(1) Voir les intéressantes observations de M. Giraud sur ce tribut d'un sétier d'amandes. (*Ibidem*, *Preuves*, t. 1^{er}, p. 3, note.)

(2) *Cartulaire*, N.º 1 bis.

bref collectif, dans lequel il les exhortait de nouveau en particulier à faire restituer à l'abbaye de Romans les différentes églises qui avaient été usurpées sur elle dans leurs diocèses ou juridictions respectives, et à prêter main-forte aux chanoines de Saint-Barnard pour récupérer les biens qui leur avaient été enlevés injustement, notamment les églises de Saint-Étienne de Baternay et de Saint-Genys de Vinay. « Nous recommandons aussi à Léger, archevêque de Vienne, ajoute le document pontifical, de vous faire connaître les titres de propriété et de faire une recherche exacte de ce que ses prédécesseurs ont enlevé injustement à ladite abbaye, pour qu'il les fasse rendre et restituer autant qu'il sera en lui ¹. »

On remarquera que ce ne fut point Léger, leur archevêque, mais Halinard, de Lyon, que les chanoines de Saint-Barnard chargèrent de présenter leur supplique au souverain pontife, ce qui semble indiquer, contrairement à l'opinion de Charvet, adoptée par M. Giraud, que les démarches faites en vue de la liberté romaine ne furent point dues à l'initiative de Léger, mais eurent lieu en dehors de son concours, peut-être même par un secret esprit d'opposition et d'hostilité contre lui ; car, comme cela arrive d'ordinaire et comme nous en verrons des preuves plus loin, l'indiscipline et le relâchement s'étaient introduits dans le monastère en même temps que les richesses et le bien-être ; l'amour de la règle et le respect de l'autorité avaient fait place chez les religieux à l'esprit d'insubordination. Le joug de Léger leur était à charge, et son zèle à prévenir et à réprimer les abus fatiguait leur indolence et révoltait leur amour-propre. C'est donc bien à tort que l'historien Charvet, citant un titre du Cartulaire, dit que les chanoines de Saint-Barnard, obligés d'aller à Rome pour formuler leurs plaintes au concile, « profitèrent de la présence de Léger, archevêque de Vienne et prévôt de Romans, qui s'y était rendu et qui a soutenu avec force les intérêts de cette abbaye auprès de Sa

(1) *Cartulaire*, N.º 2, et *texte historique*, t. 1^{er}, p. 47.

Sainteté ¹ ». Le texte que Charvet prétend traduire ne renferme rien de semblable ; il y est dit seulement que, l'abbaye de Romans ayant été détruite par un archevêque de Vienne nommé Sobon et ses biens distribués par lui à ses soldats, les prévôts et les sujets de cette église avaient fait pendant de longues années de laborieuses démarches pour les recouvrer, avec l'aide des archevêques Thibaud et Burcard ; mais, voyant qu'ils n'obtenaient aucun résultat et que toutes leurs peines et leurs réclamations étaient en pure perte, « ils avaient pris le parti de se rendre à un certain synode tenu à Rome par le seigneur pape avec 72 évêques, *parmi lesquels se trouvait aussi Léger, archevêque de Vienne, prévôt de l'abbaye* ². Le pape s'informa auprès d'eux de beaucoup de choses relatives à l'abbaye, et leur fit en particulier beaucoup de questions au sujet de la donation qui en avait été faite à saint Pierre par le bienheureux Barnard, son fondateur, afin qu'il leur vînt en aide de tout son pouvoir et leur fit récupérer les biens injustement usurpés par les infidèles ³. »

Il y a loin, on le voit, du sens véritable de ce document à la traduction fantaisiste qu'en donne Charvet. Rien, absolument rien, n'y indique un rôle actif de la part de Léger. Sans doute il dut être questionné par le pape sur l'opportunité de la concession du privilège sollicité par ses religieux, et il ne put que confirmer leurs doléances en ce qui concernait le pillage de leurs biens fait par un de ses prédécesseurs ; il dut même voir avec bonheur sa chère abbaye de Saint-Barnard placée sous la protection spéciale du Saint-Siège ; mais tout cela ne nous empêche pas de croire que, dans cette affaire, les chanoines de Romans n'aient agi à la sourdine contre lui. Les faits que nous allons raconter

(1) CHARVET, *Histoire de la Sainte Église de Vienne*, p. 293.

(2) *Ubi etiam dominus Leudgarius, Viennensium archiepiscopus, ipsius abbatis prepositus, intersedit.*

(3) *Cartulaire*, N.º 4.

tout à l'heure nous paraissent venir à l'appui de notre opinion.

Le souverain pontife, qui avait Léger en grande considération, ne voulut pas que cette concession préjudiciât en rien à ses droits d'archevêque et parût en aucune manière une restriction à son autorité. En prenant l'abbaye de Saint-Barnard sous sa juridiction immédiate, il s'en constituait par là même le premier supérieur direct et en devenait pour ainsi dire le véritable abbé. Mais, autant pour honorer le caractère de Léger et pour lui donner un témoignage public de sa haute confiance et de son estime, que pour réprimer l'esprit d'indépendance et d'opposition qui avait paru inspirer la démarche des chanoines de Saint-Barnard, le pape Léon IX le créa son vicaire et son lieutenant pour l'administration de l'abbaye, et lui donna pleins pouvoirs pour la diriger et en gérer les affaires en son nom, tant au spirituel qu'au temporel. Léger accepta humblement de ne plus tenir que le second rang dans cette abbaye, où il avait jusqu'alors commandé en son nom, estimant à grand honneur de représenter le vicaire de Jésus-Christ au milieu de ses religieux. Dès lors, il prit modestement le titre d'*abbé de Romans après le seigneur pape*. Le souverain pontife le félicita de son humble soumission et de sa fidélité à accomplir ses ordres et à faire exécuter ses intentions. Peu après l'avoir investi de ses pouvoirs, il lui adressa le bref suivant, dans lequel il lui donne de nouvelles instructions et lui fait des recommandations qui montrent combien Léger avait pris à cœur la prospérité et la régularité de l'abbaye, et avec quelle paternelle sollicitude il veillait sur les intérêts spirituels de cette nouvelle fille du Saint-Siège.

« Vous savez, Frère très aimé, avec quelle sollicitude nous vous avons recommandé, dans le synode tenu à Rome, notre abbaye appelée Romaine, et comment nous vous avons établi à notre place pour la gouverner (*teque vice nostræ regendæ præposuimus*). Depuis lors, nous avons appris, par le rapport de différentes personnes, que vous nous aviez fidèlement obéi; c'est pourquoi nous vous octroyons grâce avec la bénédiction apostolique, ainsi qu'aux autres dont on nous a dit du bien. Vous voudrez donc bien apporter votre concours le plus dévoué

et les conseils de votre prudence pour assurer, par les mesures les plus convenables, l'exécution des dispositions que nous avons prises au sujet des clercs de cette église, pour les réformes à introduire dans l'ordre canonique et dans la communauté du chapitre. Vous réprimerez l'arrogance de ceux qui s'opposeraient à ces mesures en les écartant ou en les obligeant à venir à résipiscence ¹. »

L'exécution des mesures dont il est parlé dans cette lettre et les réformes apportées dans l'administration intérieure de la communauté soulevèrent les oppositions que prévoyait le pape. Il paraît qu'il ne fut pas facile à Léger de réprimer les mutins et que les mécontents se livrèrent à des démonstrations telles que l'ordre et la paix de la communauté en furent gravement troublés. C'est ce qu'il est permis d'inférer du bref suivant, adressé par le pape aux chanoines de Romans et qui paraît avoir rapport à cette affaire :

« Léon, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu, à nos très chers fils qui demeurent dans l'abbaye de saint Pierre qui est appelée Romaine, salut et bénédiction apostolique. C'est le cœur navré et accablé de douleur et avec de profonds gémissements que nous avons appris qu'une église de Jésus-Christ, établie autrefois avec le plus grand soin sous la censure canonique par nos prédécesseurs et par d'autres saints pasteurs, et enrichie par leur munificence de privilèges très insignes, est maintenant déchirée par ses propres enfants et réduite à deux doigts de sa perte par les divisions et les schismes. Car nous avons su, par la relation de plusieurs, comment votre église, établie autrefois dans les meilleures conditions en communauté sous l'autorité canonique, par les dispositions de nos prédécesseurs, est maintenant presque détruite par l'esprit d'indiscipline et de révolte. Nous avons appris aussi de quelle manière cette même église a prospéré et avec quel honneur elle a fleuri par la ferveur et le zèle de la discipline régulière sous la domination

(1) *Cartulaire*, N.º 2 bis.

d'un seigneur laïque, faisant face avec de modiques revenus aux dépenses nécessaires pour l'entretien de la communauté. Mais maintenant que, par une faveur de la miséricorde divine, il vous a été donné d'être affranchis du pouvoir et des jugements laïques, que votre patrimoine a été augmenté par les largesses des fidèles, que le nombre des clercs formant votre congrégation s'est accru pour la décence du culte divin, nous ne pouvons voir sans un pénible étonnement comment vous êtes tombés dans le relâchement et déchus de votre heureux état d'autrefois. C'est pourquoi, mu par le zèle de Dieu et poussé par un sentiment de sollicitude et de tendre charité pour vous, nous avons jugé opportun de vous adresser nos conseils et de vous exhorter instamment à ne pas mépriser nos ordres en omettant de les accomplir à l'occasion. Avec l'aide de Léger, archevêque de Vienne, que nous avons prié et qui nous a promis de vous seconder à notre place et qui vous guidera dans votre choix, établissez un conseil pris parmi vous, dans lequel conseil, vous examinant attentivement, vous choisirez quatre d'entre vous, plus fervents dans l'amour de leur règle, plus fermes dans la foi, qui procureront fidèlement toutes les choses nécessaires à la communauté et qui administreront avec le plus grand soin les biens donnés à l'église, pour que la communauté ne se divise pas, ce qu'à Dieu ne plaise, sous prétexte d'indigence, et pour que le fardeau de la pauvreté ne soit plus dans la suite un motif pour vous séparer du repas commun du réfectoire. Que personne ne laisse plus établir la cohabitation du réfectoire et du dortoir par des sentiments d'ambition séculière, mais seulement pour des motifs raisonnables. Que vous dirai-je de plus ? Appliquez-vous à suivre selon vos forces ces recommandations et toutes les autres observances conformes à l'état monastique, de telle sorte que l'on ne vous voie jamais plus à l'avenir dévier en aucune manière des institutions de vos anciens, comme vous l'avez fait par le passé. Et si quelqu'un s'avise de violer ce commandement ou de le mépriser avec arrogance, qu'il soit chassé de votre communauté. Enfin, si, malgré des remontrances et des

avis réitérés, il ne se rend pas de bon cœur et sincèrement, qu'il soit frappé de l'anathème apostolique ¹. »

Il faut croire que cette remontrance à la fois sévère et paternelle du souverain pontife fit rentrer les mutins dans le devoir, car nous ne voyons pas que cette affaire ait eu de suites, et nous trouvons peu d'années après le pape Victor II, successeur de Léon IX, confirmant tous les privilèges de l'abbaye par une bulle adressée à Léger le 26 avril 1056 ². Celui-ci s'appliqua donc, d'après les instructions qu'il avait reçues, à rechercher les biens du monastère et à les faire restituer par leurs détenteurs. Léon IX écrivit lui-même directement à Ismidon, seigneur de Peyrins, et à un autre seigneur nommé Landric, leur enjoignant d'avoir à remettre entre les mains de Léger, son vicaire, qu'il avait préposé à la garde de son abbaye de Romans ³, tous les biens qui lui avaient appartenu et dont ils étaient détenteurs, et cela sous peine d'excommunication ⁴. Ismidon avait d'abord promis d'obtempérer aux ordres du pape; mais il refusa ensuite de s'exécuter. L'origine de sa possession lui permettait jusqu'à un certain point de la croire légitime : les terres qui lui étaient réclamées étaient de celles que Sobon avait distribuées à ses soldats après le sac de l'abbaye; ses ancêtres en avaient eu la meilleure part, et comme elles étaient considérables, ils en avaient remis une partie en bénéfice à quelques-uns de leurs vassaux. De ce nombre était le seigneur de Saint-Lattier. Lantelme, son fils, qui vivait pour lors, en avait cédé à son tour la jouissance à un nommé Odon. Léger, rigoureux observateur de la justice, poussa le scrupule jusqu'à respecter des titres évidemment vicieux, mais qu'une possession séculaire paraissait avoir suffisamment colorés pour autoriser, sinon justifier, la bonne foi des possesseurs. Il voulut donc bien les

(1) *Cartulaire*, N.° 3. — *Essai histor.*, t. 1^{er}, p. 54 (traduction abrégée).

(2) *Cartulaire*, N.° 4 bis.

(3) *Cui vicem nostram et loci curam commisimus*.

(4) *Cartulaire*, N.° 3 bis.

indemniser tous pour le dommage qu'allait leur causer la restitution de biens qui ne leur appartenaient pas, mais dont ils avaient joui pendant de longues années avec un certain degré de bonne foi. Il transigea avec les intéressés sur les bases suivantes : les chanoines auraient à donner à Ismidon mille sous pour sa part ; un échange amiable serait proposé à Lantelme, dans des conditions toutes favorables pour lui, et enfin, Odon devenant chanoine de Saint-Barnard, ses intérêts se confondraient avec ceux de l'abbaye. Il fut réglé de plus que l'on chanterait dans le monastère à perpétuité un psaume et une oraison à l'intention d'Ismidon ¹.

L'acte de cette transaction fut dressé et promulgué solennellement, le 27 janvier 1052, dans une assemblée d'ecclésiastiques et de seigneurs réunie à Romans par les soins de Léger. On y remarquait les chanoines de Vienne, au nombre de onze ; Ubold, neveu d'Ismidon, Artaud, son proche parent, Guillaume et Lantelme, frères, Adon de Clérieu, Francon, le comte Guigues le Vieux et son fils Guigues le Gras. C'était l'élite de la noblesse de la province. En présence de cette imposante assemblée, Léger donna le baiser de paix à Ismidon et scella avec lui une amitié qui fut désormais durable. Le pape Léon IX ratifia ce traité, qui constitue l'un des actes les plus importants du Cartulaire de Saint-Barnard ². « Le fief dont il assurait le retour à l'abbaye devait être fort considérable, observe M. Giraud, à en juger par le prix et par le nombre et la qualité des personnages qui figurèrent dans l'acte de restitution... Peut-être était-ce le même fief que l'archevêque Burcard, en 1025, lors de la nomination de Léger en qualité d'abbé de Romans, avait promis de faire remettre sous l'obéissance du chapitre après la mort de son possesseur, nommé également Ismidon ³. »

(1) *Pro quo etiam psalmus Ismidoni in ecclesiâ eâdem semper cantatur cum oratione.*

(2) *Cartulaire*, N.º 4.

(3) *Essai histor. sur l'abbaye de Saint-Barnard*, t. 1^{er}, pp. 51, 52.

Une autre restitution fort importante fut celle de l'église de Saint-Félicien en Vivarais. Cette église avait fait partie de la dotation primitive de l'abbaye de Romans. Les péripéties par lesquelles elle avait passé depuis sont racontées avec détail dans une charte qui est l'une des plus intéressantes du Cartulaire de Saint-Barnard. Nous la traduisons ici dans son entier :

« Déclaration au sujet de l'église de Saint-Félicien, qui fut faite du temps de Léger, archevêque de Vienne, et comment elle a été restituée à l'église de Romans.

» Cette église de Saint-Félicien, quand elle fut fondée pour la première fois, fut donnée à l'église de Romans, à saint Pierre et aux saints martyrs Séverin, Exupère et Félicien, qui y reposent, en l'honneur desquels elle a été consacrée et où leurs reliques sont ensevelies. Mais plus tard, par suite de certaines circonstances et principalement à cause des païens ¹, elle fut enlevée à saint Pierre et à l'église de Romans. Ensuite vint un certain personnage fort puissant et riche, nommé Adhémar, abbé de Saint-Irénée et de Saint-Just de Lyon, qui la rendit à Dieu, à saint Pierre et à l'église de Romans. Néanmoins il s'y retint certaines coutumes; cependant dans la suite il abandonna de bon gré, pour le salut de son âme, ces usages et ces mauvaises coutumes. Mais après sa mort son fils Guillaume et son épouse Agelmodis ² les reprirent tous et firent pis encore, telle-

(1) M. Giraud paraît hésiter sur l'identité de ces *païens*. « Plus tard, à une époque inconnue, dit-il, elle fut usurpée (l'église de Saint-Félicien) par des païens ou hérétiques, *a paganis* : c'est le terme dont se sert la charte. » (*Essai hist.*, t. 1^{er}, p. 50.) Il ne peut être question ici que des Sarrasins ou des Normands, qui ravagèrent nos contrées au milieu du IX^e siècle et qui sont toujours désignés sous le nom de *païens* dans les documents de cette époque. M. Giraud raconte lui-même comment ils saccagèrent l'abbaye de Romans peu après la mort de saint Barnard. (*Ibidem*, p. 10.)

(2) On voit par cette circonstance qu'Adhémar était un seigneur laïque titulaire d'une abbaye, comme il n'était pas rare d'en voir à cette époque.

ment qu'ils enlevèrent même toute l'église à saint Pierre. Toutefois, la susdite Agelmodis reconnut son péché après la mort de son mari, et, de concert avec son fils Artaud, elle reçut trente livres de monnaie courante et deux onces d'or, et ils renoncèrent l'un et l'autre à tous les mauvais usages et aux mauvaises coutumes, c'est-à-dire qu'ils n'exigèrent plus de droit de réception ni aucune redevance du prêtre qui serait envoyé après la mort d'un autre prêtre pour le remplacer. Alors arrivèrent les chanoines de Romans, avec Léger, leur archevêque, apportant avec eux les reliques des saints martyrs Séverin, Exupère et Félicien, qu'ils avaient enlevées de ce lieu ¹, et aussi le corps du bienheureux Barnard, et ils réconcilièrent ladite église avec de grandes actions de grâces et une grande solennité. S'il se trouve quelqu'un, de quelque condition ou sexe que ce soit, qui cherche à inquiéter cette église de Saint-Félicien et à l'enlever à saint Pierre, à saint Barnard et à l'église de Romans, qu'il soit maudit par le Père, par le Fils et par le Saint-Esprit. Moi, Agelmodis, j'approuve ce qui a été fait et je le confirme de ma propre main; moi, Artaud, son fils, j'approuve et je confirme pareillement. Donné par les mains de Pierre, chancelier de la sainte mère l'église de Vienne, au mois d'août, un mercredi, douzième jour de la lune, sous le règne d'Henri II auguste ² ».

(1) A prendre cette phrase dans son sens grammatical, elle signifierait que les reliques des saints martyrs Séverin, Exupère et Félicien avaient d'abord reposé dans l'église de Saint-Félicien et auraient été transportées de là dans l'église de Saint-Barnard. La phrase du commencement de cette chartre, qui fait mention de ces reliques, offre la même équivoque. Nous savons que saint Barnard, qui fit lever de terre les corps des saints martyrs au lieu où ils avaient souffert la mort, les transporta d'abord dans l'église de Saint-Romain en Galle, près de Vienne; mais aucun document ne nous apprend qu'il les ait fait transférer à Saint-Félicien avant d'en enrichir son église abbatiale de Romans. (V. GIRAUD, *Essai historique*, t. 1^{er}, p. 6.) Le nom de cette paroisse ne viendrait-il pas de l'un des trois martyrs dont il est ici question?

(2) *Cartulaire*, N.º 145. (*Preuves*, t. 1^{er}, pp. 160 et 161.)

Cette date correspond au 12 août 1052. Ce jour-là donc, Léger vint processionnellement et en grande pompe, à la tête de ses chanoines et d'une grande multitude de peuple, précédé des reliques de saint Barnard et des saints martyrs patrons de son abbaye, reprendre possession de l'église qui lui était rendu, et en sa personne au bienheureux saint Barnard et à l'apôtre saint Pierre. C'était sans doute un usage bien touchant et bien propre à exercer sur les populations une impression profonde et salutaire que de voir les reliques des saints transportées avec un appareil imposant et prendre possession pour ainsi dire eux-mêmes, au milieu des acclamations et des chants de triomphe du clergé et des fidèles, des églises qui leur appartenaient ou qui leur étaient consacrées. Nous voyons par l'histoire de l'abbaye de Saint-Barnard que les reliques du saint fondateur furent ainsi transportées en 944, à travers une distance trois fois plus considérable, à Saint-Paulien, dans le Velay, où se tenait alors une assemblée extraordinaire des Aquitains¹, et plus tard à Crépol, non loin de Romans. C'était un moyen de faire connaître au loin les saints patrons des églises et de populariser leur culte parmi les fidèles, par les miracles qui d'ordinaire ne manquaient pas de se produire dans ces sortes de circonstances, et de rendre leur passage au milieu des populations encore plus mémorable et leur nom plus éclatant et plus glorieux. C'était comme une sorte d'appel fait à l'opinion publique en leur faveur, en même temps qu'une sanction sacrée et inviolable apportée à la prise de possession d'un lieu dont la propriété était donnée à l'Eglise sous le patronage de ces saints.

(A continuer.)

L'abbé CYPRIEN PERROSSIER.

(1) GIRAUD, *Essai histor.*, t. 1^{er}, p. 24.

ANNÉES
DE MICHEL FOREST

(SUITE. — Voir de la 48^e à la 54^e livraison.)

PASSAGE ET ÉTABLISSEMENT REMARQUABLES.

Le passage et établissement que je vais décrire est d'autant plus glorieux pour notre ville que le premier nous a procuré la vue d'un beau prince, frère de notre roi, et le second un établissement de l'artillerie avec son école, qui sera pour nous d'un bien réel ; établissement qu'on nous faisoit espérer depuis plus de 10 ans et que nous devons à la constance de nos échevins, à la situation de notre ville et à la position du sol pour faire les manœuvres de pratique.

Je ne saurois avant passer sous silence le passage de l'empereur, roi des Romains¹, qui, voyageant en France pour en voir les curiosités, gardoit le plus grand incognito sous le nom de comte de Falkestein. La bonté, l'affabilité, la générosité et la bienfaisance de ce monarque ont laissé dans la France des marques de toutes les vertus et l'ont

(1) L'empereur d'Allemagne Joseph II, fils et successeur de l'impératrice Marie-Thérèse et frère de Marie-Antoinette, femme de Louis XVI.

rendu aussi cher que respectable à notre nation et en ont fait une idole pendant tout le cours de ses voyages. Les anecdotes que je vais raconter à son sujet rendront témoignage de sa familiarité la plus engageante et de la majesté dont il ne se dépouilloit jamais entièrement, ainsi que de l'air de facilité et d'enjouement qui lui étoit naturel. Il avoit le corps et la taille bien faits, les cheveux blonds, yeux noirs, le visage ovale et la taille au-dessus de la médiocre.

Arrivé à la cour de France, il conserva toujours ce même enjouement, même avec notre reine, sa sœur, et, après avoir pris dans Paris un hôtel, il voulut n'être à charge à personne et vivre dans une grande liberté. Accompagné de peu de monde, il visita tout ce qu'il y avoit de curieux, sans faste et sans cérémonie. Un jour qu'il devoit aller voir le jardin des Tuileries, où un monde innombrable l'attendoit, chemin faisant il se dérobe de ses gens et de la foule, monte dans un fiacre et dit de le mener aux Tuileries. Le cocher prévient qu'il le mènera bon train, parce que, lui dit-il, je voudrois être à temps pour y voir l'empereur, qui est un monarque que tout le monde admire. Arrivé, il met pied à terre et donne un double louis plié dans du papier au cocher, qui, l'ayant déplié et pensant que c'est une méprise, court à lui et lui représente que peut-être il s'est trompé. L'empereur lui répond : « Je suis en état de te faire cette générosité et, en récompense de ta bonne foi, voilà un autre louis, et tu voulois voir l'empereur : je le suis ; satisfais ta vue un instant, et je me sauve. »

Il fut un autre jour au collège royal et un jeune écolier de 12 ans lui ayant fait un compliment, dont il fut très satisfait, il lui demanda comment il s'appeloit. « M. le comte, lui dit le jeune homme, lorsque vous n'y êtes pas on m'appelle l'Empereur. — Eh bien ! Monsieur, vous viendrez à Vienne avec moi et nous serons deux empereurs. » Il l'a fait deman-

der par le principal du collège à ses parents et emmené effectivement avec lui, tant cette réponse lui avoit plu. Son voyage est rempli d'anecdotes toujours plus belles.

Il arriva à Valence le 9 juillet 1777, à cinq heures du matin, un mercredi. Comme l'on comptoit qu'il passeroit le mardi soir, toute la ville étoit à Saunière ce jour-là. M. de La Lombardière, major et commandant de la ville¹, avoit eu l'ordre du ministre de prendre ses ordres à son passage, et bien des gens couchèrent à Saunière pour le voir. Ils n'étoient que deux dans une berline à six chevaux, où il y avoit un lit et d'où il ne descendit point; trois autres berlines suivoient. Ses domestiques étoient derrière ou devant sur les berlines, mais personne ne couroit à bidet. Six heures avant il passoit seulement un courrier pour retenir les chevaux; il en falloit vingt-deux et on n'en donnoit à personne qu'il n'eût passé. Arrivé à Tain, il entra dans l'auberge d'un nommé Revol, se mit dans la cuisine et demanda du feu pour faire du chocolat. On lui offre une salle, il veut rester; lui et ses compagnons font le chocolat. On lui met une serviette sur le tréteau; il s'assied au bout d'un banc, cause avec l'hôte, lui demande combien il a d'enfants, et comme on lui répond sept, il s'adresse à celui qui étoit avec lui, lui parle en allemand, sort sept louis et les donne à l'hôte. Ainsi a passé ce monarque bienfaisant, qui a laissé dans le royaume des marques de sa grandeur.

Monsieur, frère de notre roi, ci-devant comte de Provence, passa ensuite, le dimanche 3^{me} juillet dite année 1777,

(1) Louis-Claude Gamon de La Lombardière, d'une famille vivaroise remontant au chroniqueur Achille Gamon, avait remplacé le chevalier Rouveyre-Duperreau dans la charge de major de la citadelle de Valence, que son père, Pierre-François Gamon de La Lombardière, avait lui-même occupée avant 1759.

accompagné de M. le duc de Laval, cordon rouge¹, du fils du prince de Montbarest, de l'exempt de ses gardes, de quatre gardes, de six écuyers ou pages, avec quelques autres seigneurs. On avoit sablé depuis la première porte de Saunière jusqu'à l'évêché et tapissé depuis la seconde porte jusqu'à l'église Saint-Apollinaire. Mgr de Grave, notre évêque, M. de La Lombardière, major et commandant, MM. de Castéras, chevalier de Saint-Louis, maire, de Marquet, aussi chevalier de Saint-Louis², Dauphin, lieutenant criminel, Mésangère, notaire et gradué³, et Treillard, négociant, échevins, furent le prendre, suivis de six sergents de quartier, la pertuisane sur le cou, avec le daïs, à la première porte de la ville et là, dans un bassin d'argent, il fut présenté par M. le Maire les clefs, couvertes d'œillels magnifiques, qu'il prit et distribua à ceux qui étoient dans sa berline, attelée de huit chevaux. M. Dauphin le complimenta et monta à cet effet sur le marchepied de la portière.

Il ne descendit qu'à la porte de l'église qui est sur la place des Ormeaux et entendit la messe, qui fut dite par M. Ber-

(1) Guy-André-Pierre de Montmorency-Laval, lieutenant général, né le 2 septembre 1723, maréchal de France le 13 juin 1783.

(2) Louis-François de Marquet, ancien capitaine de cavalerie au régiment de la Reine et le propriétaire de la *Maison des Têtes*, à Valence, où ses armoiries se voient sculptées au-dessus d'une porte du jardin, accolées avec celles de Catherine Sarrazin de La Pierre, qu'il avait épousée en 1760. Il appartenait à une famille de robe remontant à Barthélemy Marquet, conseiller et ensuite président en la chambre de l'Édit de Grenoble, qui fonda en 1605 dans l'académie protestante de Die un prix, annuellement distribué sous le nom de *prix Marquet*.

(3) Jean-François-Antoine Mésangère, notaire et secrétaire de l'université de Valence, frère de Mésangère-Cleyrat, procureur, qui lui succéda comme notaire.

geron, chanoine théologal¹. Mgr lui présenta l'eau bénite et après la messe il traversa la place des Ormeaux pour se rendre à l'évêché, aux acclamations d'un peuple innombrable, qui ne cessa de crier : Vive le roi ! Vive Monsieur ! Étant entré, il reçut les compliments de MM. du présidial par M. Gailhard, de l'université par M. Desjacques fils², recteur, qui le fit en latin, et de MM. les élus par M. Rollet, président³.

Après la réception de tous les corps, dont étoient MM. les officiers du corps royal, il se mit à table pour dîner. Mgr de Valence étoit à son côté droit, après M. de Laval, cordon rouge, M. de Montbarest, M. de Lens, cordon rouge, commandant le haut Languedoc, de résidence à Tournon⁴, M. de La Lombardière, major, l'exempt des gardes et quelques autres seigneurs de sa suite, qui étoient sept en tout. Il n'y eut que M. de La Lombardière à sa table de la ville. Mgr l'évêque lui servoit à boire; un des pages lui avoit mis un rafraîchissoir d'argent au côté, avec une bouteille, un panier plein de verres, sur le parquet, où il prenoit lorsque le prince lui demandoit à boire, lui l'offroit, versoit le vin, ensuite le page le prenoit et Mgr l'évêque servoit, faisant ces choses avec le plus grand enjouement et la plus grande aisance.

(1) Mathieu-Apollinaire Bergeron, docteur agrégé en théologie, recteur de l'université de Valence en 1756.

(2) Jean-Claude Desjacques, docteur en droit.

(3) Rollet de L'Isle.

(4) Jean-Baptiste de Prunier, seigneur de Lemps, communément appelé le marquis de Lemps, d'abord capitaine, puis major et commandant en second au régiment de Bretagne, brigadier des armées en 1748, maréchal de camp en 1759, commandant en Vivarais en 1771, lequel étoit arrière-petit-fils d'Artus Prunier, premier président du parlement de Dauphiné en 1603-1616, et mourut en 1781 sans postérité.

La table fut servie très magnifiquement et délicatement. Il y eut un melon à l'entremets, au dessert des figues, raisins, oberges, ce qui étoit curieux pour le temps, et le tout fut servi avec la plus grande élégance. La ville lui fit présent de vin de l'Hermitage rouge et blanc. Je le vis dîner. Ça faisoit un très beau prince, de la taille de 5 pieds 2 à 3 pouces, le nez gros, les plus beaux yeux noirs et vifs, le visage plein, le teint blanc, quelque chose d'agréable dans la figure, et étoit habillé de gris galonné en argent, son cordon bleu et le Saint-Esprit en bosse sur son habit. Il parloit peu. Arrivé à midi et parti à deux heures, il fut coucher à Vienne, et le régiment d'artillerie, qui arriva ce jour-là, n'eut que le temps d'aller border la haie à son passage sur la place des Ormeaux.

La quantité d'étrangers augmentoit la magnificence de cette entrée et la rendoit plus brillante, ce qui faisoit un beau coup d'œil. Le Vivarais, Saint-Marcellin, Crest, Die, tout Romans étoient accourus pour voir le prince ou l'artillerie. Il fit le plus beau jour qu'on puisse désirer et tout se passa sans confusion et dans le plus grand ordre. Par une sage prévoyance, MM. les échevins firent publier un ordre pour faire cuire pendant quatre jours à l'avance tous les boulangers, avec défense de faire cuire pour les particuliers, les prévenant de cuire avant, pour se procurer du pain pendant cet intervalle, et dans le cas qu'il restât du pain auxdits boulangers, la ville se chargeoit de leur le faire vendre. Il y eut un peu de reste et rien ne manqua. La joie étoit d'autant plus complète que c'étoit un jour d'abondance, puisque le pain blanc ne valoit que deux sols et le vin trois sols dans les bouchons.

ARTILLERIE.

Ce même jour, 13 juillet 1777, arriva le régiment de Toul-

Artillerie ¹, depuis si longtemps désiré et que l'on nous faisoit attendre depuis le mois d'août dernier, que M. Gribauval, inspecteur général de l'artillerie et lieutenant général des armées ², avoit écrit à M. Blache, qu'il croyoit maire de la ville et vivant et qui n'étoit ni l'un ni l'autre, étant mort depuis quelques jours. Son fils remit la lettre à M. le maire, qui étoit pour lors M. Teyssonnier, avocat du roi au présidial, lequel, ainsi que M. de Castéras, chevalier de Saint-Louis, M. Brosset, professeur de droit en l'université ³, MM. Mésangère, notaire et gradué, et Treillard, négociant, eut une correspondance des mieux suivies avec M. de Saint-Germain, ministre de la guerre ⁴, et M. de Gribauval sur les offres de la ville. Malgré les plus pressantes sollicitations des députés de Grenoble, qui coururent à Paris au mois de janvier dernier, lorsqu'on fit partir pour Metz le régiment d'artillerie qui y étoit, détruire la butte et tous les ouvrages qui avoient rapport, et malgré aussi la ville de Niort, qui

(1) Le colonel de ce régiment étoit alors M. de Bouchard, qui commanda ensuite l'école d'artillerie de Valence.

(2) Jean-Baptiste Vaquette de Gribeauval, né à Amiens, le 4 décembre 1715, volontaire au régiment Royal-Artillerie en 1732, officier pointeur en 1735, capitaine en 1747, colonel en 1757, fut général de bataille commandant l'artillerie, le génie et les mineurs de l'armée autrichienne de 1757 à 1762; rentré alors en France comme maréchal de camp d'artillerie, il devint lieutenant général le 19 juillet 1765, grand'croix de Saint-Louis et premier inspecteur général de l'artillerie, commandant en chef du corps des mineurs en 1776, charge supprimée après sa mort, par décret du 2-15 décembre 1790. M. de Coston, à qui j'emprunte cette notice, dit que cet officier général a eu le grand mérite d'arracher, malgré les obstacles de la routine, le matériel de l'artillerie au chaos dans lequel il étoit plongé. On lui a élevé depuis peu une statue.

(3) Claude Brosset, avocat, recteur de l'université en 1759.

(4) Claude-Louis, comte de Saint-Germain, ministre de la guerre du 27 octobre 1775 au 27 septembre 1777.

la demandoit, après bien des incertitudes et des paris pour ou contre, MM. les échevins reçurent le 10 juin 1777 du ministre une lettre conçue en ces termes :

« Je viens, Messieurs, de rendre compte au roi des offres que la ville de Valence a faites de fournir toutes les ressources nécessaires pour recevoir un régiment et une école du corps royal d'artillerie. Sa Majesté a vu avec satisfaction cette nouvelle preuve de son zèle et de son empressement à concourir au succès de son service. Elle a approuvé qu'un de ses régiments avec son école fût transféré à Valence. Vous n'avez donc point de temps à perdre pour faire toutes les dispositions convenables pour l'exécution de cette intention du roi à cet égard. Je donne des ordres pour faire partir de Besançon, le 1^{er} juillet prochain, le régiment de Toul, avec les officiers et employés qui sont attachés à l'école établie en cette ville; ils doivent être à Valence le 13 dudit. M. de Masy, inspecteur général du corps royal¹, est chargé de déterminer avec vous le terrain qui sera nécessaire pour les exercices de pratique, pour en fixer le loyer, et il doit aussi détacher à Valence un officier du régiment de Toul pour préparer le logement nécessaire. Vous en trouverez ci-joint un état, ainsi que des officiers et employés attachés à l'école suivant les dispositions actuelles.

» Je suis très parfaitement, etc. Signé : SAINT-GERMAIN.

» Écrit de Versailles, le 12 juin 1777. »

État-major : 1 colonel, 1 lieutenant-colonel, 5 chefs de brigade, 1 major, 1 aide-major, 1 quartier-maître, 1 tambour-major, 1 aumônier, 1 chirurgien-major, 1 armurier,

(1) Henri des Mazis, chevalier, inspecteur général de l'artillerie, frère d'un colonel de la même arme, dont les deux fils, Gabriel et Alexandre des Mazis, furent l'un et l'autre officiers dans le régiment de La Fère en même temps que Bonaparte, qui, devenu empereur, fit l'un administrateur de la loterie et l'autre administrateur du mobilier de la couronne.

20 capitaines, 20 lieutenants en premier, 20 lieutenants en second, 20 lieutenants en troisième, dont 8 de fortune, 2 surnuméraires.

Bas officiers et soldats : 20 sergents-majors, 80 sergents, 80 caporaux, 820 soldats et tambours.

École : 1 commandant, 2 capitaines en second, 1 maître de mathématiques¹, 1 répétiteur, 1 maître de dessin, 2 conducteurs de chariots, 1 artificier.

On vit arriver ensuite, le 18 du même mois de juin, un officier en poste pour faire le logement, et le régiment arriva le jour indiqué, 13 juillet, qui fut celui de l'arrivée de Monsieur.

MM. les échevins firent distribuer à chaque soldat un pot de vin et un pain blanc pour se rafraîchir à leur arrivée, après qu'ils eurent reçu Monsieur.

Le 20 juillet ils donnèrent un splendide dîner à tous les officiers supérieurs et état-major à l'hôtel de ville, où Mgr l'évêque fut invité, ainsi que M. l'intendant, qui s'étoit rendu à Valence pour aviser aux moyens de couvrir les dépenses que la ville est obligée de faire, c'étoit M. de Pajot,² et il y avoit aussi M. de Masy, inspecteur député du roi nommé par le ministre. Ce dîner fut des plus gais, tant de la part de MM. les maire et échevins, qui montrèrent le plus grand zèle et le plus grand contentement, que de celle de MM. les officiers, qui furent tous étonnés des politesses et des générosités de tous nos citoyens à leur arrivée, soit à

(1) Ce maître de mathématiques étoit Henri-Sébastien Dupuy de Bordes, qui fut ensuite professeur en l'université de Valence, puis à l'école d'artillerie de Grenoble, et qui, né dans cette dernière ville en 1746, d'une famille originaire du comté de Foix, y mourut en 1815, laissant plusieurs ouvrages sur l'artillerie, la géométrie, les fortifications, etc.

(2) Christophe Pajot de Marcheval, intendant en Dauphiné, s. 1761 à 1784, et l'un de ceux qui ont laissé les meilleurs souvenirs dans cette province.

eux ou à leurs troupes. Aussi voulurent-ils manifester leur reconnaissance à toute la ville, en se cotisant plus de cent, à proportion de leur grade, pour donner une fête à la noblesse et bourgeoisie, des plus brillantes, au Gouvernement, dans trois salles, dont une avoit été faite en verdure dans le jardin et deux au rez-de-chaussée du premier appartement, toutes illuminées on ne peut mieux et formant le plus beau coup d'œil. Un orchestre de toutes sortes d'instruments y donnoit des jambes aux perclus pour danser, ce qu'on fit depuis huit heures du matin jusqu'à minuit, et dans cet intervalle il fut distribué avec profusion toutes sortes de glaces et de rafraîchissements, après quoi ces messieurs prièrent les dames de monter au premier, où l'on trouva dans trois autres salles à la file trois tables de quarante couverts servies avec autant de délicatesse que d'élégance. La noblesse se plaça sans distinction avec la bourgeoisie, et ces trois tables furent occupées par cent neuf dames, qui, toutes parées majestueusement, formoient un coup d'œil qui alloit jusqu'au ravissement. MM. les officiers, tous plus empressés les uns que les autres à les servir, ainsi que leurs maris, fils, frères, pères, amis et tous ceux qui les accompagnoient et qui étoient plus de 300, étoient tous debout derrière elles. Il ne s'y but que des vins étrangers, comme Champagne, Bourgogne, Côte-Rôtie, Hermitage, Saint-Péray, etc., et on ne pouvoit se tirer de leurs politesses. Les santés de nos citoyens furent portées par ces messieurs de l'artillerie avec la plus grande joie, bonté, franchise et honnêteté qui les caractérise tous; aussi furent-elles répondues par ces dames et messieurs avec les plus grandes acclamations, ce qu'elles méritoient ces politesses, qui étoient faites avec la plus grande aisance et décence.

M. de Masy à leur tête marquoit le plus grand contentement. Les liqueurs de toutes sortes ne furent point épar-

gnées, et après le souper on recommença la danse jusqu'au jour. Ainsi s'est passée cette soirée mémorable, avec toute la satisfaction possible des deux parts et qui fut entretenue par la plus grande union. On assure que cette fête coûta 6,000 livres.

M. de Masy partit quelques jours après pour Grenoble et en fit expédier deux bateaux chargés de quatorze mortiers ou obusiers, vingt pièces de canon, bombes et boulets de tous calibres, affûts et autres attirails, lesquels arrivèrent aux Isles le 18 août 1777, où ils furent débarqués. On les plaça sur la citadelle, près des casernes, en attendant le polygone, qu'on a marqué à Vachette et aux environs, où l'on prend 117 sétérées de terre ou vignes, mais dont on laisse lever la récolte aux propriétaires. M. de Masy, de retour de Grenoble, fit pour la première fois faire la manœuvre de quatre petites pièces de bataille au cours Saunière, qu'on a fait préparer et qu'on a baptisé le Champ-de-Mars. Elles furent étrennées le jour de Saint-Louis par 8 canoniers, qui tirèrent 30 coups chacun, et on les braqua contre Crussol, vis-à-vis Guilhaud. Toute la ville étoit dehors. On leur a donné ce champ jusqu'à ce que leur terrain soit libre.

Il est encore arrivé trois bateaux d'attirails, affûts et autres ustensiles. Enfin, malgré les envieux, l'école d'artillerie est assise dans notre ville et M. de Masy est parti le 1^{er} septembre, après avoir tout arrangé à sa satisfaction.

Voici les noms des canons qu'on a amenés :

<i>Le Savant,</i>	<i>Le Supérieur,</i>	<i>Actéon,</i>
<i>L'Inquiet,</i>	<i>Le Rigide,</i>	<i>Hercule,</i>
<i>L'Impitoyable,</i>	<i>Le Sanguinaire,</i>	<i>Endimion,</i>
<i>Le Difficile,</i>	<i>Le Pélican,</i>	<i>Pan,</i>
<i>Le Saint-Louis,</i>	<i>L'Académus,</i>	<i>Glocus,</i>
<i>L'Impoli,</i>	<i>L'Iris,</i>	<i>Adrien,</i>
<i>Le Grisou,</i>	<i>Athalante,</i>	<i>Clytis,</i>
<i>Le Dragon,</i>	<i>Alphée,</i>	<i>Le Brutal.</i>

SÉPULTURE.

M. le chanoine Barathier l'aîné est mort âgé de plus de 80 ans, le 27 août 1777¹, et a été le premier chanoine enseveli au cimetière de Sainte-Catherine, suivant le nouvel édit.

Tout le corps du chapitre l'accompagna le lendemain 28, à 11 heures et demie, malgré une chaleur des plus excessives qu'il faisoit ce jour-là. La sainteté de sa vie lui a mérité à sa mort les regrets et les éloges de tout le monde, aussi son convoi funèbre étoit des plus nombreux par la quantité des personnes qui y ont assisté. *Requiescat in pace!*

RÉCEPTION.

Au moyen de la réunion de l'ordre de Saint-Antoine à celui de Malte par arrêt du conseil et bulles du pape arrivées en 1777, M. le commandeur de Gailhard², bailli de cet ordre, fut député pour recevoir bailli de l'ordre l'abbé de Saint-Antoine³. Cette cérémonie se fit à Valence, dans la chapelle des Pénitents, le 18 novembre 1777. M. l'abbé étoit sur un prie-Dieu du côté gauche et M. de Gailhard sur un autre du côté droit. L'aumônier de M. l'abbé dit la messe, et après M. de Gailhard, qui étoit vêtu d'une longue robe de satin, avec une ceinture pendant depuis l'épaule gauche presque

(1) Louis-Henri de Baratier, chanoine sacristain de l'église cathédrale de Valence et pendant longtemps l'un des deux représentants du clergé dans le conseil de la ville.

(2) Dominique-Gaspard-Balthazar de Gaillard d'Agoult, reçu chevalier de Malte en 1732, pourvu en 1744 de la commanderie de Valence, qu'il conserva jusqu'à la Révolution, étoit le quatrième enfant d'Auguste de Gaillard, conseiller à la cour des comptes de Provence, lequel étoit lui-même fils de Gaspard, président en la même cour, et de Thérèse d'Agoult.

(3) Jean-Marie Navarre, qui, le 19 janvier 1769, avait été nommé abbé général de Saint-Antoine, en remplacement d'Étienne Galland.

jusqu'à terre, où étoit en broderie toute la Passion de Notre-Seigneur et qui étoit terminée par trois gros glands or et soie, s'approcha de M. l'abbé et, lui attachant sur la poitrine une grande croix de Malte sur une pièce d'étoffe noire, qui lui tenoit tout l'estomac, l'embrassa et lui dit : « Je suis charmé, Monsieur, que mon ordre m'ait chargé de cette cérémonie, qui est aussi flatteuse pour moi qu'avantageuse pour vous, et je suis persuadé que vous concourrez ainsi que nos frères au bien de l'ordre et à l'avantage de la Religion. » M. l'abbé répondit : « Je suis des plus pénétrés de reconnaissance de l'honneur que je reçois de votre ordre. Agréez, je vous prie, mes remerciements. » Après quoi on sortit pour aller chez M. Mésangère aîné, notaire et gradué, pour rédiger l'acte de cette réception.

INONDATION.

Les pluies continuelles qu'il fit tout le mois d'octobre et presque novembre 1778 causèrent une inondation furieuse et générale qu'on n'avoit pas vue depuis nombre d'années. Le Rhône fut jusqu'à la place des Jacobins et tenoit toute la Basse-Ville. Le pont de bois sur l'Isère fut emporté en partie et par ce moyen la route de Lyon fut interrompue. Le plus fort de cette inondation fut le 27 octobre, jour de la chute du pont. Le régiment de Béarn, qui venoit ici en garnison, y passa encore le 25, et les régiments de Murat, d'Erlach, Suisse, Provence, Brie et Navarre, qui passèrent les 2, 4, 5, 28 et 30 novembre, et devoient avoir séjour et ne l'eurent point, passèrent par Romans, où ils reçurent l'étape sur les ordres de M. de Tonnerre, commandant de la province. On fit des prières publiques pour obtenir de Dieu la sérénité.

ÉTABLISSEMENT.

Par la suppression de l'ordre des chanoines réguliers de Saint-Ruf, le prieuré de Saint-Félix, dépendant de cet ordre, fut supprimé¹. Le prieur et les chanoines, au nombre de quatre, qui chantoient grand'messe et vêpres tous les jours, étoient morts, à l'exception d'un, qu'on appeloit M. Banis, âgé de plus de 80 ans², et qui seul occupoit cette maison, où il faisoit dire une messe basse seulement, ne pouvant la dire lui-même. Mgr de Grave, notre évêque, qui vouloit établir dans cette maison des Sœurs grises pour l'éducation des jeunes filles et le soulagement des pauvres honteux et autres, vouloit faire sortir M. Banis, dernier chanoine; mais il se roidit et plaida longtemps avec lui, soutenant qu'on ne pouvoit l'en sortir. Il avoit si bien raison que le parlement, devant qui fut portée la cause, le soutint dans son droit. Mgr de Grave fut obligé de s'accommoder avec lui et lui faire un pont d'or pour qu'il évacuât la maison. Il en prit donc une en ville et rendit les clefs la veille de la Toussaint 1778, et les Sœurs grises, au nombre de trois, prirent possession de cette maison le 10 novembre dite année, pour remplir les vues du digne prélat, qui est l'auteur de cet établissement, qui sera d'une grande ressource pour l'humanité malheureuse. De concert avec MM. les

(1) Le prieuré de Saint-Félix, qui a laissé son nom à l'un des quartiers de la ville de Valence, étoit une ancienne abbaye de l'ordre de Saint-Augustin, convertie vers la fin du IX^e siècle en un prieuré, que le pape Urbain V unit à la congrégation de Saint-Ruf en 1363. Ce prieuré étoit de nomination royale.

(2) Pierre Banis, qui avait été porté pour une pension de 790 livres, à prendre annuellement sur le prieuré d'Eyguières, au Comtat, dans le tableau des pensions accordées aux chanoines de Saint-Ruf lors de la suppression de l'ordre.

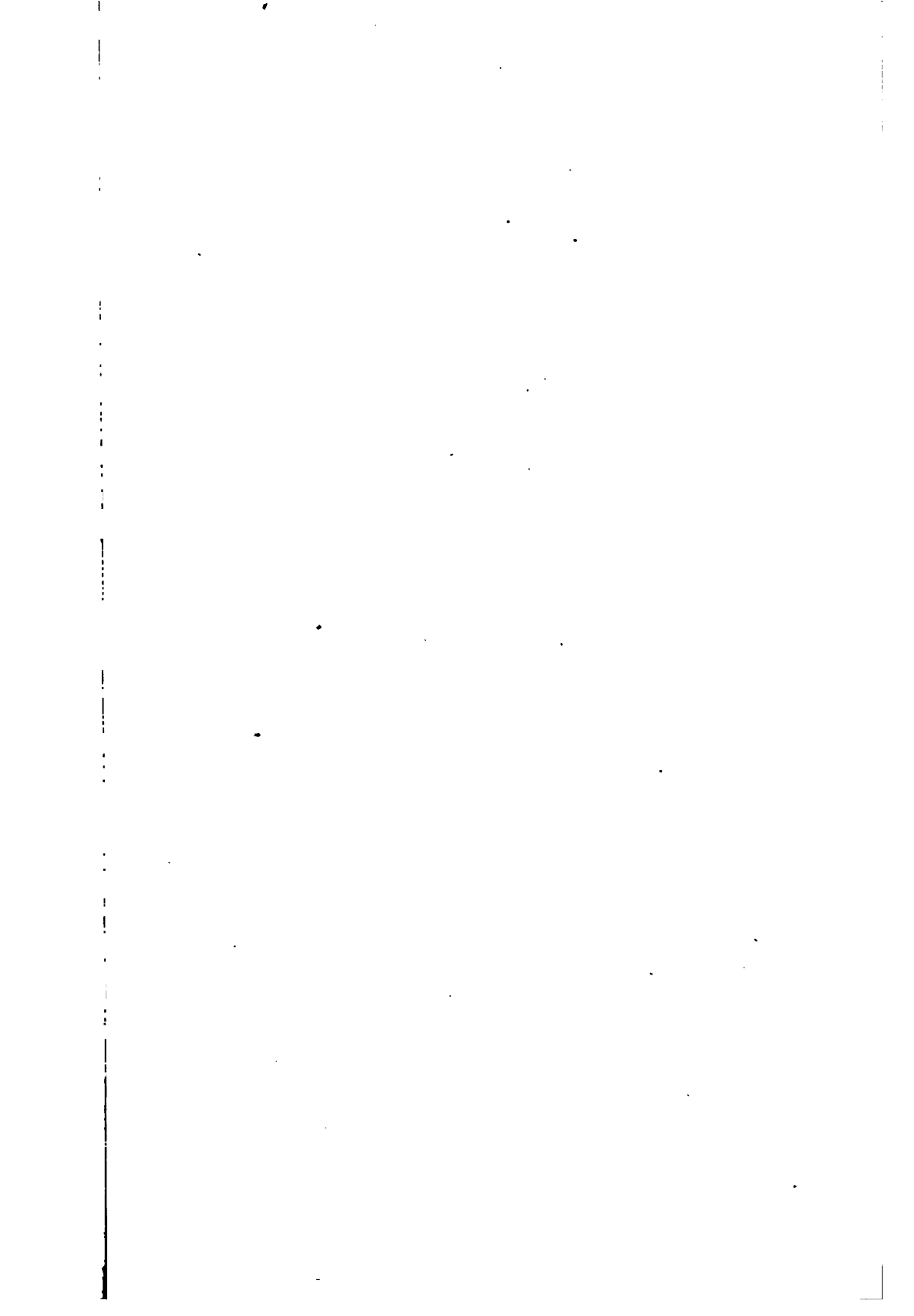
maire et échevins, qui étoient MM. de Castéras, Dauphin, lieutenant criminel, Berger, orfèvre, et Blachette, négociant, on leur a assigné pour leur entretien et secours aux malheureux les revenus des prieurés de Montelier¹ et d'Alixan², qui dépendoient ci-devant du prieuré de Saint-Félix, et cela indépendamment des charités des particuliers qui seront versées dans les mains de ces filles pour être employées suivant le désir de ceux qui les feront; de telle sorte que les dames charitables ne se mêleront plus que de leur porter les aumônes qu'elles recevront. Ainsi les malheureux trouveront des secours pour prévenir leur désespoir, bénir et conserver l'idée de ceux qui leur auront fait du bien.

(A continuer.)

J. BRUN-DURAND.

(1) Le prieuré de Saint-Jacques de Montelier, qui étoit une ancienne dépendance de celui de Saint-Félix de Valence, avoit, en 1729, 812 livres de revenus.

(2) Le prieuré de Saint-Martin de Coussaud, à Alixan, autre dépendance du prieuré de Saint-Félix, existoit dès 1192 et avoit, en 1729, 1,600 livres de revenus.





UNE ENSEIGNE D'APOTHICAIRE

A VESC

On n'avait guère vu autre chose jusqu'ici de la commune de Vesc, entourée de hautes montagnes de toutes parts, que les noms de quelques-uns de ses anciens seigneurs et les décorations d'un philosophe nomade, toujours à la recherche de ses trésors égarés.

Mais, grâce à un estampage de M. l'abbé Perrossier, notre collègue studieux, et à ses notes précieuses, nous allons révéler une curiosité de ce village, perché sur le flanc méridional d'une haute colline, à 11 kilomètres et demi sud-est de Dieulefit, en face d'un bassin verdoyant d'où sort la Vaysane, affluent du Lez, tributaire lui-même du Rhône.

S'il n'a pas de monuments remarquables, pas de rues larges et droites, pas de maisons originales, ses deux enseignes gravées sur la pierre ne manquent pas de cachet.

Toutes deux sont dans la même rue et presque en face l'une de l'autre. La première porte : *Vita brevis est, gloriæ cursus sempiternus*. 1591. — F. B. Ce qui peut se traduire ainsi : La vie est courte et la gloire éternelle. 1591. — Famille Bernard.

La forme de la pierre en fer à cheval et les pointes de trident répétées sept fois ont fait penser à une enseigne de maréchal, ce que la tradition locale ne confirme pas. En regardant bien, on reconnaît aussi dans l'ovale où sont

placées les lettres la figure d'un œil. Était-ce un oculiste que le M. Bernard, de Vesc ?

La légende : *Virescit vulnere virtus* du marteau de la porte ne confirme ni l'une ni l'autre interprétation.

Nous renonçons donc à aborder le problème, que la perte des archives communales rend probablement insoluble, à moins qu'il y ait là un simple étalage d'érudition, aussi prétentieux qu'innoffensif, ou la devise d'un soldat de fortune.

Peut-être serons-nous plus heureux avec la seconde enseigne ou inscription, dont le *fac simile* seul servirait d'interprète au besoin.

Elle se trouve à droite en montant vers le presbytère, où M. l'abbé Soulier, notre collègue, a réuni une fort belle collection géologique. La maison, avec son arceau de pierre aujourd'hui muré, indique une boutique. *Apotheca* n'avait pas au temps passé d'autre signification, et un *apothicaire* était, à proprement parler, un épicier, un confiseur, un détaillant quelconque.

Avec le progrès, l'apothicaire devint un personnage officiellement reconnu par les Facultés de médecine, comme le chirurgien-barbier. Ils eurent même ensemble plus d'une difficulté sur les limites de leurs professions respectives.

L'enseigne de Vesc remonte à 1592. Or, un document de la même époque, à en juger par l'écriture, nous initie aux reproches que s'adressaient mutuellement alors chirurgiens et apothicaires.

Ces derniers avaient « témérement et fort mal à propos qualifié leurs adversaires d'empiriques, de charlatans, garde-malades et autres » ; les chirurgiens ripostèrent par une apologie de leur art, agrémentée de quelques traits malins à l'adresse des apothicaires.

Que l'excellence et l'antiquité de la chirurgie soient hors de conteste, d'accord ; celles de la pharmacie le sont-elles

moins ? Notre sujet ne nous oblige pas à discuter là-dessus. Bornons nos extraits du mémoire des chirurgiens, conservé manuscrit dans les archives de la Drôme, à quelques révélations instructives.

« Les appotiquaires ne sont, dit-il, que serviteurs des médecins et chirurgiens ou bien leurs cuisiniers, car tout ainsy que le cuisinier acomode et apreste telles viandes qu'il plaist à son maistre, pareillement les appotiquaires* apprestent et acomodent les médicaments qui leur sont commandés et ordonnés par les médecins et chirurgiens, et en preuve c'est que ceux-ci consultent tous les jours les uns avec les autres, ce que ne font les appotiquaires. La consultation estant faicte et parachevée, l'on met par escript ce qui a esté resolu par la consultation, comme médicaments et aultres choses necessaires ; puis l'on porte ladite consultation à l'appotiquaire pour acomoder les médicaments et les porter aux patients, et appert par les raisons susdictes que les pharmaciens ne sont que serviteurs des médecins et chirurgiens. »

N'était l'expression inexacte de « cuisiniers des médecins », appliquée aux apothicaires, cette première attaque nous laisserait indifférent. Mais la cuisine pharmaceutique étant moins destinée aux médecins qu'aux malades, la comparaison manque de vérité.

Toutefois le mémoire va plus loin :

« Tous les livres de pharmacie, ajoute-t-il, ne traictent que de l'élection, preparation et composition des médicaments. Les leçons qui leur sont faictes par les docteurs en médecine ne sont que sur ces trois pointcs, lesquelles leçons ne durent d'ordinaire que *huit jours* par an. Tellement qu'il n'y a rien de plus certain que les appotiquaires ne sont aucunement versés en la cognoissance du corps humain, ny en la cognoissance des maladies, causes d'icelles, signes,

pronostiq, ny curation, ny en la faculté des medicaments tant simples que composés, neantgmoins ne laissent de panser plusieurs malades affligés de plusieurs maladies, comme verolle, ardeurs d'urine, ulceres, apostemes, defluxion et autres, qui est chose tres pernicieuse pour le pauvre peuple. Aussy se trouvera que lesdicts appotiquaires font plus de mal que de bien à ceux qui se mettent entre leurs mains. Pourquoy deffences leur doivent estre faictes de sentremesler de panser ny medicamenter aulcune maladie sur peine de punition corporelle.

» Aussy la verité est telle que en leur chef d'œuvre ne se parle point de telles choses, mais bien de boire, et pour le jourdhuy ne se passe aulcun maistre appotiquaire qui ne luy couste 1,500 livres pour le moins. »

De si graves accusations rejaillissent, ce semble, autant et encore plus sur les médecins que sur les apothicaires, « leurs serviteurs et cuisiniers ». Pourquoi ne les instruisaient-ils pas suffisamment ?

Quoi qu'il en soit, il fallait aux malades d'alors une constitution solide pour résister au mal et surtout aux remèdes ! Et si les pharmaciens de la capitale étaient si rudement traités, que faut-il penser de celui de Vesc ?

A la vérité, les registres de l'état civil du lieu ne remontent pas à cette époque, autrement la comparaison de la mortalité de 1592 et années suivantes avec celle de 1880 aurait offert quelque intérêt.

En l'absence de preuves contraires, nous aimons à croire en l'honnêteté et en la science d'un homme qui connaissait peu ou prou le latin, passablement la réclame et très bien les principes généraux de morale et d'hygiène.

Sa première maxime : *Initium sapientiæ timor Domini* (La crainte du Seigneur est le commencement de la sagesse), est sans contredit le meilleur prophylactique contre les maladies physiques et morales.

Quant à la seconde : *Bene vivere, bis vivere est* (Bien vivre, c'est vivre deux fois), elle est non moins efficace pour avoir la jouissance complète de ses facultés en ce monde et la vie bienheureuse en l'autre. Mais combien d'hommes suivent ponctuellement d'aussi sages conseils ? Il en était déjà ainsi en 1592, car l'apothicaire de Vesc exhibe, aussitôt après la date de son enseigne, les instruments ordinaires de sa profession, mortier, spatule et le reste.

De cette manière on a pour se guérir tous les secours de l'art : secours moraux et secours physiques.

Pour interpréter les lettres I. C. entre les chiffres de la date, il suffit de sous-entendre *anno*, et l'on a : l'an de J. C. 1592 ; le VV. et I. D. (en monogramme avec F.) signifient, d'après M. le docteur Colrieu, bibliothécaire de la Faculté de médecine de Paris : Vesc et Jean-François Dufourt, le double V, ou plutôt le V répété, n'étant là qu'un ornement, comme le D.D. de Diane de Poitiers, le A.A. d'Anne d'Autriche et le JL de Louis XIV.

Restent les deux croissants ou signes astrologiques, rappelant l'influence des astres, alors fort à la mode¹.

Pour comprendre l'intervention de Dufourt en cette enseigne (F. D. en tête, famille Dufourt), il est bon d'ajouter un détail concluant, c'est que dans la même maison se trouve gravée sur une sorte d'écusson l'inscription suivante :

1541.	PIERE	
	DVFO	Pierre Dufourt.
	VRT	

De là à retrouver la *famille Dufourt* et *Jean-François Dufourt* dans les initiales de l'enseigne, la voie était facile et la conclusion logique.

(1) Communication due à la bienveillance de l'auteur du *Trésor de Laveyron*. Costadau et les auteurs consultés se taisaient.

Que si l'on veut savoir pour quelles raisons un pharmacien avait élu domicile à Vesc, il faut supposer qu'il en était originaire, qu'il y avait alors dans ce village une population suffisante pour sa clientèle, que les communications avec Dieulefit, la ville la plus voisine, avant l'établissement du chemin de la vallée étroite et solitaire de la Vaysane étaient difficiles et pénibles, qu'enfin maître Dufourt pouvait très bien cumuler avec le commerce des simples et des drogues celui des épices et des friandises des jours de fêtes, votives, baptêmes et mariages.

Cela dit, nous invitons nos collègues à rechercher avec soin toutes les enseignes anciennes et même modernes qui offrent un intérêt quelconque, car il y a encore là de curieux renseignements. Celle de l'apothicaire de Vesc en est une preuve convaincante.

A. L.

UN VILLAGE PERDU

MONTAGU, PRÈS GRILLON

Sur la rive gauche du Lez, entre Grillon, Valréas, Taullignan et Grignan, existaient autrefois une commune et un petit bourg du nom de Montagu.

Nous avons sur cette commune, depuis longtemps disloquée, et sur ce bourg, depuis longtemps disparu et que M. Aubenas place non loin de la rivière du Lez, quelques renseignements certains et précis, qu'il est peut-être utile de réunir et consigner ici.

Postérieurement au XI^e siècle, les Caderousse eurent des droits à Montagu et à Montbrison, deux localités voisines. Quant à Montbrison, d'abord, la chose est certaine, puisque Guillaume de Caderousse cédait cette terre, le 20 septembre 1317, à Guy de La Tour, baron de Montauban, contre Chauvac, moyennant une soulte de 1,500 livres, et qu'on voit ce Guillaume, ainsi que son fils et son petit-fils, prendre le nom de Montbrison, en souvenir de cette même terre.

Quant à Montagu, Pierre de Caderousse le possédait avant 1289, date vers laquelle, dit M. Aubenas, ce lieu était indivis avec Grillon et où Montagu fut vendu par Pierre au commandeur des Templiers de Richerenche, Guillaume Hugolen. « L'acte de cette vente, dressé par M^e Olivier de Montmaurin, notaire impérial, mentionne les confronts des

territoires de Grillon et Montagu avec ceux de Valréas, Taulignan, Sales et Grignan, de même que leur séparation, laquelle, dit l'acte, est la rivière du Lez. » Telles sont du moins les paroles de M. Aubenas, un peu obscures à nos yeux, sans doute moins par la faute de cet historien que par le laconisme de l'*inventaire* où il dit avoir puisé le renseignement.

« Plusieurs habitants de Valréas, ajoute M. Aubenas, avaient au territoire de Grillon et de Montagu des biens, dont ils refusaient d'acquitter l'impôt, qui se montait à un quarantain des fruits, refusant également de contribuer, pour leur part, aux fortifications faites ou à faire par Grillon et Montagu au Lez, aux travaux nécessaires pour détourner cette rivière et lui faire changer de lit, de même qu'à la réparation des églises, murailles, portes et chemins publics des deux bourgs. Après de longs débats, les parties nommèrent des arbitres, et, l'année 1302, une transaction intervint, par laquelle les forains de Valréas s'obligèrent à payer une taille pour les divers objets que je viens de désigner et notamment pour le changement du cours de la rivière du Lez. Par ce nouvel impôt, les forains furent exemptés du quarantain qu'ils payaient autrefois, et il leur fut de plus accordé que, lors du vote des tailles, deux prud'hommes, pris parmi eux, seraient appelés au conseil. »

Mais la guerre, finie de ce côté, ne tarda pas à s'élever d'un autre. Le 13 avril 1321, au concile de Vienne en Dauphiné, l'ordre des Templiers était aboli et leurs biens, notamment ceux de la commanderie de Richerenche, attribués aux Hospitaliers. Toutefois ceux-ci ne tardèrent pas à céder au pape leurs droits sur Montagu, comme on le voit par l'affaire suivante. Au commencement de 1317, il y avait querelle entre les habitants de Montagu (*populares Montis acuti*) et ceux de Taulignan. Ces derniers préten-

daient avoir, par une possession paisible, datant de 40 ans et au delà, le droit de pâturage et d'autres (*pascayrandi et splechas alias recipiendi*) dans le territoire de Montagu, du côté du Lez, territoire récemment acquis en propriété des Hospitaliers par le pape (*in territorio Montis acuti, a parte fluminis Lexii, quod nunc de novo Dominus noster Summus Pontifex in proprietate ab Hospitalariis acquisivit*). Mais noble Guillaume Bernard de Narcès (*de Narcasio*), damoiseau, vicaire papal de Valréas et des Pilles, à l'instigation des habitants de Montagu, les troublait et empêchait de diverses manières d'exercer ledit droit. Alors, André de Cornu, procureur d'Aymar de Poitiers, seigneur de Taulignan, adressa sur ce réclamation, sur cédule de papier, à homme noble et vénérable messire Étienne de Videlhaco, professeur en droit, juge majeur du Comtat-Venaissin, en le suppliant d'enjoindre audit vicaire de ne pas gêner lesdits hommes dans l'exercice des droits en question. Étienne de Videlhaco, par lettres du 21 juillet 1317, datées de Cairanne, ordonna à Guillaume Bernard de faire promptement justice audit Aymar et aux siens sur l'objet contenu en ladite cédule, qu'il joignit aux lettres.

Le seigneur de Taulignan et ses hommes ayant requis le vicaire de remplir avec équité l'ordre du vice-recteur, ce vicaire se rendit au lieu contentieux, c'est-à-dire au plan situé entre le Lez et les bourgs de Montagu et de Grillon (*ad planum quod est inter flumen Lexii et castra Montis acuti et Grilhonis*), et convoqua certaines personnes pour les habitants de ces bourgs, qui se présentèrent devant lui, ainsi que certaines personnes pour le seigneur et les habitants de Taulignan. Après une longue discussion entre les parties devant lui et vénérable et discret homme messire Pierre de Vallouze, procureur et avocat substitué en les vicairies de Valréas et des Pilles, qui l'assistait, le vicaire

décida par écrit, le 30 juin 1318, devant noble damoiseau Aymar Bérenger, châtelain de Taulignan pour ledit seigneur et pour révérend père en Christ messire Louis, évêque de Viviers, son fils, comparaissant au nom desdits seigneurs, et devant Mayfre de Dieulefit, damoiseau, Guillaume Bruson et Reymond Stremond, syndics et procureurs de la commune de Taulignan, que les Taulignanais étaient depuis très longtemps en possession paisible de faire pâturer et d'exercer autres droits, et par conséquent avaient le droit de ce faire, au territoire de Montagu et Grillon, depuis le Lez jusqu'à quatre pierres plantées au milieu du chemin par lequel on allait de Taulignan aux bourgs de Montagu et de Grillon; et à côté de ces pierres, en tirant droit au béal par lequel l'eau du Lez était dérivée aux moulins du bourg de Montagu et de Grillon, et ensuite en montant le long de ce béal jusqu'au Lez. Mais il déclara que les Taulignanais n'avaient aucun droit au delà de ces limites. Les hommes de Montagu et de Grillon et les châtelain et syndics de Taulignan acquiescèrent à l'ordonnance, et du tout fut dressé acte au delà du Lez, près Serre-Julien, en la terre dudit Guillaume Bruson, témoins présents André Rolland, de Saint-Gervais, Jean Perochaire, de Vinay, Raybaud Rostaing, damoiseau de Taulignan, avec Geoffroy Gerin, de Carpentras, notaire recevant.

Ces détails montrent que Montagu était bien sur la rive gauche du Lez, mais un peu en amont de Grillon, comme d'ailleurs l'indiquent encore les confronts portés par un acte de 1345, analysé ailleurs.

Montagu et Grillon eurent lutte avec les forains quelques années après. Malgré l'allègement de charges résultant pour eux de la transaction de 1302, « les forains de Valréas, dit M. Aubenas, ne se montrèrent pas dans la suite mieux disposés à obéir; aussi se virent-ils poursuivis dès 1354 en

paiement de leur quote-part d'une taille pour réparation de l'église de Sainte-Agathe », qui était celle de Grillon, « ce qu'ils furent forcés d'acquitter ».

Leur mauvais vouloir se manifesta de nouveau en 1385, au sujet d'une terre acquise de certains propriétaires de Taulignan pour faire au Lez des réparations nécessaires. Un procès fut intenté contre eux par les consuls de Grillon et de Montagu; et, un jugement définitif du juge de Grillon les ayant condamnés tant au principal qu'aux dépens, ils finirent par s'exécuter.

Mais c'est là le dernier trait de l'histoire de Montagu, dont il n'était déjà pas fait mention dans un document de peu postérieur à 1361, contenant l'indication des *fiefs possédés par le pape et se mouvant du fief delphinal*; d'où il faut conclure ou que Montagu n'était plus au pape, ou qu'il ne relevait pas du Dauphin, ou, ce qui paraît plus probable, que Montagu est compris, féodalement parlant, dans le fief de Grillon, son territoire et mandement (*castrum de Grilhone, cum ejus territorio et mandamento*).

En tous cas, Montagu, qui fut peut-être définitivement ruiné vers la fin du XIV^e siècle par Reymond de Turenne, dont la fureur s'attaquait principalement aux possessions papales, ne figure plus dans nos documents. La double différence de nom et de position ne nous permet guère de voir son église dans celle de Saint-Martin qui existait au XVI^e siècle dans le territoire de Grillon, au quartier du *Croc*, c'est-à-dire au couchant de Montagu, et sur laquelle des documents originaux nous apprennent ce qui suit.

Le 24 janvier 1517, Jean Courrier (*Correerii*), prêtre séculier, *secondaire* de Grillon, prieur du *prieuré rural de Saint-Martin-du-Croc* (*S. Martini de Croco*), mandement dudit Grillon, diocèse de Trois-Châteaux, confiait à Jean Valois, prêtre séculier habitant Grillon, le service

divin de la *secondairerie* dudit Grillon et du prieuré du Croc, et la charge d'investir, *lauzer* et retenir tous acquéreurs de terres de ce prieuré; de donner les terres hermes, incultes et manquant de tenanciers à nouvel achat en emphytéose perpétuelle ou autrement, comme il voudra, et de recevoir les lods, seizains, nouvelles investitures, dîmes, cens, services, tasques, pensions et autres droits quelconques desdits prieuré et *secondairerie*. L'acte fut fait à Grillon, en la maison de cette *secondairerie* ¹.

L'abbé FILLET.

(1) Mairie de Taulignan, orig. parch. lat., du 30 juin 1318; — Mairie de Grignan, *Transcript. de Pays*, f. 101-20; — Minutes de M^e Long, notaire à Grignan, reg. coté *ordo*, f. xxxi-ii; — Adolphe AUBENAS, *Notice histor. sur la ville et le canton de Valréas*, pp. 27-8; — CHEVALIER, *Invent. des Dauph. de 1346*, n. 1265, 1370-1; *Cartul. dauph.*, t. VII, pp. 156-8; — *Bull. de la Soc. d'arch. de la Drôme*, t. XII, p. 223; — LACROIX, *L'Arrond. de Montélimar*, pp. 156-7 et 206.

REINAGES & VOGUES



On appelle dans la Drôme *reinages* et *vogues* certaines fêtes patronales, dont l'origine n'est pas connue. Les vogues ou *vodi* tirent peut-être leur origine de quelques pèlerinages célèbres, à cause de *votum*, vœu, d'où sont venus le mot *vodi* et probablement celui de *vogues*.

Quant aux *reinages*, leur nom se tire très régulièrement de *roi* et de *reine*, à cause de l'élection faite en quelques lieux de monarques éphémères, en possession, comme à Saint-Donat, d'une assez grande autorité.

Jules Ollivier a parlé du roi de l'aumône élu à Saint-Donat le jour de l'Ascension ; mais il n'a pas connu les autres royautés de village.

Or, les registres de l'état civil de Montrigaud nous révèlent leur organisation à Charaix, petite paroisse de l'ancien diocèse de Vienne, entre Hauterives et Saint-Christophe et Le Laris.

Voici, d'après ce document, le résultat des élections faites en 1656, le jour de Saint-Clair ou le 1^{er} janvier, avec les cotisations de ces puissants d'un jour :

Le roi, Guillo, 4 livres et demie de cire ; le dauphin, Avignon, 2 livres et demie ; le connétable, Pillon, 1 livre ; le 1^{er} prince, Monier, 7 quarterons ; le 2^e prince, Avignon, 7 quarterons ; le 1^{er} page, Achard, 5 quarterons ; le tête-vin, Berard, 1 livre ; le cuisinier, Pillon, 3 quarterons ; le conseiller, Morette, 3 quarterons ; le 1^{er} gentilhomme, Pillon, 3 quarterons ; le mousquetaire, Vallier, demi-livre ; le mignon, Aimar, demi-livre ; le capitaine des gardes du roi, Sauze, demi-livre ; l'intendant des finances, Revol, demi-livre ; le capitaine des

Suisses, Ferlay, demi-livre ; le porte-hallebarde, Vassy, demi-livre : l'épée tranchante, Aimar, demi-livre ; l'ambassadeur, Revol, demi-livre ; le roi du pain bénit, Rodet ; la reine, Catherine Boubat ; la reine du cierge, Françoise Boubat ; la demoiselle de la reine, Madelaine Avignon ; la fille de chambre, Virgine Paquien ; la cuisinière, Jeanne Genthon ; la blanchisseuse, Louise Bernier ; la bouquetière, Antoinette Achard. Ces dames donnaient chacune de 4 à 8 sols et le roi et la reine du pain bénit 10 pugnères de blé ensemble.

En 1657, le roi élu fut un berger de M. Genthon. Il a de plus que son prédécesseur un grand trésorier, un grand maître d'hôtel, un lieutenant, un porte-enseigne, un fou et un marmiton.

Deux ans plus tard, le cortège royal s'accroît encore d'un violon et d'un trésorier de la chambre des comptes.

Il est regrettable que le document ne nous révèle pas les cérémonies d'avant et d'après l'élection, l'emploi de la cire, du blé et de l'argent donnés, les réjouissances de la fête et l'histoire de l'institution ; mais il est hors de doute que le mot *reinage* est venu de là.

D'autres communes avaient une royauté pareille, et quand les documents nous la feront connaître, nous aurons soin de les publier. C'est le moyen le plus logique de préparer l'histoire des mots de notre langue et des coutumes du passé.

Dans le midi du département, il est plus souvent question des *abbayes joyeuses* ou *abbayes de la jeunesse* que des *reinages* ; cependant les deux institutions pouvaient exister simultanément, parce que leur but différait beaucoup : l'une paraît avoir eu pour objet le monopole de la police des mariages et l'autre, un simple amusement passager, qui rapportait certain revenu à la fabrique de l'église ou aux pauvres.

M. l'abbé Vincent a trouvé le *reinage* encore existant à Saint-Laurent-en-Royans. « Le 1^{er} dimanche de mai, dit-il, un grand concours se fait dans l'église ; à peine les vêpres sont-elles terminées que le curé monte en chaire et là, au milieu du plus grand silence, il met à l'enchère le titre de roi, de reine, de

dauphin et de dauphine, puis celui de connétable. En cette occurrence, une bonne bourse établit votre droit et fait taire les compétiteurs.... Après l'élection, le roi, la reine.... sortent de l'église deux à deux et un flambeau à la main ; la foule formant le cortège se range en procession et défile à leur suite.... Le *reinage*, dans tout ce qui le constitue, ne renferme aucun élément de dissolution et de ruine ;... les familles lui doivent d'agréables distractions, d'innocents plaisirs, et le budget de la fabrique quelques écus de plus....¹. »

Le *reinage* de Charaix devait ressembler à celui-là ; seulement il a cessé depuis bien longtemps.

A. L.

(1) *Lettres sur le Royans*, pp. 248 et suiv.

COMPTE-RENDU DU TRÉSORIER

sur la situation financière de la Société d'archéologie à la fin de l'année 1878.

Messieurs,

La situation financière de notre Société pendant l'année 1878 n'a pu vous être présentée l'année dernière par suite du décès de M. Poinçot, notre regretté collègue, et des retards résultant de la liquidation de sa succession. J'ai l'honneur de vous en donner aujourd'hui le résumé ainsi qu'il suit :

RECETTES

En caisse au 1 ^{er} août 1878, y compris les sommes déposées à la Trésorerie générale.	5270	22	
Intérêts au 31 décembre 1877 desdites sommes, lesquels n'avaient pas été comptés, par erreur, lors de l'établissement de la situation précédente	80	50	
Intérêts à la fin de l'année 1878 desdites sommes.	72	80	
85 cotisations de membres titulaires	1700	»	
92 cotisations de membres correspondants. . . .	552	»	
9 cotisations arriérées de membres correspondants	54	»	
Vente de livres et d'ouvrages de la Société	63	»	
Subvention que l'État a bien voulu nous accorder.	400	»	
Total des recettes. . . .	8192	52	8192 52
<i>A reporter . . .</i>			8192 52

Report.

8192 52

DÉPENSES

Impression des 45 ^e , 46 ^e et 47 ^e livraisons du <i>Bulletin</i> de la Société, y compris les frais d'affranchissement	1790 35	
Impression du 5 ^e volume de la <i>Statistique</i> <i>de l'arrondissement de Montélimar.</i> . . .	450 »	
Charte fournie pour la 44 ^e livraison du <i>Bulletin.</i>	10 »	
Timbres-poste et timbres de quittances. . .	4 70	
Frais de bureau de 1877, omis au précédent compte-rendu.	20 »	
Frais de bureau de 1878	20 »	
Frais de recouvrement de cotisations à Valence et de traites retournées	53 05	
Total des dépenses.	2348 10	2348 10
Reste net en caisse, formant l'avoir de la Société au 1 ^{er} août 1879.		5844 42

Tel est, Messieurs, le compte-rendu des opérations relatives aux recettes et dépenses de l'exercice 1878, que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

Valence, le 10 juin 1880.

Le Trésorier,

H. ÉPAILLY.

COMPTE-RENDU DU TRÉSORIER

sur la situation financière de la Société d'archéologie

à la fin de l'année 1879.

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous présenter le compte-rendu général de la situation financière de notre Société, par balance des recettes et des dépenses, pour l'année 1879.

RECETTES

L'avoir en caisse au 1 ^{er} août 1879 était de .	5844	42	
Les recettes effectuées ont produit, savoir :			
1° Intérêts au 31 décembre 1879 des sommes déposées à la Trésorerie générale.	74	30	
2° Arriéré de 33 cotisations des années anté- rieures (membres titulaires)	660	»	
3° Arriéré de 45 cotisations des années anté- rieures (membres correspondants)	270	»	
4° 99 cotisations de l'année 1879 (titulaires)	1980	»	
5° 97 cotisations de l'année 1879 (corres- pondants)	582	»	
6° Vente de livraisons et d'ouvrages de la Société	143	25	
7° Subvention de M. le Ministre de l'ins- truction publique.	400	»	
Total de l'actif	9953	97	9953 97
<i>A reporter</i>			9953 97

Report

9953 97

DÉPENSES

1° Frais d'impression des 48°, 49°, 50° et 51° livraisons du <i>Bulletin</i> de la Société. . . .	2434 35	
2° Affranchissement de ces livraisons. . . .	145 »	
3° Impression de 300 mandats	15 »	
4° 1000 lettres-circulaires imprimées	25 »	
5° 300 lettres de convocation et 400 bandes imprimées. !	19 »	
6° Timbres de 200 mandats.	30 »	
7° Timbres-poste et timbres de quittances. .	40 10	
8° Frais de bureau du secrétariat en 1879 .	20 »	
9° Frais de recouvrement des cotisations de Valence et de retour de mandats impayés	24 55	
	2753 »	2753 »
Reste en caisse au 1 ^{er} août 1880		7200 97

Tel est, Messieurs, le bilan de la Société arrêté au 1^{er} août 1880 par votre Trésorier.

Si l'on compare les dépenses de cet exercice avec celles du précédent, on remarque un excédant de 454 fr. 90 c., qui provient principalement de ce qu'en 1879 il y a quatre livraisons du *Bulletin* portées en compte, tandis qu'en 1878 il n'y en avait eu que trois; mais, d'un autre côté, un arriéré considérable de cotisations a été recouvré en 1879, de telle sorte que les recettes de cette année dépassent de 1,237 fr. 25 c. celles de 1878.

Il y a eu du reste chaque année, depuis 1876, une augmentation croissante dans les ressources de notre Société. Ainsi, l'avoir en caisse, qui était le 1^{er} août 1877 de 4,893 fr. 57 c., est aujourd'hui de 7,200 fr. 97 c.

La situation financière de la Société est donc prospère. Il serait à désirer maintenant que l'autorité supérieure la reconnût comme établissement d'utilité publique, ce qui lui permettrait de placer sûrement et fructueusement son capital.

Valence, le 12 août 1880.

Le Trésorier,
H. ÉPAILLY.

PROPOSITION DE BUDGET

faite par le Trésorier pour l'année 1880.

Messieurs,

Les recettes et les dépenses pour l'année 1880 peuvent s'apprécier ainsi qu'il suit :

RECETTES

1° Les cotisations de 113 membres titulaires produiront	2260 »	
2° Celles de 119 membres correspondants ou abonnés.	714 »	
3° Le recouvrement des cotisations arriérées	200 »	
4° La vente de livraisons et d'ouvrages de la Société.	200 »	
5° La subvention que M. le Ministre de l'instruction publique voudra bien nous continuer.	400 »	
Total des recettes	3774 »	3774 »
A reporter		3774 »

Report 3774 »

DÉPENSES

1° Frais d'impression et d'envoi du <i>Bulletin</i> et de convocations.	3000	»
2° Frais de recouvrement des cotisations. . .	80	»
3° Frais de timbres-poste, de timbres de quittances et de bureau	80	»
4° Concours au 6 ^e volume de la <i>Statistique de l'arrondissement de Montélimar</i>	450	»
5° Dépenses diverses	50	»
Total des dépenses . . .	3660	» 3660 »

Excédant probable des recettes pour 1880,
non compris l'avoir en caisse de 7,200^f 97^c,
constaté au 1^{er} août de la présente année 114 »

Tel est, Messieurs, le projet de budget que j'ai l'honneur
de soumettre à votre approbation.

Valence, le 12 août 1880.

Le Trésorier,
H. ÉPAILLY.

SÉANCE DU 23 AOUT 1880.

PRÉSIDENCE DE M. DE GALLIER.

Après la présentation et l'admission de M. Morel, receveur particulier des finances à Nyons, archéologue distingué, comme *membre titulaire* et de M. Tardy de Montravel, comme *membre correspondant*, M. le Président rappelle que, le 25 janvier 1877, il fut décidé de demander la reconnaissance de la Société comme établissement d'utilité publique; que la maladie et la mort du premier trésorier ont retardé l'accomplissement de ce vœu; mais qu'une existence de quinze ans et la publication de quatorze volumes de travaux ayant prouvé surabondamment la vitalité de l'association, il y a lieu de renouveler la décision antérieurement prise.

En conséquence, l'assemblée, s'associant à la proposition de M. le Président, charge le Secrétaire de remplir les formalités nécessaires pour arriver à la reconnaissance demandée.

Un membre signale deux notes d'un article historique inséré au *Bulletin* de cette année, livraison 54, pages 239 et 251, où l'auteur propose de rectifier la lecture de deux passages de chartes du cartulaire de Saint-Barnard. Or, le texte original porte *clerico ipso* dans l'une et *constitutus* dans l'autre. Ce point de fait vidé, l'auteur reste libre d'interpréter à sa guise et sous sa responsabilité les deux passages en question.

M. le docteur Chevalier donne ensuite d'intéressants détails sur la famille Aymon, de Romans, et sa notice sera publiée dans une livraison prochaine.

CHRONIQUE.

Le nom de M. Alègre (Léon) ayant été omis sur la liste des membres correspondants, nous le rétablissons d'autant plus volontiers que ce savant collègue a le premier fondé un musée cantonal remarquable, une bibliothèque publique et commencé l'histoire des hommes marquants de sa circonscription, sous le titre de *Notices biographiques du Gard, canton de Bagnols*. Le 1^{er} volume, publié cette année, en renferme 37.

M. Pinet (Joseph), d'Andance, nous prie d'annoncer qu'il cèdera au prix de deux francs l'une ses médailles gauloises formant le *Trésor de Laveyron*, découvert dans sa propriété.

Pas de nouvelles archéologiques, mais beaucoup de publications littéraires.

Un de ces jours va paraître la première livraison d'une Revue intitulée : *Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse*, sous la direction de M. l'abbé Chevalier, l'auteur de si nombreux travaux historiques estimés sur le Dauphiné. Ce nom à lui seul est une garantie de succès¹.

Déjà *L'Alouette dauphinoise* de M. Morice Viel en est arrivée à sa 4^e livraison. Ce journal bi-mensuel, purement littéraire, dans toute l'acception du mot, promet d'aborder aussi l'histoire et l'archéologie locales. Grâce aux plumes finement taillées de ses rédacteurs, il est appelé à jeter du lustre sur notre région et à faire connaître ses artistes et ses écrivains².

(1) Romans. — Prix d'abonnement, 3 fr. par an.

(2) Puygiron. — Prix d'abonnement, 7 fr. 50 c. par an.

Nous avons reçu encore :

La Revue du Dauphiné et du Vivarais, toujours fort intéressante, N.^{os} 1, 2, 3 et 4 de 1880 ;

La Revue épigraphique du Midi de la France, par M. Allmer, qui en est à sa 9^e livraison ;

Le Vivarais à la représentation nationale depuis le XIII^e siècle jusqu'à nos jours, par Henry Vaschalde, br. in-8°. Paris, Rouquette, 1880 ;

L'église collégiale de Saint-Jean-Baptiste à Saint-Chamond, son chapitre, ses reliques. Notice historique, par Maurice de Boissieu, 1 vol. in-8°. Lyon, Aug. Brun, 1880 ;

Note critique concernant Syagrius II, évêque de Grenoble (614), par l'abbé Charles Bellet, br. in-8°. Vienne, Savigné, 1880 ;

De l'utilité et des conditions de la critique d'érudition. Lettre à M. Cazajoux, directeur des Lettres chrétiennes, par l'abbé Chevalier, br. in-8°. Lille, 1880 ;

Specimen du langage de Savines (Hautes-Alpes) en 1442. Document inédit publié par l'abbé Paul Guillaume, archiviste des Hautes-Alpes, br. in-8°. Forcalquier, Masson, 1880 ;

Album Caranda (suite). *Les fouilles de Trugny (Aisne)*, splendide album offert par M. Moreau (Frédéric) père.

Recueil de mémoires et documents sur le Forez, publié par la Société de *La Diana*, t. v, in-8°. Saint-Étienne, Théolier, 1879 ;

Antiquités et monuments du département de l'Aisne, par Édouard Fleury, 3^e partie, in-4°. Paris, 1879, Menu ;

Romania, t. ix, livr. d'avril 1880 ;

Revue des langues romanes, publiée par la Société pour l'étude des langues romanes. Montpellier, 1879 et 1880 ;

Journal des savants, 1879 et 1880 (don du Ministère) ;

Revue des Sociétés savantes, 1879 et 1880 (don du Ministère) ;

Les échanges internationaux littéraires et scientifiques, par Alph. Passier, br. in-8°. Paris, 1880.

CE QU'EI QU'UN PRÉFÉ

SOUVÉNTÈNÇO DÉ QUAND ÈROU MORRI.

O moun omi, Moussus FILLAT aynè, fobricant dé popier
vès Osto.

Vous parlou, mo fiâ, d'uno trénténo d'ans. Dédin quooou témps èrou un groou morri, rougé dé figuro, ooubé dé grands choveü blounds, toujours un paou eybourrissa, qué s'eychoppavoun per tous lous caïreïs dé dessous moun morri bounnet d'ondienno; fosian uno grosso bobo sus moun fran, d'ou cousta dré, et péndoulavoun dé chaque las, lou lon dé mâ jaoutâ, sus mas espanlas, coumo dé grands fouvourî. Pourtavou un fooudiou dé coutouno, ooubé dé culottas o coursagé fëndias ouu cuou; vaï sèn diré qué mo chomiso sourtio d'oqui, et qué boutavou touaïllo o touto houro. Botifélavou tout lou sonclamé d'ouu jour, ouu râbi soulé, sèns chopé et lo meyta d'ouu témps deychaou. Poreï tout dé mêmé qué n'èrou pas laï et qué n'oviou pas l'air d'essé un bien morri diablé, percé qué mé souvéntou qué las fennâs m'embrossavoun; maï mi gueulessé coumo un potaïré qué vouliou pas, et maï qué fuguessé souvént bachous et gourmous.

Un viagé, — èro un jour dé sémano et fosio bénïou bien béou témps, et pamén casi dèngu dès Osto trovoïllavo et ténian pas l'escolo. — Ovian tombourina lou moti qué foulio réduré las polias, boleyas las choreyras châcu dovan si et povouasas las meysous !!! Povouasas las meysous? Mi soviou pas cé qu'èro co; mais m'an esplica dunpeü qué sinifiavo dé boutas dé dropéou.

Ovian plonta ouu pègè d'Osto, dovan lou pèré Mourier, douas grandas pertias gornias dé boueï, ooubé dé dropéou o lour finto cimo, uno dé chaque las d'ouu chomî dé Grey. Lou

moundé èroun èndimincha. Codet Ooudou, qu'èro ista conou-nier, fosio portis las boueytas dé tèmps en tèmps. Oourian dit qu'èro lo voguo !!!

Lous poumpiers s'èroun ossembla. Mé semblo qué lous veyou incaro, quand descèderoun per lo grand-choreyro !!! Lous tombours tombourinavoun o mén d'estellas las vitras. Lous sopeurs morchavoun dovan ooubé lours grandas barbas neyras, lours fooudiou blancs, lours grands bouney o poil et lours ochous tous noou ; peū venian lous poumpiers, casi tous oou pas, ooubé lours casqueïs, lours fusils et lours boyounettas, qué brillavoun oou soulé. Moussus Tovan, qu'èro copitainé, sé tenio lou prumier én testo, ooubé sas espoulettes toutes d'or et soun sabré nu o lo man ; et lou paouré Coupier, qué resté coufflé, péchaïré, lous treïs dorièrs quarts dé so vïo, séguio dorrier sus sas chambas courtas, raidé coumo un paou dé fèrè, rougé coumo un vieux poumpoun dé grénodier, meyta hobilla én soudar, ooubé un oncién vestou crossoux et un grand bounnet dé pouliço. Nous aoutrey, mormaillo, courrian oprès coumo pouvian. Tout lou moundé régordavo. Veguèrou mas vésinas : d'un las dé lo choreyro, Mélani Tenou o so fénestro, et dé l'autré las, lo mèrè Ropino qu'ovisavo entrémitan la cajas dé sous quinsoux.

Lous poumpiers prénguèroun lou chomi dé Crey, et ouviou diré dé pertout : « Ei lou Préfé ! lou Préfé, qué vén vès Ostò, lou Préfé dé Volenço ! Moussus Gresso ooubé Moussus Édouà li van porlâs. »

Lou Préfé ! Mais qué diablé oco pouo essé, lou Préfé ? mé pensavou. Foou qué siessé caouquorén dé bien estrordinairé, qué tout sé bouato én toueyro quand vén vès Ostò ! Et lo pétouacho mé prénio ; oviou casi énveyo dé m'éntournâ vès mi ; mais lo curiosita mé sécutavo qué maï et séguïou toujours lous aoutreïs ; oviou un pouén dé cousta o fouarço dé couré.

En orrivan dovant vès Botisto Conova, lous poumpiers s'orres-tèroun sus lo routo, et Codet Ooudou fogné caouqueï pas sus lou chomi qué mouanto vès lous Orras, per descubris dé maï leun sus lou chomi dé Crey. Dévio tiras douas boueytas, per overtis, dré qué veyrio vénis lou Préfé.

Mais qué diablé pouvio don essé oco, lou Préfé?... Éroun rémossa caouqueïs morris dorrier lous poumpiers, o l'intreyo d'ouo pra dé moun cousi François Vieux, orrando lo bioleyro. Li ovio Mognétou, Soury, Gronou, Paul Conova, Mourtal, Bel-œu, peü d'aoutreïs dé vès lou pouan, qué couneyssiou pas incaro et qué m'ovian l'air d'essé molins. Mognétou ero casi un *grand*, pourtavo dé culottas o brotello et un jilet; ovio uno blaudo ooubé uno cénturo o plaquo; pourtavo ooussi uno cosquetto !! Lous aoutreïs morris, qué pourtavoun incar qué dé culottas o coursajé et dé bounneïs, sé sorravoun ooutour d'élou, per escoutas cé qué disio... Mi, crébavou d'énveyo dé sooupré. — Qué yeïs oco, lou Préfé? démondérou o Mognétou. — Saveïs pas cé qu'eïs lou Préfé? respoundé én sé mouquan dé mi, et lous aoutreïs cropaous crièroun, en sé mouquan coumo yélou : « So pas cé qu'eïs lou Préfé! So pas cé qu'eïs lou Préfé! » — Non, vou savou pas, réprenguèrou tout coussoueyroux; mais vaï, dias moou, bouto, sorès bien bravé? — Un Préfé... Un Préfé... Un Préfé, diguè Mognétou; mi l'aï végu, lou Préfé, un an qué venguè vès Osto. Eis uno déligenço, ooubé quatrè jondarmo; nio dous dovant et dous dorrier... — Et bén vouaï, diguèroun lous aoutreïs, mi vou soviou.

Siou bién sur qu'ouquélous mormoillous n'én sovian pas maï qué mi, et qué vénian d'oppréndré coumo mi, per Mognétou, cé qu'èro qu'un Préfé; mais lous éfants soun, mo fé, coumo lous hommeïs : voloun toujours sè fas possas per maï sovants qué cé qué vou soun.

Dévou récouneyssé qué l'esplicotiou de Mognétou m'ovio un paou eyboloouvi. N'ouriou pas creygu qué lou Préfé fuguessé uno déligenço ooubé dé jondarmo. M'èrou cazi eymojina qué dévio essé un hommé, ooubé dé moustachous rougeïs, hobilia dé gris et d'un brisou dé jaouiné, ooubé un sabré bleu et un chopé d'or o treïs cornas. Mais doutèrou pas uno minuto dé cé qué veniou d'oppréndré. Mognétou pourtavo brotellas et jilet; peü, soun père èro grongier vès Moussus Tovan! Dévio bén sooupré cé qué disio.

M'ousservorè béléou, qué tordèrou pas o veyré dé mous euïs

cé qu'èro qu'un Préfé? Et bén non, vou véguèrou pas. Tout-o-n'un co, las boueytas pétèroun o nostas oureillas; Moussus Tovan sé boutè o crias caouquorén, et lous poumpiers sé bouliguèroun tous. Orrivavo tout plé dé moundé ooubé dé voituras, per lou chomi dé Crey. Entrévèguèrou un paou Moussus Gresso, lou mairé, qu'ovio prés uno cénturo dé treïs coulours coumo un dropé; et, ooubé caouqueïs morris, eybrovoja coumo mi, courriguèroun nous escoundré vès Botisto, sous lo granda taoulo dé lo paouro Viergino, so fenno, qu'èro réposseuso.

Quand n'én sourtiguèroun, li ovio plus déngu sus lo routo; lous poumpiers rintravoun dins Osto. Et voqui coumo sé fai qu'aï creygu dé témp cé qué m'ovio dit Mognétou : « Qu'un Préfé èro uno déligenço, ooubé quatrè jondarmo, dous devant et dous dorrier. »

Martial MOULIN.

(*Parler d'Aouste.*)

EI FELIBRE DOUFINEN

*achampa a Crést per festa l'anniversari de la foundaciéu
de l'Escolo doufinalo.*

Envoulo-te, moun couer, sus lei ribei de Droumo !
Leù despleio toun alo, e voulo vers toun nis ;
Passo d'ounte voudras, tout chami meno a Roumo ;
Pichot aucelou d'or, voulo vers lou país,
En pleno terro doufinalo.

Li a n'aubre merveillous, qu'a grela, qu'a creissu ;
Sa barbeno a de sabo, e poua veni d'eissu
Dins lou céu doù mieijour, fara mounta soun su !...
Vai sus én repausa toun alo !

En terro doufinalo uno fouent a giscla ;
Eis la néu dei glacié, qu'avàn séns fin l'aveno.
Dins lei vénei dei mount plan-plan a dévala :
Urous qu'eu que li pouso e béu a coupo pleno !
O moun couer, amourro-te li !
Béu li dins tei doues man ; vai, la béuras pas touto
Aquelou fouent de Diéu ; jamai, jamai s'agouto.
Per te désalassa, n'i aurio prou d'uno goutto,
Paùre felibre anéquéli !

Dins lou céu doufinen vén de se leva 'n'astre
Luminous, coumo aquéu que lei rei d'Oùriént
Veiguèron resplandi, quand au mitan dei pastre
Diéu pengué per li naisse un jas de Bétélén.
Vers lou brès de la pouésio
Aquel astre bénei, moun couer, te ménara.
Qui, saras pas soulet, e se li atrouvara
De rei, que mai qué d'un, bén sur, t'aculira
Embé bounur e courtésio.

Noun ramplisson lour man , l'encéns , la miarro e l'or,
 Coumo aquelei d'antan, véngu dins la Judeïo ;
 Mai per te faire festo auran d'autrei trésor
 Pus riche e pus présa , que clinclant e daurèio,
 Uno âmo francho, un couer de fio,
 L'amour sant doù païs e de la terro maire !
 Préfachié de l'ounour, illustron lou terraire ;
 Per descata lou béu , foujon embé l'araire
 E laisson gis d'ermas en lio !...

Felibre doufinen , l'aubre a l'espéso broundo
 Vous autrei dins loù grés enfin l'avès planta.
 La pouético fouent qu'encuei larjo soun oundo ,
 Eis doù fins founs doù couer que l'avès fa giscla.
 Lou bel astre de santo Estello
 N'avès sus lou païs fa lusi lei raïoun ;
 Gramaci !... De bounur aro moun couer se found ,
 Coumo l'estiéu la néu qu'acato nostei mount
 E que chasque iver enmuncèlo.

Lauva-sié Diéu d'aco ! Que sa benediciéu
 Coumo'n fres eigagnoù descendé sus vosto obro !
 Laissa-me l'amira dei païs vounte siet ,
 E vouliès m'aculi coumo'n paure manobro.
 E d'abord qu'eis encuei lou jour
 Qu'anas béure en l'ounour de la léngo dei reire.
 Jéu qu'a voste cousta voudriéu pouire me veire ;
 Laissas-me , d'enterin , béure en levant moun veire
 A la patrio ! a soun amour !

Pouent Audemer, lou 17 de jun 1880.

Ernest CHALAMEL.

(*Parler de Dieulefit.*)

Loù Dsueton de Plitoncourt.

II

PAVAJOU DELLOU PRO.

Lou maire, pendan quoque jour,
Dourmuet tranquiellou... Mai bon jour !
I gli fan de nouvelle plinte :
Glin l'ambète, l'otrou l'érinte,
De glioù prepoù van l'assoumo ;
Persouna atou ne voù choumo :
— Muet, je n'arâ point de fourrajou,
Où salon je farâ barrajou ;
L'éga neyera loù darbon ;
Où ban baglié-me de charbon
Per pouére brilo quelle bétse.
— Où sor. — L'otrou gli dsi : Van vêtse ?
— Viquia qu'épeglioche de nâ :
Vo évarché loù darbounâ.
Lou maire é bian loin d'être en fêta,
Où broge et se crûse la téta :
Mai toù van me tombo dessi ;
Sont pli maglin que de boussi.
Tournomé, fa vegni loù mambrou,
Ossuet bétse que de groù chambrou,
Que ricol' où liû d'avancié,
Que pinçon sans lôu z'agassié !
La séance fuet oùrajoussa ;
Chocun fésié vaglié sa choussa.
Francho dsuesié : Fo le sougnié !
Picor fésié : Fo le sognié !

Non ! repondsé lou grou Tsénetta,
Fo gliou betto ina gliuennetta,
Cueme i fan chez nous ou cayion.
— Quése-te don, t'esse in couyion !
Si chocun ayan ina échinga,
Bian seur se farian pou... — Seringa !
I foudruet le z'ébiglianto...
De Loujon ère impacianto.
Où bigliéssié dsan sa chamise,
Mogré que sotiflove la bise.
Tout dsin coup gli vian ina idé
(I ne po souvent lou dadé) :
— Ardi ! dépleyié voutre z'ole ;
Fède vegni tout plan de dole !
Avé ne pavaron lotu pro :
Lotu darbon seran-t-atrapo !

Meri d'EXILAC.

(Parler de l'Isère, bords du Rhône.)

(A continuer.)

Lou Coromantran.

Deïdia o Moussus l'abbé MOUTIER, cobiscou.

Fosian sòutas vés Creïs, o trovers las choreïras,
Un beou coromantran, dins un drap plé dé neïras.

Lous moris courrian tous...

La fénas s'omossavotïn

Et, coumo d'oussélous,

Toutas ensens pialiavoun...

Tengu per uno man, perqué courigué pas,
Lou mori d'uno féno, otbé un dé dins lou naz,
Disio : — « Moma, dias mé, si eis uno grosso fauto,
Coumo m'o dit la sœur, ou ben un groïs pécha
Dé sé masquàs per riré ou dé noircis so jaùto,
Perqué donc lou bouan Diou d'oquo sorio facha ? »
— « Puisqué lo sœur vou o dit, fòu bien olors vou creïré,
Digué sens bolanças l'espouso dou popa. »
Lou pétit répliqué : — « Soro bien otropa
Lou bouan Diou dé lo sœur, quand li foran bien veïré
Qué pouo pas puni quòu qu'eïs lou coromantran.
Malgré qué liavoun dit queïs uno vrai conaïllo,
Sòudro plus qué respouandré olors qué li diran :
Oquou d'oqui, Seigneur, eïs un home dé paillo ! »

BERMOND.

(*Parler de Crest.*)

Lo Roso doûs boueïssous.

Rin dé si bèou qué l'eïglantino ,
 Quand li fouilloret lo bodino ,
 Per no motinâ dé printeimps.
 Qu'âmou lo veïré bello et pâlo ,
 Odoun qué lo rouséyo estalo
 Su so courouno virjinalo
 Sas jôoulias perlietas d'arjaint.

Flours qu'omavo tant Marie Lauro ,
 Mé roppèleïs Clémenco Isauro
 Et l'histoiro dé sous omours.
 Ein romè d'or sias lou mérite
 Qué Toulouso bailo o l'eïlite
 Dé sous obileïs troubodours.

Qué sias d'jôouliouno sus to tijo ,
 Quand sus ti l'obeillo vouldidjo
 Per coumpôousa soun doux trésor ;
 Sû toun sé blanc bèou l'ambroisio ,
 Peuï dins soun brû plé d'harmounïo
 Sin vaï trouvâ sous rayouns d'or.

Qu'âmou té veïré blantcho et puro ,
 Quand t'eïbandisseï sù l'ôoussuro
 Oû soufflé dôous veints printoniers ;
 Lorsqué lou tchabro-fé t'imbrasso ,
 Et qué dé sous bras t'intrélasso ,
 Sé riant dé tous picoux niers.

Joseph GRIVEL.

(*Parler de Crest.*)

Lo Muso potoiso.

Veyou perfeis dorier l'oumbrino
Poucheyas soun petit chopè ;
Mès, plus lesto qu'uno chobrino,
Dre que me ve, viro lou pè.

Un jour de mai, dins lo romeiro,
De saùze en saùze, tout plan-plan
Et poutouneyant chaquo peyro
Que soun pe touchavo en marchant,

L'ai seguio. D'uno voix bien douço
Li disiou : « Muso, orresto-te !
Qui y o d'oumbro onimai de mouso. »
Mais ello, m'ovisant : « Pote,

Si me disio, perdeys to peino,
Car n'aures jomai mas fouvours ! »
Et m'entournavou l'amo pleino
De chogrin et l'eu ple de plours !...

Veyou perfeis dorier l'oumbrino
Poucheyas soun petit chopè ;
Mès, plus lesto qu'uno chobrino,
Dre que me ve, viro lou pè.

Maurice CHAMPAVIER.

(*Parler de Crest.*)

Souveinteinço.

Ah ça ! l'un de nous doux robuso,
Muso.
Dias-me donc vount lous vers suivants
Van ?

Van fas l'omour. — Oh ! siou pas saje,
L'aje,
Dit qu'oqui seins so permissiou
Siou.

Tant pis, de soun pouver obuso,
Muso,
Mo lyro o chantas moun printain
Tain.

Chantoro l'èli qu'ein pinturo
Duro,
Dins moun cœur que n'oguè jomaïs,
Mai.

Proumier omour, es qu'ouè ciel l'amo
Qu'amo
Retrouavo tous riants jardis,
Dis ?

Lous plourou, mo bello incounstanto
Chanto,
De moun maou que n'eïs pas guori,
Rit.

Onou qu'ereïs bien plus jolliouno
Qu'ouno
Un bel anje doù porodis !
Dis ?

Quond de vè las Plantàs possaveïs,
Saveïs,
Qui trouvaveïs sur toun chomi ?
Mi !

Te souveinteïs de lo moureno,
Pleno
D'ombre mai de flours eïbandias,
Dias ?

Sus soun topis vert vount s'estaouro
L'aouro,
Qu'un pur eintretien eïs o doux
Doux.

Disiou : Sias digno d'un louanje
D'anje,
Et siou per trop d'omour eïmu
Mut.

Oh ! de lo bèouta que m'eincheïno
Reïno,
Qui brillo maï qu'un beou moti ?
Ti !

To voix coum' un riou d'arjaint coulo,
Soulo,
Per moun oûreïllo de councert
Sert.

Tous eux de l'omour sount lo sourço.
L'Ourso
Brillo dins lou bèou firmomeint
Meins.

Près d'elous tout astre eïs uno oundro
Soumbro,
Tant eïs per mi lour doux flambèou
Bèou.

Lo roso, que lou veint olisco,
Bisquo.
De las flours sias pas reïno oüssi ?
Si.

L'èli si pur qu'eïs toun emblème
Même,
Eïs coum' elo sus toun bèou teint
Teint.

Disias : T'ai leïssa per t'einteindre
Preindre
Moun cœur ; mais d'olieurs lou seintiou
Tiou.

Soro toujours sous toun empire,
Pire
Qu'un esclave, car t'eïn foreis
Rei !

Et pourtant, m'as troumpa, cruello
Bello !
D'un peuï, creiou qu'un doux sermeint
Meint.

D'un peui raromeint mo tristesso
Cesso,
Et veiou souveint lou tombèou
Bèou.

Et pouei pas oprès lou deïlire
Dire
Qu'èrou foou de r'omas pourtant
Tant !

Laisso-me, douço souveinteiço !
Peinso
Qu'o to voix moun cœur ein eïbat
Bat.

Quand toun doux soufle sus so glaço
Passo,
Lou reindeïs malgre soun hyver
Vert.

Ah ça ! queso-te vite, Muso
Buso !
Veieïs bain qu'eïn countroveintiou
Siou.

Creis, janvier 1870.

LOU FELIBRE DÈ SOBOURI.

(Parler de Crest.)

L'Amo imourtèlo.

O Martial Mouli.

Un bouan cura rencouantro un beù jour un mori,
Que roujo un quignou groûs coumo lou bè d'un ane,
Et li dit : « Lou couar o besoun d'esse notûri,
» Mès pamens, moun Jonet, foû pas que tout leis ane,

» Et que reste peûx ren, per que l'amo s'en pane !...
» Ah ! eis ello, mo fe, qu'otrîo bientoût peri,
» Si l'ossivavoun pas de caûque mourcè crane
» De temps en temps. Té, prends quel eimage flouri,

» Que te serviro de micho espirotuèlo !...
» Lou couar eis possogier, mès l'amo eis imourtèlo :
» Foû pouarze dovant tout o n'oquesto d'eici. »

Ponant las brisas doû crouchou qu'o deigoûci,
Jean fais : « Mès li foû ren, ni pan ni medecino :
» Puisque doû pas muris, crend ren de lo fomino ! »

Léopold Bouvat.

(*Parler de Crest.*)

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES DU XIV^e VOLUME

ANNÉE 1880

Annales de Michel Forest, par M. J. BRUN-DURAND, pp. 36, 131, 256, 394.

Arrondissement de Nyons (L'), par M. A. LACROIX, pp. 129, 145, 161.

Bibliographie de la Drôme, par M. J. SAINT-RÉMY, p. 95.

Bressieu (Maurice), par M. A. LACROIX, p. 56.

Chronique, par M. A. LACROIX, pp. 100, 206, 320, 431.

Comptes-rendus des séances, pp. 98, 204, 319, 430.

Documents inédits sur le siège de Mévouillon, par M. le marquis DE MONCLAR, p. 121.

Escolo doufinalo dou felibrije, pp. 105, 209, 321, 433.

Grignan religieux, par M. l'abbé FILLET, pp. 5, 158, 225.

Les de fructu ou gachefuots de Sahune, par M. A. LACROIX, p. 79.

Les statuts de l'église de Saint-Barnard de Romans, par M. le Docteur Ulysse CHEVALIER, pp. 278, 337.

Milliaire de Valence (Le) et la voie d'Agrippa, par M. Florian VALLENTIN, p. 87.

Montagu, village disparu près de Grignan, par M. l'abbé FILLET, p. 415.

TABLE DES MATIÈRES.

- Mort de César (La).* — Tableau de M. Clément, par MM. GELLION-DANGLAR et LACROIX, p. 72.
- Nécrologies*, par M. A. LACROIX, pp. 203, 318.
- Petites notes historiques*, par M. A. LACROIX, p. 84.
- Recherches sur les évêques originaires du diocèse de Valence*, par M. l'abbé PERROSSIER, pp. 21, 148, 235, 375.
- Reinages et vogues*, par M. A. LACROIX, p. 421.
- Tableau des membres de la Société*, p. 310.
- Trésor de Laveyron (Le)*, par M. le comte DE LA SIZERANNE, p. 171.
- Une enseigne d'apothicaire à Vesc*, par M. A. LACROIX, p. 409.



